

L. J. 366-2 *ei*

HISTOIRE GÉNÉRALE
DES
FINANCES DE LA FRANCE,
DEPUIS
LE COMMENCEMENT DE LA MONARCHIE,
PRÉSENTÉE AU CORPS LÉGISLATIF
DANS LA SÉANCE DU 10 MARS 1806.

PRIX DE L'OUVRAGE.

Papier ordinaire 10 fr. — 12 fr. 50 centimes *franc de port.*

Papier fin. . . . 15 fr. — 17 fr. 50 cent.

Papier vélin. . . 24 fr. — 26 fr. 50 cent.

Deux Exemplaires ont été déposés à la Bibliothèque impériale, pour m'assurer le droit de propriété de cette Edition revêtue de ma signature.

Nonjonneau

HISTOIRE GÉNÉRALE
DES
FINANCES DE LA FRANCE,
DEPUIS LE COMMENCEMENT DE LA MONARCHIE;
POUR SERVIR D'INTRODUCTION
A LA LOI ANNUELLE
OU
BUDJET DE L'EMPIRE FRANÇAIS.

PAR M. ARNOULD (*de la Seine*), ancien jurisconsulte,
Ex-Directeur de la Balance du Commerce,
PRÉSIDENT DE LA SECTION DES FINANCES DU TRIBUNAT,
Et membre de la Légion d'honneur.



A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE ORDINAIRE DU CORPS LÉGISLATIF,
Et se vend chez RONDONNEAU, au Dépôt des Lois, rue Saint-Honoré, près Saint-Roch.

~~~~~  
MARS 1806.

HJ

1073

A8



---

# A V I S

DE L'ÉDITEUR.


---

CET Ouvrage a été imprimé, *format in-quarto*, afin de rendre plus facile sa réunion avec les Comptes des Finances et de la Trésorerie, publiés dans *le même format in-quarto*, par le Gouvernement, à l'appui des *Budgets*.

Pour ne pas fatiguer l'attention du Lecteur, ni rompre l'enchaînement des faits, l'auteur a porté tout ce qui est calcul dans les *Notes et Pièces justificatives*, à la suite de l'*Histoire générale des Finances de la France*.

Cet Ouvrage manquait au Recueil de nos Historiens; et il était réservé à l'homme public, DÉPUTÉ DE PARIS,

qui a été constamment, depuis l'an VI, Rapporteur des Finances au Conseil des Anciens, à celui des Cinq-Cents et au Corps législatif, de remplir cette lacune de la littérature française.



---

# PRÉFACE

## DE L'AUTEUR.

---

**L**ES PREMIÈRES AUTORITÉS DE L'EMPIRE, *comme les citoyens éclairés, ont applaudi à cette vérité politique :*

*L'ALLIANCE DU TRÔNE, SOUS LA QUATRIÈME DYNASTIE, AVEC LE VOTE LIBRE ET ANNUEL DE L'IMPÔT, FORME LA CHARTE D'ÉMANCIPATION DE LA PROPRIÉTÉ ET DE L'INDUSTRIE DES FRANÇAIS, COMME ELLE FAIT LA GARANTIE DE LA GLOIRE ET DE LA DURÉE DE LA DYNASTIE DES BONAPARTE, QUI ONT CONQUIS NOS COEURS, PARCE QU'ILS ONT CIMENTÉ NOS DROITS (a).*

---

(a) Rapport fait au *Corps législatif*, par M. ARNOULD ( *de la Seine* ), le 2 ventose an XIII, au nom du Tribunal, *Section des Finances*, sur le Budget de l'an XIII.

*De si honorables suffrages m'imposent l'obligation de publier aujourd'hui les développemens historiques de cette maxime d'Etat, afin de propager la connaissance de tout ce qui se rapporte aux finances de la France, depuis le commencement de la monarchie jusqu'à nos jours.*

*Ces développemens ne pouvaient être donnés à la tribune nationale, la session dernière, sans distraire l'attention du CORPS LÉGISLATIF des grands intérêts soumis à sa délibération.*





# T A B L E

## D E S   C H A P I T R E S .



|                                                                                                                            |         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <b>I</b> NTRODUCTION. — <i>Des Gaules , dans le dernier siècle du Gouvernement romain ,</i>                                | pag. 1. |
| PREMIÈRE ÉPOQUE. — <i>Les rois Mérovingiens ,</i>                                                                          | 19.     |
| DEUXIÈME ÉPOQUE. — <i>Charlemagne et les rois Carlovingiens ,</i>                                                          | 31.     |
| TROISIÈME ÉPOQUE. — <i>Hugues-Capet à Philippe-le-Bel ,</i>                                                                | 63.     |
| QUATRIÈME ÉPOQUE. — <i>Philippe-le-Bel à Philippe VI, dit de Valois ,</i>                                                  | 74.     |
| CINQUIÈME ÉPOQUE. — <i>Philippe VI, dit de Valois , à Charles VI ,</i>                                                     | 109.    |
| SIXIÈME ÉPOQUE. — <i>Charles VI à Charles VIII ,</i>                                                                       | 117.    |
| SEPTIÈME ÉPOQUE. — <i>Charles VIII à Henri II ,</i>                                                                        | 141.    |
| HUITIÈME ÉPOQUE. — <i>Henri II à Henri IV ,</i>                                                                            | 152.    |
| NEUVIÈME ÉPOQUE. — <i>Henri IV et Sully , Surintendant des finances ,</i>                                                  | 158.    |
| DIXIÈME ÉPOQUE. — <i>Louis XIII et le Cardinal de Richelieu , Premier Ministre ,</i>                                       | 163.    |
| ONZIÈME ÉPOQUE. — <i>Louis XIV. Le Cardinal Mazarin, Premier Ministre ; et Colbert , Contrôleur-général des finances ,</i> | 170.    |

|                                                                                                                |      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| DOUZIÈME ÉPOQUE. — <i>Dix-huitième siècle. — Louis XV et Louis XVI,</i>                                        | 179. |
| TREIZIÈME ÉPOQUE. — <i>Assemblées nationales permanentes, de 1789 au 18 brumaire an VIII (1800.)</i>           | 200. |
| QUATORZIÈME ÉPOQUE. — <i>Dix-neuvième siècle. — NAPOLEON-LE-GRAND, Empereur des Français, et Roi d'Italie,</i> | 215. |

A SON EXCELLENCE  
M. FONTANES,  
PRÉSIDENT DU CORPS LÉGISLATIF.

---

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Je vous prie de vouloir bien faire agréer au Corps Législatif, l'hommage de l'Histoire générale des Finances de la France, depuis le commencement de la monarchie, pour servir d'introduction à la loi annuelle, ou BUDGET de l'Empire français.

J'ai la confiance, Monsieur le Président, que le tableau des variations de notre droit public en matière de finances et d'impôt, sera favorablement accueilli du CORPS LÉGISLATIF, et en particulier de chacun des membres qui le composent.

Toute restauration définitive et permanente des finances d'un grand État, sous ce rapport en révolution depuis cinq cents ans, n'a jamais pu s'accomplir qu'en constituant préalablement l'ordre politique dans cette partie.

Les prédécesseurs du CORPS LÉGISLATIF ACTUEL, soit comme assemblée nationale temporaire, depuis 1302, sous le règne

de Philippe-le-Bel, soit comme *assemblée nationale permanente*, depuis 1789, ont fait les plus grands efforts pour préparer les bases de *cet ordre politique*, qui fait aujourd'hui interroger et expliquer périodiquement, LA PUISSANCE LÉGISLATIVE, sur le vote libre et annuel de l'impôt.

Les grandes leçons que nous fournit l'*Histoire générale de nos Finances*, montrent par-tout les plus puissans intérêts de la patrie, reposant sur le triple faisceau de *la formation*, de *l'administration* et de *la surveillance* du revenu national et de la dépense publique, devenus par l'effet de l'abolition de l'esclavage et de la ruine du système féodal, LA PROPRIÉTÉ GÉNÉRALE, comme émanation des propriétés particulières.

L'exercice d'un droit qui est aussi auguste, qu'il est cher et utile AUX FRANÇAIS doit faire, *Monsieur le Président*, le bonheur de LA GRANDE NATION, par l'accord touchant qui unit le dévouement A L'EMPEREUR et à la quatrième Dynastie, avec les garanties essentielles A LA PUISSANCE LÉGISLATIVE.

Je snis avec respect,

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Votre très-humble et très-dévoué  
serviteur,

ARNOULD, *Président de la Section  
des Finances du Tribunal.*

Paris, ce 10 Mars 1806.

---

# HISTOIRE GÉNÉRALE

DES

## FINANCES DE LA FRANCE,

SOUS LES ROIS.

---

### INTRODUCTION.



DES GAULES,

DANS LE DERNIER SIÈCLE DU GOUVERNEMENT ROMAIN.

---

CETTE partie de l'Histoire de France, relative *aux finances dans l'ordre politique et économique*, n'a pas été complètement traitée, même par nos meilleurs historiens ou publicistes. La matière n'avait pas, à diverses époques éloignées, le vif intérêt qu'elle a obtenu dans les temps modernes, depuis que la disparition d'un peuple dominateur (l'admiration et la terreur de la terre), l'abolition de l'esclavage, l'affranchissement de la glèbe et les vastes conceptions du commerce ont successivement changé, en

Europe, les rapports des hommes réunis en société et séparés en corps de nation : révolution notable, au moyen de laquelle furent enfin fixées, dans plusieurs États, des conventions qui légalisent le pouvoir de gouverner, le fortifient ou le détériorent, suivant que la bonne ou mauvaise direction des finances fait tourner les commandemens des princes à l'avantage ou au détriment des peuples.

La France, sous les trois précédentes dynasties, offre une suite de faits généraux aussi curieux qu'instructifs, qui prouvent que jamais l'ordre économique n'a été méconnu ou violé sans que l'ordre politique ait été ensuite troublé ou bouleversé. En effet, chacune des mémorables catastrophes qui ont mis fin à ces trois dynasties, ont toujours été annoncées par le cahos ou le désordre des finances, qui ont tenu en convulsion l'établissement politique, avant de faire crouler l'édifice social.

A la vérité, dans cette grande période, des événemens antérieurs ou étrangers au Gouvernement des Rois Francs, ont pu entraîner, dans le commencement de leur puissance, des révolutions que le peu de civilisation de ces conquérans barbares ne permettait pas à la sagesse humaine de prévoir ni de prévenir; mais, à des époques plus rapprochées, les finances, quoique mieux observées ou plus travaillées, n'en ont pas été mieux conduites, et sont devenues l'occasion, et l'on peut dire, la cause principale de grandes calamités publiques.

Avant de sonder toutes ces profondeurs, il faut constater dans quel état les Rois Francs trouvèrent la Gaule, par rapport aux finances, sous la domination expirante des Empereurs romains.



Ce peuple qui a si bien protégé son berceau par des lois génératrices de sa puissance et de sa grandeur, a le mieux pratiqué au-dehors la théorie de la force.

Après avoir, pendant sept cents ans, jusqu'aux temps des César et des Pompée, déployé le système offensif le plus redoutable contre presque tous les peuples alors connus, les Romains furent réduits, après Auguste, et particulièrement aux quatrième et cinquième siècles de l'ère vulgaire, sous Honorius, à opposer une pénible défensive aux invasions sans cesse renaissantes des barbares qui pillaient et saccageaient leurs riches colonies ou provinces des Gaules.

Pour l'exercice et le soutien de ce système défensif, le Gouvernement impérial avait deux puissans ressorts, le service militaire et la levée des contributions.

Voici quels étaient alors les charges, les privilèges et l'état des personnes dans les Gaules.

La Gaule fut une des premières provinces qui sollicitèrent et obtinrent le droit de cité à Rome. Comme tous les habitans des provinces étaient devenus citoyens romains, ils étaient tous indistinctement susceptibles de recevoir les dignités ou les titres seulement honoraires de ces dignités, qui donnaient l'entrée au Sénat.

Le service militaire était de diverse nature; il se divisait en milice cohortale et milice armée. La première, composée de citoyens de basse condition, arrêtait et gardait les accusés; et cette milice était inférieure à celle des camps ou milice armée qui faisait la principale force de l'Empire.

Quant à l'état des personnes dans les Gaules, il y avait des maîtres et des esclaves. Les esclaves domestiques ne purent rien posséder, rien acquérir qui n'appartînt à leurs maîtres : les esclaves colons ne purent disposer de leur pécule sans l'avis de leurs maîtres. Les maîtres purent vendre les esclaves domestiques à qui il leur plaisait, et aliéner les colons avec les domaines. Les lois impériales, sans avoir retiré les colons de l'état d'esclavage, leur avaient accordé l'avantage de ne payer aux maîtres, sur les terres qu'ils cultivaient, qu'une redevance fixe, qui n'était pas susceptible d'augmentation arbitraire, et le droit de réclamer en justice contre les maîtres qui auraient exigé au-delà de la somme fixée.

La population de la Gaule, depuis la conquête de Jules-César jusqu'au moment de l'invasion des Francs, ne peut être estimée moins de huit et plus de dix millions (a). La proportion des hommes libres sur les esclaves domestiques ou colons, ne peut pas être évaluée plus d'un cinquième ou deux millions sur les dix de population totale.

Nous aurons occasion de faire remarquer qu'après l'invasion des Francs et la réunion sur la tête de Clovis, de la monarchie française, la population, sans excéder dix millions, ne pouvait comprendre plus d'un million

---

(a) Histoire des Gaulois, (t. 3, chap. IX, d'après les anciens historiens,) par M. Jean Picot, de Genève. (Genève, 1804.) M. l'abbé Dubos, dans son *histoire critique de l'établissement de la monarchie française dans les Gaules*, (t. 1<sup>er</sup>, p. 121.) porte arbitrairement la population de la Gaule, au 5<sup>e</sup>. siècle, à 17 millions, en lui appliquant une prétendue population de la France de 13 millions au 18<sup>e</sup>. siècle : c'est une double erreur.



d'hommes libres contre neuf millions d'esclaves, tant domestiques que colons.

Dans cet état des conditions libre et esclave chez les Gaulois, les Empereurs romains furent obligés d'appeler à leur service des corps entiers de guerriers barbares qui servaient dans les armées romaines, sous le nom de *confédérés* et d'*auxiliaires* : ils eurent aussi un corps de troupes sous le nom de *soldats ripuaires* ; ils étaient dans la dépendance immédiate des officiers de l'Empereur, et recevaient chacun une part suffisante de terre sur les frontières, pour l'entretien de leur famille, et ces terres ne passaient à leurs enfans qu'à condition qu'ils s'engageraient dans la même milice.

Nous allons maintenant développer les sources des contributions levées dans les Gaules, et les principes violens de leur recouvrement.

Les Empereurs possédaient de vastes domaines territoriaux dans les diverses provinces de l'Empire, soit comme patrimoine du Prince, soit comme patrimoine de la République. Ils percevaient aussi des impôts sur les fonds territoriaux et sur les consommations. Le domaine des Empereurs, évalué le *tiers* des terres de la Gaule, se grossissait encore par les droits de confiscation et de deshérence établis en leur faveur. *Les salinès* faisaient également partie de ce domaine.

Tous les domaines des Empereurs étaient disponibles à leur volonté ; ils pouvaient aliéner leur bien-fonds, concéder les droits sur les consommations, et attribuer à qui ils leur

plaisait, les biens échus au fisc par confiscation ou par deshérence.

Les cités possédaient en commun des biens-fonds; elles jouissaient encore de quelques impositions que les Empereurs leur avaient permis d'établir sur les marchandises qui se vendaient chez elles; enfin, les cités possédaient, par la concession particulière des Empereurs, le tiers des impôts attribués au fisc sur les consommations.

Les cités pouvaient acquérir des biens-fonds; mais elles ne pouvaient vendre ceux qu'elles possédaient qu'avec la permission du prince.

Les revenus communs des cités étaient appelés biens et revenus publics; ils étaient spécialement destinés à l'entretien et aux réparations des édifices publics des villes. C'étaient les *curies*, corps des communes ou municipaux, qui les administraient au nom des cités.

Une cité renfermait, non-seulement une ville principale et ce que nous nommerions sa banlieue, mais encore un vaste territoire : l'étendue d'une cité fut, en un mot, égale à l'étendue donnée à chaque évêché de l'Empire, après l'établissement du Christianisme.

Divers tributs se levaient au profit du fisc dans l'Empire romain. Le premier de ces tributs s'appelait *indiction* et se payait annuellement; c'était un impôt territorial réparti par arpent; on le nommait aussi *cens*. Il a été souvent appelé *capitation*.

Les *indictions* ou CYCLES, dans les derniers temps des

Empereurs romains, étaient, relativement aux impôts, des édits renouvelés tous les *quinze ans*, et que l'Empereur signait solennellement avec de l'encre couleur de pourpre. Les impôts établis de cette manière devaient se payer quinze ans de suite, sans aucune variation. A l'expiration de ce terme, ils étaient déterminés de nouveau d'après les changemens qu'avaient éprouvés dans l'intervalle les provinces et les villes qui y étaient assujetties; et ces rôles ainsi modifiés étaient publiés ou *indiqués* dans un nouvel édit (a).

L'*indiction* ou l'impôt territorial portait sur tous les fonds, à la seule exception des biens qui appartenaient au prince. Il était sujet à des augmentations extraordinaires, et ces augmentations se nommaient *superindiction*.

Le fisc percevait encore une imposition annuelle qui était une véritable capitation. Cette imposition, purement personnelle, portait sur tous les citoyens, même sur ceux qui n'avaient point de propriété : les colons y étaient assujettis.

Le fisc levait de plus une imposition sur tous les profits provenant du commerce, qu'on appelait *imposition lustrale* : elle ne regardait que les marchands et négocians; c'était une véritable taxe d'industrie : elle était indépendante des droits de *Douane* perçus aussi pour le compte du fisc sur certaines marchandises importées de la Gaule, ou qui en étaient exportées.

---

(a) Histoire de l'Empereur Charlemagne, traduite de l'allemand. (1805.)

Il y avait, en outre, des *charges* appelées *sordides* qui s'étendaient à une quantité de petits droits, dont les gens en place et tous les *honorables* étaient exempts. Ces droits étaient établis pour subvenir aux frais d'entretien des fabriques et des manufactures, que les Empereurs possédaient dans plusieurs grandes villes des différentes provinces de l'Empire, tant pour la monnaie que pour la fabrique des armes et des étoffes (a). Ainsi, le monopole de ces établissemens ne suffisait pas à leur existence, et le vice de ce système économique conduisait encore à des exactions dont le corps du peuple était victime.

Enfin le fisc percevait des impôts sur les choses qui se vendaient et s'achetaient, même pardevant les *Notaires publics*; ils montaient au huitième de la valeur des objets vendus : tels étaient les impôts généraux sur les *consommations*, et sur les *transactions*, dont une partie tournait au profit des cités, avec qui les Empereurs en avaient partagé le produit, à la charge de pourvoir aussi à la construction des chemins publics, des ponts et des chaussées; et, pour cette dernière dépense, les églises et les maisons du domaine de l'Empereur devaient être imposées, suivant une loi des Empereurs Honorius et Théodose (b).

---

(a) *Traité de l'origine du Gouvernement français*, où l'on examine ce qui est resté en France, sous la première race de nos rois, de la forme de gouvernement qui subsistait dans les Gaules sous la domination romaine; par M. Garnier, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

(b) Voyez les preuves et le texte des édits impériaux qui sont à la suite de l'ouvrage intitulé : *Théorie des lois politiques de la monarchie française*. 8 vol. in-8°. Paris. (Nyon, 1792.)

La nature des impositions n'était pas ce qui en rendait le poids plus pesant, c'était l'arbitraire de leur fixation, et la rigueur accablante de leur recouvrement ; en voici la cause et les effets :

L'existence illimitée du *pouvoir fiscal* dans la main des Empereurs, corrompt, par des abus révoltans et sans nombre, l'institution du cadastre général des biens-fonds et de l'imposition répartie d'après ce cadastre.

C'était sur les déclarations des propriétaires, et sur la discussion que l'on faisait de ces déclarations que se formait le cadastre. Il devait désigner le nom des possesseurs, celui de chaque domaine, le nombre des arpens et les quantités qui devaient être ensemencées dans les dix années qui suivaient la confection du cadastre ; il devait marquer encore arpent par arpent les différentes espèces de culture et de productions de chaque domaine.

Sur ce cadastre général des fonds de l'Empire, subdivisés par cités, on imposait et répartissait les *indictions*, les *superindictions*, les contributions aux fournitures de grains, la contribution au vêtement des troupes, à l'enrôlement et équipement des recrues, à l'entretien des chemins, et enfin la contribution aux réparations des murs des villes.

Les cadastres pouvaient se réformer en tout ou en partie sur la demande des *curies*, sur celle des provinces, ou même des particuliers, à raison des circonstances qui, changeant l'état des domaines, devaient changer aussi la mesure de leur contribution.



Celui qui exposait la non-valeur d'un de ses domaines , s'il lui restait d'autres terres fertiles , voyait la somme de sa dette envers le fisc , réduite au *prorata* de la non-valeur de ce domaine ; mais le montant de cette réduction était reporté en entier sur le domaine fertile qui lui restait ; ainsi , le particulier n'avait rien à gagner à cette formalité , et le fisc n'avait renoncé à aucune partie de ce qu'il avait été dans l'usage de percevoir jusques-là.

Les lois impériales avaient elles-mêmes fixé les cas extraordinaires où l'on pourrait accorder des décharges aux propriétaires : elles promettaient ces décharges en conséquence des malheurs arrivés par causes forcées , telles que le renversement d'un territoire par un tremblement de terre , etc. la destruction d'une vigne par le feu , etc.

Mais , hors des circonstances , ainsi prévues par les lois , aucun agent du pouvoir impérial , aucun des officiers préposés à la perception des revenus du fisc n'avait le pouvoir d'adoucir la charge des impôts , en faveur de quelque infortune particulière que ce fût.

Le fisc poursuivait tellement l'impôt territorial , que ceux à qui il revenait par succession des terres fertiles et des terres incultes , ne pouvaient se soustraire au paiement de l'imposition de celles qui étaient incultes , toujours rejetées sur les terres fertiles , sans renoncer à toute la succession.

Il fallait que le fisc retrouvât son droit , même sur les terres abandonnées par leurs possesseurs. Ces terres étaient données par le prince aux particuliers qui voulaient les accepter , avec exemption de tributs pour deux ans ; les anciens

propriétaires n'avaient que deux mois pour s'opposer à cette transmission , qui devenait irrévocable par leur silence.

Enfin , s'il ne se trouvait personne qui voulût recevoir les terres abandonnées , les *curies* devaient les posséder en commun , à la charge d'en payer l'impôt , jusqu'à ce qu'elles eussent trouvé des particuliers qui voulussent s'en charger ; et , si les *curies* ne pouvaient acquitter cette charge , l'impôt des terres abandonnées se rejetait sur toutes les autres possessions. Ainsi , tous les propriétaires de terres des cités , répondant les uns pour les autres , étaient imposés subsidiairement , plutôt que de faire souffrir aux revenus du fisc la moindre réduction.

Toutes les impositions et contributions réparties par arpent , emportaient l'hypothèque du fonds. Le fisc avait le droit de faire vendre au bout de l'an les propriétés dont les tributs et les autres charges n'étaient pas acquittées.

Le fisc avait le droit de poursuivre non-seulement la rentrée des impositions et contributions de l'année courante , mais encore le recouvrement de celles des années précédentes , dont le paiement ne serait pas prouvé ; et ces poursuites pouvaient s'étendre jusqu'à vingt ou trente années.

Si un propriétaire vendait son bien pour se soustraire à ces poursuites , l'acquéreur de ce bien était obligé d'acquitter en entier les arrérages d'impôts dus par le fonds qu'il achetait.

*Les Empereurs eurent seuls le pouvoir d'établir , de changer , d'augmenter arbitrairement les impôts. Ils char-*

geaient les préfets du prétoire de prescrire à chaque province les charges à acquitter dans l'année.

Les préfets du prétoire et les gouverneurs de province étaient encore chargés d'ordonner les réformes des cens et des cadastres, lorsqu'elles étaient demandées par des cités ou par des provinces entières; l'exécution de ces réformes était toujours confiée à des commissaires, appelés *censeurs*, *égaliseurs* et *inspecteurs*. Ces commissaires étaient choisis ou par l'Empereur, ou par les préfets du prétoire, ou par les gouverneurs des provinces.

Les *gouverneurs de province* connaissaient seuls du jugement en première instance des contestations civiles et des accusations criminelles auxquelles la répartition et la levée des tributs pouvaient donner lieu.

*L'appel de ces jugemens ne devait être porté qu'à l'Empereur ou à ses préfets du prétoire.*

Les gouverneurs de province étaient encore chargés de faire payer immédiatement dans leurs provinces, les contributions ou impositions dues au fisc, et d'employer la voie de rigueur pour y contraindre.

Enfin, *on ne pouvait suspendre par appel l'effet des contraintes qui avaient pour objet de faire payer les impôts et les contributions dus au fisc.*

Nous venons de voir quel arbitraire, quel despotisme même présidait à l'*assiette* ou à la confection des rôles de l'impôt territorial; voyons quel était son mode de recouvrement.



Les cohortales ou milice des gouverneurs de province, concouraient avec les *curiales*, *décurions*, ou municipaux à opérer la levée des tributs et des contributions ordinaires.

Les cohortales étaient spécialement chargés d'exécuter les contraintes ; et la fonction des curiales se bornait à requérir le paiement , à constater le retard et à dénoncer les particuliers qui se refusaient à l'acquit de l'impôt.

Les gouverneurs de province faisaient exécuter par leurs seuls officiers, les réquisitions de plusieurs charges extraordinaires, telles que les dons forcés de l'habillement des troupes, et des vivres dus à ces gouverneurs eux-mêmes.

Les Empereurs transportaient, quand il leur plaisait, aux cohortales seuls, les perceptions ordinairement confiées aux curiales.

Il y avait encore des officiers militaires, des officiers du palais, des agens des affaires du prince, qui parcouraient les provinces pour presser les gouverneurs de livrer aux troupes, et de faire rendre au fisc, au temps fixé, les contributions et les tributs ordinaires.

Enfin, les gouverneurs de province et leurs officiers étaient si rigoureusement obligés de réaliser la perception des contributions et des tributs, que c'était à eux à fournir, à leurs dépens, ce qui manquait aux provisions de grains des troupes, si elles n'étaient pas livrées dans l'année ; et qu'ils étaient obligés de payer vingt livres d'or au bout de l'an, si tous les tributs n'avaient pas été versés au trésor du prince.

*La réunion de toutes les branches du pouvoir politique et du pouvoir fiscal dans la main du prince et de ses officiers*, réduisit les *curies* et leurs magistrats ou *décursions* à n'être que les agens passifs des gouverneurs de province, qui étaient eux-mêmes les agens nécessaires du prince. Ainsi, l'exercice des fonctions municipales ne modéra en rien l'influence du magistrat unique, qui ordonnait par tout de l'établissement et de l'exécution des lois bursales.

Les *décursions* ou municipaux ne pouvaient nommer les membres de leur corps, ni les magistrats, que sauf l'appel aux gouverneurs de province, dont les jugemens suffisaient pour annuler ces nominations.

Ces municipaux étaient, à la vérité, chargés de la répartition et de la levée des impôts et contributions dues au fisc; mais les cadastres étant l'ouvrage des commissaires nommés par le prince ou par ses officiers, les curiales étaient forcés de recevoir ces cadastres des mains des gouverneurs de province.

Les *curiales* pouvaient, il est vrai, demander la réforme des cadastres; mais cette réforme et une nouvelle confection regardaient toujours les commissaires nommés par le prince. Le travail de ces commissaires devait être approuvé par les préfets ou par le prince; et, si les citoyens se plaignaient, ce n'était point à la *curie*, mais au gouverneur de province à connaître de leurs plaintes.

Enfin, la faculté de répartir et de lever les impositions

n'appartenait aux *curies* que précairement, puisque les Empereurs pouvaient la reprendre à leur gré.

Ainsi donc, le seul effet favorable qui put résulter, pour les provinces, de l'existence des *curies* ou communautés d'habitans; le seul fruit que les curiales purent tirer du droit de s'assembler dans chaque cité, dans chaque province, fut de pouvoir porter au prince des demandes et des réclamations sur les intérêts communs, et de lui déférer les injustices que l'on faisait éprouver, en son nom, à la province ou à la *curie*.

La dépopulation et l'abandon des terres furent les suites malheureuses de ce système despotique de fiscalité. Pour remédier à ces effets désastreux, et perdant toujours de vue leurs causes, les Empereurs firent des lois pour porter les citoyens au mariage : ils en firent pour défendre aux pères d'exposer ou de faire périr leurs enfans ; ils en firent encore pour défendre aux curiales ou *décurions* de s'expatrier ou de se rendre esclaves. L'inutilité de ces lois, trop faibles contre la corruption, la misère et le malheur, montre à quel point le gouvernement impérial, en dégoûtant les habitans des provinces du travail et de la propriété, avait dégradé chez eux les sentimens naturels mêmes ; et, malgré ces lois, l'esclavage civil s'étendit continuellement, et la dépopulation devint générale.

Des lois atroces essayèrent en vain de seconder les formes impuissantes du recouvrement de l'impôt.

Une loi des Empereurs Gratien et Théodose ordonnait « que le supplice du feu serait infligé aux tabulaires (*répar-*

» *titeurs* ) des cités , si , par la fraude de quelqu'un , il  
» produisait une immunité injuste , et si , selon la règle ,  
» la charge tribulaire , confirmée par l'estime des censeurs ,  
» égaliseurs et des juges des provinces , n'avait pas obligé  
» tous. »

Une autre loi de Constantin portait que « personne ne  
» craigne pour les paiemens des choses dues, le poison , les  
» coups de lanières de plomb , les poids , les tourmens des  
» ongles de fer , et les autres supplices inventés de la part  
» des juges pervers ou irrités. »

Enfin , une loi de Valentinien et de Valens , relative  
au service personnel militaire , porte : « Si quelqu'un se  
» trouve s'être coupé les doigts ou s'être fait quelque autre  
» mal pour éviter d'entrer dans la milice , qu'il soit brûlé  
» vif (a). »

Au milieu de ces lois de sang , les barbares , continuant  
le cours de leurs invasions et de leurs conquêtes dans les  
Gaules , pillaient le plat pays , brûlaient les villes , enle-  
vaient les effets des habitans , faisaient captifs et nécessai-  
rement esclaves les personnes qu'ils pouvaient entraîner ,  
et massacraient le reste ; de sorte qu'il n'échappait à la  
mort et à la servitude que ceux qui pouvaient se cacher  
aux vainqueurs. Ces excès qui se commettaient dans un  
pays ouvert de toute part , n'eurent presque aucune

---

(a) Voyez sur tout ce qui précède les preuves historiques , et le texte  
même des édits impériaux , à l'appui de l'ouvrage déjà cité : *Théorie des  
lois politiques de la monarchie française.*



interruption pendant un siècle , et durèrent dans les Gaules jusqu'à l'établissement de la monarchie des Francs

Les principes de ces désolations avaient leur source dans la déprédation des finances de l'Empire. Des vexations horribles flétrissaient les ames , mettaient en fuite les habitants , au lieu de les réunir contre l'ennemi par le sentiment d'un danger commun. Un seul exemple, entre mille , conservé par l'histoire , donne la mesure du découragement général dans ces temps calamiteux. « La ville de » *Trèves*, l'une des plus considérables des Gaules , fut prise » quatre fois , et l'insouciance et la débauche étaient à un » tel point , *que les principaux de Trèves ne se levèrent* » *pas même de table à l'heure que l'ennemi entra dans* » *la ville (a).* »

Les Empereurs aperçurent trop tard le remède qu'il fallait apporter à tant de calamités. *Honorius* tenta de soustraire la partie méridionale des Gaules à une ruine totale , par un édit qui aurait pu faire le bonheur de toutes les Gaules , s'il eût été rendu plutôt et dans un moment où l'Empire ne fût pas déjà trop malade pour pouvoir être sauvé.

Ce fut dans les premières idées d'un système représentatif , relativement aux contributions et aux affaires économiques que l'Empereur *Honorius* puisa l'édit qu'il porta en 418 (b).

---


(a) Dom Bouquet , t. 1 , pag. 780 et 781.

(b) Voyez, note première , Edit d'*Honorius* et de *Théodose*, Empereurs,

Cet Empereur ordonna que des députés, pris dans sept provinces de la Gaule, savoir, dans celles du midi qui avaient le moins souffert des incursions des barbares, se rassembleraient toutes les années à *Arles*, ville qui était alors une des principales de l'Empire romain; que là, ils discuteraient les intérêts de leurs pays, et feraient, à ce sujet, au Gouvernement toutes les représentations qu'ils jugeraient convenables. Ces assemblées devaient durer un mois, depuis le milieu d'août jusqu'au milieu de septembre. Elles étaient composées de magistrats, de juges et des principaux propriétaires de chaque province, sous la présidence du préfet du prétoire, ou suppléant de l'Empereur dans les Gaules. Mais des vues aussi libérales que salutaires étaient destinées à périr à leur naissance trop tardive, et à demeurer dans l'oubli pendant des siècles. La conquête de la Gaule allait être consommée par Clovis; et les rois Mérovingiens furent appelés à gouverner avec des intérêts et des passions analogues à leur origine grossière, en même temps que valeureuse; ils furent placés, par rapport aux finances, dans une suite de révolutions dont nous allons parler.

---

adressé en 418 à Agricola, préfet des Gaules. Il paraît, d'après un passage de *Tite-Live*, que le premier établissement des États généraux dans la Gaule, était de l'invention d'AUGUSTE; mais ces assemblées furent défendues après sa mort.



---

## PREMIÈRE ÉPOQUE.

---

---

### LES ROIS MÉROVINGIENS.

---

PÉRIODE DE 323 ANS. — DE 420 A 743.

---

LES rois Mérovingiens, pendant les trois cent vingt-trois années que dura, depuis Pharamond, leur autorité réelle ou nominale, employèrent cent quatre-vingt-treize ans à la conquête de la souveraineté territoriale de la France; cette conquête ne fut complète que sous Clotaire II, en 613, par la réunion sur sa tête, des royaumes d'Orléans, de Bourgogne, d'Austrasie et de Soissons.

Si les armes glorieuses de Clovis sur les Romains, les Bourguignons et les Visigots, et même ensuite sur ses propres tribus franques, avaient déposé entre les mains des rois de cette nation la plénitude de la souveraineté territoriale, il s'en fallait beaucoup que la division, le partage, la possession des terres et la jouissance de leur produit eussent satisfait l'ambition des grands, compagnons de la conquête.

Les nations subjuguées ne sortent de leur état servile,

pour obtenir des destinées indépendantes et heureuses, qu'après avoir vu long-temps mutiler leur population et bouleverser leur territoire.

« Ce qu'un roi venait d'acquérir par la victoire, dit un » *savant académicien*, il le réunissait à ses États ; les » biens usurpés ou conquis se confondaient avec les biens » héréditaires ; un troisième lui enlevait et sa conquête et » le domaine qui lui était propre ; le quatrième vengeait les » deux premiers ; mais, par une injustice égale à celle qu'il » semblait punir, il retenait les terres qu'il aurait dû restituer au légitime possesseur. Dans l'espace d'une seule » année, une même ville avait souvent obéi aux quatre » frères de la famille royale (a). »

Tels furent les effets malheureux et les désordres qui affligèrent les vainqueurs comme les vaincus sous les rois Mérovingiens. Les remarques qui vont suivre n'auront d'abord en vue que *l'ordre politique* ; nous traiterons plus particulièrement du régime économique, soit administratif, soit militaire et même judiciaire, lorsque nous parlerons des rois Carlovingiens ou de la seconde race. Sous l'une et l'autre dynastie, ce système fut le même ; mais les monuments de la seconde époque sont plus précis et plus abondants, et les capitulaires de Charlemagne et de ses successeurs développent parfaitement tout le système politique et économique de ces premiers temps de la monarchie française.

---

(a) *Mémoire sur l'étendue du royaume de France sous la première race* ; par M. de Foncemagne, de l'académie des Inscriptions et Belles-Lettres.



Les Francs apportèrent des forêts de la Germanie , deux dogmes politiques qui eurent dans la suite une grande influence sur les destinées de l'Empire qu'ils fondèrent dans les Gaules.

Le premier de ces dogmes était le partage du butin , par la distribution des terres conquises entre les compagnons d'armes.

Le but de leur expédition ayant été , dès le principe , la possession d'un territoire et plus étendu et plus fertile que celui occupé par les diverses tribus franques au-delà du Rhin , ces conquérans considérèrent comme le *nec plus ultra* de leurs désirs , l'obtention d'un territoire pris sur les habitans des Gaules , au moment de la conquête ou de la cession par le prince , d'une portion du domaine public ou royal qui lui était échu , soit à titre de butin , soit comme successeur aux droits des Empereurs romains.

De cette manière unique d'envisager les profits de la conquête , on vit dériver , sous les rois de la première et de la seconde race , tous les rapports de Gouvernement. La généralité des services militaires , civils ou judiciaires , s'acquittait par des *benefices* en fonds de terres acquis ou obtenus comme prix du courage ou comme dons temporaires de la munificence du souverain.

Les Romains eux-mêmes avaient contribué à fortifier ce dogme des nations barbares , en favorisant , par des conditions analogues à leurs goûts et à leurs préjugés , leur établissement sur les frontières des Gaules , au moyen d'une solde en nature de fonds territoriaux munis d'esclaves ,

sous le nom de *bénéfices militaires*. Les vainqueurs du monde étaient alors réduits à confier, à tout prix, à des soldats mercenaires, la garde des vastes limites de leur territoire; et les vieilles légions romaines, mutinées, étaient reléguées et disséminées dans l'intérieur des terres.

Le second dogme politique qui s'identifiait aussi étroitement à l'existence des Francs transplantés de la Germanie sur le territoire des Gaules, c'est que les chefs regardaient comme une grâce et un service rendu de leur part, leur patronage ou leur protection dans les contestations civiles et criminelles. Dans le cas des contestations civiles, les institutions fondamentales de la monarchie franque firent que le droit de justice dans la main des comtes et des officiers des comtes, des envoyés royaux ou des délégués des seigneurs, comme dans la main des rois mêmes, ne fut jamais, pour aucun d'eux, le droit ou le soin de juger, qui était confié à des Scabins ou *Rakimbergs*, magistrats légistes, mais uniquement le droit d'assembler les juges établis par la Constitution; de requérir leurs jugemens et de les faire exécuter (a).

Quant aux contestations qui entraînaient des amendes pécuniaires ou des peines afflictives, presque toujours rachetables, les lois barbares et ensuite les capitulaires avaient attribué au fisc, sous le nom de *fredum*, le tiers de la *composition* infligée pour chaque crime privé, et l'officier du prince recevait ce *fredum*, non de celui à qui l'amende

---

(a) *Théorie des lois politiques de la monarchie française.*

ou la *composition* avait été imposée , mais de celui à qui elle avait été adjugée comme prix du patronage ou de la protection qui lui avait procuré justice ou réparation.

Il n'est pas difficile de concevoir que , le droit de justice ayant été résolu ainsi , dans le simple fait d'accorder ou de refuser sa protection , ce principe ou dogme politique a dû devenir , dans des temps malheureux , la source du régime féodal qui a mis *corps* et *biens* sous la domination des ducs et comtes. Ceux-ci , dans l'anarchie des derniers règnes de la deuxième race , remplacèrent les premiers comtes ou chefs des Francs , dans l'origine , simples dépositaires de l'autorité publique. Mais , en même temps que des passions violentes créèrent ainsi la *féodalité* , des passions généreuses et compatissantes donnèrent naissance , dans la succession des temps , à la *chevalerie* protectrice des infortunés. Ainsi , la force humanisée fit un rappel à la justice que la tyrannie avait engloutie.

La *féodalité* et la *chevalerie* ont entraîné des modifications de gouvernement , qui ont influé ensuite sur les nouvelles destinées des Français , sous la troisième race. Le partage d'une partie du territoire , sous le nom de *benefice* , et le patronage ou la protection en matière de justice forment donc les deux dogmes ou rapports généraux de l'administration des rois Francs , qui anéantirent toutes les institutions politiques du Gouvernement romain dans les Gaules.

Les rois de la première race ne mirent pas toujours un juste discernement dans la dispensation des bénéfices

en fonds de terre , à titre de grâces ou d'émolumens des emplois civils ou militaires. Les régences fameuses et les discordes sanglantes de Frédégonde et de Brunehault , dans le cinquième siècle , ont conservé , à cet égard , la mémoire du mécontentement des grands de la nation.

Une assemblée tenue à Andelot , en Champagne , en 587 , pour cimenter la paix par un traité d'alliance entre Gontran , roi de Bourgogne , et Childebert , roi d'Austrasie , fait suffisamment connaître que les seigneurs qui avaient à se plaindre de la distribution capricieuse et versatile des bénéfices en fonds de terre , profitèrent de cette mémorable occasion pour obtenir des garanties. En effet , il est stipulé par ce traité , que , « tout ce que les rois Gontran , » Childebert et Sigebert ont accordé aux églises ou à leurs » fidèles , sera respecté ; tout ce que possède chaque sujet » sous la sauve-garde de la justice , lui sera conservé ; et » tout ce qui sera enlevé à un particulier dans l'interrègne , » lui sera rendu ; tout ce que nos sujets tiendront de la munificence de feu roi Clotaire I<sup>er</sup> , leur sera conservé. »

La révolution qui , vingt-cinq ans après , réunit , en 613 , sur la tête de Clotaire II , les royaumes de Bourgogne et d'Austrasie , eut sa source également dans les plaintes violentes des grands , sur la confiscation et la collation inique des *bénéfices territoriaux*. » La cupidité de Brunehault ne » prenait pas sa source dans l'avarice qui porte à entasser » des trésors , mais dans des passions qui lui faisaient soutenir

» sa magnificence par des proscriptions et des confiscations  
 » injustes ( *a* ). »

L'ambition des maires du palais conjurant contre cette reine octogénaire, qui a laissé des souvenirs illustrés par des travaux utiles et des fondations pieuses, souvenirs qui n'ont pu être effacés après plus de mille ans, malgré les clameurs du temps et une foule d'écrivains passionnés, cette ambition, dis-je, des maires de rendre héréditaires leurs dignités, fut bien le nœud de la conspiration dont Clotaire II devint la dupe, et ses successeurs les victimes; mais il est certain que l'avidité des grands reprochait à Brunehaut la dispensation arbitraire des faveurs ou récompenses territoriales; et, quand on lit jusqu'où fut porté dans l'armée et dans l'assemblée des seigneurs, le délire de la barbarie et de la vengeance contre cette reine, on ne peut qu'apercevoir une irritation sans bornes dans l'esprit des hommes puissans qui, au surplus, profitèrent bien de la circonstance pour obtenir de nouvelles garanties.

En effet, les mécontents obtinrent de Clotaire II, dans un concile tenu à Paris, en 615, deux articles que voici :  
 » Tout ce que nos prédécesseurs ou nous-mêmes avons ac-  
 » cordé justement, sera respecté : Et tout ce qu'un de nos  
 » sujets ou de nos officiers aura perdu dans l'inter règne, en  
 » se maintenant dans la fidélité due à son maître légitime,  
 » lui sera rendu sans aucune perte. »

---

(*a*) *Mémoire sur Frédégonde et sur Brunehaut*; par M. Gaillard, de l'académie des Inscriptions et Belles-Lettres.



Il y eut encore, disent nos anciens historiens, diverses assemblées de seigneurs, l'une à Masselac, en 615, et l'autre à Bonneuil en Brie, en 620; celle-ci fut la plus nombreuse de toutes celles tenues jusqu'alors; et les demandes des seigneurs furent des plus arrogantes. Le roi ne fut jamais si facile, et accorda tout ce qu'on voulut. Clotaire rendit, suivant sa promesse, la mairie héréditaire. On vit alors les régens devenir rois, et les rois tenus en tutelle. Ainsi, ni le supplice de Brunchault, ni l'usurpation de ses royaumes, ni le meurtre de ses petits-fils, ne profitèrent aux successeurs de Clotaire II, qui perdirent tout; et, comme dit Pasquier, *Dieu en fit une punition à la royale*.

De toutes les institutions politiques et contemporaines du gouvernement des Romains, le clergé qui était, au moment de la conquête, dans une faveur particulière auprès des anciens habitans des Gaules, fut le seul corps qui subsista sous l'empire des Francs, même avec des privilèges de juridiction émanés du droit romain. Ce privilège ou cette juridiction se manifesta dans la conservation de la division territoriale des évêchés ou archevêchés qui avaient été formés sur l'ordre civil des Romains, sous le nom de *cités* et de *métropoles*.

Nous devons faire de cette exception une mention particulière dans le système économique et politique que nous analysons, parce que les évêques eurent la plus grande part aux événemens qui consolidèrent la conquête et fixèrent irrévocablement l'empire des Francs dans les Gaules.

Les évêques, comme ministres de morale et d'instruction,

tempérèrent les effets de la barbarie et de l'ignorance des chefs des tribus franques, et ils auraient pu sans doute, accrédités qu'ils étaient à la cour des rois et des assemblées de leurs diocèses, faire survivre à la chute de la domination romaine, celles des anciennes institutions perfectionnées que réclamait le bien public.

Voici, d'après un académicien déjà cité, dans quelle position favorable se trouvait le haut clergé, dans les premiers temps de la monarchie française.

« Le seul changement, dit-il, arrivé dans le gouvernement des cités, fut celui qui substitua le comte et l'évêque à presque toutes les fonctions des officiers municipaux. *Le comte* était proprement l'homme du roi; entre autres fonctions, il avait celle de conduire à la guerre les libres possesseurs de sa cité, et de faire payer l'amende à tous ceux qui ne s'étaient pas trouvés au camp, lorsqu'ils n'avaient point eu d'empêchement légitime. *L'évêque*, au contraire, était proprement l'homme de la cité, et semblait avoir été substitué à tous les droits *des tribuns*, ces anciens *défenseurs de Rome République*, devenue *Empire*; car l'officier qui subsistait encore sous ce nom, n'était plus occupé que d'emplois subalternes. L'évêque, comme ces anciens défenseurs, était ordinairement élu par tous les citoyens, et présenté au roi pour obtenir sa nomination. Il était, par état, le protecteur des faibles, et avait le droit d'intervenir dans toutes leurs causes, et de les défendre de l'oppression. Il était ordinairement chargé de porter au pied du trône



» les prières et les plaintes de sa cité, et rarement il essayait  
» des refus (a). »

Le droit d'asile dans les églises, utile aux malheureux comme aux familles puissantes, et même aux fils de rois tombés dans la disgrâce ; celui de tenue des assemblées particulières ou synodes, furent autant de moyens ou de prérogatives qui fortifièrent l'autorité dont on trouve les évêques en possession, sous la première race et au commencement de la seconde. Au milieu des changemens de domination et des bouleversemens des royaumes, ils furent constamment les apôtres de l'humanité ; ils auraient pu encore être les législateurs des peuples renouvelés, qui alors eussent été régénérés par leurs soins.

Et, par exemple, le corps épiscopal aurait pu réclamer et faciliter l'exécution de l'édit d'Honorius, de l'an 418. Cet édit, généralisé pour toute la Gaule, aurait fondé le système représentatif par rapport aux affaires économiques sur des bases épurées et fécondes en bons résultats.

Mais les lois de Constantin avaient appelé le clergé catholique à posséder des fonds de terre, par donation ou acquisition ; et il est évident alors que le clergé gaulois fut entraîné dans le même système qui faisait prétendre les chefs de la nation franque à la division et au partage des fonds territoriaux. D'un autre côté, le clergé fut affranchi par les même lois de Constantin, de *toutes les charges curiales*

---

(a) *Traité de l'origine du gouvernement français*, par M. Garnier, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

pour le soustraire à la garantie commune résultante du défaut de paiement et de non-valeur de l'impôt dans chaque *curie*.

Par une suite de cet intérêt séparé des autres citoyens, les églises, les évêchés, les métropoles, les monastères furent amplement dotés par la munificence de nos rois, et le discernement fut si peu d'accord avec la générosité, que, lorsque Charles-Martel eut besoin de rassembler des armées imposantes pour s'opposer, dans le nord, aux incursions des Saxons et à l'invasion des Sarrasins dans le midi de la France, il se crut forcé de distribuer à ses nouveaux compagnons d'armes, les biens de l'église, comme bénéfices ou récompenses militaires. C'est la seconde révolution mémorable qui s'opéra dans les finances de l'Etat, et qui fut irrévocable; car toute la puissance de Charlemagne ne put opérer la rétrocession au clergé, des biens qui avaient été convertis en bénéfices militaires, il fut seulement pris par la suite différens accords ou concordats qui assignèrent au clergé quelques dédomnagemens.

Si les vexations odieuses du régime fiscal, sous les Romains, avaient réduit au désespoir les propriétaires gaulois, au moment de l'invasion des Francs, le système d'émolument des services publics par des fonds de terre, n'eut pas, comme on vient de le voir, dans l'ordre politique, de moins graves inconvéniens.

Mais le même système ayant été suivi sous les rois de la seconde race, nous renvoyons après les développemens particuliers à cette seconde époque, les réflexions qu'offre l'ensemble des faits recueillis sur un semblable système.

de fonder les dépenses publiques sur les dons de capitaux en fonds de terre, au lieu de les assigner sur des revenus annuels. Les seules exceptions d'une bonne administration pourraient s'appliquer aux apanages nécessaires à la splendeur du trône et aux dotations indispensables aux garanties nationales.



---

## DEUXIÈME ÉPOQUE.

---

### CHARLEMAGNE ET LES ROIS CARLOVINGIENS.

PÉRIODE DE 234 ANS. — DE 752 A 986.

---

IL suffirait de ce qui précède pour ruiner dans sa base le système développé avec plus d'art que de solidité, par l'abbé *Dubos*, dans son ouvrage de *l'Etablissement de la monarchie française dans les Gaules*; et pour prouver, contre son opinion, que les impôts, tels qu'ils étaient perçus par le fisc romain, furent abandonnés par les rois francs, même comme résultats et garantie de leurs conquêtes.

Ces impôts, devenus extrêmement odieux chez les Gaulois, par rapport à leur quotité arbitraire, à la violence de leur recouvrement, ou par la cruauté des lois pénales infligées pour assurer leur perception, durent disparaître sous un nouveau Gouvernement, qui n'avait d'ailleurs aucun des besoins ruineux et dévorans des Empereurs romains.

Le système de l'abbé *Dubos*, sur l'ordre économique et

politique sous les premiers rois francs, tend à établir deux propositions diamétralement opposées.

La première, que les Francs furent appelés par les Gaulois pour les délivrer du joug devenu insupportable des Empereurs romains, et que la conquête ne fut, pour ces guerriers barbares, ni longue, ni pénible, et s'opéra par l'invasion d'une armée, dans l'origine, tout au plus de trente mille combattans, que fournirent diverses tribus franques. Ce nombre de combattans augmenta considérablement, à mesure de l'incorporation des premiers vaincus dans les cadres de l'armée des vainqueurs.

La seconde proposition, déduite du système de l'abbé *Dubos*, est, comme on vient de le dire, que les rois francs continuèrent les perceptions fiscales qui, sous la domination romaine, avaient fait désertir la Gaule, et avaient conduit les malheureux habitans, succombant sous le poids des vexations de tous genres des proconsuls romains, à s'abandonner à la miséricorde des peuples barbares. Comment donc supposer que les rois francs, guidés par l'ascendant et la politique éclairée des évêques qui connaissaient bien tous les malheurs du système financier des Romains, puisqu'ils s'étaient fait exempter, dès le règne de Constantin, des *charges curiales si onéreuses*, eussent compromis le fruit de leurs conquêtes, dont ils obtenaient d'ailleurs des avantages éminens, en continuant la législation violente et fiscale des Romains (a). Les vainqueurs francs n'avaient-ils

---

(a) Plusieurs évêques ou prêtres dans les Gaules, comme historiens



pas une ample moisson, même pécuniaire, en s'emparant, sur le champ de bataille, et des terres et des richesses mobilières des vaincus, appartenant, soit au domaine public ou impérial, soit aux ennemis morts, en fuite, ou faits esclaves? Comment donc, dès que les rois francs sont regardés, dans le système de l'abbé *Dubos*, comme des libérateurs, et qu'ils le furent en effet, considérer comme possible la continuation de ce système d'une fiscalité cruelle ordonnée par les Empereurs romains dans les Gaules?

Des publicistes distingués, le comte de *Boulainvilliers*, *Mably* et *Montesquieu* ont combattu, soit séparément, soit dans leur ensemble, les opinions de l'abbé *Dubos*; mais ils ont plutôt eu en vue, dans leurs controverses, de déterminer l'état des personnes chez les Francs et les Gaulois, avant ou après la conquête, qu'ils n'ont résolu, par les actes législatifs ou administratifs qui nous restent, le problème du système économique ou financier des premiers rois francs.

Pour rendre la démonstration complète, nous allons, d'après les capitulaires et autres actes publics, analyser l'ordre économique et politique sous Charlemagne et les rois carlovingiens.

ou moralistes, et d'autres laïcs, tous contemporains, ont laissé des écrits qui retracent, sous des couleurs effrayantes, les excès commis dans ces temps calamiteux. Tels sont, par exemple, Saint Prosper d'Aquitaine; Sidonius-Apollinarius, évêque de Clermont en Auvergne; Salvien de Marseille; Grégoire de Tours, et autres.

*ÉTENDUE DU TERRITOIRE ET POPULATION.*

La monarchie franque , après les conquêtes de Clovis et de Charles-Martel , comprit tous les pays situés entre le Rhône , les Alpes , la Méditerranée , les Pyrénées , le Rhin et l'Océan.

Les dernières conquêtes de Charlemagne , du côté du Nord , dans la Frise et la Saxe , ou en Italie et dans l'Espagne , étant distinctes de l'ancienne Gaule et de la monarchie française , dont ces conquêtes ne firent même plus partie quelque temps après la mort de cet Empereur , les territoires frisons , saxons , lombards et espagnols n'entreront pour rien dans les aperçus suivans sur la population de l'ancien territoire français sous la seconde race.

Nous avons vu que la population de l'ancienne Gaule , vers le cinquième siècle et au moment de l'invasion des Francs , ne pouvait être évaluée à plus de dix millions , dont deux millions d'hommes libres et huit millions d'esclaves domestiques ou colons.

Les malheurs de la conquête , qui se prolongèrent , pendant près de trois siècles et demi , sous la première race , furent , pendant cette période , un obstacle à l'augmentation de la population. Les établissemens de peuples nouveaux compensèrent tout au plus les mortalités occasionnées par les fléaux de tout genre. Le seul changement qui s'opéra dans la population , fut certainement d'augmenter le nombre des esclaves que le droit de la guerre autorisait alors ; et



quelques ménagemens qu'on puisse supposer que les vainqueurs eussent pour les vaincus, les effets des capitulations ou des lois et privilèges particuliers n'empêchèrent ni les pillages ni la servitude, dans les nombreux combats et sur le champ de bataille. On peut donc estimer que, sur une population de dix millions, le nombre des hommes libres de toute nation n'excédait pas, au commencement de la seconde race, un million, et qu'il y avait en même temps neuf millions d'esclaves, tant domestiques que colons (a).

Différentes pièces historiques, dont la discussion nous entraînerait trop loin, donnent lieu de penser que, sur les neuf millions d'esclaves ou serfs, neuf cent mille au moins, ou le dixième de la population non libre, étaient requis pour le service militaire; et une loi des Visigots le recommande positivement (b).

Sur le million d'hommes libres, on ne peut supposer, d'après les qualités guerrières des peuples conquérans,

(a) Du temps de *Sénèque*, qui vivait au milieu du premier siècle de l'ère vulgaire, on évaluait le nombre des *esclaves* et des *colons* aux deux tiers de la population; mais il suffit de reconnaître dans quelles circonstances déplorables se trouvèrent les Gaules depuis cette époque, pour concevoir par quelle suite de calamités le nombre des habitans non libres fut considérablement augmenté, soit par la guerre, soit par la famine. *Les pères vendaient leurs enfans, et se vendaient eux-mêmes.*

(b) Voyez *note deuxième* : Extrait de la loi des Visigots; *Service militaire.*

moins de deux cent mille combattans, Francs, Bourguignons, Allemands, Bretons, Romains et Gaulois, tous habitans libres des Gaules, devenues l'Empire des Francs : au moment de leur conquête, la force armée des Romains, dans cette contrée, était évaluée à *cinq cent mille soldats*.

Le nombre des guerriers libres et non libres, qui soutenait et augmentait le domaine de la conquête, pouvait donc s'élever, au besoin, comme armée active ou de réserve, à onze cent mille combattans ; et cela se trouve justifié par les anciens écrivains qui présentent la force militaire de la monarchie française comme formidable, même sous les premiers descendans de Clovis, puisque Théodebert, l'un d'eux, et dont les états d'Austrasie ne comprenaient que le quart de la monarchie, conduisit en Italie, vers l'an 535, au rapport de *Procopé*, une armée active de *cent mille hommes*.

#### SERVICE ET DÉPENSES MILITAIRES.

Le serment de *fidélité* au roi fut le premier devoir que les lois fondamentales de la monarchie franque imposèrent aux sujets. L'armée offensive et défensive de l'État fut composée de la généralité des *fidelles*, c'est-à-dire du corps du *peuple libre* de la monarchie. Telle fut l'importance de l'obligation du service militaire dans les premiers siècles, qu'elle eut lieu même à l'égard des grands ecclésiastiques, évêques, abbés, jusqu'au neuvième siècle.

Ce fut aux monarques francs qu'appartint exclusivement, durant les deux premières races, le droit de cons-

*cription* ou celui d'appeler et de réunir les citoyens à l'armée générale et de les licencier à la fin de chaque campagne.

Ainsi, tous les citoyens appelés à l'armée générale, durent se trouver réunis au lieu et au moment indiqués pour la convocation royale, dans un ordre hiérarchique. Les comtes, ducs ou patrices, à la tête des hommes libres de leurs districts, et les grands bénéficiers, tant ecclésiastiques que laïques, à la tête de leurs vassaux.

Les charges du service militaire de l'armée générale étaient, de la part des habitans cultivateurs, de fournir aux guerriers le *fodrum* ou les fourrages et le grain nécessaires à la nourriture journalière de leurs chevaux; de la part des citoyens faisant le service militaire, de se nourrir à leurs dépens pendant toute leur route; de se fournir d'armes et de vêtemens, et de se munir d'une provision de vivres pour trois mois, à compter de leur arrivée au rendez-vous général de l'armée.

Jusqu'à l'an huit cent douze, l'étendue de propriété, à raison de laquelle un citoyen était obligé de marcher à l'armée, était de trois *mauses* et au-dessus; chaque *mause* équivalait à six arpens, mesure de Paris. Depuis l'an huit cent douze, on fixa cette étendue à quatre *mauses* ou vingt-quatre arpens et au-dessus; enfin, les petits propriétaires qui possédaient, entre plusieurs, trois ou quatre *mauses*, devaient s'entendre pour envoyer l'un d'eux à l'armée, défrayé en commun par les autres.

Quant à ceux que leur pauvreté dispensait du service, ou que la modicité de leurs revenus réduisait à ne marcher que

d'une année à l'autre, ils étaient toujours obligés, sous quelques dispenses ou exceptions dont les comtes ou vassaux royaux étaient les seuls juges, de se porter à la défense de leurs frontières, et obligés encore de travailler aux réparations des communications militaires, pendant que leurs concitoyens marchaient à l'armée.

On a vu que le service militaire était exigé à raison de la propriété de quatre *mauses* ou vingt-quatre arpens, par les lois de Charlemagne. Leur produit fournissait à l'entretien d'une famille composée de quatre esclaves colons et du maître. Une *mause* était, par les lois, réputée suffisante pour la dotation d'un ecclésiastique ou curé de paroisse. On estime ce produit à environ six cents livres, monnaie actuelle : la dépense du service militaire par chaque *mause*, d'après les charges imposées au guerrier, tant de sa nourriture que de ses vêtemens et de ses armes, pendant la campagne, et eu égard à l'entretien d'une partie de ces objets pour les années suivantes, est évalué, monnaie actuelle, à cent cinquante fr. ou un quart du revenu total d'une propriété de quatre *mauses* (a).

Enfin l'amende infligée contre les fuyards, sous le nom de *Ban* et de *Hériban*, est évaluée à trois mille francs de notre monnaie. Son recouvrement aurait entraîné la vente du fonds territorial du propriétaire, si la loi n'eût déclaré

---

(a) Voyez *note troisième* : Des monnaies sous les rois de la première et de la seconde race; et *note quatrième* : Prix comparatif des subsistances, des esclaves, des vêtemens et armures de guerre, du temps de Charlemagne et à la fin du dix-huitième siècle.

saisissables, seulement les effets mobiliers superflus, et n'eût expressément défendu de saisir, pour raison de l'amende encourue, les biens-fonds, les esclaves et les effets nécessaires à la culture.

C'est ici le lieu de faire remarquer quels avantages éminens les habitans des Gaules retirèrent du changement de domination, en passant sous la monarchie des Francs. On sentira aisément ces avantages, si l'on compare la douceur de cette loi pénale (sur l'infraction au service militaire) avec le système atroce des Empereurs romains, qui, peu avant la conquête, après avoir mis en fuite ou à la torture les cultivateurs, faisaient vendre les fonds territoriaux pour obtenir les recouvremens des impôts arriérés, afin d'alimenter, par ces vexations, le luxe insatiable et les turpitudes de la cour (*a*).

Enfin, l'armée active et défensive dans ce système de service personnel, sous les premiers temps de la monarchie, pouvait monter de deux à trois cent mille hommes; mais le surplus des habitans libres ou l'élite des esclaves également requis au besoin pour le service militaire, comme on l'a établi ci-dessus, et montant à neuf cents mille individus, composait l'armée de réserve défensive et manœuvrière des routes et communications militaires (*b*).

---

(*a*) Les lois de Constantin, rapportées au *Code Théodosien*, réservaient le privilège de la vente des *esclaves-laboureurs* et des *bœufs* employés au labour des terres, aux seules redevances envers le fisc; défendant ces mêmes ventes pour contraindre au paiement de *dettes civiles*, de peur, dit la loi, que *les paiemens dus au fisc ne soient retardés*.

(*b*) Voyez, pour les preuves, les capitulaires et actes publics, à la suite et à l'appui de la *Théorie des lois politiques de la monarchie française*.



SERVICE ET DÉPENSES JUDICIAIRES  
ET D'ADMINISTRATION.

Le territoire de l'Empire franc, divisé en comtés et duchés, fut encore subdivisé, sous le règne de Childebert et de Clotaire II, en petits districts appelés *centaines* : à la tête de ces districts était placé un officier appelé *centenier*, nommé par le comte et par le peuple du comté. La police s'exerçait sous la surveillance de cet officier et sous la garantie solidaire des habitans pour la valeur des objets volés.

Les lois autorisaient le monarque à confier aux comtes le pouvoir judiciaire, qui consistait, comme on l'a observé, non à juger, mais à faire rendre la justice dans l'étendue de leurs comtés respectifs.

Les comtes, ducs ou patrices furent en conséquence chargés par les rois d'exiger et de percevoir, dans leurs comtés, *les amendes dues au fisc par les divers coupables*, à condition de retenir pour eux-mêmes *la troisième partie de ces amendes*, et de remettre les deux autres tiers au prince.

Aucun monument ne prouve que les *Scabins*, *Rakimbergs*, ou magistrats - légistes - juges, sous l'autorité du comte, eussent aucun salaire. Il paraît même que ces jurisconsultes, conseils des citoyens, n'exerçaient leurs fonctions de juges que comme *jury gratuit*, et que leurs émolumens émanaient de leur profession de jurisconsulte.

L'abandon

L'abandon aux comtes de la jouissance du tiers du *freda*, et d'autres amendes dues au fisc dans les comtés, les prestations bénéficiaires des terres du fisc, faites aux comtes, aux officiers et conseillers du roi, furent le juste salaire des fonctions publiques de ces divers officiers.

Les concessions des immunités aux églises, aux possesseurs d'*alleu* et aux bénéficiers royaux, concoururent à acquitter les charges de l'administration, en obligeant les possesseurs, par l'acte même de concession d'immunité, à exercer le droit de faire rendre justice à la place des officiers royaux dans le même territoire où le roi leur abandonnait la jouissance du *freda*.

Les comtes ne furent pas toujours les seuls dépositaires du droit de justice dans leur juridiction. Depuis Charlemagne jusqu'à Louis-le-Bègue, l'Empire franc fut divisé en divers districts, qu'on appela *Missions*, dont chacune comprenait *plusieurs comtés*.

Les rois Carlovingiens choisirent parmi les grands, laïques et ecclésiastiques, des hommes chargés d'exercer la justice à leur place, et ils en envoyèrent au moins deux dans chaque *mission*, pour quatre mois de l'année : ils devaient inspecter la conduite des agens ordinaires du droit de justice, prévenir ou réparer les vexations ou la négligence des comtes.

Il était ordonné à tous les citoyens de l'Etat de défrayer et voiturer les ambassadeurs étrangers et les envoyés des princes, sur tous les lieux de leur passage.

Les citoyens en général, même les évêques, les abbés



et les vassaux royaux, et leurs hommes, étaient obligés de contribuer à l'entretien des édifices des villes et des ponts et chaussées qui étaient à l'usage du public en général. Les possesseurs des cantons particuliers devaient seuls pourvoir aux dépenses locales qu'exigeaient les ponts et bacs de leur *centaine*, district ou arrondissement (a).

*SERVICE ET DÉPENSES PERSONNELLES DU PRINCE ;  
OU LISTE CIVILE.*

Le domaine de la couronne fut composé, sous les deux premières races, tant des vastes propriétés territoriales, obtenues par le résultat des conquêtes successives, que de la possession des esclaves, des péages attachés à ces propriétés, et des amendes, compositions et confiscations que le Code pénal attribuait au prince, outre le produit des dons annuels et volontaires apportés par les citoyens aux *placités* généraux ou champs de Mars et de Mai.

Les possessions royales, en domaines, en esclaves et droits lucratifs, s'étendaient dans tous les lieux de l'Empire franc, ainsi qu'on l'a vu. Il était pourvu aux dépenses publiques, soit par les charges onéreuses du service militaire auquel les citoyens étaient tenus personnellement, soit par les bénéfices et attributions abandonnés pour émolument, en nature de fonds territoriaux ou redevances, les services judiciaires et administratifs. Il restait

---

(a) Voyez les preuves, à la suite et à l'appui de la *Théorie des lois politiques de la monarchie française*.

donc à Charlemagne, tant dans ses possessions libres que dans le produit des dons annuels, et dans des richesses mobilières accumulées par ses conquêtes, ou qui lui furent transmises par son droit de succession au trésor des princes de sa race, un excédant considérable pour subvenir à son service personnel et à l'acquit des dépenses générales de l'administration centrale, tant civile que politique. Le Capitulaire de Charlemagne, intitulé *De villis*, prouve quels soins de détails cet Empereur donnait à la régie de ses domaines ruraux et fiscaux.

Les lois primitives de la monarchie franque avaient rendu le domaine de la couronne absolument disponible; mais les monarques usèrent de ce droit avec assez de modération sous les deux premières races, et jusqu'au règne de *Louis-le-Débonnaire*, pour conserver à la couronne d'immenses ressources. Les libéralités même des monarques par la concession des bénéfices, servirent à acquitter une partie essentielle des charges de la royauté (a).

REVENUS TERRITORIAUX ET DOMANIAUX;  
OU CENS ET PÉAGES.

On appelait indistinctement *péages*, *cens* ou *tributs*, des droits qui se percevaient, dans les premiers temps de la monarchie, aux ports, ponts et bacs, sur les effets qui s'y

---

(a) Voyez les preuves, à la suite et à l'appui de la *Théorie des lois politiques de la monarchie française*.

voituraient, et aux marchés publics, sur les denrées qui s'y vendaient.

Le taux des péages était fixé par l'usage et la coutume particulière des lieux où ils se percevaient, et n'avaient par conséquent rien d'uniforme.

Les péages appartenaient au roi dans le grand nombre de ports, ponts et marchés qui étaient du domaine royal; les comtes et leurs agens en étaient les percepteurs.

Les péages appartenaient également aux grands, ecclésiastiques et laïques, et même aux simples particuliers, sur les passages, ponts et marchés qui se trouvaient dans les domaines qu'ils possédaient en propre ou en bénéfices.

En un mot, les péages n'étaient point la possession exclusive du prince, mais l'accessoire de la propriété territoriale, dans la main de quelque possesseur que ce fût.

Les lois les plus expresses autorisaient la perception des péages établis par l'ancienne coutume, et ces lois, bornant et réglant la perception des péages, en écartaient l'arbitraire.

Les citoyens ne devaient point payer les péages sur les ponts publics de leur comté, qu'ils entretenaient à leurs frais. Les péages ne devaient se lever que sur les effets que l'on voiturait pour les revendre, et ne se percevaient pas sur les effets que chaque particulier transportait ou achetait pour son propre usage; ainsi, ces péages regardaient les marchands et non les consommateurs.

Il était défendu de percevoir d'autres péages que ceux établis par l'ancienne coutume.

Les péages étant considérés comme le salaire des dépenses d'entretien des communications utiles, il était défendu de barrer les chemins commodes ou les passages guéables, par des ponts et bacs, pour y percevoir le péage.

Il était défendu encore d'exiger les péages établis dans les lieux où les ponts ou les bacs détruits, n'offraient plus un passage commode aux voyageurs.

Il était défendu enfin d'exiger les péages, des voyageurs qui, pour se soustraire à cette contribution, passaient les rivières ailleurs que sur les ponts et bacs.

Le simple exposé de la nature des péages et des règles de leur perception, dans l'empire franc, suffit pour empêcher de les confondre avec les douanes de l'empire romain. Les douanes romaines étaient l'apanage exclusif du fisc. Les péages de l'empire franc firent également partie des possessions territoriales des rois, des ecclésiastiques et des laïques.

Les douanes de l'empire romain avaient reçu, des lois générales, un taux uniforme que ces mêmes lois pouvaient augmenter; les péages de l'empire franc reçurent, des usages particuliers de chaque lieu, un taux différent qui ne fut pas susceptible d'augmentation.

Enfin, les douanes romaines furent un tribut forcé que ne pouvaient éviter tous ceux qui passaient par les lieux où elles étaient établies; et les péages de l'empire franc étaient des redevances volontaires, en ce qu'elles regardaient seulement les personnes qui voulaient user des communications que ces péages servaient à entretenir.



Les lois fondamentales de la monarchie n'établirent aucun impôt réel ni personnel.

Les mots *cens* et *tributs* perdirent, dans les monumens des deux premières races, leur signification naturelle, puisque les monumens les employèrent pour désigner le service militaire personnel, les amendes dues au roi et toutes les contributions publiques, telles que le logement des gens de guerre et des officiers publics, les fournitures de chevaux etc.

Les mots *cens* et *tributs* désignèrent encore, comme on l'a vu, les différens péages établis sur les ponts, bacs et marchés qui pouvaient appartenir aux particuliers aussi bien qu'aux rois; ils désignèrent, de plus, les redevances économiques et domaniales dues aux propriétaires de terres, par les esclaves ou affranchis auxquels ces propriétaires avaient donné ces terres à cultiver à cette condition. Ces redevances, qui étaient pour le propriétaire, le produit de sa propriété, n'étant pas d'une autre nature dans la main des rois que dans celles des particuliers, ne se percevaient par les premiers, que dans l'étendue de leur domaine.

Elles purent sortir, et sortirent en effet, de la main du roi, pour passer dans celles des particuliers, autant de fois qu'il plut au roi d'aliéner le domaine sur lequel de telles redevances s'exigeaient.

Enfin, les noms de *cens* ou *tributs* furent donnés généralement aux redevances bénéficiaires exigées par les divers seigneurs, sur les terres qu'ils avaient démembrées de leur propriété pour en faire des bénéfices; et de tels revenus ne

purent regarder le prince que comme seigneur féodal, et comme une conséquence de son fief.

Après les charges dont nous venons de parler, et qui furent improprement appelées *cens* ou *tributs*, on n'en connut point d'autres; il n'en exista aucune qui fût attribuée aux rois en leur qualité de roi, et qui se perçût généralement sur les domaines et sur les personnes des sujets.

Les redevances, appelées *cens* et *tributs*, ne se perçurent même pas pour le fisc en vertu des lois générales, mais en vertu des coutumes locales; et tous les monumens qui traitèrent de ces sortes de revenus, les firent envisager comme des obligations partielles, bornées à de certaines terres et à de certaines personnes, qui ne portèrent, ni sur les propriétés qui n'appartenaient point au fisc, ni sur les personnes libres d'origine.

En un mot, le fisc n'eut jamais le droit de lever de tribut sur les terres des églises et des particuliers.

L'exemption de tous *cens* et *tributs* fut envisagée dans l'empire franc, comme l'apanage de la liberté civile.

Les tentatives de quelques princes de la première race, pour établir des *tributs* sur les terres et sur les personnes libres d'origine, toujours arrêtées dans leur naissance, soit par la résistance des peuples, soit par les remords des monarques, n'établirent pas plus par le fait que par le droit, l'usage des impôts royaux dans la monarchie, en sus des *redevances domaniales*. Au contraire, l'inutilité de ces tentatives, envisagées par le peuple et par les princes mêmes



comme le plus grand attentat qu'un roi pût se permettre contre son peuple, devient la preuve la plus expresse de l'existence des lois fondamentales qui avaient soustrait les habitans de la monarchie au joug des *tributs* généraux.

Ces lois fondamentales étaient d'ailleurs une conséquence si nécessaire de tout le plan de la législation franque, qu'il faudrait les supposer, si l'histoire n'en parlait pas.

En effet, la constitution primitive de la monarchie avait pourvu, indépendamment des *tributs*, à la défense de l'État, à l'entretien du prince et de sa cour, et à tous les objets du service public : les Francs s'étant soumis eux-mêmes, ainsi que les nations qui s'incorporèrent à leur empire, à la foule des charges onéreuses qui résultaient du service militaire, de l'entretien de la justice, des corvées, des péages, on ne peut supposer qu'ils eussent ajouté, en pure perte pour l'État, à ces contributions suffisantes, les tributs établis dans la Gaule, par l'avarice des Empereurs, ou toute autre imposition générale (a).

#### CONSÉQUENCES SUR L'ORDRE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE.

Un grand nombre de dissertations savantes et de discours académiques ont eu pour but de débrouiller ce cahos des *établissements politiques* des rois sous les deux premières races (b):

(a) Voyez les preuves historiques et le texte même des diplômes, capitulaires et autres actes publics, sous les deux premières races, à la suite et à l'appui de la *Théorie des lois politiques de la monarchie française*.

(b) M. Garnier, de l'académie des Inscriptions et Belles-Lettres, dans  
cahos

cahos qu'a éclairci, d'après des pièces authentiques, avec autant de méthode que d'exactitude, l'auteur déjà cité de *la Théorie des lois de la monarchie française* (a).

Voyons d'abord quelles conséquences dérivèrent, pour l'ordre économique, de l'organisation fiscale primitive des rois francs.

On a vu que les Empereurs romains, dans les derniers temps de leur domination dans les Gaules, avaient trois sources principales de revenus; savoir : 1°. l'impôt territorial, par assiette ou rôle nommé *indiction* ou *superindiction*; 2°. les droits sur les consommations, sur les transactions et la circulation des marchandises dans l'intérieur de l'Empire : 3°. les revenus ou produit des propriétés impériales ou publiques, dans toute l'étendue du territoire des Gaules, qu'il faut véritablement considérer dès l'origine, comme une colonie continentale du Gouvernement romain.

son *Traité de l'origine du Gouvernement français*, couronné en 1761 par cette société savante, dont il devint ensuite membre, a jeté un premier jour sur cette partie de notre *droit public*; mais cet académicien, en publiant son ouvrage, avoue qu'il n'a plus le loisir d'y faire toutes les additions dont sa dissertation peut être susceptible.

(a) Je m'abstiens de lever le voile de l'anonyme dont s'est enveloppé l'auteur de cet ouvrage, qui a paru en 1792, en 8 vol. in-8°, chez Nyon. Le savant dom *Poirier*, comme censeur, et le vertueux *Mulheserbes* en faisaient le plus grand cas. Le censeur, dans son approbation motivée, laisse apercevoir que l'ouvrage est d'une DAME, lorsqu'il dit : *Cette production est un vrai phénomène littéraire, qui paraîtra encore plus surprenant, lorsque l'auteur aura jugé à propos de se faire connaître.*

Les rois francs, ainsi que tous les monumens le confirment, ne retirèrent de ces trois modes de contributions que la propriété et la souveraineté territoriale des domaines, qui avaient appartenu aux Empereurs, ou qui étaient devenus le partage du vainqueur, dans les luttes de la conquête, ou dans les guerres civiles qui suivirent, pour savoir à qui resterait la souveraineté entière ou partielle du territoire des Gaules.

Les suites de cette réunion, au trésor public, des seules propriétés territoriales, produisirent plusieurs effets remarquables. *Le premier*, c'est que le Gouvernement central des rois Francs n'eut aucun revenu général et annuel, formé du tribut des propriétés particulières; *le second* de ces effets fut que les grands, laïques, ecclésiastiques ou bénéficiers, possédant des territoires plus ou moins vastes, eurent, au contraire, indépendamment du produit ou fruit de leurs terres, des droits locaux qui, sous le nom de *cens* ou de *péages*, représentaient à chacun un démembrement de l'impôt territorial, et de ceux de consommation et de circulation. A la vérité, les rois jouirent des mêmes avantages dans leurs terres domaniales ou fiscales; mais la manière d'assurer les dépenses de l'État, ne pouvant s'effectuer que par la concession de bénéfices qui faisaient passer les revenus locaux dans les mains des fidèles ou *bénéficiers*, avec les accessoires mêmes de la propriété en *cens* et *péages*, il résultait évidemment de ce mode de *finance*, que le trésor des rois s'affaiblissait graduellement, tandis que le domaine particulier des grands, laïques, ecclésiastiques et bénéficiers, s'agrandissait, tous les jours, considérablement.

Une autre cause de détérioration du revenu des premiers rois Francs résultait d'une opération inverse. C'était celle bien étrange qui conduisait un propriétaire à se dépouiller de son *propre* ou de son *alleu*, comme on parlait alors, en faveur du roi, dont il recevait ensuite la même propriété comme *benéfica*, soit à titre simplement honorifique, suivant les uns, soit à titre lucratif, suivant les autres, ou en exécution de certaines redevances locales dues au roi.

« Cet usage, si commun dans ces premiers temps, de dénaturer ses terres en les donnant au roi, qui les rendait ensuite à titre de *benéfica* héréditaire, paraît d'abord contraire au bon sens : c'était se dépouiller volontairement de sa propriété pour obtenir le même fonds à un titre précaire : mais si l'on fait attention que *cette propriété consistait apparemment en terres sujettes au tribut, et que, par cette cérémonie, elle en devint exempte*, on verra clairement que c'était une faveur que nos rois n'auraient pas dû prodiguer, s'ils avaient mieux entendu leurs véritables intérêts (a). »

Enfin, outre l'envahissement du droit de *battre monnaie*, qui fut usurpé par les *barons*, et dont nous verrons les effets désastreux sous les premiers rois de la troisième race, un autre inconvénient grave de cette manière d'émolumenter les services publics par des donations de biens territoriaux, d'abord temporaires, ensuite à vie, enfin à perpétuité, fut

---

(a) *Traité de l'origine du Gouvernement français*, par M. Garnier, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

de réveiller la convoitise et l'ambition des bénéficiers qui , ayant obtenu primitivement la jouissance des terres avec les esclaves domestiques ou colons qui l'habitaient , étaient excités sans cesse à envahir *corps* et *biens* dans l'étendue des territoires qui leur avaient été concédés , à charge d'y commander le service militaire et d'y protéger la justice ; deux conditions qui étaient bien le but de la concession , mais qui devinrent le moyen de dépouiller les premiers rois Francs , même de la souveraineté territoriale , à la faveur des désordres qui suivirent la succession de Charlemagne.

On se demande naturellement : pourquoi ce grand Empereur , qui régît la France avec tant de gloire et de prudence , pendant quarante-six ans , n'institua-t-il pas un revenu public , et ne forma-t-il pas , avec le secours des *placités* généraux ou des assemblées nationales des champs de mars et de mai , une propriété générale émanée des propriétés particulières , et qui , se reproduisant chaque année , devait être à jamais employée à la gloire , à la défense et à la prospérité de l'Etat ?

La réponse à cette question n'est pas difficile. Dabord , les conquêtes de Charlemagne , et celles précédentes de Charles-Martel , avaient procuré aux rois de la deuxième race , une ample moisson de richesses mobilières et de domaines fiscaux qui les mirent dans le cas de récompenser leurs compagnons d'armes et d'encourager même les autres services publics , sans les mettre dans la gêne ou dans la détresse , qui ne fut produite que par les largesses inconsidérées de Louis-le-Débonnaire et de Charles-le-Chauve. Ainsi , dit Montesquieu , « Charlemagne avait distribué à



» *ses peuples , toutes les richesses des Lombards , et les*  
 » *immenses trésors de ces HUNS qui avaient dépouillé*  
 » *l'univers. »*

Ensuite, il faut trancher le mot sur la répugnance que durent avoir les premiers rois Francs, de suivre le même mode d'imposition des Romains dans les Gaules, mode qui avait laissé des souvenirs alarmans de vexations odieuses.

La haine des Francs pour les institutions romaines perce dans le premier acte solennel de la constitution de ce peuple Barbare. Le préambule de la *Loi Salique* porte :  
 « C'est cette nation des Francs qui , quoique peu nom-  
 » breuse , parvint , par sa force et son courage ( *et le se-*  
 » *cours des chrétiens accrédités ou des évêques* ) à secouer  
 » le joug insupportable des Romains appesanti sur sa tête ; »  
 de cette Rome qui , dans sa rage , dit toujours le préam-  
 bule , *massacrait les saints martyrs ou les exposait aux*  
*bêtes (a).*

D'un autre côté , on peut inférer même de la loi pénale qui ne prononçait que des amendes pour l'infraction des hommes libres , au service militaire , chez un peuple tout guerrier , loi qui ne donnait privilège du recouvrement de cette amende , que sur les effets mobiliers et superflus du propriétaire qui l'avait encourue , exceptant de la vente et les terres , et le bétail , et les instrumens aratoires ; on doit reconnaître , dis-je , dans l'esprit adouci de cette loi ,

---

(a) Commencement ou préface du *Traité de la Loi salique*, édition de *Pithon* , commentée par *Bignon* et *Baluze*.



combien les Gaulois et les Francs, c'est-à-dire, les vainqueurs et les vaincus, étaient révoltés des lois atroces des Empereurs romains pour le recouvrement de l'impôt.

Une autre circonstance remarquable empêcha les premiers rois Francs de s'approprier le système fiscal en usage dans les Gaules, au moment de la conquête. Cette circonstance, la voici : c'est qu'au moment de l'invasion, le lien du système financier était rompu : ses ramifications s'étendaient dans toute la Gaule, tandis que la racine de l'organisation était restée dans le palais des Empereurs romains.

« L'Empire s'affaiblissant tous les jours, dit l'historien  
» *Garnier*, par les conquêtes des Barbares et par la révolte  
» des provinces, et la ville d'Arles elle-même étant tombée  
» au pouvoir des Visigots et ensuite des Bourguignons, il  
» n'y eut plus, dans les Gaules, ni préfet du prétoire, ni  
» vicaires, ni présidens; en voici la preuve : La Bretagne  
» était entièrement perdue pour l'Empire; l'Espagne était  
» partagée entre les Visigots, les Suèves et les Alains;  
» l'Armorique s'était formée en république indépendante;  
» une grande partie de la Belgique et les deux Germanies  
» étaient occupées par différentes tribus des Francs; les  
» Bourguignons tenaient la Bourgogne, la Savoie, le Dau-  
» phiné; les Visigots, toute l'Aquitaine et la plus grande  
» partie de la Provence. L'Empereur Julien-Nepos avait  
» entièrement renoncé à la Gaule pour se renfermer en-  
» Italie, et n'avait fait qu'accélérer, par cette lâche politique,  
» la ruine totale de l'Empire. Enfin, Odoacre avait partagé  
» l'Italie à ses Hérules et aux autres Barbares qui lui

» obéissaient : tel était l'état de la Gaule, lors de l'invasion  
 » de Clovis ; *il est clair qu'il ne devait plus y avoir d'offi-*  
 » *ciers civils dans les provinces de la Gaule qui restaient*  
 » *encore à l'Empire (a).* »

Les patrons des Gaulois qui résidaient à Rome, man-  
 quèrent donc tout-à-coup à leurs cliens des Gaules : les  
 jurisconsultes et les officiers civils subalternes ou magistrats  
 légistes qui continuèrent à y résider, ou devinrent, par la  
 chance des armes, esclaves ou serfs, comme butin du vain-  
 queur ; ou ceux qui demeurèrent libres, furent dans une  
 position trop secondaire pour présenter et faire goûter des  
 plans d'organisation ou d'amélioration à la cour des rois  
 Francs. Dans les invasions, de plusieurs siècles, de la part  
 des Barbares, « leur cruauté, dit un ancien historien, ne  
 » s'exerça jamais aussi impitoyablement que contre les  
 » avocats : ils arrachaient les yeux aux uns, coupaient les  
 » mains aux autres ; un d'entre eux eut la bouche cousue et  
 » la langue coupée ; un Barbare tenant cette langue dans  
 » sa main, disait : *enfin, vipère, cesse de siffler (b).* »

Les évêques seuls, bien accrédités, comme je l'ai déjà  
 observé, auraient pu réclamer l'application de la loi de 418,  
 de l'Empereur Honorius, sur la représentation nationale  
 en matière d'impôt ; mais les évêques emportés par un

(a) *Traité de l'origine du Gouvernement français*, par M. Garnier, de  
 l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

(b) *Histoire de Florus*, liv. 4 ; et *Théorie des lois politiques de la*  
*monarchie française.*

autre genre d'occupations pieuses, et livrés, comme les guerriers Francs, au système copartageant, n'eurent ni le loisir, ni la volonté d'éclairer les conseils des rois sur un meilleur *ordre économique*. Louis IX eut encore, comme nous le verrons, le mérite de faire revivre le premier l'esprit de cette loi, dans les privilèges dont il posa les fondemens en faveur des Etats de Languedoc.

Les travaux annuels et législatifs du palais et des champs de Mars et de Mai, furent donc absolument étrangers à cette partie de l'administration qui pourvoit à des dépenses toujours renaissantes, par des revenus annuels.

Les levées extraordinaires d'argent, sous le nom de dixme, établies par Charles-Martel, pour subvenir aux guerres contre les Sarrasins, et par Louis-le-Débonnaire et Charles-le-Chauve, pour acheter la paix des Normands, sont des ressources spéciales et temporaires qui ne constituent point un *revenu public annuel*.

On peut se convaincre, par le célèbre traité de *Hincmar*, archevêque de Reims, intitulé : *de l'ordre du sacré palais, dans la partie qui regarde les assemblées communes*, que la police et la sureté du royaume; que les prérogatives des grands, *laïques et ecclésiastiques* et ceux des bénéficiers ou fidelles, étaient les principaux objets soumis aux délibérations; mais on ne trouve dans nos monumens aucune loi, aucun débat sur l'ordre général économique et financier, pendant les deux premières races; on voit seulement que la deuxième Assemblée nationale, après les récoltes, se tenait  
pour

pour recevoir les *dons*, c'est-à-dire, le tribut volontaire des provinces (a).

L'ordre politique, sous la première race, avait été détruit par une suite de la privation de ce lien puissant, bien organisé, des intérêts pécuniaires des peuples et des rois; l'imprévoyance, à cet égard, de Charlemagne fut également funeste à sa race.

Le clergé, la seule corporation qui eût survécu à la chute de la domination romaine dans les Gaules, avait été averti par l'application qu'avait faite Charles-Martel à ses guerriers, des bénéfices ecclésiastiques, que le service militaire personnel des évêques, abbés et autres bénéficiers, était leur plus sûre garantie de conserver les domaines fiscaux qui restaient à l'église.

Ce service militaire des prélats fut un désordre de plus, que ni les exhortations ni les commandemens de Charlemagne ne purent entièrement déraciner. Bientôt les largesses inconsidérées de Louis-le-Débonnaire et de Charles-le-Chauve, en faveur des clercs, ne tendirent qu'à dépouiller la couronne des domaines qui faisaient sa richesse. On vit ensuite, par toute la France, la licence des camps se répandre dans les églises et dans les monastères. On peut avoir une idée des immenses possessions des gens d'église dans ces temps, par *l'extrait de la règle des chanoines, publiée*

---

(a) Voyez, note cinquième; Fragment de *Hincmar*, sur l'ordre du sacré palais de Charlemagne, dans la partie qui regarde les assemblées communes ou nationales.

*au Concile d'Aix-la-Chapelle, en 816.* On y voit que les biens des églises allaient à trois, ou quatre, ou huit mille MANSES et plus, ce qui faisait jusqu'à environ cinquante mille arpens et douze mille esclaves ou serfs possédés par une même église ou un même monastère. Le célèbre Alcuin possédait vingt mille esclaves ou serfs, comme pourvu par Charlemagne des abbayes de Saint-Martin de Tours, de Saint-Loup de Troyes et autres. Les successeurs de tant de saints évêques, héritiers de la puissance tribunitienne chez les Romains, et jadis les défenseurs de l'humanité, se rangèrent, de toutes parts, au milieu de l'anarchie, sous les bannières de la féodalité, et parmi les usurpateurs de la souveraineté territoriale. Ainsi, expira LA SEULE PUISSANCE CIVILE MODÉRATRICE DES CALAMITÉS PUBLIQUES, QUI, JUSQU'ALORS, AVAIT SURVÉCU A L'INONDATION DES BARBARES.

Sans doute, les ravages des Normands, les guerres contre les Sarrazins, hâtèrent la décadence de la famille de Charlemagne, moins encore par les malheurs inouis qui furent la suite des invasions et des pillages, que parce que la défense de la patrie envahie mit en évidence les talens guerriers des ancêtres de Hugues-Capet, en attirant sur les membres de sa maison l'attention et la reconnaissance publiques.

Sans doute encore, la multitude des partages qui divisèrent plusieurs fois, depuis Charlemagne, ses vastes états, fut une des causes la plus active de la nouvelle désorganisation politique : mais le système copartageant avait précisément sa source dans le dogme favori des rois francs, *la souveraineté unie à la propriété territoriale* ; et la même convoitise agitant,



par suite des mêmes préjugés, tous les grands, laïques et ecclésiastiques, il suit que le système économique adopté, dès l'origine de la monarchie, de satisfaire aux dépenses et aux services publics par la concession des fonds territoriaux, devait encore une fois devenir fatal aux chefs et aux membres de l'État.

En effet, les descendants des Pépins, (Charles IV, *dit le Simple*, et Louis d'outre-mer) étaient presque réduits aux villes et territoires du Havre, de Soissons et de Reims, tandis que Hugues-le-Grand possédait les plus belles charges de la couronne, et avait les Gouvernemens les plus considérables, comme duc de France, de Bourgogne, d'Aquitaine, comte de Paris et d'Orléans, indépendamment des riches abbayes de Saint-Denis, de Saint-Germain-des-Prés et de Saint-Martin-de-Tours, qui se transmettaient dans cette famille de père en fils, comme un héritage particulier.

Le comte de Vermandois, qui possédait aussi, comme plusieurs autres, de vastes domaines, tourmenté d'horribles remords, mourut, dit l'historien *Velly*, criant et hurlant dans une longue agonie : « *Hélas ! nous étions douze qui trahimes le roi Charles.* »

Sous Clotaire II, roi de la première race, les seigneurs avaient obtenu, dans l'assemblée d'*Andelot*, en 587, que les *benéfices* ou terres dont ils jouissaient, ne leur seraient point ôtés ; et à l'époque de la révolution qui réunit, vingt-cinq ans après, sur la tête du même monarque, les Royaumes de Bourgogne, d'Austrasie et de Soissons, la dignité de maire devenant héréditaire, les ducs et comtes concurent dès-lors



l'espérance de fixer de semblables prérogatives dans leur famille.

Mais les grandes qualités des premiers Carlovingiens retardèrent tous projets d'usurpation ; l'occasion ne s'en présenta d'une manière efficace qu'au moment du voyage de Charles - le - Chauve , à Rome , l'an 877 : il se tint alors à *Chiersi-sur-Oise* , près Compiègne , une assemblée pour la régence du royaume. On y rendit une ordonnance en trente-trois articles , dont les principaux avaient pour objet une levée d'argent pour acheter la retraite des Normands. Le ton faible et ménagé de cette ordonnance , dit *Velly* , lui donne plutôt l'air d'une *requête* aux seigneurs que l'autorité ménageait par crainte.

« Les seigneurs consentent à tout , rapporte cet historien ,  
» ils veulent bien reconnaître son fils pour leur roi , mais  
» à condition qu'il leur conservera ce que les capitulaires  
» de l'Empereur même accordent à leur rang et à leur per-  
» sonne. Charles-le-Chauve , pour les attacher plus forte-  
» ment à ses intérêts , ordonne , par le dixième article ,  
» que , si après sa mort , quelqu'un de *ses fidelles veut re-  
» noncer au monde , il pourra laisser tous ses emplois à  
» son fils , ou à celui de ses parens qu'il voudra.*

« C'était établir une espèce d'hérédité dans les charges :  
» imprudente concession , qui lui ôtait le moyen le plus sûr  
» de contenir ses vassaux. On peut la regarder comme l'épo-  
» que de ces grands fiefs , qui , en partageant la souveraine  
» autorité , l'ont presque anéantie. Il a fallu bien des siècles

» pour remettre les choses dans l'état où nous les voyons  
 » aujourd'hui.

« Sous Charles IV, dit le Simple, les seigneurs, pour  
 » augmenter leur puissance dans les domaines qu'ils avaient  
 » usurpés, portèrent l'audace jusqu'aux derniers excès. Cha-  
 » cun voulait être indépendant : tous armaient et désarmaient  
 » sans que le monarque osât s'en mêler. On peut regarder  
 » le règne de ce prince comme l'époque de toutes ces petites  
 » souverainetés qui se formèrent insensiblement dans l'Etat.  
 » Ce n'était d'abord que des Gouvernemens, juste récom-  
 » pense du mérite ( d'abord temporaires et révocables ) qui  
 » n'étaient ensuite possédés qu'à vie. On appelait ceux qui  
 » en étaient pourvus, ou *pairs*, comme égaux entre eux ; ou  
 » *princes*, comme chefs ou commandans dans l'étendue de  
 » leur district ; ou *barons*, comme les premiers et les plus  
 » puissans du royaume. Cette dernière qualité passait pour  
 » si honorable et si relevée, que, pour la prendre, le sire  
 » de Bourbon quitta le titre de prince. Ces grandes charges  
 » enfin devinrent des propres, ou fiefs héréditaires, dépen-  
 » dans en apparence d'un seigneur suzerain, mais indépen-  
 » dans en effet. C'est à cette nouvelle seigneurie que la  
 » noblesse, jusqu'alors ignorée en France, doit sa véritable  
 » origine. Elle donnait à ces petits princes des espèces de  
 » sujets nommés vassaux, qui, à leur tour, tranchaient du  
 » souverain, par des *sous-inféodations*. Celui qui ne s'était  
 » emparé que de quelques bourgades, rendait hommage à  
 » celui qui commandait dans une province ; et tel qui  
 » n'avait qu'un château, relevait d'un autre qui avait usurpé

» une ville. Le vassal , en certaines occasions , devait marcher contre le roi même , ou perdre son fief.

Ainsi , les libéralités sans bornes en propriétés foncières , qui avaient privé les derniers Carlovingiens de tous moyens de récompenser à l'avenir l'attachement à leur personne , et les actions utiles et honorables à la patrie , firent passer toute la puissance pécuniaire , le nerf des grandes entreprises , du côté des seigneurs qui dépeçaient l'autorité royale. D'abord , mise en tutelle , elle fut définitivement anéantie par la connivence des hauts barons qui , dans l'espérance tacite de voir confirmer leurs usurpations , donnèrent à Hugues-Capet , duc de France , le titre de Roi de la troisième race , comme premier gardien de la chaîne féodale.



---

## TROISIÈME ÉPOQUE.

---

### HUGUES-CAPET À PHILIPPE-LE-BEL.

PÉRIODE DE 282 ANS.

|                                 |          |
|---------------------------------|----------|
| HUGUES-CAPET.....               | 987. (*) |
| ROBERT.....                     | 996.     |
| HENRI I <sup>er</sup> .....     | 1031.    |
| PHILIPPE I <sup>er</sup> .....  | 1060.    |
| LOUIS VI, DIT LE GROS.....      | 1108.    |
| LOUIS VII, DIT LE JEUNE.....    | 1137.    |
| PHILIPPE II, DIT AUGUSTE.....   | 1180.    |
| LOUIS VIII.....                 | 1223.    |
| LOUIS IX.....                   | 1226.    |
| PHILIPPE III, DIT LE HARDI..... | 1270.    |

---

AVANT de reconnaître les difficultés de tout genre , et même les catastrophes que produisirent , depuis la chute des Carlovingiens , la privation d'un revenu général annuel , et l'absence d'un droit public en matière de finance et

---

(\*) Première année de chaque règne.

d'impôt, il faut dire comment les dix premiers rois de la troisième race sont parvenus à reconquérir, dans toute la France, le haut domaine territorial.

L'autorité royale se trouvait alors, pour ainsi dire, bloquée dans le duché de France. Ce grand fief était possédé depuis long-temps par les ancêtres de Hugues - Capet. Il comprenait, suivant *Velly*, outre de vastes domaines en Picardie et en Champagne, les ville et comté de Paris, l'Orléanais, le pays Chartrain, le Perche, le comté de Blois, la Touraine, l'Anjou et le Maine. Ce territoire était sans cesse menacé ou attaqué par les grands feudataires, *les comtes de Flandre, de Vermandois, de Champagne; les ducs de Bourgogne, de Normandie, de Gascogne; les comtes de Toulouse, les ducs de Guyenne ou d'Aquitaine*. Tous ces grands vassaux de la couronne faisaient, à la vérité, hommage au roi; mais, à cela près, ils étaient de véritables souverains sur leurs terres, exigeant des tributs de leurs sujets, levant des troupes, d'autorité absolue; souvent plus puissans en hommes que le monarque qu'ils reconnaissaient pour maître, lui accordant ou lui refusant, selon leurs caprices, les secours qu'ils lui devaient en vertu de leur hommage.

Le comble de l'embarras, pour les premiers rois de la troisième race, était que mille petites souverainetés, situées dans l'étendue de leur duché de France, divisaient leurs forces et affaiblissaient leurs pouvoirs, comme le témoignent les grandes guerres qu'ils eurent avec les seigneurs de Mont-Lhéry, de Corbeil, de Meulan, de Puiset, de Rochefort,  
et



et autres, qui ne finirent que par l'habileté de Louis-le-Gros.

Les ducs et les comtes possédaient alors, dit le comte de Boulainvilliers, quatre droits principaux, que l'on peut regarder comme les colonnes de l'anarchie féodale ; la *justice*, la *monnaie*, la *protection des églises*, qui emportait, sinon la collation des bénéfices, du moins le droit de diriger les élections qui avaient été établies, et celui de *faire la guerre* (a).

Les grands vassaux se firent à eux-mêmes des arrière-vassaux, en sous-inféodant leurs fiefs, et en faisant prêter serment à ces *sous-vassaux* de les suivre à la guerre contre le roi même. Les campagnes et les villes furent mises sous le joug. Si quelques cités, plus puissantes ou plus heureuses, conservèrent leur liberté, telles que *Lyon*, *Bourges*, *Tournai*, *Toulouse*, *Reims*, etc. elles furent du reste assujetties au gouvernement despotique des ducs, des comtes et de leurs officiers (b).

Les désordres de l'anarchie féodale furent tels « qu'une » volonté arbitraire décida de tous les droits. Chaque » seigneur rendit la justice souveraine ; et ne permettant » plus que ses jugemens fussent portés par appel à la » justice du roi, le Français réclama inutilement les lois

(a) Lettres sur les anciens parlemens de France, par le comte de Boulainvilliers.

(b) État des personnes en France sous les deux premières races, par M. l'abbé de Gourcy.



» saliques ou ripuaires ; le Gaulois, les lois romaines ; le  
» Bourguignon, les lois de Gondebault : il fallut n'en plus  
» reconnaître d'autres que les ordres du comte ou de son  
» seigneur. Tous les peuples qui, à la faveur de leurs Codes  
» différens, avaient été jusqu'alors séparés les uns des  
» autres, oublièrent leur origine, n'ayant plus qu'une même  
» loi, ou plutôt qu'une même servitude : ils se confon-  
» dirent, et les caprices de leurs maîtres furent leur droit  
» public et civil, jusqu'à ce que le temps eût enfin consacré  
» les coutumes que la violence établissait (a). »

Le courage constant de Louis VI, dit le Gros, sut débar-  
rasser l'autorité royale des insultes des seigneurs qui le harce-  
laient jusqu'aux environs de sa capitale. Les qualités guerrières  
de Philippe-Auguste fortifièrent et rehaussèrent les droits  
de la royauté ; mais la haute sagesse de la reine Blanche et  
de Louis IX achevèrent par leurs institutions, qui ont con-  
servé le nom d'*Établissements de Saint-Louis*, la ruine de  
la tyrannie féodale.

L'esprit de l'ancienne chevalerie née elle-même de l'a-  
narchie militaire, qui faisait que le *chef-lieu* de chaque do-  
maine était un poste et presque une place de guerre ex-  
posée aux insultes et aux attaques de voisins toujours enne-  
mis et toujours armés, cet esprit chevaleresque, dis-je,  
disposa les peuples à de grands changemens.

En vertu des lois de l'ancienne chevalerie, les veuves,

---

(a) Observations sur l'histoire de France, par *Mably*.

les orphelins, tous ceux que l'injustice faisait gémir dans l'oppression, étaient en droit de réclamer la protection d'un chevalier, et d'exiger pour leur défense, non-seulement le secours de son bras, mais encore le sacrifice de son sang et de sa vie (a).

D'après ces vues de bienfaisance, la jeunesse se vouait à des entreprises périlleuses, à des voyages lointains, à une vie errante et hasardeuse, et portait, de contrée en contrée, le récit de grands malheurs éprouvés et vengés; et leur récit exaltait les imaginations. Les chevaliers devenus vieux aspiraient à un autre genre de perfection militaire. « Lorsqu'après » avoir consumé sa jeunesse aux armes, dit un auteur du » temps, un chevalier voit son poil grisonner, il est temps » qu'au retour de l'âge il fasse aussi un retour sur lui-même, et, s'il a l'ambition d'obtenir le titre de parfait chevalier, qu'abandonnant les tournois, il prenne la *croix*, » et qu'il s'achemine au pays d'outre-mer, afin de donner les » dernières preuves de bravoure au service de Dieu (b). »

L'ancienne chevalerie et les croisades sont donc nées aussi de l'excès des maux de la féodalité; et le besoin de changer de situation a porté les rois, les grands et les peuples à se vouer, pendant près de deux siècles (de 1095 à 1273), aux guerres dites de la Terre-Sainte; mais, dès l'année 1026, des gentilshommes normands, revenant de ce voyage, avaient trouvé l'occasion de faire à la famille des

---

(a) Mémoire sur l'ancienne chevalerie, par M. de Sainte-Palaye, t. 1<sup>er</sup>.

(b) *Ibidem*.

*Tancrede* des établissemens brillans en Italie ; bientôt d'autres Français , à la tête desquels était Godefroi-de-Bouillon , fondèrent le royaume de Jérusalem ; et enfin , Beaudoin , comte de Flandre , en 1204 , toujours en allant en Terre-Sainte , prit possession de Constantinople , et forma *l'Empire des Latins*.

Les voyages des Français *outré-mer* devinrent ainsi , pour les grands guerriers , des moyens de chercher de brillans établissemens ; ces voyages furent , en même temps , pour le peuple , l'époque et l'occasion de l'affranchissement des communes ; et , quant aux rois , chefs de ces mémorables entreprises , ils furent mis , soit par leurs exploits dans les batailles , soit par leur prudence et leur constance dans les dangers , en évidence de gloire et de talens , qui rallièrent les puissans comme les faibles sous leur autorité tutélaire.

Le fanatisme religieux et militaire qui transportait tous les esprits , suffisait pour que les premiers rois de la troisième race pussent mettre sur pied , au moins temporairement , une force armée considérable , sans le secours d'un revenu public annuel. Cependant le moment arrivait où ils seraient forcés de se créer des ressources pécuniaires.

Hugues-Capet , pour se concilier des suffrages dans le clergé , avait rennis aux moines les riches abbayes dont il avait hérité de ses ancêtres ; il affaiblit ainsi son patrimoine ; mais , chose étrange , Henry I<sup>er</sup>. , voulant reconnaître les services militaires que lui avait rendu Robert , surnommé *le Diable* par nos vieux romanciers , et père de Guillaume-le-Conquérant , lui donna les villes de Gisors , de Chau-

mont, de Pontoise et tout le Vexin. En vertu de cette libéralité en nature de fonds, ce grand vassal, devenu ensuite roi d'Angleterre, posséda les clefs de la capitale et de l'intérieur de la France. C'était donc toujours le même système de dépenses publiques, si fatales aux rois des deux premières races, de prendre sur les domaines des princes, les moyens de libéralité ou de récompense.

Enfin, des ressources extraordinaires d'argent devinrent indispensables. Louis-le-Jeune, au retour de sa malheureuse croisade, imposa, en 1147, le *sol pour livre*, soit la taille ou le vingtième des biens, sur tous ces sujets; mais on doit entendre que cet impôt, renouvelé sous Saint-Louis, ne fut levé que temporairement et dans les propres domaines du roi. Les seigneurs en imposaient de semblables dans leurs terres, que les vassaux mécontents appelaient *male tolta*, tribut mal levé, d'où est venu maltôte et maltôtier (a).

Sur le montant de ces tributs extraordinaires, levés par les seigneurs, ceux-ci faisaient la remise d'une partie, en don volontaire, au roi, remise qui devint le germe des *aides* ou impôts généraux, établis sous les règnes suivans.

Les successeurs de Louis-le-Jeune surent encore se procurer, par l'autorité des papes, quelques autres secours, sous le nom de *dixme Saladine*, de *taxe sur le clergé*, tant séculier que régulier, et de *capitation* sur les bourgeois des villes et sur les habitans des campagnes : impôts qui furent

---

(a) Mémoire sur les finances, par M. Déon de Beaumont.

bien accordés à l'occasion des croisades, mais que Philippe-Auguste employa également à ses guerres contre l'Angleterre. L'augmentation du domaine de la couronne par la réunion des possessions appartenant, sur le territoire français, à *Jean-sans-Terre*, les privilèges de bourgeoisie et les affranchissemens des communes, concédés à prix d'argent, pendant l'époque que nous parcourons, augmentèrent aussi sensiblement les revenus particuliers des premiers rois, de manière à leur faire moins sentir qu'à leur successeur les privations de tout revenu général, et l'absence d'un droit public en matière d'impôt.

Philippe-Auguste fut le premier des rois Francs qui souleva, pendant la guerre, des troupes, pour n'être pas perpétuellement le jouet des caprices de ses vassaux. Tous ses revenus peuvent être estimés à environ quatre-vingt-dix mille livres, valeur du temps, et deux millions, monnaie actuelle (a).

Le président *Hainault*, qui a fort bien étudié les sources de notre histoire, résume ainsi les élémens des facultés pécuniaires des premiers rois Capétiens.

« Les revenus de nos rois, dit-il, consistaient dans leurs  
 » *domaines*, que l'on peut diviser sous neuf espèces ;  
 » 1°. Les produits de justice des bailliages et prévôtés royaux  
 » que nos rois donnaient quelquefois à ferme aux baillifs  
 » et aux prévôts ; 2°. les produits des terres domaniales  
 » reçus aussi par les baillifs et prévôts ; 3°. la *gruerie* ou

---

(a) Voyez, note sixième, État du revenu public, sous *Philippe-Auguste*.



» juridiction des forêts, le *cens* et autres droits seigneuriaux ; ces droits étaient devenus d'autant plus considérables , que , depuis l'établissement des fiefs , tout était » fieffé , et que nos rois croyaient trouver plus d'avantage » à donner à fief qu'à conserver la propriété ; 4°. la *régale* » ou les fruits des bénéfices vacans , les *droits d'entrée et de sortie* perçus sur les frontières du royaume ; 5°. la » *monnaie* ; 6°. les droits de *procuracion* ou de *giste* ; 7°. les » juifs ; 8°. les droits de *communes* ; 9°. les *coutumes vointaires* ; ce dernier droit était dû par les vassaux dans » quatre cas extraordinaires , savoir : quand le roi faisait » son fils aîné chevalier ; lorsqu'il mariait sa fille aînée ; » lorsqu'il survenait une guerre et lorsqu'il était fait prisonnier. Les seigneurs des fiefs exerçaient aussi ces quatre » droits sur leurs terres. Ceux qui étaient chargés de recevoir ces revenus du roi , les apportaient à Paris , dans » les trois termes de Saint-Remi , de la Chandeleur et de » l'Ascension ; et il y a eu un temps où ils étaient remis » au Temple entre les mains d'un chevalier du Temple , qui était le gardien particulier du trésor du roi , et qui » expédiait les quittances aux prévôts et aux comptables. » Voilà ce qui servait à l'entretien de nos rois et de leurs » maisons ; car , au moyen des services militaires dont chaque vassal immédiat de la couronne était tenu , il n'en » coûtait rien au roi pour faire la guerre ; il est vrai » qu'il dépendait , en quelque sorte , de ses vassaux , qui » souvent , au milieu d'une campagne , l'abandonnaient , » parce que le temps de leur service était fini (a).

---

(a) Abrégé chronologique de l'histoire de France , par M. le président Hainault , t. 1<sup>er</sup>.

Cet état de choses fut suffisant tant que l'ordre politique et les guerres extérieures ne réclamèrent pas des secours permanens au niveau des dépenses militaires, toujours renaissantes ; mais l'état de l'Europe prenant une face nouvelle, sous les premiers successeurs de Saint-Louis, les rois se trouvèrent dans une position extraordinairement pénible, relativement aux *finances* ; et l'histoire a conservé la mémoire des troubles et des vexations qu'à occasionnés, particulièrement sous Philippe-le-Bel, petit-fils de Saint-Louis, la privation d'un revenu public annuel, et sous le roi Jean, l'absence d'un droit national en matière d'impôt.

Les peuples, tourmentés par les tentatives et les efforts qui étaient faits pour créer ces deux rouages essentiels du mécanisme social, réclamaient à grands cris les *établissements de Saint-Louis*. « Ainsi, dit un orateur célèbre, » lorsque nos pères reprochaient publiquement à Philippe-le-Bel, l'altération des monnaies, que demandaient-ils ? » les *établissements de Saint-Louis*. Lorsqu'ils murmuraient contre Louis X, vendant à l'enchère les offices de judicature, que demandaient-ils ? les *établissements de Saint-Louis*. Lorsqu'ils accusaient Charles IV d'avoir accablé l'Etat par des dettes immenses, que demandaient-ils ? les *établissements de Saint-Louis*. Lorsqu'ils se plaignaient, sous Philippe-de-Valois, des nouvelles impositions dont ils étaient surchargés, que demandaient-ils ? les *établissements de Saint-Louis* (a). »

Mais les *établissements de Saint-Louis* ne furent d'abord

---

(a) Éloge de Saint-Louis, par l'abbé Maury.

destinés qu'à servir de règle dans l'étendue de ses terres domaniales. Le respect que l'on avait pour les vertus de ce monarque, les firent adopter comme lois par les grands feudataires, qui en apprécièrent la sagesse, et les exécutèrent dans leurs propres domaines; mais ces lois ne pourvurent point à tous les besoins publics, depuis que l'affermissement de l'autorité royale avait confié au monarque seul, les destinées entières de l'État. Nous allons apprécier les causes et les effets du nouvel ordre économique et politique dans les époques suivantes.



---



---

## QUATRIÈME ÉPOQUE.

---

PHILIPPE-LE-BEL A PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS.

PÉRIODE DE 43 ANS.

|                              |           |
|------------------------------|-----------|
| PHILIPPE-LE-BEL.....         | 1285. (*) |
| LOUIS X, DIT HUTIN.....      | 1314.     |
| PHILIPPE V, DIT LE LONG..... | 1316.     |
| CHARLES IV, DIT LE BEL.....  | 1322.     |

---

PHILIPPE-LE-BEL, ses trois fils et successeurs ressentirent tout le poids des difficultés qui s'opposèrent, de leur temps, à la création d'un revenu général annuel, et d'un droit public en matière d'impôts.

Les Romains, ainsi qu'on l'a vu, avaient exploité la Gaule comme une province, dans l'origine, colonie continentale. Les impôts, de leur nature, étaient établis sur d'assez bons principes d'utilité publique; ils comprenaient

---

(\*) Première année de chaque règne.

les contributions foncières ou territoriales, les droits sur les consommations et les fruits des terres fiscales, faisant partie du domaine public ou de celui des princes. Mais, outre que l'*assiette* et la perception de ces impôts étaient arbitraires et vexatoires, leur produit était encore détourné de leur application à l'amélioration ou à la défense du pays, et les levées considérables d'argent ne s'écoulaient vers Rome que pour alimenter les profusions et le luxe révoltant des Empereurs.

*Honorius* voulut remédier à ces désordres affreux, dont les conséquences devaient opérer la perte de la colonie ou province des Gaules pour la domination romaine. Cet Empereur, par son édit de l'année 418, essaya de créer, au moins pour les contrées du Midi, une sorte de droit public en matière d'impôt, en appelant les propriétaires ou leurs délégués à concourir à la formation et à la surveillance des produits du revenu public annuel. Cette conception tardive devint le germe des privilèges des états de Languedoc ; privilèges reconnus, dès 1250, par Saint-Louis.

Depuis l'année 418 ou 420, époque de l'invasion des Francs dans les Gaules, jusqu'à la première année du règne de Philippe-le-Bel, en 1285, c'est-à-dire, pendant près de 900 ans, ces conquérans, ou leurs descendans, se sont disputés, comme prix des services publics, la souveraineté territoriale, en sorte que le partage des terres, par suite de la conquête, l'envahissement des domaines, et leur reprise alternative par les grands et l'autorité royale, ont duré près de dix siècles, tant sous les deux races



Mérovingienne et Carlovingienne, que sous les dix premiers rois de la troisième dynastie.

A l'avènement de Philippe-le-Bel, les circonstances étaient tellement changées, qu'il n'était plus praticable d'opérer les services publics par une dépense en nature de fonds ou de produits territoriaux. Il fallait que la couronne, comme les particuliers et comme les grandes corporations religieuses et militaires, possédât des facultés pécuniaires pour fonder un nouveau système de puissance.

Les événemens qui avaient occupé l'Europe pendant les deux siècles antérieurs, modifièrent entièrement l'ordre économique et politique.

Les expéditions lointaines des croisades avaient entraîné de notables changemens dans les propriétés, et une grande circulation d'espèces s'était établie pour trafiquer des services, et transporter les hommes et leur assurer les moyens de subsistance et d'équipement pour de grandes distances. Le retour des Croisés en Europe y avait ramené, avec le luxe des Orientaux, le goût de la dépense.

Les guerres d'outre-mer avaient cessé, et les projets d'établissement en Asie s'étaient définitivement évanouis par la perte que firent les Templiers de la puissante ville d'Acre (en 1291.) Alors l'Europe, au lieu de continuer de placer en Orient le principal ressort de sa politique et de son activité militaire, se repliait sur elle-même pour tourmenter de nouveau sa population, et dépecer son propre territoire par des guerres interminables.

D'un autre côté, les privilèges de bourgeoisie et les affranchissemens des communes rendirent indépendante une très-grande partie de la population de la France, et créèrent pour elle, par le résultat des défrichemens, des cultures, du commerce et de l'industrie, une nouvelle sorte de propriété ou de richesse mobilière, qui se résolvait en argent comme fruit de capitaux ou épargnes.

Le règne de Philippe-le-Bel est effectivement une époque qui vit naître le luxe pour toutes les classes de la société; et il suffit, pour s'en convaincre, de lire l'ordonnance somptuaire de ce prince, de l'année 1294.

Philippe-le-Bel paraît avoir parfaitement connu tous les inconvéniens du système féodal, qui rendait de grands vassaux souverains de vastes domaines de la monarchie, et propriétaires, *corps et biens*, de ceux qui les habitaient. Dès le commencement de son règne, ce roi aima mieux, par un traité de 1287, consentir une pension de trois mille livres tournois en faveur d'Édouard I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, que de lui concéder diverses terres dans l'intérieur de la France; et lors du mariage de sa fille Isabelle de France avec Édouard II, il résista à la demande que celui-ci lui fit de lui donner pour dot, en toute souveraineté, la Guyenne, et ne la lui concéda qu'à titre de foi et hommage.

L'application de Philippe-le-Bel et de ses trois successeurs à acheter des grands vassaux les droits ou terres qu'ils possédaient, et dont la réunion à la couronne pouvait être opérée, rend sensible le soin de Philippe-le-Bel à diminuer les obstacles qui pouvaient s'opposer, par

l'ascendant de la suzeraineté, à l'établissement des ressources pécuniaires devenues indispensables pour soutenir les guerres contre les Flamands.

Les démêlés éclatans de ce roi avec Boniface VIII lui rendirent encore plus difficile la création de son système de puissance pécuniaire, non-seulement parce que ce pape était un concurrent redoutable dans les levées d'argent que les pieuses institutions faisaient sortir de France, en échange des indulgences, mais encore parce que ce pontife entretenait et motivait, par des écrits raisonnés, l'opposition des seigneurs à concourir aux charges publiques. Plusieurs Bulles contiennent des critiques appuyées de calculs, sur les dépenses de Philippe-le-Bel, comparées à celles de ses prédécesseurs.

Mais, comme il est aisé de l'apercevoir, les circonstances étaient totalement changées; et si, comme nous l'avons fait remarquer, du temps des croisades, le fanatisme religieux et l'esprit de l'ancienne chevalerie suffisaient pour créer momentanément des armées formidables, il fallait, à l'époque dont il s'agit, recruter les armées à force d'argent.

On voit dans une instruction donnée à des commissaires dans les provinces, sous Louis X, dit *Hutin*, que la paie d'un bon soldat ou sergent, comme on l'appelait alors, *serait de chacun douze deniers par jour, et trente sous pour son armure, faisant 18 livres pour le premier mois (a).*

---

(a) *Boulainvilliers. Lettres sur les anciens parlemens de France.*

C'était environ six marcs d'argent, à 3 livres le marc, ce qui, au prix actuel de 54 livres le marc d'argent, ferait une somme de 324 livres d'engagement pour chaque soldat ; somme énorme et qui surpasse de plus de moitié celle que l'on donnait à Paris à la fin du dix-huitième siècle, pour un engagement volontaire. Si l'on se rappelle que Philippe-le-Bel mit sur pied jusqu'à quatre-vingt mille hommes contre les Flamands, dont plus de cinquante mille hommes étaient soldés, vu la mauvaise volonté ouverte des vassaux pour marcher sous les drapeaux du roi, et leurs défenses pour empêcher leurs *hommes* de s'engager au service du prince, on aperçoit quel surcroît de dépenses occasionnait à la couronne, la conversion forcée du service militaire en argent, substituée au service personnel des vassaux.

La ligue de ces grands vassaux et des seigneurs, à la mort de Philippe-le-Bel, et les concordats que les comtes de Champagne et de Picardie conclurent avec son fils et premier successeur, témoignent de leur opposition formelle à tout service personnel de guerre hors l'étendue de leurs domaines, et même moyennant secours. « Le roi, portent » ces concordats, promet qu'ils ne serviront point *malgré* » *eux* hors les limites, et qu'il fera diligence de s'informer » à quels cousts et gages ils doivent le service. »

Les successeurs de Philippe-le-Bel suivirent adroitement le plan de leurs aïeux pour abaisser, en même temps de ces concessions nominales, la prépondérance des nobles dans leurs domaines. Louis X et Philippe-le-Long son frère rendirent des ordonnances, par lesquelles ils déclarèrent « que la

» nature avait fait tous les hommes libres, et que le royaume  
» étant appelé *le royaume des Francs*, ils voulaient qu'il  
» le fût en réalité comme de nom; qu'en conséquence, ils  
» ordonnaient que les affranchissemens fussent accordés,  
» dans toute l'étendue de leurs Etats, à des conditions  
» justes et modérées (a). » Ces édits furent exécutés sur-  
le-champ dans les domaines de la couronne. Un grand  
nombre de nobles, excités par l'exemple de leur souverain,  
et sur-tout par l'appât des sommes considérables qu'ils  
pouvaient se procurer au moyen des affranchissemens,  
donnèrent la liberté à leurs serfs, et l'esclavage s'abolit enfin  
insensiblement dans presque toutes les provinces de France,

Dans cet état de choses qui anéantissait peu à peu les  
anciens moyens militaires, résultats de la dépendance dont  
cherchaient à s'affranchir les suzerains, les vassaux et les  
serfs, l'autorité royale travailla, pour la commune défense  
du royaume, à fonder un revenu public sous les différens  
rapports que nous allons analyser.

#### PROPRIÉTÉS DOMANIALES, OU LISTE CIVILE.

L'usage de donner aux puînés de France, et même aux  
filles, des domaines en propriété absolue, pour leur por-  
tion héréditaire, a subsisté depuis le commencement de la  
troisième race jusqu'à la fin du règne de Philippe-Auguste,  
c'est-à-dire, deux cent trente-six ans, depuis 987 jusqu'à  
1223, et c'est ce qu'on appelle le premier âge de l'apanage.

---

(a) Ordonnance des rois de France, de 1315 et de 1318.



La condition de retour à la couronne, à défaut d'*hoirs*, fut insérée, par la suite, dans la constitution des apanages; et Louis VIII fut l'auteur de ce changement, en apposant cette clause à l'apanage du comté de Clermont en Beauvoisis, accordé à Philippe-de-France, comte de Boulogne, son frère : son testament, du mois de juin 1225, contient une disposition précise à ce sujet ; c'est ce qu'on regarde comme le second âge des apanages.

Ce terme, *d'hoirs*, était indéfini et comprenait les filles aussi bien que les mâles. Les apanages furent restreints par le codicille de Philippe-le-Bel, de 1314, aux *hoirs mâles* du prince apanagé (*a*) ; et c'est le troisième et le dernier âge des apanages, fixé par Philippe-le-Bel convaincu de la nécessité de conserver à l'autorité royale tous les moyens de puissance, et sur-tout de ne pas les faire passer dans des familles rivales.

*IMPOSITION TERRITORIALE,  
ET SUR LES MEUBLES, FACULTÉS OU CAPITAUX.*

Après la bataille de Courtray, en 1302, Philippe-le-Bel ayant envoyé ordre à la noblesse de monter à cheval, et aux communes de lui fournir des troupes, chercha les moyens de se procurer l'argent qui lui était nécessaire pour soutenir les dépenses de cette nouvelle armée.

Le premier moyen qu'il mit en usage, fut une taxe sur

---

(a) Impositions en France, par M. Moreau de Beaumont, conseiller d'État.

ses sujets , du cinquième de leurs revenus ; de manière que ceux qui avaient deux cents livres de revenus en fonds de terre , payèrent quarante livres : il ordonna aussi que ceux qui avaient mille livres en meubles , payeraient cinquante livres , et les autres à proportion (a).

La *taille* ou imposition territoriale se paya , peu de temps après Saint-Louis , au roi même , hors de ses domaines et par les habitans des fiefs appartenant au seigneur ; c'est ce qui résulte des lettres adressées , le 12 avril 1325 , par Charles-le-Bel , à ses commissaires députés dans les bailliages de Caen et de Cotentin et aux baillis de ces bailliages. Les barons et autres seigneurs justiciers du duché de Normandie portèrent leurs plaintes à ce prince , de ce que ces commissaires contraignaient leurs sujets des villes à payer la taille en sus de l'imposition sur les denrées , qui y avait été assise et accordée ; sur quoi le roi fit défense de cumuler l'une et l'autre imposition , et ordonna qu'au moyen des droits exigés dans les villes , les habitans seraient exempts de taille.

Les barons se plaignaient aussi de ce que , lorsque les commissaires du roi s'étaient transportés dans leurs terres , pour remplir le fait de leur commission , ils n'avaient appelé ni eux , ni leur gens pour les aider et conseiller à induire leurs sujets à leur obéir et faire ce dont ils les avaient enquis de par le roi ; sur quoi le roi ordonna de les appeler dans les lieux où ils avaient encore à se rendre pour l'exécution de ses ordres (b).

---

(a) Comptes rendus par M. *Mallet*, premier commis des finances.

(b) Impositions en France, par M. *Moreau de Beaumont*, conseiller d'Etat.

DROITS SUR LES CONSOMMATIONS, ET A LA CIRCULATION  
DES DENRÉES, ET SUR LES TRANSACTIONS.

Nos rois se conformaient, dans le principe, aux moyens établis en faveur des seigneurs, et exigeaient des aides dans les mêmes cas. On voit que Philippe-le-Bel, en 1308 et 1313, adressa des mandemens pour faire lever l'aide qui lui était due dans deux circonstances; l'une, pour le mariage de sa fille Isabelle avec le roi d'Angleterre; l'autre, à cause de la chevalerie qu'il avait conférée à son fils.

On sait que le service militaire formait l'obligation la plus essentielle des vassaux; quelquefois ce service était converti en argent, et, dans ce dernier cas, il s'appelait plus particulièrement *aide*, *auxiliaire* ou *subvention*.

Rien ne fait mieux connaître l'état des choses à cet égard, que les ordonnances et instructions données par Philippe-le-Bel, en 1302, 1303 et 1304, pour la subvention à cause de la guerre de Flandre.

Il est dit que l'ordonnance de 1302 a été faite avec les prélats et barons qui y étaient présents.

La nouvelle subvention (comme on l'a vu ci-dessus) consistait en une taxe de vingt livres par cent livres tournois du revenu en terres ou en rente (ou de quarante livres pour deux cents livres) et de vingt-cinq livres par cinq cents livres en meubles (ou de cinquante livres par mille).

On devait s'informer, par gens loyaux, de la valeur des

héritages et des biens de chacun , et suivre raisonnablement la renommée de la richesse (a).

Dans la suite , lorsque l'*aide* ou les aides devinrent permanentes , le nom s'appliqua plus particulièrement aux droits sur les *boissons* : comme la subvention ou *gabelle* se dit spécialement de l'impôt sur le sel.

On n'est pas d'accord sur l'époque de l'établissement de la *Gabelle* ; plusieurs prétendent que c'est Philippe-le-Bel qui en est l'auteur ; quelques - uns Philippe-le-Long ; et ces derniers se fondent sur une ordonnance de ce prince , dans laquelle il parle de la *Gabelle* comme d'un droit déjà établi , et déclare que son intention n'était pas que ce droit fût perpétuel , ni mis dans son domaine ; d'autres regardent Philippe-de-Valois comme le premier créateur de l'impôt sur le sel. On cite un ancien manuscrit qui s'exprime de la manière suivante : *En ce même an 1342, mit le roi une exaction au sel, laquelle est appelée Gabelle, dont le roi acquit l'indignation et mal-grace des grands comme des petits et de tout le peuple* (b). La singulière réputation de Philippe-le-Bel en finance porta sans doute à lui attribuer cette invention fiscale.

En 1304 , les ouvriers en laine représentèrent que la faculté qui existait alors de transporter hors du royaume les laines et les autres matières , était très-préjudiciable au progrès des manufactures ; ils demandèrent que la

---

(a) Impositions en France, par M. Moreau de Beaumont, conseiller d'État.

(b) *Idem.*

*traite* ou l'exportation de ces matières premières fût prohibée, et ils offrirent de payer un droit de douze deniers sur chaque pièce de drap, de douze à treize aunes, qui serait vendue en gros, et de sept deniers pour celles qui seraient vendues en détail.

Philippe-le-Bel regarda cette circonstance comme un moyen propre à augmenter ses revenus, et, au lieu de restreindre les défenses d'exporter, aux laines et aux matières premières, il les étendit, au contraire, par une ordonnance qu'il rendit le premier février 1304, à presque toutes les denrées, même aux marchandises fabriquées en France ; mais il se réserva en même-temps la faculté d'accorder telle permission qu'il jugerait à propos (a).

L'abbé *Velly*, dans son histoire, donne un autre motif à cette ordonnance de Philippe-le-Bel ; il la regarde comme la *représaille* de la bulle par laquelle Boniface VIII défend « à aucun clerc, prélat ou religieux, de rien payer » aux puissances laïques, pour quelque raison que ce soit, » ni dixième, ni vingtième, ni centième, ni aucune autre » taxe sous le nom d'*aides*, de prêts, de don gratuit, de » subvention d'octroi, de subside, *sans une permission* » *expresse du souverain pontife*. » Philippe-le-Bel répondit par un ordre à tous ses officiers, de ne laisser sortir hors du royaume ni or, ni argent, ni bijoux, ni pierreries, ni chevaux, ni vivres, ni armes, ni munitions de guerre, *sans une permission expresse signée de sa main*.

---

(a) Impositions en France, par M. *Moreau de Beaumont*, conseiller d'Etat.



Quelle que soit la cause première de cet édit, on doit reconnaître l'habileté de Philippe-le-Bel à faire tourner les oppositions même les plus éclatantes de ses ennemis, au succès de son projet de former à la couronne un revenu public.

Les droits sur les transactions, établis, par le roi, sur les actes des notaires, greffiers, à raison de la police générale qu'exerce le monarque, droits qui ont été joints au domaine, et sont connus aujourd'hui sous le nom de *régie d'enregistrement et autres*, ne doivent leur première existence qu'à Henri III, en 1581, ou vers la fin du seizième siècle.

Enfin, l'établissement de la capitation, des dixième et vingtième, ainsi que la vente exclusive du tabac, impôts modifiés ou remplacés par d'autres contributions sous les Assemblées nationales en permanence depuis 1789, ne remonte pas, comme on le sait, à une époque plus ancienne que la fin du dix-septième siècle, ou le commencement du dix-huitième.

A ces exceptions près, Philippe-le-Bel, ainsi qu'on l'a vu, est le premier fondateur, depuis la chute de la domination romaine dans les Gaules, d'un revenu public en France.

#### FABRICATION DES MONNAIES.

L'abus excessif que ce même roi a fait du droit de fabrication des monnaies, exige d'éclaircir ce point particulier de notre histoire économique et politique.

La simplicité et la fidélité du système monétaire avaient bien dégénéré de ce qu'elles étaient au temps de Charlemagne (a).

Les vices du système monétaire, dont les Français ont eu long-temps à gémir, prirent leur source dans de fréquens changemens sur le titre, le poids, la dénomination et le cours des monnaies, et dans le surhaussement ou la diminution de leurs valeurs. Ces vices eurent également pour causes, les dénominations variées, la diversité et la multiplicité des monnaies tant nationales qu'étrangères. Leur circulation maintenue par le peuple lui-même, à des cours volontaires, fut favorisée successivement par les émigrations en Orient, d'où les croisés apportaient diverses espèces de monnaies; par les guerres désastreuses (*elles ont duré trois siècles*) avec les Anglais, qui furent maîtres long-temps de plusieurs provinces et même du cœur de la France, et y frappèrent monnaie; par l'insubordination des grands vassaux de la couronne et des barons, laïques ou ecclésiastiques, qui jouissaient aussi de la faculté de frapper monnaie; par les conquêtes ultramontaines, qui nous initièrent dans les secrets des finances des Italiens; enfin, par les factions et les ligues qui se formèrent contre l'autorité royale, et qui furent soutenues long-temps de l'or et de l'argent de l'Angleterre et de l'Espagne.

Quoique les historiens aient été fidèles dans le récit des

---

(a) Voyez note troisième : Des monnaies, sous les deux premières races.

maux causés par les désordres des monnaies du temps de Philippe-le-Bel, ils ont tous été injustes, en attribuant la cause de ces désordres à l'avidité de ce même roi.

Aucun d'eux n'avait des idées exactes ni sur le système monétaire existant en France à cette époque, ni sur les privilèges ou les prétentions des prélats et barons, ni enfin sur les manœuvres pratiquées à l'envi par ces vassaux pour altérer les monnaies et s'en disputer entre eux les bénéfices. La réunion de ces élémens dans un corps d'ouvrage qui a paru en 1790, sous le titre de *Traité des Monnaies des Barons* (a), a porté la lumière dans ce dédale d'opérations arbitraires et vexatoires pour les peuples, aussi bien qu'onéreuses pour l'autorité royale.

Les fautes et les erreurs de Philippe-le-Bel, sur le fait des monnaies, furent la suite des embarras et des obstacles que lui suscitèrent les prélats ou barons, qui, usant du droit de frapper monnaie, avaient un commun intérêt d'altérer et de falsifier la monnaie royale, et qui, exerçant ensuite un despotisme d'opinion dans leurs seigneuries respectives, rejetaient les pertes et l'odieux de leur manœuvre sur le roi, qui se trouvait seul contre tous. Le président Hainault ne compte que quatre-vingt de ces seigneurs qui jouissaient du droit de battre monnaie, mais l'ouvrage dont nous parlons, désigne nommément près de trois cents églises et fiefs usant de cette

---

(a) *Traité des monnaies des prélats et barons de France*, 2 vol. in-folio; de l'imprimerie royale.

prérogative, et, dans cette matière, l'abus va toujours croissant en raison du nombre des intéressés à le multiplier.

Ce sera donc ici, pour la première fois, que l'on offrira des notions complètes sur l'ancien système monétaire de la France, qui n'est présenté que sous une face dans le *Traité de le Blanc*, relatif aux seules *Monnaies des rois de France*. Il faut, pour achever ce système, y réunir, comme on va le faire pour l'époque de Philippe-le-Bel, ce qui a rapport aux monnaies des prélats et barons du royaume.

Les monarchies modernes, formées des débris de l'Empire romain et de l'incorporation des Barbares au milieu des provinces jadis sous le pouvoir impérial, présentent ce phénomène économique particulier, que n'offrirent jamais les peuples anciens (a), de la division, entre une multitude de têtes, du droit, d'abord honorifique et devenu ensuite lucratif, de battre monnaie. L'obtention ou l'usurpation de ce droit est une nouvelle preuve confirmative de ce dogme favori des conquérans des Gaules, les compagnons des rois Francs, sur le partage de tous les privilèges utiles et honorifiques, comme pairs et égaux pour les profits de la conquête.

Les évêques et abbés des monastères furent les premiers à obtenir la faculté de frapper monnaie, sur les

---

(a) Voyez note vingt-quatrième et dernière : Chronologie monétaire des peuples anciens et modernes.

motifs réels ou spécieux de faciliter les offrandes des fidelles , et de rendre plus divisible et plus partageable la portion revenant à chaque membre des chapitres , séminaires ou collégiales dépendans de l'administration de l'évêque ou de l'abbé.

Bientôt les *comtes*, jaloux d'une faveur qui mettait en représentation l'effigie des ecclésiastiques sur la monnaie de la seigneurie , voulurent, pour eux - mêmes , la même prérogative honorifique ; et cette double grâce de l'autorité royale existant déjà avant l'avènement de Charlemagne , fut maintenue sans de grands inconvéniens par cet empereur de la seconde dynastie , jaloux de lui concilier la bienveillance des grands de l'Etat.

La simplicité du système monétaire , à cette époque éloignée , les relations très-circonscrites d'une province à l'autre , ne rendirent pas sensible , dès le principe , cette faculté de battre monnaie , qui faisait circuler dans un même lieu , sous une autorité différente , la monnaie de l'évêque ou de l'abbé , et celle du comte , avec la monnaie du roi ; enfin , des *sous-inféodations* de ce privilège régalien faites à leurs propres vassaux , par des hauts barons , venaient encore augmenter dans une même localité , la variété et le désordre des monnaies.

On peut , avec quelque fondement , regarder les premières concessions de battre monnaie , faites à diverses seigneuries , comme purement honorifiques , quand on se rappellera que l'institution , pour ainsi dire , grotesque de la



*Basoche*, où la confrairie et juridiction des clercs du Palais à Paris, érigée par *Philippe-le-Bel*, au commencement du quatorzième siècle, avait sa monnaie portant l'effigie du roi de la *Basoche*, et ayant cours parmi ses sujets et non ailleurs, si ce n'était de gré à gré. Cette imitation rappelait sans doute des prérogatives et plus antiques et plus sérieuses dans l'ordre politique.

Quoiqu'il en soit, voici les désordres nés de cette concession honorifique faite aux grands de l'Etat, par la bienveillance ou la faiblesse imprévoyante de nos rois : non-seulement ces désordres se firent sentir long-temps avant *Philippe-le-Bel*, mais ils étaient arrivés, sous Saint-Louis, son aïeul, à un tel point, que ce grand roi entreprit la réforme et commença, pour ainsi dire, à livrer la guerre, relativement aux monnaies, aux évêques et aux barons, guerre dont Philippe-le-Bel et ses trois fils recueillirent tous les désavantages pendant leur règne.

L'ambition de jouir de ce droit porta les choses si loin, que, sur la fin de la seconde race, et au commencement de la troisième, il n'y avait guère de baron un peu puissant, qui, à sa volonté, n'en usât avec ou sans permission, ne s'en fit un titre de propriété, et n'en tirât, comme le roi, un droit de seigneurage. On doute même si, dans ce temps de confusion, les vassaux se bornèrent à la fabrication des monnaies de billon, ou de celles dites *blanches ou d'argent* ; si le roi jouissait seul, à leur exclusion, du privilège de faire battre la monnaie d'or, et si sa monnaie avait également cours dans les terres des barons. Plusieurs ordonnances de nos rois, et divers arrêts

du parlement, pour revendiquer ces prérogatives, ou pour statuer sur leur conflit, semblent autoriser ce doute.

Mais enfin, les cris des peuples fatigués de ces variations subites et continuelles dans les monnaies des barons, vinrent avertir les rois de France qu'il était temps, pour eux comme pour leurs sujets, de réformer cette multitude de monnaies, toutes différentes par leur type, leur aloi, leur poids et leur valeur, qui causait un embarras très-préjudiciable au commerce, et exposait, à tous momens, les gens simples et peu au fait des monnaies, au danger d'être trompés.

L'exercice du droit lucratif de battre monnaie devint, entre les prétendans d'un même comté ou seigneurie, l'objet d'association et de ligue pour en partager les bénéfices. Quelquefois ce droit entraîna des luttes. Les évêques faisaient usage des armes spirituelles de l'excommunication, et les barons employaient les voies militaires; tout se termina ensuite par des accords où l'on mettait en commun les profits faits aux dépens du roi et des sujets.

C'est ainsi que le comte d'Auxerre fut excommunié par l'évêque de cette ville, dans leur conflit sur les monnaies, et que Blanche, comtesse de Champagne et de Brie, fit un traité, en 1208, avec l'évêque de Meaux, pour s'exercer, pendant trois ans, en commun, sur les monnaies de cette ville, de celles de Troyes et de Provins.

D'autres seigneurs portaient le résultat de leurs spéculations monétaires au dehors; et l'évêque de Montpellier fut censuré, en 1266, par le pape Clément IV, sur ce que

cet évêque *avait fait frapper monnaie avec la tête de Mahomet et des caractères arabes*, afin de la débiter avec profit dans les pays de la domination Turque. Les souverains de Dombes, de leur côté, faisaient fabriquer à *Trévoux*, des sequins de Venise qu'ils répandaient dans le Levant, en concurrence avec ceux de la République Vénitienne, comme, de nos jours, le prince Monaco tenait atelier de monnayage pour les *talaris* (d'argent), frappés à l'effigie de la reine Marie-Thérèse d'Hongrie; et ses monnaies s'exportaient de Marseille, avec avantage, dans toutes les échelles du Levant.

Mais les grands vassaux se livraient audacieusement au monopole des monnaies dans l'intérieur de la France.

Le duc de Bretagne, par arrêt de 1274, rendu à Paris au parlement de la Chandeleur, fut condamné à une amende, et il lui fut enjoint d'interdire, dans son comté, le cours de la monnaie appelée *Lombards*.

Postérieurement, Philippe-de-Valois remit, le 18 mars 1339, à Gui, comte de Blois, et à Jean-le-Bon, duc de Bretagne, la confiscation du droit de ses monnaies de Bretagne, qui étaient acquises au roi, pour les forfaitures commises dans lesdites monnaies.

Les seigneurs de Château-Roux faisaient un tel abus de leur droit de monnayage, et les plaintes de leurs sujets, à cet égard, furent si vives, que l'un d'eux fut contraint, par acte de 1316, de s'engager à n'en plus frapper, ni lui ni ses héritiers, pendant l'espace de 29 ans.

Louis VIII, père de Saint - Louis, prit, le premier, des mesures législatives générales, pour arrêter de si grands désordres. Il obligea, en 1225, les seigneurs qui voudraient refondre leurs monnaies, d'en avertir le roi, quatre mois auparavant, afin que ses sujets eussent le temps de se défaire des anciennes espèces, et ne souffrissent aucun dommage de ce changement. En 1226, le même prince ordonna que la monnaie des barons, qui n'en frappaient que de *blanche*, n'aurait cours qu'en leurs propres terres, et que les siennes seraient reçues par tout le royaume.

Le roi Saint-Louis, dans son ordonnance de 1262, sur le fait des monnaies, prescrit, 1°. *que, dans les terres où les barons n'avaient point de monnaie, il n'y aura que celle du roi qui aura cours* ; 2°. *que, dans les terres où les barons auraient une monnaie, celle du roi y aura cours pour le même poids qu'elle aura dans ses domaines* ; 3°. *il exigea de ceux à qui il voulait bien laisser encore ce droit, qu'ils eussent soin de distinguer leurs monnaies par une différence très-marquée, tant sur la face que sur le revers, communément dits croix et pile.*

Saint-Louis mérita la confiance des barons ; car il se fit attribuer, de leur consentement, dans un parlement tenu en 1265, la connaissance exclusive de tous les délits concernant les monnaies ; il employa des moyens conciliatoires, en achetant de quelques vassaux leur droit de battre monnaie, et notamment, en 1269, du Sénéchal de Vermandois, pour sa monnaie de la ville de Saint-Quentin.

Philippe-le-Hardy, son fils, renouvela, en 1273, l'or-



donnance de 1262 , pour le cours de sa monnaie et celles des barons ; il ajouta et recommanda très-rigoureusement aux hauts barons , de ne *diminuer ni altérer la monnaie royale* ; il réitéra , en 1275 , la défense de faire *frapper des monnaies semblables aux siennes* ; et , en 1278 , il acheta le droit de battre monnaie dont jouissait l'évêque d'Alby.

Telle était la législation monétaire et l'état de ce genre de fabrication , lorsque *Philippe-le-Bel* monta sur le trône.

Non-seulement ce roi renouvela , dès 1289 , les ordonnances de son bisaïeul , de son aïeul et de son père sur le fait des monnaies , mais il ajouta encore diverses dispositions propres à faire disparaître les désordres , si les grands vassaux eussent été de bonne foi.

Philippe-le-Bel , en 1305 , écrivit aux principaux barons qui avaient le droit de battre monnaie , d'envoyer leurs délégués , vers *l'octave des Saints* , pour délibérer sur cette matière , avec les maîtres de la chambre des comptes et les maîtres des monnaies du roi , à l'effet de dresser des réglemens que le roi même observerait.

En 1313 , il défendit , par une nouvelle ordonnance , aux barons de fabriquer aucune monnaie , jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu de lui des lettres-patentes qui indiqueraient le temps et la manière d'*ouvrer* ou fabriquer. Il ordonna en même temps que les maîtres des monnaies des prélats et barons seraient tenus de jurer , sur le saint évangile , *qu'ils ne fondraient , ni feraient fondre aucune des monnaies du roi* , et dans chacune des monnaies des prélats et barons , il serait



préposé par le roi et à ses frais , un garde chargé de délivrer les deniers suivant le prix ordonné.

Ce garde devait aussi assister à tous les achats d'argent et de billon ; être présent à la fonte et veiller à ce qu'il ne s'y fit rien contre les ordonnances.

Enfin , les maîtres des monnaies du roi devaient se transporter dans toutes les monnaies des prélats et barons , pour y prendre les boîtes desdites monnaies , ou essai , et s'assurer si elles avaient le poids et si elles étaient au titre prescrit ; en cas de différence , celui à qui la monnaie appartenait , devait payer le déficit de ses deniers , et renoncer aux émolumens qu'il avait coutume d'en retirer. En conséquence de ce sévère règlement , il fut enjoint aux généraux des monnaies de faire souvent leurs chevauchées ( tournées ) , recherches et essais des deniers ayant cours dans le commerce ; de visiter , tous les ans , les monnaies des seigneurs et d'en faire leur rapport au roi.

Il semblerait qu'un règlement aussi sage ne dût plus rien laisser à désirer sur la bonté des monnaies particulières ; mais le mal était dans leurs concurrences multipliées , et les trois fils et successeurs de Philippe-le-Bel s'attachèrent à leur réforme ; ils achetèrent des comtes de Chartres , d'Anjou et de Clermont , le droit de battre monnaie ; ils renouvelèrent les anciennes ordonnances , ajoutèrent de nouvelles dispositions efficaces pour réduire le plus possible les abus ; enfin , en 1321 , Philippe-le-Long conçut le projet de réduire toutes les monnaies des seigneurs à un seul coin , encouragé par plusieurs d'entr'eux qui se soumirent au jugement du  
roi

roi et de son parlement, sur la réformation de leurs monnaies. Sous le roi Jean, les abus allèrent en augmentant, et le pape Clément VI, siégeant alors à Avignon, se prêta à rendre une bulle, en 1353, par laquelle il expose et condamne tous les abus *qui allaient même jusqu'à faire de la fausse monnaie et altérer celle du roi*; mais enfin, à force d'acquisitions, de réunions et de prohibitions, nos rois sont parvenus, dans le seizième siècle, à éteindre le droit des barons et à établir en France le seul cours de la monnaie royale (a).

Les désordres des monnaies n'ont donc pas eu leur principe dans la fabrication des monnaies royales, au temps de Philippe-le-Bel, mais dans la multiplicité et le travail des monnaies de la part des prélats et des barons du royaume. On connaissait si peu, dit Leblanc, dans son *traité historique des monnaies de France*, « l'histoire de nos monnaies avant » le règne de ce prince, que de fort habiles gens ont cru » qu'avant lui, elles avaient toujours été d'argent fin, et que » Philippe-le-Bel fut le premier qui les altéra, en mettant » deux tiers de cuivre avec un tiers d'argent. Cette opinion » est contraire à la vérité, puisqu'il est certain que, long- » temps auparavant, la monnaie de billon était en usage en » France. »

Nous venons d'ajouter à cette autorité de nouvelles preuves irrévocables, puisées dans l'histoire, publiée depuis quinze ans,

---

(a) Voyez note vingt-quatrième : Chronologie monétaire des peuples anciens et modernes. *Système monétaire des Occidentaux*.

des monnaies des prélats et barons de France. Il en résulte, que le bisaïeul de Philippe-le-Bel, Louis VIII, avait pris des mesures générales pour garantir ses sujets des fabrications multipliées des monnaies des seigneurs; que St.-Louis avait perfectionné la police sur le monnayage particulier, et avait traité de gré à gré avec plusieurs seigneurs propriétaires, pour la réunion au domaine royal de leur droit de battre monnaie; que Philippe-le-Hardy, père de Philippe-le-Bel, fit des défenses rigoureuses aux barons, de ne *diminuer ni altérer la monnaie royale*; que Philippe-le-Bel, lui-même, tint des assemblées nationales, fit les réglemens les plus sages pour la réforme des monnaies, et fabriqua lui-même de bonnes espèces, suivant *le Blanc*, à plusieurs époques de son règne; que le seul tort de ce roi est peut-être de n'avoir pas eu l'esprit conciliant de son aïeul et de son père, pour traiter, par rachat pécuniaire, *si l'état des finances le lui permettait*, du droit de fabrication, avec les grands vassaux : son grief peut être encore d'avoir essayé de lutter avec les prélats et barons, d'altération de monnaie, soit qu'il crût déjouer ainsi leurs fausses fabrications, soit qu'il pensât, très-à-tort, mais suivant les préjugés du temps, obtenir par cette représaille, l'équivalent des pertes que lui faisait éprouver le faux monnayage de ses vassaux, qui continuèrent, même après lui, leurs spéculations honteuses, puisqu'une bulle du pape Clément VI leur reproche, sous le roi Jean, *de faire de la fausse monnaie et d'altérer celle du roi*.

Dans ces temps éloignés et où les moyens d'instruction et de communication n'étaient que pour les hommes puis-

sañs, il n'est pas étonnant que tout l'odieux du travail des monnaies soit retombé sur *Philippe-le-Bel* qui avait contre lui l'intérêt coalisé de tous les vassaux ; et un dernier exemple va achever de démontrer les erreurs même des gens éclairés du temps, ainsi que les méprises des historiens qui se sont presque tous copiés les uns les autres, pour nous transmettre les opinions populaires sur les monnaies.

« Ce que Philippe de *Commines* dit de la monnaie de cuir, du temps du roi Jean, après avoir payé sa rançon, ne me paraît pas vraisemblable, observe *le Blanc*, puis- qu'il est certain que ce roi, à son retour d'Angleterre, fit forte monnaie d'or et d'argent ; que le marc d'argent ne valait que cinq livres, et celui d'or soixante livres, ce qui eût été absolument impossible, si la disette de ces deux métaux eût été aussi grande en France, que le marque Philippe de *Commines*. »

Or, voici ce qui confirme l'opinion de *le Blanc*, sur le bruit populaire d'une émission de monnaie de cuir, après la rançon du roi Jean ; c'est un fait rapporté par l'auteur du *Traité des Monnaies des prélats et barons de France*.

« Suivant un acte de l'an 1391, dit-il, extrait par Dom Carpentier, on trouva, à Nantes, dans la Tour-Neuve, ez-trésors du duc Jean, plusieurs espèces de monnaies de Bretagne, frappées au coin de différens ducs, et particulièrement des monnaies noires (de billon), et de celles que l'on disait être de cuir. Il est remarquable que cette prétendue monnaie de cuir aurait été trouvée sous le roi de France Jean, ( si la Tour-Neuve eût été



» ouverte plutôt) plusieurs historiens prétendant que ce  
» roi en avait fait frapper dans l'extrême pauvreté où le  
» royaume était réduit. Il y a grande apparence que cette  
» monnaie de Bretagne était d'un billon mince et pliant ,  
» que le vulgaire avait pris pour du *cuir* , et que, frappée  
» par le duc de Bretagne même (*Jean*) , l'identité de son  
» nom , avec celui du roi de France , aura occasionné  
» cette double méprise, adoptée sérieusement par plusieurs  
» historiens.

Ainsi, le droit de monnayage, accordé jadis aux grands vassaux, sans conséquence, ne devint pas seulement extrêmement onéreux au roi Philippe-le-Bel, et au roi Jean; les manœuvres des hauts barons tendirent encore à avilir les monarques dans l'opinion et aux yeux de la postérité, en leur attribuant les œuvres mêmes de l'avarice et de la cupidité de ces grands vassaux.

On ne peut donc plus douter que cette multiplicité de monnaies qui se fabriquaient dans les domaines des grands barons, ne fût la cause principale de ces variations dans le poids et le titre. Nous avons éprouvé, de nos jours, à quelles combinaisons et à quels embarras ne donne pas lieu l'existence de divers signes monétaires d'un aloi différent. Il est donc certain, d'après des preuves historiques, que les seigneurs, aux expédiens, comme le roi lui-même, soit pour suffire à des dépenses d'un luxe immodéré, soit pour satisfaire aux charges publiques générales ou particulières de leurs domaines, ont été les premiers à faire ressource du travail des monnaies, bien avant Saint-Louis, aïeul de Philippe-le-Bel, et par le conseil des juifs,



Lombards ou Italiens. D'un autre côté, d'autres seigneurs, en voulant se garantir des effets du désordre des monnaies respectives, en augmentèrent les variations et les affaiblissements par des fabrications imitées des monnaies altérées mises en circulation. On sait que toute refonte dans un Etat, amène ce genre de spéculation dans les Etats voisins, même dans le système perfectionné d'administration en Europe.

D'ailleurs, un préjugé du temps, entretenu par *la nécessité*, était de regarder l'*altération des monnaies* comme un droit allégué par les monarques. Ce droit devint même l'objet de plusieurs transactions ou compensations concédées par les peuples.

C'est ce qu'apprend, dit *le Blanc*, un plaidoyer fait en l'an 1304, par le procureur-général de Philippe-le-Bel, contre le comte de Nevers qui avait affaibli sa monnaie. *Item. Abaissier et amenuisier la monnaie, est privilège spécial au roi, de son droit royal; siue à lui appartient et non à autre, et encore en seul cas, c'est à savoir en nécessité, et lors ne vient pas le gaag, (gain) ne convertit en son profit espécial, mais au profit et en la défense du commun.*

Charles VI, dans une de ses ordonnances, déclare qu'il est obligé d'affaiblir ses monnaies, pour résister à *notre adversaire d'Angleterre, et obvier à sa damnable entreprise, attendu que, de présent, nous n'avons aucun autre revenu de notre domaine, ne autrement dont nous nous puissions aider.*

Un ancien registre des monnaies, qui paraît avoir été fait sous le règne de Charles VIII, dit que : *onques puis-que le roi mest les tailles des possessions, des monnaies ne lui chalut plus.*

Ainsi, la privation d'un revenu légal, entraînait, suivant les préjugés en matière d'impôt, du temps de Philippe-le-Bel, des charges publiques mille fois plus onéreuses pour les grands vassaux, comme pour les bourgeoisies et les communes, que ne l'eût été une contribution générale universellement consentie.

Mais la tradition sur des impôts bien ordonnés avec l'intérêt d'une défense commune et les égards dus à la culture, au commerce et à l'industrie, était tellement perdue que, par un accord, on regardait toute perception générale comme vexatoire et odieuse. Il faut avouer que l'expérience venait justifier les préjugés à cet égard; car les recouvrements n'étant confiés qu'à des Juifs, Italiens ou Lombards, compris sous le titre générique d'*usuriers*, ces exacteurs ne faisaient que des avances légères sur des produits inconnus et très-éventuels de contributions que la nouveauté discréditait encore plus que la quotité. Les mémoires du temps disent qu'il n'en entraît pas vingt-cinq pour cent dans le trésor public, et ce fait peut paraître croyable, lorsque, de nos jours, dans certaines circonstances politiques, nous avons vu des délégations ou obligations sur la contribution territoriale ou foncière, perdre soixante-quinze pour cent. Dans tous les temps, les propriétaires de matières métalliques ont eu un tac qui n'est jamais infidèle

à leurs combinaisons; mais c'est à la prévoyance des Gouvernemens à bien soigner l'ordre économique et politique, pour se trouver le moins possible dans la dépendance des hommes à argent.

Il n'y a pas de doute que Philippe-le-Bel dépensa, avec une grande profusion, les différentes *levées d'argent* qui se firent de son temps. On rapporte qu'il retira huit cent mille francs dans la conquête momentanée de la Flandre; et on ajoute, contre le fait, qu'il s'empara des biens des *Templiers*. Sur ce dernier point, *Pierre Dupuy* a fait un recueil de pièces, au nombre desquelles se trouve une transaction, de 1315, portant quittance par le grand-maître de l'hôpital de Saint-Jean-de-Jérusalem, de la somme de deux cent soixante mille livres, indiquée comme remboursement de dépenses faites par le roi, dans l'affaire des *Templiers*. Ces sommes sont énormes pour le temps (a).

Enfin, outre le profit accidentel des *monnaies*, qui pouvait bien être plus que compensé, et même surpassé, par l'augmentation des dépenses que Philippe-le-Bel avait ensuite à payer par le surenchérissement des denrées et marchandises, on estime que ses revenus montaient à quatre-vingt mille marcs d'argent, équivalant à deux cent

---

(a) Voyez note septième : *Traité, de 1315, entre les gens du roi et les Hospitaliers (ordre de Malte), touchant les biens des Templiers*; et réflexions sur ce *Traité, sur Philippe-le-Bel, Enguerrand de Marigny, et sur les Templiers*.

quarante mille livres, numéraire du temps, ou quatre millions trois cent vingt mille livres, valeur actuelle (a).

Observons que, du temps de Philippe-le-Bel, la Guyenne, la Bretagne, la Provence, le Dauphiné, les deux Bourgognes, l'Auvergne, le Bourbonnais, le Nivernois, l'Auxerrois, la Flandre, l'Artois et une infinité d'autres grandes seigneuries, n'étaient pas encore réunies à la couronne (b).

Les énormes dépenses de ce roi étaient - elles uniquement prodigalité ou défaut d'ordre dans le système de recouvrement, de vérification et de surveillance de la recette et de l'emploi des deniers royaux? on ne peut se dissimuler que, rien n'étant encore prévu dans la formation d'un *revenu public*, et les besoins étant toujours urgents avant même que des ressources fussent arrachées pour ainsi dire *in extremis*, il était impossible de mettre dans le *mécanisme* des opérations, une perfection qui n'existait pas dans les idées primitives; aussi, l'histoire a-t-elle caractérisé le règne de Philippe - le - Bel, un temps de désordres en finances, et de dépenses sans bornes; nous en avons analysé les causes; mais nous devons justifier la mémoire de ce monarque, même contre les critiques du comte de Boulainvilliers et de l'abbé Mably qui, quoique soutenant un système bien différent, s'accordent l'un et l'autre pour ne tenir aucun compte à ce roi des premières tentatives

---

(a) Voyez note huitième : État du revenu public, sous Philippe-le-Bel.

(b) Boulainvilliers : Lettres sur les anciens parlemens de France.

qu'il fit, afin de créer un *droit* public en matière de finances et d'impôts.

Il est sans doute plus facile de louer les principes de Gouvernement de Philippe-le-Bel, que son caractère ardent et impétueux; mais on ne peut justement apprécier l'homme public qu'en tenant compte des institutions qu'il a perfectionnées ou créées; or, le règne de Philippe-le-Bel est un de ceux qui forment époque, parce que, de son temps, la société se dégageait des vieux rouages de la machine politique féodale, et de l'esprit chevaleresque, derniers débris de la conquête. Dans cette crise d'un renouvellement presque total, il sut garantir la monarchie de sa dissolution, en adoptant de nouveaux moyens de gouvernement.

Ainsi, Philippe secoua le joug des chaînes ultramontaines; rendit sa force militaire indépendante de la malveillance des grands vassaux; fixa la législation des apanages; limita les dons et récompenses en fonds territoriaux: Philippe créa, le premier, un revenu public en argent, et ruina, par leurs propres excès, le système monétaire de trois cents barons et prélats qui jouissaient abusivement du droit exclusif de battre monnaie; le premier il tira du néant les ÉTATS GÉNÉRAUX ou la *puissance législative*, en matière de finances et d'impôts: Philippe-le-Bel fit encore cesser toutes les guerres privées dans le midi de la France, et il jeta les fondemens d'un pouvoir judiciaire indépendant, par l'établissement de magistrats sédentaires, sous le nom de *parlement*.



## ÉTATS GÉNÉRAUX ET PARLEMENS.

Les provinces méridionales des Gaules ayant été plus anciennement civilisées que les contrées septentrionales, les habitans du midi de la France, régis par le droit écrit, ont mieux conservé la tradition des institutions romaines, et ont recouvré plutôt, après l'invasion des Barbares, leurs privilèges et leur indépendance, sur-tout en matière de propriété, de commerce et de contributions.

Nous avons vu que *l'édit* d'Honorius, de l'année 418, avait appelé sept provinces du midi pour la formation d'une assemblée provinciale, composée de notables et de propriétaires; et que Saint-Louis déférait aux privilèges des Etats de Languedoc, pour le règlement du *quantum* de l'imposition. Diverses provinces, réunies successivement à la couronne, obtinrent aussi des franchises sur le même mode de s'imposer.

Lorsque les Visigots rendirent, par la force des armes, aux rois francs de la première race, les contrées méridionales des Gaules, pour se réfugier en Espagne, ils y portèrent sans doute la tradition de ce règlement d'administration romaine.

Les habitans de toutes les classes des royaumes d'Arragon et de Castille, délibérèrent sur les impôts et sur les subsides dans leur *Cortès*, un siècle avant l'admission des

députés des villes dans les assemblées nationales des autres Etats de l'Europe (a).

Dans les provinces du midi, les seigneurs étaient bien plus raisonnables que dans les provinces septentrionales; car, par une ordonnance du neuf janvier 1303, Philippe-le-Bel, à la requête des évêques et des barons du Languedoc, avait déjà défendu pour toujours, dans cette partie du royaume, les guerres privées, sous peine d'être traité comme perturbateur du repos public (b).

Mais, au temps de Philippe-le-Bel, les assemblées des provinces septentrionales, ou de la *Languedoyl*, étaient influencées par les grands vassaux et les seigneurs qui refusaient le service militaire personnel, en résistant à son remplacement en deniers pécuniaires : ces assemblées locales présentaient des difficultés sans cesse renaissantes pour la formation de tout revenu public.

D'un autre côté, les tentatives du pape Boniface VIII, pour s'emparer du temporel de la France, en étayant de ses bulles la résistance des barons à la création des subsides, et en faisant un appel à l'Europe sur les dissipations et l'état des finances de Philippe-le-Bel, forcèrent ce roi à créer en sa faveur une opinion publique dans l'assemblée des Etats généraux, représentant l'universalité des propriétaires fonciers, quels que fussent leurs titres, leurs dignités ou leur

(a) Introduction à l'histoire de *Charles-Quint*, par M. Robertson.

(b) Observations sur l'histoire de France, par M. l'abbé de Mably. Remarques et preuves. t. 3.

profession notable. Les bonnes villes , et Paris en particulier , dont les habitans étaient redevables à l'autorité royale de leur émancipation et de leur sécurité , favorisèrent puissamment les efforts de Philippe-le-Bel , dans les assemblées nationales de 1302 et de 1314 , pour la formation d'un revenu spécial et la création d'un droit public en *matière de finances et d'impôts* ; en effet , c'était dans les villes que résidaient les lumières qui devaient faire sentir tout l'intérêt qui résulte , pour la généralité des citoyens , de ces deux dogmes politiques , nés de l'abolition de l'esclavage et des progrès de la civilisation , savoir : la formation d'un *revenu annuel* pour l'Etat , et la création d'un *droit public* pour les citoyens , qui en garantît l'emploi à la défense , à la gloire et à la prospérité de la patrie. Jusques-là , pendant les neuf siècles qui suivirent la conquête , les deux principes politiques qui faisaient mouvoir la monarchie des Francs , avaient été , comme on l'a vu , *le partage des terres et des hommes* , et le *protectorat judiciaire*.

Enfin , les destinées de Philippe-le-Bel le conduisirent encore à procurer aux générations suivantes , un défenseur auxiliaire et temporaire *du droit public en matière d'impôts* , dans l'établissement permanent de la Cour suprême de justice , sous le nom de *parlement*. Ce monarque détermina , par son ordonnance de 1302 , la résidence fixe à Paris , de cette ancienne Cour ou Conseil du roi. Nous verrons , dans les époques suivantes , quelle a été l'influence de ce grand corps judiciaire , sur les *finances de l'Etat*.

## CINQUIÈME ÉPOQUE.

---

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS A CHARLES VI.

*PÉRIODE DE 52 ANS.*

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS..... 1328. (\*)

JEAN, DIT LE BON..... 1350.

CHARLES VI, DIT LE SAGE..... 1364.

---

**L**A vengeance cruelle et inique qu'exerça, après la mort de Philippe-le-Bel, le comte de Valois, son frère, par inimitié personnelle contre Enguerrand de Marigny, premier ministre du règne précédent, discrédita, sous les trois fils de ce monarque, toutes les dispositions tentées par leur père pour former un revenu public, et pour fonder, par les Etats généraux, un droit national en matière de finances et d'impôts.

Les trois règnes de Louis X, dit Hutin, de Philippe-le-

---

(\*) Première année de chaque règne.



Long et de Charles IV, ne furent ensemble que de quatorze ans; mais observons que la couronne, en passant successivement d'un frère à l'autre, vit une reine enceinte suspendre jusqu'à sa délivrance, le droit au trône; et plusieurs seigneurs d'un rang considérable, et notamment le duc de Bourgogne, se liguèrent d'abord pour faire valoir les droits de la princesse Jeanne, fille de Louis-Hutin, au préjudice de Philippe-le-Long. Ces questions, de la plus haute importance dans l'ordre politique, contribuèrent également, par la diversion d'intérêts majeurs, à faire abandonner, pendant ces trois règnes, le système d'administration commencé par Philippe-le-Bel.

Ses trois successeurs négocièrent péniblement avec des assemblées provinciales sur le fait des finances et des monnaies; reçurent des remontrances du clergé, des nobles et de la bourgeoisie; passèrent des concordats; en un mot, leur conduite, en laissant de nouveau en question toutes mesures économiques générales, préparèrent les résistances qui, augmentées de la gravité des contestations politiques pour la succession à la couronne en ligne collatérale dans les personnes de Philippe-de-Valois et d'Edouard III, roi d'Angleterre et duc de Guyenne, amenèrent les plus grandes catastrophes, sous les règnes suivans.

Cependant *Philippe-de-Valois*, réunissant tous ses moyens pour la guerre contre Edouard III, roi d'Angleterre, son compétiteur au trône de France, voulut se concilier la bienveillance de la nation, aux Etats généraux, assemblés en 1338 : « il fut arrêté et conclu par-devant les Etats de » France, présent le roi Philippe-de-Valois, que l'on ne



» pourrait imposer ni lever tailles, en France, sur le  
 » peuple, que de l'octroi des gens des Etats. »

A l'assemblée des Etats généraux, de 1343, il fut accordé au roi, d'un consentement général, un droit à lever sur la vente des boissons et sur la consommation du sel, pendant *la durée de la guerre seulement*; mais on ne pourvut pas à l'emploi spécial des deniers pour la solde et l'entretien d'un nombre déterminé de troupes; de manière que ce vote indéterminé donna lieu à des abus énormes et à des reproches amers dans les premiers Etats généraux, convoqués par le roi Jean, le 16 février 1350, tant pour la Languedoyl, qui comprenait la partie septentrionale, que pour la Languedoc qui renfermait celle méridionale de la France.

L'inefficacité des Etats de 1350 et des négociations particulières, entamées depuis auprès des assemblées provinciales du Nord, jointe aux progrès que faisaient en France les armes d'Edouard, forcèrent le roi Jean à convoquer les Etats généraux à Paris, le premier mars 1355.

Les Etats particuliers du Languedoc ou du Midi, continuèrent toujours, dans ces temps difficiles, de voter annuellement l'impôt, et ils se signalèrent même pour se cotiser, lors de la rançon du roi Jean.

Les débats et les résultats de ces Etats généraux, de 1355, les plus fameux jusques à ceux de 1789, se trouvent avoir été rapportés et commentés, avec l'analyse des Etats qui suivirent jusqu'à ceux de mai 1359, par des publicistes distingués. Je me bornerai à rappeler qu'à cette époque, l'*Établissement politique* était éminemment compromis.

D'un côté, les prétentions d'un prince anglais à la couronne de France, et de l'autre, la vengeance que le roi de Navarre, *Charles, dit le Mauvais*, voulait exercer contre le roi Jean et son fils, en faisant concourir à ses vues d'ambition, et Marcel, prévôt des marchands à Paris, et Lecoq, évêque de Laon, à la tête des hommes violens dans les Etats; enfin la perte de la bataille de Poitiers et la captivité du roi furent autant de circonstances qui mirent le comble aux malheurs publics.

L'autorité royale ne posséda donc plus les mêmes facilités que du temps du règne heureux et brillant de Philippe-le-Bel, pour fonder, par des dispositions législatives régulières, un revenu public et un droit national en matière d'impôts.

Le règne de Charles V, qui vit affermir l'autorité royale par suite même des troubles qui s'étaient prolongés avec les derniers excès, pendant plusieurs années, eût été propre sans doute à perfectionner le système d'administration ébauché par Philippe-le-Bel, mais, par une fatalité que l'on ne peut assez déplorer, les Etats de 1356 reconnurent que leurs élus et leurs surintendans généraux des aides, chargés des recouvremens, n'avaient pas pourvu au dixième des dépenses assignées sur les impôts consentis dans les précédens Etats. Que ce soit infidélité, inexpérience, ou l'une et l'autre ensemble, ce résultat devait discréditer des assemblées qui avaient voulu confondre *l'exercice des recettes* avec *leur surveillance*, deux choses incompatibles, en fait de garantie nationale. Mais ce n'est pas le seul préjudice que les travaux des Etats de 1355 firent à la représentation nationale; les condamnations prononcées par ces mêmes Etats,

Etats, enveloppèrent, outre plusieurs magistrats du parlement, Simon de Buey, à-la-fois ministre d'Etat et premier président du parlement. Le rétablissement effectué par Charles V, dans les Etats généraux de la Languedoyl, du 25 mai 1359, des officiers royaux destitués précédemment, fit donc passer, dans le parlement, toute l'influence qu'auraient dû conserver les Etats généraux de la nation ; et, dès lors, les Etats généraux des aides furent nommés par le roi, et composèrent par suite une juridiction spéciale, tant inférieure que supérieure : la Cour des aides fut créée tribunal suprême sur le fait des impôts.

Ce fut pour conserver l'image des Etats, que Charles V tint, au milieu du parlement, des assemblées solennelles, sous le nom de *lit de justice* ; c'est ainsi qu'il en usa quand il s'agit de recevoir les plaintes de quelques seigneurs et de quelques villes d'Aquitaine, contre les entreprises du prince de Galles sur leurs droits, notamment en matière d'impôts ; c'est là aussi qu'il publia, en 1375, la célèbre ordonnance par laquelle il fixa la majorité de ses successeurs à quatorze ans. Ces assemblées solennelles du parlement, ou *lit de justice*, étaient composées des évêques, des seigneurs et de quelques notables bourgeois de Paris, à la suite de leurs officiers municipaux ; tous y prenaient place avec les premiers magistrats du royaume (a). On verra dans la suite comment ce grand corps judiciaire fut amené par la simple formalité de l'enregistrement des édits bursaux, à se considérer comme exerçant un droit public légal en matière d'impôts.

---

(a) Observations sur l'histoire de France, par Mably.

On estime les revenus ordinaires de Charles V, à la somme totale de sept cent cinquante mille livres, valeur du temps (*a*). La dépense personnelle du roi et de sa famille s'élevait à quinze cents marcs d'or, à soixante-une livres le marc (*b*). Alors les provinces d'Aquitaine ou de Guyenne, la Bourgogne, la Flandre et la Belgique n'étaient point encore réunies à la couronne : réunion qui ne s'opéra que vers la fin du quinzième siècle.

La grande économie de Charles V était autant l'œuvre de son goût que de sa politique : il cherchait à se rendre indépendant des besoins pressans de subsides; ce qui porte à croire, comme on l'assure, qu'il laissa des trésors considérables en lingots d'or et en meubles riches, trésors que quelques - uns font monter à dix - sept millions; somme exorbitante pour ce temps - là, eu égard au prix combiné du marc d'argent et à la valeur du blé (*c*).

C'est de cette époque, comme résultat de l'assemblée des Etats de 1356, que l'inaliénabilité des domaines de la couronne et la masculinité des apanages sont devenues des principes invariables dans la jurisprudence des Parlemens ou des Hautes - Cours de justice. Les magistrats et les juriconsultes se sont ainsi déclarés, depuis lors, les protecteurs

---

(*a*) Voyez *note neuvième* : État du revenu public, sous Charles V, dit le Sage.

(*b*) Plaintes et doléances de l'Université aux États généraux de 1412, sous Charles VI.

(*c*) Mémoire sur les finances, par M. Déon de Beaumont.



de cette doctrine, avec un zèle qui a enfin triomphé de la prodigalité de nos rois et de l'avidité de leurs courtisans. Il a fallu recourir à des subtilités, en inventant les *engagemens* et les *échanges*, pour obtenir des largesses du prince, par la concession des biens territoriaux provenant de son domaine. Mais ce mode même n'a point mis les détenteurs à l'abri des recours ou de nouvelles compensations de prix, au moyen d'*indemnités* prononcées par des lois *postérieures*, en raison de cette nouvelle forme d'aliénations ou échanges.

Au surplus, ces questions domaniales ont perdu la plus grande partie de leur intérêt dans les temps modernes, depuis que non-seulement les contributions pourvoient aux charges publiques, mais après, sur-tout, qu'une dotation particulière de subsides, sous le nom de *liste civile*, est concédée au prince, au commencement de chaque règne, en vertu d'une loi de l'Etat, pour ses dépenses personnelles et celles de sa famille, d'une manière conforme à la splendeur du trône.

Il est à remarquer que Charles V, encore dauphin, en faisant régler aux Etats de Compiègne, de 1358, que tout le produit de l'aide qu'on lui accorde, sera employé aux dépenses de la guerre, se fait permettre d'en *prendre la dixième partie, dont il disposera à son gré*. M. l'abbé de Mably critique cette condition, selon moi, avec trop de rigueur; j'y vois, au contraire, dans le caractère connu du prince, le désir d'assurer son indépendance pour les dépenses de la représentation royale, et d'éviter toute confusion dans l'emploi spécial des subsides. Cette partie du droit public en matière d'impôts, perfectionnée par l'Angleterre, a



été adoptée ensuite par la France, depuis 1791, comme *liste civile de la couronne*. Il n'est pas possible, comme on l'a déjà remarqué, de séparer le jugement que l'on porte des actions de l'homme public, des temps, des lieux et des circonstances impérieuses qui ont déterminé sa conduite; n'est-ce pas compromettre les bienfaits de la *science*, auprès de ceux intéressés à la discréditer, que de poursuivre inipitoyablement, en politique, une perfectibilité idéale?



---



---

## SIXIÈME ÉPOQUE.

---

### CHARLES VI A CHARLES VIII.

PÉRIODE DE 103 ANS.

CHARLES VI..... 1380. (\*)

CHARLES VII..... 1422.

LOUIS XI..... 1461.

---

LE PARLEMENT ou la Haute-Cour de justice, rendu sédentaire à Paris, par Philippe-le-Bel, avait été mis, par Charles V, comme on vient de le voir, dans une situation d'utilité éminente dont ce corps judiciaire recueillit les fruits, aussitôt la mort de ce monarque.

Les quatre princes du sang, savoir : les ducs d'Anjou, de Berry, de Bourgogne et de Bourbon, se disputèrent la régence, sous la minorité de Charles VI, et firent, chacun de leur côté, approcher de Paris des troupes dont ils

---

(\*) Première année de chaque règne.

étaient sûrs. Ils se disposèrent ainsi à faire valoir, à main armée, leurs droits et leurs prétentions, dans un conseil qu'ils tinrent au palais. Ce conseil était composé de princes du sang, de barons et de quelques personnes notables, distinguées par leur science et par leur expérience dans les affaires, et tirées du corps du parlement, de la chambre des comptes et des trésoriers.

Les illustres prétendants à la régence étaient sur le point d'en venir aux mains, lorsque de bons esprits, frappés des désordres incalculables d'une guerre civile, proposèrent un accommodement dont tout l'honneur fut à *Jean Desmarets*, avocat du roi au parlement. Il fit diverses propositions, dont le résultat fut quelques concessions de la part du duc d'Anjou, oncle aîné du jeune roi, au moyen de ce qu'on lui abandonna les dix-sept millions, ou à peu près, composant le trésor laissé par Charles V. Le sacre immédiat du roi Charles VI fut aussi une condition du traité; les autres princes eurent également une part active dans le Gouvernement; enfin, il se tint à Reims, aussitôt le sacre, une assemblée des Etats généraux de la *Languedoyl*, dont les travaux sont connus par l'ordonnance de Charles VI, du mois de janvier 1380.

Le dispositif de cette ordonnance porte « que le roi, » voulant donner à ses sujets des marques de sa bonté, de » l'avis de ses oncles, des princes du sang et des gens de » son conseil, abolit tous les impôts établis depuis Philippe- » le-Bel; se réservant les rentes à lui dues, les péages, les » droits de sortie sur les marchandises portées dans les

» pays étrangers, et les redevances qui se payent par les  
 » ultramontains qui demeurent dans le royaume. »

Le roi déclare ensuite que « les impôts qui ont été levés,  
 » ne peuvent donner aucun droit à lui et à ses successeurs,  
 » ni porter préjudice à ses sujets, dont il confirme les im-  
 » munités, noblesse, franchise, liberté et privilèges dans  
 » lesquels il les rétablit, pour en jouir comme en avaient  
 » joui les sujets du temps de Philippe-le-Bel; cassant et  
 » annulant tout ce qui aurait pu y donner atteinte. »

A l'assemblée des Etats, de l'année suivante, 1381, Mes-  
 sire Arnaud de Corbie, premier président du parlement,  
 y représenta aux députés que, le roi ne pouvant rien dimi-  
 nuer des dépenses nécessaires qui avaient été faites sous le  
 règne de son père, il avait besoin des mêmes secours et  
 du même revenu. Mais quels que furent les moyens em-  
 ployés, soit par la cour, soit par le parlement, secondés  
 des meilleurs citoyens les plus accrédités, le rétablisse-  
 ment des impôts fut impossible, tant était grande l'agita-  
 tion entretenue par l'esprit de faction dont le duc de  
 Bourgogne nourrissait, à Paris, le parti populaire, et singu-  
 lièrement par le secours de certains membres de l'uni-  
 versité. On ne voulut pas procéder régulièrement, en fait  
 d'impôt, et l'on vit bientôt, à des émeutes et à des excès  
 innous, succéder des exécutions militaires sur la vie et les  
 propriétés des citoyens; enfin, une minorité de quarante  
 années livra la France aux déprédations des factions, à la  
 tête desquelles se trouvaient Isabeau de Bavière, épouse de  
 l'infortuné Charles VI, et les ducs d'Orléans et de Bourgogne.

Les conséquences de ces calamités furent d'entraîner de plus grands maux, en mettant la moitié de la France, la capitale, et même une partie du parlement, à la dévotion du roi d'Angleterre, qui vint régner à Paris, pendant que le dauphin, depuis Charles VII, ralliait à Bourges l'élite des bons Français.

L'héritier du trône se trouvait sans famille, sans trésor, et presque sans sujets, réduit à quelques apanages dans le midi de la France; apanages qu'il était encore forcé de démembrer pour s'attacher les premiers hommes de guerre de la nation française. Alors, une bergère de Champagne remplissait l'armée d'enthousiasme, et rappelait la victoire sous les drapeaux de Charles VII, pendant que le fils d'un marchand de Bourges, *Jacques Cœur*, reconstituait les finances de l'Etat, à l'aide d'un vaste crédit commercial. Il faisait ainsi de l'intérieur de la France, l'entrepôt des riches marchandises de l'Inde, de l'Asie et du Levant; et, par leur distribution au Nord et à l'Occident, rendait nos tributaires, les cours somptueuses de Bourgogne ou de Flandre et de Guyenne; l'Angleterre même fournissait l'argent qui devait être employé à secouer sa domination en France : vicissitudes des choses humaines ! aujourd'hui c'est l'Anglais qui agit l'Europe avec les trésors du Mogol!!! L'or de ces grands vassaux, révoltés contre leurs suzerains, servit à *Jacques Cœur*, comme nous allons le voir, à aider les illustres capitaines du règne de Charles VII à reconquérir le royaume.

Ce point de l'histoire, relatif à nos finances, est resté, jusqu'à



jusqu'à présent, fort obscur; il est de mon sujet de l'éclaircir, et avec d'autant plus de raison, que la discussion, présentée sous un nouveau jour, épurera la source injustement reprochée de la fortune de ce célèbre *Jacques Cœur*, devenu, sur la fin de sa vie, *Surintendant des finances*, après avoir été long-temps l'argentier et l'ami de Charles VII.

D'un autre côté, en soumettant, pour ainsi dire, à une nouvelle instruction la mémoire de ce grand négociant, premier ministre des finances, je fortifierai d'un exemple mémorable, ce principe générateur de la prospérité publique, et qui est en même temps *cause* et *effet*, savoir : QU'IL NE PEUT EXISTER DE BONNES ET SOLIDES FINANCES POUR UN GRAND PEUPLE, QU'AU MOYEN D'UN COMMERCE TOUJOURS FLORISSANT.

« Le grand trafic de *Jacques Cœur*, fils d'un pelletier de  
» Bourges, où Charles, encore dauphin, s'était retiré dès  
» 1418, le rendit recommandable, et ses richesses néces-  
» saires au roi Charles VII, qui était réduit à telle néces-  
» sité, que, comme dit *Louis Gion*, notre Jacques Cœur  
» lui envoyait pour son dîner deux poulets et une queue  
» de mouton. Il contribua beaucoup au recouvrement de  
» la Normandie. Il ne fut pas plutôt en cour, qu'il s'insi-  
» nua dans l'esprit de son maître, et gagna ses bonnes grâces.  
» Le roi avait goûté son génie propre à tout ce qu'il  
» voulait entreprendre; il lui fit part de ses conseils; lui  
» découvrit ses plus secrètes pensées; l'honora de sa table  
» et très-souvent de sa couche royale; et ayant reconnu sa  
» grande économie, lui donna le maniement de ses finances,  
» et la garde de son trésor royal, en qualité d'argentier,

» qui a été depuis la charge de Surintendant des finances (a). »

Le principe de la fortune de *Jacques Cœur*, qui parut un phénomène dans le siècle où il vécut, et qui, dans la suite, attira sur cet homme, d'une grande réputation méritée, la jalousie des courtisans et la haine de ses envieux, n'eut rien que de très-naturel, quand on se reporte à ses occupations et à son éducation soignée. Il fut dans sa jeunesse, employé dans la monnaie de Bourges, et épousa la petite fille, du côté maternel, de Jean Roussard, maître de la monnaie de cette ville, dont il obtint la place en 1435; et, l'année suivante, 1436, il fut maître de la monnaie de Paris, après que les Anglais en furent chassés (b).

Il paraît qu'il avait des connaissances en métallurgie, supérieures à celles du temps. On fut, en quelque façon, redevable, sous ce règne, dit *le Blanc*, au célèbre Jacques Cœur, d'avoir rétabli les monnaies en les faisant fabriquer sur le fin. Le dauphin, retiré à Bourges, employait toutes sortes de moyens pour résister à ses ennemis, et pour se conserver le royaume que voulait lui ôter Isabeau de Bavière sa mère, le duc de Bourgogne et le roi d'Angleterre : ce dernier déclaré régent et successeur de Charles VII. Dans cette extrémité, continue le même auteur, l'affaiblis-

---

(a) *Chaumeau*, ancienne histoire du Berry; et *la Thaumassière*, histoire plus moderne de la même province.

(b) Histoire du Berry, par *la Thaumassière*; et traité historique des monnaies de France, par *le Blanc*.

sement des monnaies était un des plus prompts et des plus sûrs moyens pour avoir de l'argent; c'est pourquoi il n'y avait guère de mois qu'on ne les affaiblît; de sorte que Charles VII, dauphin et depuis roi, tirait deux cent soixante-dix livres de profit sur chaque marc d'argent qu'il faisait convertir en monnaie; il tirait pareillement un grand profit sur l'or qui, converti en numéraire, valait deux mille huit cent quarante-sept livres le marc, lequel était seulement taxé à trois cent vingt livres avant d'être fabriqué.

*Jacques Cœur* n'avait été que l'un des principaux collaborateurs de ces opérations, puisqu'il ne fut maître de la monnaie de Bourges qu'en 1435. Cependant, dans le procès qui lui fut intenté en 1452, plus de vingt ans après, on lui reproche, par le premier chef d'accusation, d'avoir, dès l'an 1429, étant compagnon de la monnaie de Bourges, fait forger des écus d'or de moindres poids et d'un titre plus faible que ceux prescrits par *l'ordonnance*: on ajoutait que, par-là, il se procurait un profit de vingt à trente pour marc, au lieu qu'il ne devait en avoir que deux. Mais sa réponse à ce chef fut fort simple; c'est qu'il avait obtenu, du roi, *abolition des fautes qu'il avait commises en la distribution des monnaies*. En effet, n'ayant rien fait que pour le service et par l'ordre du roi, comme le témoigne *le Blanc*. dans son *Traité des Monnaies de France*, il est facile d'apercevoir que ce grief n'était qu'une manœuvre de courtisan qui réveillait d'anciens souvenirs désagréables au peuple, sur le travail des monnaies, et dont, n'osant accuser Charles VII directement, on faisait retomber l'odieux sur son ministre.

Quoiqu'il en soit, cette mutation fréquente des monnaies dut être extraordinairement lucrative pour un homme qui, comme *Jacques Cœur*, possédait le secret de leur fabrication, et avait des vues étendues de commerce, sachant allier les opérations de banque avec la traite des marchandises précieuses de l'Orient. Ses spéculations heureuses lui donnèrent la réputation d'*alchimiste*, et de possesseur de la *pierre philosophale*, ou du secret de faire de l'or. L'un des historiens du Berri, *la Thaumassière*, prétend qu'il a écrit plusieurs livres touchant *le grand œuvre*, et cite un conseiller à Montpellier, et Borel, médecin du roi, qui étaient possesseurs de ces ouvrages. Ce Borel, dans *son trésor des recherches et antiquités gauloises et françaises* (a), prétend donner des explications des formes d'architecture suivies dans la construction de la loge des marchands de Montpellier, bâtie par *Jacques Cœur*. Entre autres allusions, il trouve *trois portaux, faits en forme de fourneaux, comme ceux de Nicolas Flummel, fameux alchimiste* (b).

Mais ce qui est plus raisonnable, c'est ce que dit *la Croix du Maine* dans sa bibliothèque des auteurs français. Il assure que *Jacques Cœur* était versé dans les belles-lettres; il composa un livre intitulé : *Le dénombrement de la valeur et du revenu du royaume de France; des mémoires et instructions pour policer l'Etat et la maison du roi et même tout le royaume*.

---

(a) Imprimé à Paris en 1655, chez *Courbé*.

(b) Histoire de la ville de Montpellier, par M. *Charles d'Aigrefeuille*, chanoine de l'église cathédrale de Saint-Pierre de Montpellier.



*Mathieu Coucy*, historien du temps de Charles VII, dit avoir vu ces ouvrages ; mais ils n'existent plus (a).

Il n'est donc pas étonnant qu'un homme qui unissait, à un haut degré, la théorie du gouvernement avec les connaissances positives sur la source des bonnes finances, les *monnaies* et le *commerce*, se trouvant au centre de la cour et de l'administration, que les circonstances faisaient séjourner à Bourges, sa patrie ; que ce même homme laborieux, libéral, et doué de toutes les qualités du cœur et de l'intelligence humaine et prenant pour devise : *à cœur vaillant rien impossible*, aussi adroit négociateur qu'habile négociant ; que cet homme, dis-je, ait été comblé des biens de la fortune, qu'il sut conduire et captiver pendant vingt années, tout en se livrant, avec désintéressement, au service personnel du roi et à l'avantage de son royaume.

Le commerce d'Asie ou du Levant fut sur-tout la source inépuisable des grands profits de *Jacques Cœur*.

Il avait établi le centre de son commerce à Montpellier, où

(a) Vies des surintendans des finances et des contrôleurs généraux, depuis *Enguerrand de Marigny*, jusqu'à nos jours.

*Le calcul ou dénombrement de la valeur et du revenu du royaume de France*, par ledit *argentier*, Jacques Cœur, et baillé à son maître le roi Charles VII, se voit au livre de *Jean Bouchet* de Poitiers, intitulé le *Chevalier sans reproche*, et encore au livre de *Jacques Siguet*, intitulé la *Division du monde*.

( Recueil des historiens de Charles VII, par *Denis Godefroy*, conseiller et historiographe ordinaire du roi, pag. 866. )



il fit construire un bâtiment considérable, appelé la loge des marchands. Ce bâtiment est couronné par une plate-forme d'où l'on découvre la mer, et où *Jacques Cœur* pouvait jouir du plaisir de voir de loin ses douze vaisseaux, lorsqu'ils revenaient successivement du Levant au port de Lattes. Ce fut lui qui rassembla, des collines voisines, dans un vaste réservoir, une eau abondante et saine qui fournit sans cesse aux besoins des habitans de Montpellier.

De son temps, Marseille appartenant encore aux comtes particuliers de Provence, le commerce français au Levant était concentré dans les ports du Languedoc et particulièrement dans le port de Lattes, près Montpellier; Guillaume, l'un des premiers comtes de cette ville, mit à profit le voyage qu'il fit, lors de la première croisade, dans la Terre-Sainte, pour y faire fleurir, dès le commencement du douzième siècle, le commerce du Levant, qu'il partagea, à leur grand déplaisir, avec les Vénitiens et les Génois. En sorte que *Jacques Cœur* trouva des moyens puissans, à Montpellier, pour l'exécution de ses opérations; car le même comte Guillaume avait établi, il y avait plus de deux siècles, des consuls de mer dans cette ville, pour y avoir la direction du commerce (a).

On a vu, à l'époque qui comprend le règne de Philippe-le-Bel, que les monnaies multipliées des barons avaient été l'occasion de spéculations monétaires dans le Levant; et que l'évêque de *Montpellier*, sur-tout, fut censuré par le pape

---

(a) Histoire de la ville de Montpellier, par *Charles d'Aigrefeuille*.

Clément VI, en 1262, sur ce qu'il imitait les *monnaies musulmanes*, pour en tirer profit. Ce genre d'exportation était extraordinairement lucratif, et il paraît qu'à la monnaie de Bourges on la pratiquait au temps de *Jacques Cœur*, travaillant d'abord sous les ordres du maître des monnaies de cette ville ; en effet, son troisième chef d'accusation « fut d'avoir fait porter grande quantité de cuivre en Turquie » et vingt mille marcs d'argent allié, et de l'avoir marqué à » une fleur de lys contrefaite, ce qui fit que les étrangers, le » trouvant de trop bas aloi, dirent que les Français étaient » trompeurs. »

Il est curieux de rapprocher ce que dit, sur ces spéculations monétaires, un auteur arabe qui écrivait au temps de Charles VII.

« Les monnaies de cuivre, appelées *fels*, dit cet auteur » arabe, se multiplièrent beaucoup. Alors les Francs importèrent du cuivre rouge, à cause de l'avantage qu'ils y trouvaient : on continua, pendant plusieurs années, à fabriquer des *fels* de cuivre : les Francs enlevaient, par ce moyen, tous les *dirhems* (monnaie d'argent), et, en Egypte, on fondait les *dinars* (monnaie d'or), et les Francs les remportaient dans leur pays (a).

Il paraît donc que, dans le cours des treizième et quatorzième siècles, et au commencement du quinzième, la spéculation la plus générale du commerce du Midi de la France

---

(a) *Traité des monnaies musulmanes*, traduit de l'arabe *Makrisy*, par M. *Silvestre de Sacy*.

au Levant consistait dans les *changes* avantageux des métaux de cuivre contre l'or et l'argent des Mahométans. Il ne pouvait y avoir que l'ignorance ou la cupidité de s'enrichir des dépouilles de *Jacques Cœur*, qui pût faire d'une semblable opération de commerce étranger, un chef d'accusation contre lui.

Enfin, une dernière preuve que le principe de la fortune de ce premier négociant de l'univers, comme l'appellent les chroniques du temps, avait sa source dans ses connaissances métallurgiques, dont il faisait une application loyale, c'est que, lors de sa condamnation, en 1453, il était encore propriétaire des mines de cuivre et d'argent qui furent adjugées au roi (a).

L'historien *Velly* dit que la valeur de tous ses biens (il était seigneur de quarante paroisses) montait à vingt millions, monnaie actuelle, et que, dans le temps de la prospérité de son commerce, il soudoya quatre armées au roi Charles VII, qui reconnut publiquement qu'il lui devait la conquête de la Normandie, puisqu'il le fit entrer à Rouen, avec lui, comme le général comte de Dunois, en rang honorable

*Jean Chartier*, auteur contemporain, ajoute « Les grands  
» biens que *Jacques Cœur* s'était acquis par ses travaux et  
» par son industrie, lui suscitèrent ses envieux, auxquels il  
» avait prêté de grandes sommes de deniers, quoique gratui-  
» tement et sans intérêt, et sa grande libéralité, qui eût pu

---

(a) Histoire du Berry, par *la Thaumassière*. Etat des biens et immeubles appartenant à *Jacques Cœur*, au moment de sa condamnation.

» servir dans un autre temps, lui nuisit absolument dans  
» celui-là; car tous ensemble, les uns pour se délibérer de  
» ce qu'ils lui devaient, les autres pour profiter du débris de  
» sa fortune, agirent avec tant de violences, d'artifice et de  
» succès auprès du roi, qu'ils trouvèrent enfin le moyen de  
» le mettre dans ses mauvaises grâces (a).

La vérité est, que l'on parvint à rendre *Jacques Cœur* suspect à Charles VII, en lui assurant qu'il était secrètement

---

(a) Vies des Surintendans des finances.

A peine *Jacques Cœur* fut-il arrêté, le 31 juillet 1451, que, sans aucune information juridique ni aucun jugement rendu, ses biens furent saisis et mis en la main du roi, qui en prit cent mille écus d'or pour la guerre de Guyenne, et destina ses terres à Antoine de Chabannes, à Guillaume Gouffier, premier chambellan du roi et sénéchal de Saintonge, à Antoinette de Maignelais, veuve du sieur de Villequier, et qui avait succédé à *Agnès Sorel*, dans les bonnes grâces du roi Charles VII, et à plusieurs autres qui furent en même temps les ennemis, les geoliers et les juges de *Jacques Cœur*.

Remarquons encore que, dans l'arrêt de sa condamnation, il est dit que le roi se réserve, pour en ordonner à son plaisir, les sommes de deniers que *Jacques Cœur* avait prêtées à différentes personnes, dont les noms sont spécifiés dans une longue liste de gens de tout état, à la tête desquels est le comte de Foix. On trouve dans cette liste des évêques, des maréchaux de France, des chevaliers, des chambellans, des échaussons, des secrétaires du roi, des maîtres des requêtes et des domestiques de la maison du roi, jusqu'à des peintres et des lavandiers; et les plus puissans de ces débiteurs eurent le secret de demeurer acquittés par la condamnation de leur prêteur libéral.

( *Mémoire sur les dernières années de la vie de Jacques Cœur*, par M. Bonamy, de l'académie des Inscriptions et Belles-Lettres, année 1745, tom. 20 de l'édition in-8°, et 34 de l'édition in-12. )



attaché au dauphin, depuis Louis XI, auquel il prêtait de l'argent. L'un de ses fils, Geoffroy Cœur, devint échançon et le maître d'hôtel de ce prince, et obtint la restitution de partie des biens de *Jacques Cœur*. Il avait été condamné à mort; mais le roi Charles VII déclara lui remettre cette peine en considération de *certain services* et à la recommandation du pape.

Il y a eu incertitude sur le temps et le lieu de la mort de *Jacques Cœur*, jusques vers le milieu du dix-huitième siècle; mais M. Bonamy, de l'académie des inscriptions et belles-lettres, en travaillant sur les originaux mêmes des pièces du procès de cet homme célèbre, a prouvé, par des titres authentiques, qu'après sa condamnation, il fut transféré, on ne sait si c'est par *ordre* ou par *ruse*, de sa prison de Poitiers dans le couvent des Cordeliers de Beaucaire, où il se trouvait en janvier 1455; qu'il fut tiré de cette dernière réclusion par François de Village, son premier facteur, ennobli par Charles VII, et qui, par la voie de Marseille, non encore sous la domination de la France, le fit passer à Rome, où il séjourna l'année 1455, ayant eu la consolation de voir, pendant quelques mois, le pape Nicolas V, son admirateur, son protecteur et son ami.

Ce fut là que *Jacques Cœur* et François de Village réglèrent leurs affaires de commerce, qui avaient toujours continué dans les ports de la domination étrangère, par ceux de ses vaisseaux qui n'avaient pu être confisqués comme en France; enfin *Jacques Cœur* mourut au mois de novembre 1456, dans le Levant, à la suite d'une expédition, dont il



fut l'un des commandans, envoyée contre les infidelles par le successeur de Nicolas V.

Charles VII, dans ses lettres du 5 août 1457, par lesquelles il rend aux enfans de *Jacques Cœur* une partie de ses biens et notamment les mines de cuivre et d'argent qui avaient été adjugées à la couronne, dit que *Jacques Cœur*, à la fin de ses jours, lui a recommandé ses enfans; à quoi il a égard (a).

Il suffit de suivre les principales époques de la vie de *Jacques Cœur* et du règne de Charles VII, pour se convaincre que ce négociant ne s'est point enrichi dans les finances de l'État, et qu'il serait plus vrai de dire que la couronne et l'État se sont enrichis des travaux du négociant.

En effet, sa fortune était assurée et considérable lorsqu'il fut ennobli, en 1440; jusques-là, il n'avait été que maître de la monnaie de Bourges et de celle de Paris.

La place d'*argentier* du roi qu'il avait réunie avec les maîtrises de monnaie, avant et depuis 1435 et 1436, suivant *le Blanc*, et avec l'agrément du roi de continuer le commerce, des profits duquel il aidait même la couronne; la place d'*argentier*, dis-je, ne donnait pas la Surintendance des finances; mais, d'après *Ducange*, cette place secondaire équivalait à un trésorier de certains revenus et à un payeur de quelques

---

(a) Mémoire de M. Bonamy, de l'académie des Inscriptions-et-Belles-Lettres, année 1744.

dépenses spéciales de la maison du roi : l'un des prédécesseurs de *Jacques Cœur* avait 400 livres de gages. Les grands vassaux avaient aussi un *argentier*, et nous verrons plus bas que *l'argentier* du duc de Bourgogne était chargé de payer les pensions ou subsides des princes ou grands personnages qui résidaient à la cour de Bourgogne ou de Flandre.

Au surplus, les finances de l'Etat, à cette époque, étaient presque nulles, et les besoins toujours urgents. Louis XI, dauphin, après son mariage, en 1437, n'avait que dix écus d'or, par mois, pour ses menus plaisirs, ou environ douze cents francs par an, monnaie actuelle (a).

Depuis 1446, *Jacques Cœur* fut chargé de plusieurs missions ou ambassades hors du royaume, à Gênes et à Rome; missions qui étaient plutôt des occasions de dépenses pour lui que des moyens d'opérer sur les finances de l'Etat.

Enfin, en 1449, il prêta au roi, sur son crédit, deux cent vingt mille écus d'or, vallant environ dix francs chacun, monnaie actuelle, qu'il avait empruntés notamment pour la conquête de la Normandie, et c'est seulement, en l'an 1450, qu'il fut établi *Surintendant des finances*, en raison des avances qu'il avait faites. C'était lui qui avait soin alors du recouvrement des finances, pour subvenir aux frais de la guerre et autres grandes dépenses de l'Etat (b).

---

(a) Histoire de Louis XI, par *Duclos*.

(b) Recueil des historiens de Charles VII, par *Denis Godefroy*, conseiller et historiographe ordinaire du roi.

Nous avons vu qu'au moment de son arrestation on s'empara sur lui de 300 mille écus d'or pour l'expédition de la Guyenne; en sorte que son propre crédit commercial soutint les succès de la guerre, tant absent que présent, pendant tout le règne de Charles VII. On ne saurait trop le répéter, les relations commerciales de ce négociant fameux, qui avait, pour ainsi dire, supplanté les Génois et les Vénitiens, et autres Italiens (a), dans leur commerce d'Asie, au moment de la décadence et même de l'Empire grec, pour l'attirer dans le midi de la France, faisait circuler cent millions, ou plus de cinquante fois la masse d'argent que tirait de ses domaines et des impôts Charles VII, dont le revenu public, y compris sa liste civile, ne passait pas dix-sept cent mille francs. *Jacques Cœur* possédait donc le secret des finances, puisqu'il les exploita à leur véritable source, c'est-à-dire, au moyen d'un commerce étendu,

---

(a) Les plus grands ennemis personnels de *Jacques Cœur* étaient *Antoine de Chabannes*, qui obtint la meilleure partie de ses biens, et *Georges de la Trimouille*, fils du fameux ministre d'État de ce nom, sous Charles VII, et qui était en procès, qu'il perdit, avec *Jacques Cœur*, pour acquisition de terres; mais un des plus acharnés fut un *Florentin*, nommé *Otto Châtelain*, trésorier de Toulouse, qui lui succéda dans sa place d'*argentier du roi*, et qui paraît avoir été l'ame de toute l'intrigue tramée contre *Jacques Cœur*. Ce *Florentin* ne jouit pas long-temps des dépouilles de la victime de sa jalousie et de sa haine; car, ayant été accusé de quelques malversations, il fut arrêté prisonnier à Lyon, en 1455, par *Jean de la Gardette*, prévôt de l'hôtel du roi, ce prince étant alors dans cette ville.

( *Mémoire de M. Bonamy, sur les dernières années de la vie de Jacques Cœur.* )

loyal, actif et raisonné. L'ignorance de ce siècle, la cupidité des courtisans et la jalousie des rivaux règnicoles et étrangers, conspirèrent tous pour sa ruine, et en dispersant, par sa condamnation injuste, les moyens qu'il avait réunis pendant longues années de travail et de bonheur, leur conduite infame, en surprenant la bonne foi de Charles VII, prince d'un excellent naturel, mais par fois indolent et trop crédule, firent un tort encore plus réel au royaume qu'à cet homme célèbre, généralement aimé et estimé des Mahométans comme du Pontif romain.

La mémoire de Charles VII est restée sans tache dans cette détestable affaire, parce que l'accord de tant de personnes qui lui étaient chères, concourut à faire suspecter coupable *Jacques Cœur*. Ses ennemis surprirent le roi par l'endroit le plus sensible à son cœur, en touchant le point infiniment délicat des longs démêlés qu'eurent ensemble le père et le fils, et dont la suite causa même la mort du roi. Mais Charles VII n'oublia jamais les services éminens que *Jacques Cœur* avait rendus à sa couronne, et l'expression de la reconnaissance perce dans la commutation de la peine capitale prononcée par l'arrêt même de sa condamnation, comme dans celui de la restitution d'une partie de ses biens aux enfans de ce bon citoyen proscrit.

« Enfin, suivant la remarque judicieuse du savant académicien (a) qui a éclairci les dernières années de la vie de *Jacques Cœur*, l'ardeur avec laquelle ses enfans osèrent

---

(a) M. Bonamy, de l'académie des Inscriptions-et-Belles-Lettres.

» poursuivre, pendant trente années, *Antoine de Chabannes*  
 » et *Jean de Chabannes* ; *Antoine* sur-tout, si puissant  
 » auprès du roi, revêtu des premières charges de la cou-  
 » ronne, considérable par sa naissance, ses alliances et ses  
 » richesses, fait voir qu'ils étaient bien persuadés de la jus-  
 » tice de leur cause et des vœux du public en leur faveur.  
 » On peut même dire que *Jean de Chabannes* ne se croyait  
 » pas bien assuré de son droit, puisqu'il dédommagea, en  
 » quelque façon, les héritiers de *Jacques Cœur* des grands  
 » biens que son père leur avait enlevés (a). »

C'est en France qu'existe l'unique exemple d'un homme privé, qui, par la force de son génie, l'étendue de ses relations et la hardiesse de ses spéculations, soit parvenu à créer des armées à son souverain ; à lui former un revenu public, puisé à la véritable source, (la prospérité du commerce national), et à l'aider par d'aussi fertiles que puissans moyens, à reconquérir son royaume, que les déprédations dans les finances avaient livré aux factions et à l'Angleterre, sous les règnes précédens.

Les désordres des guerres longues et sanglantes qui eurent lieu pour chasser les Anglais du territoire français, firent sentir au peuple comme aux grands de l'État, la nécessité de fixer enfin l'établissement politique en France.

En conséquence d'une assemblée de notables, tenue à

---

(a) Les deux familles, en procès depuis trente ans, passèrent enfin une transaction qui fut homologuée au parlement de Paris, en conséquence de lettres-patentes de Charles VIII, du 27 août 1489.



Orléans, en 1439, pour la paix, les Etats généraux furent convoqués à Bourges.

On s'y plaignit amèrement des désordres commis par les gens de guerre, même du parti français; désordres portés à un tel excès, que les murmures furent universels, et les réclamations unanimes. Il en résulta la très-célèbre ordonnance de Charles VII, sur la discipline militaire.

Philippe de Commines se trompe, dit *Secousse*, en disant que Charles VII imposa le premier *taille* à son plaisir, sans le consentement des États de son royaume. Nous voyons qu'il ne le fit que du consentement des États de 1439.

*Velly*, dans son histoire de France, et *Robertson*, d'après lui, *introduction à l'histoire de Charles-Quint*, sont tombés dans la même erreur, n'ayant pas consulté les sources où *M. Secousse* a puisé les ordonnances de nos rois.

L'auteur contemporain et anonyme d'un manuscrit, (*l'éloge de Charles VII*), après avoir fait connaître la manière dont ce roi administrait *la justice, la guerre et les finances*, ajoute, relativement à cette dernière partie, les  
» *quelles sommes furent mises sus et levées en diverses*  
» *années, du vouloir et du consentement des gens des trois*  
» *États (a).* »

---

(a) Recueil des historiens du règne de Charles VII, par *M. Denis Godefroy*, conseiller et historiographe ordinaire du roi.

Mais *Commynes* dit, avec raison, que la création d'un revenu fixe fut une opération avantageuse pour l'État, parce qu'elle le délivrait des vexations des anciennes compagnies. Il observe cependant que les seigneurs avaient quelque droit de s'en plaindre, attendu qu'ils étaient privés par-là du droit de mettre eux-mêmes des *tailles* sur leurs sujets, et il ajoute qu'on gagna les plus puissans par des pensions (a).

Ainsi, fut enfin fixé, après avoir été abandonné pendant mille ans (depuis la conquête), le système de dépenses publiques par les facultés pécuniaires du prince, facultés formées du tribut des propriétés particulières, lequel le constitue l'ADMINISTRATEUR, mais non pas LE LÉGISLATEUR DE LA PROPRIÉTÉ GÉNÉRALE.

Cette époque du règne de Charles VII est remarquable, non-seulement par cette création immuable d'un revenu annuel pour la couronne, mais parce que ce temps même vit naître deux natures de dépenses publiques, celles de la *marine* et de la *guerre*, qui pèsent aujourd'hui sur les peuples, d'une manière toute étrangère au régime féodal, quoique d'un poids aussi réel pour les propriétaires de toute l'Europe civilisée.

---

(a) Actes des États généraux et des autres Assemblées nationales.

## DÉPENSES PUBLIQUES.



## MARINE, GUERRE ET LISTE CIVILE.

Le règne de Philippe-de-Valois, est la véritable époque du commencement d'une *marine* en France; l'ennemi que ce roi avait à combattre dans la personne d'Edouard III, roi d'Angleterre, et son compétiteur au trône de France, lui fit employer tous les moyens d'attaque et de défense; mais les abus naquîrent avec cette nouvelle source de dépense. Les officiers, « dit un historien, à qui Philippe- » de-Valois donna la commission de lever du monde pour » mettre sur ses vaisseaux, au lieu de choisir des gentils- » hommes pour officiers, et pour soldats des hommes capables de bien servir, remplirent les vaisseaux de paysans » et d'autres gens qui n'avaient jamais porté les armes, afin » de profiter de l'argent du roi; ce qu'ils n'auraient pu faire » en levant de bonnes troupes, qui leur auraient coûté » davantage (a). »

Quant à l'*armée de terre* qui devint depuis lors permanente, elle était, en 1445, de seize mille hommes d'infanterie et neuf mille hommes de cavalerie, reste de troupes que conserva Charles VII, à la suite des guerres contre les Anglais. Sous Louis XI, la cavalerie fut augmentée de manière à former un corps de quinze mille hommes, et

---

(a) Histoire de France, par *Clyde Chalons*, prêtre de l'Oratoire.

l'infanterie fut portée à vingt-cinq mille hommes, y compris les six mille Suisses que ce roi prit à sa solde (a).

La *liste civile*, ou la dépense personnelle de la maison du roi, de la reine et des enfans de France, s'élevait à sept mille marcs d'or ; le marc d'or à environ soixante-dix liv. (b).

Les ducs de Bourgogne ( trois d'entre eux , sous Charles VI et sous Charles VII, faillirent renverser le trône des rois de France ) jouissaient, vers le même temps, de deux millions de revenu , et avaient constamment à leur solde dix-huit mille combattans (c). La force publique (*guerre et finances*) de ces vassaux de la couronne était donc supérieure à celle du roi même, ce qui met dans tout son jour le vice du système de Gouvernement adopté par les premiers rois Francs, et dont leurs successeurs n'avaient pas encore pu se débarrasser sans de grands dangers, au temps de Charles VII.

(a) Mémoires de *Commines*.

(b) Plaintes et doléances de l'Université de Paris. ( États généraux de 1412. )

(c) *Mémoires d'Olivier de la Marche, qui a résidé, trente années, comme grand officier, à la cour des ducs de Bourgogne.*


La dépense ordinaire de la maison du duc s'élevait à 600 mille francs, somme supérieure à celle de 490 mille francs que coûtait la maison du roi Charles VII, ainsi qu'il est rapporté plus haut.

« Dans la somme de 600 mille francs, six ducs et douze autres grands » personnages, princes, comtes et marquis, coûtaient chaque année plus » de deux cent mille francs. L'argentier les payait. » *Etat de la maison du duc de Bourgogne. ( Mémoires d'Olivier de la Marche. )*

Le revenu public qui n'était, sous Charles VII, que de dix-sept cent mille francs, valeur du temps, monta rapidement, sous Louis XI, à la somme de cinq millions cinq cent mille livres (a). Le revenu public était donc fondé, et nous allons voir bientôt les dépenses croissantes sans ordre ni mesure ; mais il faudra attendre jusqu'au commencement du dix-neuvième siècle, avant de reconnaître en activité un *droit public national en matière de finances et d'impôts*.

---

(a) Voyez *note dixième* : Etat du revenu public, sous Charles VII et Louis XI.





---

## SEPTIÈME ÉPOQUE.

---

CHARLES VIII A HENRI II.

PÉRIODE DE 64 ANS.

CHARLES VIII..... 1483. (\*)

LOUIS XII..... 1497.

FRANÇOIS I<sup>er</sup>..... 1515.

---

Pour se rendre compte des grandes difficultés qui s'opposèrent, en France, à la fondation d'un *droit public en matière d'impôt*, il faut se rappeler quel était l'état des propriétés et des personnes avant la première convocation des États généraux, sous Philippe-le-Bel. Les hommes se transmettant, de génération en génération, leurs préjugés ou le souvenir de leurs malheurs, il arriva que leurs regrets ou leurs espérances entrèrent pour premiers élémens dans le nouvel *établissement politique*.

---

(\*) Première année de chaque règne.

A l'époque de l'invasion du territoire des Gaules par les Francs, les anciens habitans étaient parvenus à un degré de civilisation qui rendait très-praticable le projet de l'Empereur Romain, *Honorius*, de faire concourir les notables et propriétaires des provinces méridionales à la conduite ou à la surveillance des affaires de la communauté politique; mais la conquête ayant fait rétrograder les institutions sociales, il n'y eut qu'un petit nombre d'habitans dans les Gaules qui fussent véritablement maîtres du territoire, et qui se regardassent comme seuls habiles à en recueillir et dispenser les fruits.

Le petit nombre de propriétaires exclusifs se divisèrent en deux classes, analogues à leur profession : le *clergé gaulois*, qui sut s'affranchir des malheurs de la conquête et qui, comme *lettré*, sut même s'en approprier les avantages, formait la première classe; et *le militaire*, qui avait obtenu le partage des terres, à titre de chances heureuses, de grâces ou de service, composait l'autre classe d'habitans privilégiés.

Lorsque, par les événemens successifs que nous avons analysés dans les époques précédentes, ces deux classes eurent été amenées, dans des assemblées nationales, aux délibérations sur les intérêts de l'Etat, la masse du peuple éclairé, commerçant et industriel, se trouva constamment en défiance ou en opposition avec les deux autres classes privilégiées, qui, même, différaient souvent entre elles.

Il est facile de reconnaître cet esprit d'isolement et de turbulence dans les délibérations qui eurent lieu sous la

minorité de Charles VIII, aux États généraux de Tours, en 1483 (a).

Ces États sont cependant les premiers où les délibérations des différens Ordres ayent présenté un caractère national de bien public ; les débats, quoique, dans plusieurs points, d'une grande vivacité et d'une extrême franchise, même contre la cour, qui ne conserva point de haine, remplirent l'objet principal de leur convocation ; savoir : d'assurer la tranquillité du royaume en laissant la garde du roi à sa sœur, Madame de Beaujeu ; de déjouer les espérances des princes jaloux et mécontents de cette régence ; et enfin de discuter les recettes et les dépenses de l'Etat, de manière, non seulement à obtenir une diminution sur l'assiette de l'impôt et sur sa meilleure répartition entre les provinces, mais de façon encore à laisser des impressions profondes sur la nécessité de l'économie, au duc d'Orléans, qui était premier prince du sang, à l'époque de ces États, et qui devint depuis le roi Louis XII, proclamé dans les États généraux mêmes, le *père du peuple*.

Je ne citerai, comme preuves des lumières et du bon esprit des Etats de 1483, que la disposition suivante, relative à l'*agriculture*.

« Il semble aux trois Etats être profitable, que toutes  
» les bêtes ordonnées et députées pour le labour et culture  
» de la terre, dont vivent et viennent les alimens de tous

---

(a) Voyez l'analyse de ces États, dans le Recueil des États généraux de France.

» les trois Etats , ensemble les instrumens et outils nécessaires audit labourage , ne se puissent dorénavant obliger ,  
» engager , ni prendre par exécutions quelconques , soit  
» pour les deniers du roi , des seigneurs directs ou utiles ,  
» des marchands ou autres quelconques , supposé même  
» que les laboureurs le voudraient et y consentiraient. »

On se rappelle avec quelle cruauté les proconsuls romains faisaient exploiter l'*impôt territorial* chez les Gaulois , au moment de la conquête. Ils portaient cette cruauté jusqu'à infliger des tourmens inouis et à mettre en fuite ou à réduire en servitude les propriétaires en retard de plusieurs années , pour le paiement de leurs impositions. On a vu que les premiers rois Francs , exploitant leurs domaines en colons intelligens , ne permettaient la vente ni du bétail ni des instrumens aratoires des propriétaires des *manſes* de six arpens , inexacts au service militaire. Mais il paraît que , dans la décadence du régime féodal , les seigneurs , par caprice , par avidité , ou pour frustrer le revenu public de son gage , et s'assurer la préférence dans le recouvrement que ces seigneurs poursuivaient de l'impôt particulier qu'ils levaient dans leurs terres , expropriaient ou faisaient semblant d'exproprier le laboureur. Cet abus et ses funestes conséquences pour tous , généralement reconnus par les trois Ordres , furent proscrits par la sage disposition qui précède.

La conduite de Louis XII , comme duc d'Orléans , et comme roi , offre un contraste digne d'être remarqué dans l'histoire de nos finances

En effet , le dix - sept janvier 1484 , le duc d'Orléans se  
rendit

rendit au parlement pour se plaindre, par la bouche de son chancelier, *qu'on n'avait aucun égard aux demandes des derniers États*; le premier président qui était dans les intérêts de Madame de Beaujeu, répondit : « que le bien » du royaume consiste en la paix du roi et de son peuple, » qui ne peut être sans l'union des membres dont les grands » princes sont les principaux, à quoi M. d'Orléans doit bien » avoir égard. Et, quant à la Cour, ajouta-t-il, elle est ins- » tituée par le roi, pour administrer justice, et n'ont point, » ceux de la cour d'administration de guerre, de finances, » ne du fait et gouvernement du roi, ne des grands princes; » et sont MM. de la Cour de parlement, gens élus et lettrés, » pour vacquer et entendre au fait de la justice, et quand » il plairait au roi leur commander plus avant, la Cour lui » obéirait (a). »

Le même duc d'Orléans, devenu le roi Louis XII, ne convoqua les États généraux qu'une fois, mais seulement pour le mariage de Madame Claude-de-Bretagne, avec le duc d'Angoulême, depuis François I<sup>er</sup>. Il ne fut nullement question d'impôts ni de finances, si ce n'est pour féliciter ce prince de son *économie* et de sa constante attention à diminuer les charges du peuple. Dès la première année qu'il monta sur le trône, il allégea les tailles d'un dixième et successivement d'année en année, de manière qu'à la fin de son règne, qui dura dix-huit ans, les *tailles* étaient

---

(a) *Registres du parlement*, et Observations sur l'histoire de France, par Mably.



diminuées d'un tiers de ce qu'elles étaient sous Charles VIII, son prédécesseur.

Cependant Louis XII fut en guerre pendant la plus grande partie de son règne ; aussi eut-il recours à des moyens particuliers pour se procurer de l'argent par d'autres voies que l'impôt. Il est, à cet égard, le fondateur du système moderne *des ressources financières*. Non-seulement lui et François I<sup>er</sup>, créèrent, les premiers, des rentes sur l'Etat et l'hôtel-de-ville, par forme d'*emprunts temporaires*, mais Louis XII donna encore le dangereux exemple de la vénalité des charges ; à la vérité, il se borna à la vente des *offices royaux*, appelés aujourd'hui *ministériels*, mais ses successeurs immédiats étendirent, sans pudeur, ce système de vénalité, même aux offices de judicature.

La répugnance qu'éprouvait Louis XII à augmenter l'impôt, lui fit préférer *les expédiens* mais son économie en temps de paix lui donnait les moyens de rembourser les *deniers extraordinaires* qu'il s'était procurés pour la guerre ; de manière que, par son ordonnance de 1498, il déclara nuls et vacans tous les offices auxquels il avait été pourvu à titre de *finances*. Son premier ministre, le cardinal d'Amboise, partagea son désintéressement, car il n'eut jamais d'autre traitement ni bénéfice que les revenus de son archevêché de Rouen. « Sage pilote de la France, dit » *Mezerai*, ministre sans avarice et sans orgueil, cardinal » avec un seul bénéfice, qui, n'ayant en vue d'autre richesse que celle du bien public, s'est assuré un trésor » de bénédictions dans toute la postérité. »

Louis XII mourut en voyant presque toute l'Europe liguée contre la France. Il laissa dix-huit cent mille livres de dettes (a), et il aliéna de six cent mille livres de rente le domaine de la couronne; cette dernière somme peut représenter un capital de trois millions (b). Ce prince obtint donc les bénédictions de ses contemporains, en préférant, en temps de guerre, l'emprunt à l'impôt, et en fondant le gage de l'impôt sur l'économie en temps de paix. Cette doctrine mise en théorie et en pratique, vers la fin du dix-huitième siècle, a produit des effets bien différens (c). Peut être Louis XII apercevait-il tous les inconvéniens d'un semblable système sous des princes faibles ou dissipateurs, lorsqu'il s'écriait, en parlant du duc d'Angoulême, depuis François I<sup>er</sup>, *nous travaillons en vain; ce gros garçon gâtera tout.*

Le parlement de Paris n'a pas toujours agi en finances avec la circonspection, dont il avait usé à l'occasion de la requête qui lui fut présentée, en 1484, par le duc d'Orléans.

Les divisions qui régnèrent, sous Charles VI, entre les différens membres de la famille royale qui avait part au Gouvernement, les engagèrent, pour fortifier leur autorité par

(a) Actes de l'Assemblée des Notables à Paris, de 1527.

(b) Mémoire sur les finances, par Déon de Beaumont.

(c) Voyez le livre sur l'*Emprunt* et l'*Impôt*, par un Genevois; et sa Réfutation. Ils parurent l'un et l'autre vers l'époque du fameux *Compte rendu*, par M. Necker, en 1781.

l'opinion, d'envoyer les lois et actes de législation au parlement, à l'effet de recevoir son avis et son approbation tacite. De-là l'origine de l'*enregistrement*, qui devint l'objet des prétentions et des revers du parlement, suivant les temps et les circonstances qui le rendaient nécessaire ou importun à la Cour.

Une partie du parlement ayant été accessible à l'esprit de faction qui fit régner le roi d'Angleterre à Paris, ce corps judiciaire ne jouit pas d'une grande renommée auprès de Charles VII, qui cependant y tint la cour des pairs pour le procès du duc d'Alençon, ce qui augmenta les fonctions honorables du parlement. Le bon esprit de son premier président, lors de la régence de madame de Beaujeu, sous la minorité de Charles VIII, rétablit le crédit du parlement à la Cour.

Nous avons déjà vu quels étaient, en 1484, ses principes sur notre *droit public* en matière d'impôts. Il avait aussi manifesté l'intention ou il était de se renfermer dans ses fonctions de juge, lorsque l'*Université* lui remontra, le 7 février 1413, que les finances du roi Charles VI étaient mal gouvernées. « L'*Université* dit qu'elle avait envoyé des députés pour faire » des remontrances au roi, et supplia la Cour d'en faire autant » de son côté; à quoi la Cour du parlement sagement lui fit » réponse, que c'était à elle de faire justice à ceux qui la lui » demandaient, et non de la requérir, et qu'elle ferait chose » indigne de soi si elle se rendait partie requérante, vu qu'elle » était juge (a). »

---

(a) Observations sur l'histoire de France de *Mably*, (d'après *Pasquier*, pag. 279.)

Enfin, lorsque, par la possession, la formalité de l'enregistrement se fût enracinée dans le parlement de Paris, ce corps judiciaire rendit ainsi compte au chancelier de l'Hôpital, dans sa réponse à la harangue de ce chef de la magistrature, du fait de l'enregistrement en matière d'impôts.

« Vrai est que ci-devant aucuns édicts ont été envoyés  
 » céans n'appartenans en rien à l'autorité de la Court; mais  
 » semble que ce ayt été pour une autorisation : comme ceux  
 » qui concernent les aydes, gabelles et subsides, dont la dicte  
 » Court ne s'est jamais meslée ains de domaine seulement, et  
 » toutefois pour obéir, n'a laissé de les faire publier avec la  
 » limitation *inquantum tangit domanium*, dont la connais-  
 » sance lui appartient. »

Ainsi, comme le remarque fort bien un de nos premiers publicistes : « pour justifier, s'il était possible, son injustice  
 » ou son usurpation, le parlement de Paris s'accoutumait à  
 » croire que le droit d'établir des impôts est dans le prince  
 » un *droit domanial* : n'était-ce pas faire entendre que le pa-  
 » trimoine des particuliers forme une partie des domaines  
 » de la couronne? N'était-ce pas attaquer le droit de pro-  
 » priété? Qu'importe d'être le propriétaire du fonds, si on  
 » n'est pas le maître des fruits (a). »

Les variations de notre *droit public en matière de finances et d'impôts* ne se bornaient pas à ses interprétations captieuses; il avait d'autres fluctuations dans les prétentions et les

---

(a) Observations sur l'histoire de France, par Mably; et Mémoires de Condé.



opérations des douze autres parlemens du royaume, pour l'étendue de leur ressort ; dans les convocations solennelles des assemblées de notables à qui le Conseil du roi demandait des avis ; enfin, dans l'appareil imposant et silencieux des *lits de justice* où l'autorité royale semblait déclarer hostile envers la majesté du trône, toute remontrance sur les actes de sa législation, de quelque nature qu'ils fussent. C'est inutilement même que, dans les époques qui vont suivre, les Etats généraux furent convoqués à de grandes distances.

L'esprit de la ligue et de faction et le défaut d'organisation politique rendirent inutiles les travaux de ces mêmes Etats généraux, pour constituer l'*ordre économique*, jusqu'aux résultats définitifs des assemblées nationales de 1789.

Dans la septième époque de la monarchie française, le *revenu public* qui était de deux millions cinq cent mille liv. sous Charles VIII, est monté à neuf millions sous Louis XII, et à seize millions sous François I<sup>er</sup>. (a). Cette époque vit réunir à la France la Guyenne, la Bourgogne et la Bretagne ; mais pour que la monarchie eût la consistance qu'elle avait dans la dernière partie du dix-huitième siècle, il lui manquait alors les Trois-Évêchés, l'Alsace, la Flandre, le Hainaut, la Franche-Comté, la Lorraine, la Corse et les Colonies.

La magnificence et la somptuosité suivirent François I<sup>er</sup>. jusqu'au tombeau ; aucun prince ne le surpassa en libéralité

---

(a) Voyez note onzième : État du revenu public, sous Charles VIII, Louis XII et François I<sup>er</sup>.



et en générosité. Il consumma souvent en dépenses frivoles l'argent qu'il avait destiné pour les plus grandes entreprises; mais il devint si économe et si attentif sur la fin de sa vie, qu'il acquitta toutes ses dettes; dégagea son domaine, et laissa dans l'épargne dix-sept cent mille écus et un quartier de ses revenus prêt à y entrer, quoiqu'il eût dépensé de très-grandes sommes en meubles, pierreries et en dons et pensions à tout ce qu'il y avait de vaillans capitaines et d'hommes savans (a).

---

(a) Mémoire sur les finances, par *Déon de Beaumont*.



---



---

## HUITIÈME ÉPOQUE.

---

### HENRI II A HENRI IV.

PÉRIODE DE 42 ANS.

|                  |           |
|------------------|-----------|
| HENRI II.....    | 1547. (*) |
| FRANÇOIS II..... | 1559.     |
| CHARLES IX.....  | 1560.     |
| HENRI III.....   | 1574.     |

---

LES qualités brillantes, l'ambition et le courage chevaleresque de François I<sup>er</sup>. ont pu l'égarer dans ses vues politiques et économiques; mais l'expérience le mit, sur la fin de son règne, dans le cas de profiter des avantages que procurèrent, de son temps, à la France comme à toute l'Europe, les progrès des arts et du commerce, et les nouvelles découvertes dans la navigation et dans un nouveau monde.

Les quatre règnes qui suivirent ont fait au royaume des

---

(\*) Première année de chaque règne.

plaies plus profondes. Les passions désordonnées assiégèrent la Cour sous Henri II et Catherine de Médicis, son épouse, ainsi que sous leurs trois fils et successeurs, François II, Charles IX et Henri III; et ces passions furent des sources d'intrigues, de volupté, de magnificence et de profusion poussées à un degré jusqu'alors inconnu.

Il est facile de voir, par ce qui précède, que je n'ai pas entrepris l'histoire scandaleuse des opérations, des dilapidations et des *exécutions financières*. Je dis *exécutions financières*, car je prends ce mot dans la double acception qu'il présente à ces époques éloignées : alors les *conducteurs des finances* étaient tour à tour agens et victimes du désordre des finances. La mort violente qu'un grand nombre de premiers ministres ou surintendans ont subie sous la vindicte publique atisée par l'esprit d'intrigue ou de vengeance particulière depuis Enguerrand de Marigny et Jacques Cœur, les premiers ministres hommes d'État qu'ait eu la France, jusqu'au massacre de Concini, maréchal d'Ancre, et à la disgrâce éclatante de Fouquet, prouvent que rien n'était coordonné dans cette partie d'administration : et que l'on mettait au nombre des ressources les condamnations, même injustes, vu les confiscations qu'elles entraînaient ordinairement (a).

Dans des temps postérieurs, lorsque les mœurs plus adoucies, mais non moins dépravées, ne permirent plus

---

(a) Voyez note vingt-cinquième : Table chronologique des Surintendans des finances, des contrôleurs généraux et ministres des finances, depuis Enguerrand de Marigny jusqu'à nos jours.

d'envelopper ainsi l'innocent et le coupable dans des proscriptions où les plus grands personnages se trouvaient recueillir les fruits de leurs sanglantes iniquités, on inventa les *chambres ardentes*, dites de justice, et les *visa* pour atteindre les financiers, au moins dans leur fortune. Le premier établissement de cette nature remonte aux années 1581 et 1584, sous le règne de Henri III; c'est assez indiquer que la source n'en était point pure et que les effets devaient augmenter et la corruption de la Cour et le discrédit des finances. Ce violent remède, qui nourrissait la maladie et de prétendus médecins, fut employé, pour la dernière fois, en 1717, et l'on reconnut enfin, à cette époque, *que cette inquisition fiscale ne faisait que mettre au grand jour l'incapacité des ministres qui avaient conduit les finances; les ruses des traitans qui les avaient dévorées; et la bassesse des courtisans qui vendaient leur crédit à qui voulait l'acheter.*

Ainsi, faire la nomenclature de tous les édits bursaux, portant création de rentes d'offices ou d'impôts, qui furent vérifiés au parlement en *lit de justice*, sous ces règnes calamiteux; dire aussi qu'il n'en paraissait pas moins de neuf ou dix à-la-fois; qu'on en vit jusqu'à vingt-deux en moins de deux mois; et que le faible Henri III, épouvanté des plaintes menaçantes du peuple, supprima tout d'un coup soixante-six édits de ceux déjà vérifiés; rabaisa les tailles de sept cent mille livres; modéra un peu ses profusions; et établit une chambre de justice pour la recherche des malversations commises dans les finances (a); s'égarer enfin dans ce

---

(a) Mémoire sur les finances, par Déon de Beaumont.

dédale de vexations et d'ignorance, ce serait faire peu pour la curiosité, sans beaucoup ajouter à l'instruction.

Mon sujet n'embrassant que des principes, des résultats et des conséquences, il est plus utile de faire remarquer quels peuvent être les funestes effets du mécontentement public, lorsqu'il a été long-temps comprimé, et de poursuivre dans ce but l'histoire générale, tant de la formation, en France, du revenu public et des dépenses de l'Etat, que de la création d'un droit national en matière de finances et d'impôts.

Si cette dernière garantie eût existé à l'époque qui nous occupe, et avant que la fermentation fût au comble, il est naturel de penser que jamais le fanatisme religieux, l'ambition des grands n'eussent réussi à soulever le peuple : ils le trouvèrent disposé à l'agitation, parce que la *puissance législative* n'ayant point d'existence périodique et indépendante, ne pouvait plus, lorsqu'elle était requise et invoquée dans un péril extrême, opposer des digues puissantes à des invasions combinées à l'avance contre l'autorité royale.

Cette époque est la première qui offre une grande extension des dépenses de l'Etat, par l'assignation faite sur les revenus publics, tant des *rentes constituées* que des *gages* des offices de finance, de judicature et autres : ce sont deux objets de dépense dont il importe de constater les progrès dans les époques suivantes et même jusqu'à ce jour.

Un autre point d'innovation financière qui commence aux



règnes des derniers Valois, consiste dans la création du *sol* ou  *demi-sol pour livre*, du montant principal des droits déjà établis. L'édit de 1542 est le titre primitif de cette création ; son principe était une *réappréciation* de la quotité des droits fixés antérieurement, et eu égard à l'augmentation survenue dans la valeur numéraire des monnaies. On était encore loin alors, vu la modicité des premières *réappréciations d'un demi-sol pour livre*, de l'étonnant abus qu'on a fait de l'extension de ces *sols pour livre* sur la fin du dix-huitième siècle, en élevant à des quotités considérables cet accessoire, au-delà du principal. Le parlement de Paris parut faire résulter la facilité qu'il mettait en l'absence de la *puissance législative* des Etats généraux, dans l'enregistrement des édits portant *nouveaux sols pour livre*, sur ce faux principe, que ce n'était point là créer une nouvelle nature d'impôt, mais seulement établir une *réappréciation* de ceux déjà existans, équivoque malheureuse et qui bouleversait toutes les idées raisonnables, dans le système de l'impôt proportionnel.

Ce fut quelques années après, en 1581, qu'Henri III établit des droits de contrôle sur les actes des notaires, greffiers et autres, dont les produits furent dans la suite incorporés à la régie de ceux du domaine royal.

Quant aux propriétés domaniales, elles furent presque toutes aliénées sous ces quatre règnes ; mais elles rentrèrent ensuite dans le patrimoine de nos rois. Le produit fut encore diminué postérieurement, soit par la suppression ou le

rachat des droits féodaux, soit par des *engagemens* ou *échanges*.

Le revenu public porté à dix-huit millions, sous Henri II et François II, s'éleva à vingt-un millions, sous Charles IX, et à trente-un millions six cent cinquante-quatre mille livres sous Henri III (a).

---

(a) Voyez *note douzième* : État du revenu public, sous Henri II, François II, Charles IX et Henri III.



---

## NEUVIÈME ÉPOQUE.

---

PÉRIODE DE 21 ANS. — DE 1589 A 1610.

HENRI IV. — SULLY, *Surintendant des finances.*

---

LE *revenu public*, à peine formé, était déjà envahi par les grands de l'Etat et les courtisans, par les agens des perceptions et par les traitans ou financiers qui faisaient des avances sur les produits des impôts à recouvrer.

Il n'était plus possible, depuis les changemens survenus en France, sous les derniers règnes, dans l'ordre politique et économique, de s'emparer, à main armée, du territoire; de tenir les habitans sous le glaive, pour les rattacher à la terre et s'emparer des fruits, en nature, de leurs travaux; mais dans la confusion des dissensions civiles et religieuses, un désordre général dans toutes les parties de l'administration favorisait de la part des hommes accrédités dans les factions, un genre d'usurpation aussi onéreux aux peuples que funeste à l'Etat. On ne pouvait point s'approprier les choses mêmes; on se rendait maître de l'argent, signe

qui les représente toutes. Dans l'absence de toute surveillance des tributs autorisés par des lois précédentes, on osait y ajouter des exactions qui triplaient le poids, déjà trop lourd, des charges publiques indispensables.

Après la paix générale de *Vervins*, en 1598, on reconnut que les gouverneurs, et en général tous les grands, avaient poussé la licence jusqu'à lever, de leur propre autorité et à leur profit, des contributions sur le peuple. Une défense très-sévère de rien percevoir au-delà de ce que portaient les ordonnances, avec injonction aux trésoriers de France d'y veiller, sous peine d'en répondre, arrêta le cours de ces concussions. Le duc d'Épernon, entre autres, qui se faisait, par de semblables violences, soixante mille écus de rente sur ses vassaux, osa entreprendre, à ce sujet et en plein conseil, M. de Sully, qui soutint en homme de guerre son opération de finance (a).

Une autre preuve manifeste du degré de malversation de tous les agens du fisc et de leurs protecteurs puissans, c'est le tableau formé par Sully même, duquel il résulte que, pour trente millions que recevait le trésor public, au commencement de son ministère, le peuple en payait cent cinquante millions, ce qui donnait cent vingt millions à partager, ou quatre fois le revenu réel, entre tous ceux qui opéraient ou soutenaient les abus. Enfin, les favoris et les dignitaires de la cour avaient encore dévoré cent millions de capitaux en rentes, et une semblable somme en domaines de la couronne, aliénés.

---

(a) *Mémoire de Sully*, et *Considérations sur les finances*, par *Forbonnais*.

L'austérité, la persévérance et les grands talens administratifs de Sully, fort de la confiance et de l'amitié d'Henri IV, triomphèrent enfin de tous ces abus et de toutes les résistances que l'intérêt particulier apportait pour les empêcher de disparaître; mais que d'obstacles n'eut-il pas à vaincre! et si ce grand homme, pendant tout le cours de son ministère, s'offrit comme un rempart inexpugnable à l'avidité des grands, qui cherchaient toujours à dévorer les campagnes, dans quel nouveau cahos ne furent point précipitées les finances de l'Etat, lorsqu'ayant abandonné le timon des affaires, les favoris de la régente, Marie-de-Médicis, dissipèrent, en quatre ans, les fruits de vingt années d'ordre et d'économie! *fatal effet de la privation d'un droit public en matière de finances et d'impôts!*

Il paraîtrait, au premier coup-d'œil, que cette époque mémorable de notre histoire était favorable à un nouvel *établissement politique*, tel que *le vote libre et annuel de l'impôt* pût protéger la surveillance des deniers publics, et écarter à jamais les grands moyens de dilapidations; mais quand, d'une part, on a étudié les causes des résultats insignifiants de l'assemblée des notables, tenue à Rouen en 1596, et des Etats de 1614, sous la minorité de Louis XIII; que, d'un autre côté, on s'est rendu compte de la situation de la France après la paix de la religion, cimentée par l'abjuration d'Henri IV, et son avènement au trône, on se convaincra que *l'ordre politique* n'était alors que secondaire dans la disposition des grands à vendre leur fidélité, dans les espérances des gens de robe et de finance pour assurer ou augmenter leur fortune, et dans le repos ou voulaient  
s'ensevelir,



s'ensevelir , à tout prix , les classes ou remuantes ou industrielles d'un peuple si long - temps et si cruellement agité

Par la conduite respective des quatre classes de notables , appelés à l'assemblée de Rouen , il faut l'avouer , l'avantage des idées saines et libérales est resté à l'autorité royale.

Les mémoires de Sully témoignent que ses principes étaient comme ceux de *Commines* , ministre sous Louis XI , pour *un droit national en matière d'impôts*.

La conformité des vues politiques et économiques d'Henri IV et de Sully , et leur opposition même en quelques points , ont laissé des impressions si profondes , soit dans les souvenirs de leur administration ou de leurs projets , soit dans la manifestation de leurs principes , que l'accord ou les controverses de ces deux hommes d'Etat ont exercé une influence sur les affaires du dix-huitième siècle.

Les ministres et les publicistes animés de leur esprit se sont partagés depuis en deux classes. Ils ont voulu trouver toutes sortes de richesses nationales ; les uns , comme Sully , dans les travaux des campagnes ; les autres , comme Henri , dans les ouvrages des manufactures. Mais alors la science administrative n'était point encore assez approfondie , pour faire sentir l'union intime de ces deux sources de prospérité chez des peuples vieilliss ; et postérieurement l'esprit de secte embrouilla la matière , au point d'étouffer la question principale.


Quoi qu'il en soit, le duc de Sully peut être regardé comme le fondateur de l'ordre économique en France, non-seulement par les brillans et utiles succès de son long ministère (a); mais parce qu'il a laissé, par ses mémoires, un monument durable de ses principes et de ceux qui constituent un Gouvernement pacifique.

Comme *homme d'État*, il est le premier qui ait vu dans le territoire de la France, autre chose qu'un sol servile et toujours destiné à n'être qu'ensanglanté; il y a reconnu une terre féconde et productive sous la main des hommes protégés dans leurs travaux contre l'avidité et le pillage des grands, dont il s'est déclaré l'adversaire importun et courageux; « comme *publiciste*, son ame éternellement em-  
» preinte dans ses mémoires, ira à jamais étonner et ins-  
» truire les siècles. C'est là que son génie respire. Là,  
» brûle encore ce feu sacré qui l'animait pour la patrie.  
» C'est là que ce feu s'est répandu dans l'ame de Colbert.  
» C'est de là qu'aujourd'hui, encore, partira une étincelle  
» pour aller embrâser quelqu'une de ces ames que la na-  
» ture tient en réserve pour chaque siècle (b). »

---

(a) Voyez *note treizième* : État du revenu public et des finances, sous Henri IV. .

(b) Éloge du duc de Sully, par M. Thomas, de l'Académie française.



---

## DIXIÈME ÉPOQUE.

---

PÉRIODE DE 32 ANS. — DE 1610 A 1642.

LOUIS XIII. — *Le cardinal de RICHELIEU, premier ministre.*

---

LE cardinal de *Richelieu*, tout entier à la politique du dehors et aux soins guerriers propres à l'affermissement de la paix intérieure, n'adopta des plans de Henri IV et de Sully que ceux relatifs à l'abaissement de la maison d'Autriche et à l'indépendance du parti protestant en Allemagne. Aussi ne considéra-t-il les finances de l'État, ou le trésor de l'épargne, que comme la caisse militaire, dont la bonne ou mauvaise disposition pouvait favoriser ou ralentir l'exécution du nouveau système qu'il poursuivait avec succès, de la balance politique de l'*Europe* (a).

Nous avons vu, dans les époques précédentes, le revenu public se former et affermir l'autorité royale ; le droit

---

(a) Discours du cardinal de *Richelieu* à l'Assemblée des Notables de Paris, de 1626.

public national, en fait d'impôts, jeter des racines toujours difficiles à fructifier, et les dépenses publiques, sans cesse croissantes, exiger des ressources en création d'offices et de rentes devenues la proie des favoris des derniers Valois.

La régence de Marie-de-Médicis vit recommencer les dilapidations dans les finances. En moins de sept années, les chefs des révoltés, des cabales et des factions à la cour, avaient reçu de la régente, en douze articles, près de dix-sept millions de dons extraordinaires. *Concini*, maréchal d'Ancre et sa femme avaient, en outre, retiré du trésor public onze à douze millions, sans y comprendre les édits bursaux donnés en leur faveur, et leurs diverses exactions (a).

Ces nouveaux désordres firent naître alors le système des *déficits* annuels. Système que favorisaient l'impéritie ou les ménagemens des surintendans qui succédèrent à ceux de la régente. Ce système facile et malheureux *des déficits*

---

(a) Actes des Assemblées des Notables des années 1617 et 1626, et Recherches et considérations sur les finances de France, par M. *Forbonnais*.

Après la catastrophe du maréchal d'Ancre, dans la cour du Louvre, on fit la visite de son corps : « Il avait trois ou quatre pochettes dans ses » hautes-chausses, dans lesquelles on trouva des rescriptions de l'épargne, » promesses de receveurs ou obligations pour la somme de 1,985,000 liv. » ( Le marc d'argent à 24 livres, ce qui équivalait à plus du double, monnaie actuelle. )

( *Histoire des plus illustres favoris anciens et modernes*, par *P. Dupuy*. )

*annuels*, et par suite des anticipations, fut perpétué si imprudemment, qu'il devint enfin funeste à l'autorité royale, sur la fin du dix-huitième siècle.

Il faut voir, dans le rapport même des finances, fait par le surintendant, marquis d'Effiat, à l'assemblée des notables de 1626, comment ce désordre prit consistance avant lui.

« Ainsi, dit aux notables ce surintendant, vous verrez  
» que le feu roi (Henri IV) faisait toujours sa dépense plus  
» faible que sa recette, de trois à quatre millions de livres,  
» pour avoir de quoi fournir à toutes ses dépenses impré-  
» vues, et, en outre, faisait enfler sa recette de bon mé-  
» nage qu'il pouvait faire durant l'année, par moyens ex-  
» traordinaires; et ce qui se trouvait rester de bon, charges  
» acquittées, était mis en réserve. C'est de là qu'est provenue  
» la somme qui s'est trouvée dans la bastille, après sa  
» mort. »

« Après son décès, la face des affaires fut changée, en  
» sorte qu'il ne se trouva aucune année, durant ce grand  
» calme, que l'état au vrai des dépenses n'ait excédé  
» de plus de cinq à six millions de livres les états faits par  
» estimation au commencement des années : et pour répa-  
» rer cette faute de fonds, et prévenir les mouvemens qui  
» se préparaient dans l'Etat, pendant la minorité du roi,  
» on fut forcé d'entamer ce sacré dépôt. Ainsi, cet argent  
» de réserve utilement consommé, et les charges croissant  
» de jour en jour, on fut contraint de porter partie de la



» dépense d'une année sur la recette de la suivante, etc. (a). »

La vigueur du ministère du cardinal de Richelieu mit fin à ces désordres honteux qui consistent à encourager les mauvais citoyens de quelque rang qu'ils soient, en les comblant de récompenses et de gratifications. Si les dépenses continuèrent d'être considérables, elles furent au moins dirigées vers la gloire et la prospérité de l'Etat.

A la vérité, les forces militaires destinées au succès des plans d'Henri IV et de Sully, sur la politique extérieure, s'accrurent dans une proportion jusqu'alors sans exemple, et l'on peut faire remonter à cette époque, la création en Europe de ces états militaires formidables, qui, même en temps de paix, dévorent les facultés pécuniaires des grandes puissances. En 1626, le roi payait, tant en Italie, Valteline qu'en France, quatre-vingt-onze mille hommes d'infanterie, et six mille chevaux; tandis que Sully n'avait calculé que sur une force militaire de quarante mille hommes, pour l'exécution des grands desseins d'Henri IV, appuyé de ses alliés; mais les liaisons politiques souffrirent de la mort précipitée d'Henri - le - Grand. La France fut obligée de mettre sur pied, vers 1638, cinq grandes armées, composées ensemble de cent cinquante mille hommes de pied, et de trente mille chevaux. La dépense totale s'élevait à plus de soixante millions (b). Cependant le nouveau surintendant, marquis d'Effiat, mit une telle exactitude dans le

---

(a) Actes de l'Assemblée des Notables, tenue à Paris en 1626, et Rapport du marquis d'Effiat, surintendant des finances.

(b) Mémoire sur les finances, par Deon de Beaumont.

paiement des dépenses et des fournitures, et un si bon ordre dans la surveillance des comptables, qu'il trouva, pour la première fois depuis le commencement de la monarchie, à emprunter des gens d'affaires, de l'argent à dix pour cent, au lieu de vingt et trente pour cent que coûtaient les opérations extraordinaires précédentes. Ce surintendant faisait distribuer par des commissaires affidés, tous les huit jours, la paie aux soldats, même sans qu'elle passât par les mains du capitaine, comme auparavant. Par ce moyen, chaque semaine on était assuré du nombre d'hommes effectifs; connaissance de la plus grande importance, et nouvelle dans les armées de France (a).

Après la mort de ce surintendant, ces principes austères ne furent pas suivis avec la même exactitude par ses successeurs. Comme les besoins urgens et considérables de la guerre exigeaient des ressources sans cesse renaissantes, on fit des créations excessives de rentes; elles furent décrites, en passant de main en main, par la rapidité des négociations, et le Gouvernement lui-même se prêta à ce *décri*, dans l'espérance de racheter ces rentes à bon marché; mais l'Etat fut encore dupe, soit imprévoyance ou urgence des besoins, soit que l'habileté des gens d'affaires les fit s'emparer, au moyen de leurs avances, de tous les bénéfices de cette opération. On n'en fait ici la remarque que pour signaler l'origine de l'esprit d'imitation qui a fait du discrédit des rentes ou engagemens de l'Etat, une des

---

(a) Recherches et Considérations sur les finances de France, par Forbonnais.

ressources financières, pour ainsi dire, habituelle dans le dix-huitième siècle (a).

Je ne saurais mieux caractériser l'administration du cardinal de Richelieu, même par rapport aux finances, qu'en rapportant le sentiment de notre premier historien en cette matière.

« Il serait injuste, dit-il, de faire reproche à ce grand  
» homme des détresses où l'État se trouvait lorsqu'il mourut;  
» puisqu'elles ne furent pas autant le fruit des guerres étran-  
» gères, dictées d'ailleurs par la nécessité, que des dissipa-  
» tions qui avaient précédé son ministère; des dissensions  
» domestiques que fomentèrent tour à tour l'avidité et la  
» licence des grands; l'esprit d'indépendance et de révolte,  
» couvert sous le voile de la liberté de conscience; les tra-  
» casseries d'une reine qui voulait de l'autorité pour en  
» abuser; les boutades d'un prince toujours prêt à sortir  
» de l'obéissance, ou à y rentrer; la basse envie que por-  
» tèrent les courtisans à sa gloire, et plus encore à sa for-  
» tune. Il était véritablement l'homme dont la France avait  
» besoin dans les temps où il vécut; et ses défauts même  
» furent utiles à l'État. Sa sensibilité, peut-être trop grande,  
» aux injures produisit des exemples sévères, mais néces-  
» saires pour réprimer la licence des grands et délivrer le  
» peuple de l'oppression sous laquelle il gémissait. Trop  
» actif pour souffrir patiemment que l'effet de ses desseins  
» fût retardé, et peut-être plus jaloux de bien gouverner

---

(a) Voyez *note quatorzième* : État du revenu public et des finances, sous Louis XIII.

» les hommes que de le leur persuader, il brusqua trop  
» quelquefois les préjugés de son siècle, et n'eut pas tou-  
» jours assez d'égards pour des formes consacrées dans  
» l'Etat ; mais il apporta dans les affaires une célérité  
» d'exécution auparavant inconnue, et qui, le plus souvent,  
» est le gage du succès. Livré tout entier à des projets  
» vastes et relevés, peut-être n'abaissa-t-il pas assez ses re-  
» gards sur la dernière classe du peuple. Il avait plus tourné  
» ses méditations sur la partie brillante de l'administration  
» extérieure que sur celle de l'administration intérieure.

» Ce grand homme cependant ne manquait pas de vues  
» saines et justes sur les opérations du dedans : il fonda une  
» marine et les colonies du Canada et des Antilles ; il connut  
» l'importance du commerce, et le protégea autant que la  
» pauvreté du trésor public le lui permit ; mais il se trompa  
» quelquefois sur les moyens. En voulant imiter les grandes  
» compagnies de Hollande et d'Angleterre, il ne compara  
» pas assez les circonstances ; il ne partit pas des principes,  
» source unique de la manière de s'approprier les méthodes  
» étrangères, et d'en juger (a). »

---

(a) Recherches et Considérations sur les finances de France, par *Forbonnais*. Voilà encore un homme, depuis *Jacques Cœur*, dont les bons principes en finances ont été puisés à leur source..... LE COMMERCE.



---

---

## ONZIÈME ÉPOQUE.

---

PÉRIODE DE 72 ANS. — DE 1643 A 1715.

LOUIS XIV..... { *Cardinal MAZARIN, Premier Ministre.*  
                              { *COLBERT, Contrôleur-général des finances.*

---

QUELQUE opinion que l'on puisse avoir du degré de civilisation des Celtes, ou anciens habitans des Gaules, les révolutions des âges et des Empires avaient changé l'aspect de cette contrée, vers le temps de sa conquête par Jules-César. En effet, il est facile d'apercevoir dans les notices des géographes ou des historiens qui ont immédiatement précédé ce conquérant ou qui ont rendu compte de ses exploits, que cette Gaule couverte alors d'étangs et de vastes forêts, comme le sont les pays sauvages, était, dans les parties septentrionale et occidentale, peuplée d'hommes adonnés à la vie pastorale et errante, et que la culture des terres n'y devint générale que depuis les conquêtes des Romains.

Pour rendre sensible l'état de la Gaule envahie par les



armes des Romains , exception faite des provinces méridionales ou Gaule Narbonnoise , plus anciennement civilisées par des Colonies grecques et venues d'Italie , on peut se reporter à l'arrivée des Français au Canada , vers le commencement du dix-septième siècle , où les nations américaines acharnées à leur propre destruction , fournirent dans les haines réciproques des Iroquois et des Illinois , des auxiliaires aux Européens , comme la rivalité des Sequanois ( *Francs-Comtois* ), des Eduens ( *Autunois* ), des Arveniens ( *habitans d'Auvergne* ), Berruyens ( *habitans de Bourges* ), fut la principale cause des succès de Jules-César dans un pays généralement inculte et sauvage.

Les négocians italiens traversaient alors la Gaule d'Orient en Occident , pour aller chercher , du Rhône à la Loire et par les ports de l'Armorique ( la Bretagne ), dans les îles Cassithérides ( *l'Angleterre* ), de l'étain , des chiens de chasse , des peaux et des esclaves , à peu près comme nos traitans de pelleteries partent aujourd'hui du Golphe Saint-Laurent et pénètrent , à travers les lacs et les immenses forêts du Canada et de la Louisiane , jusqu'au Grand-Océan , pour renvoyer en Europe les produits de la chasse des Américains continentaux.

Mais , pendant les cinq cents années que la Gaule demeura Colonie romaine , tous les genres d'amélioration , savoir : culture des terres , du commerce , des sciences et des arts , fondation de villes et notamment *Lyon* , *Cologne* , *Mayence* , *Maëstricht* , *Utrecht* , *Liège* et autres , firent changer de face à la partie des Gaules , située vers le Nord , entre la Saône , le Rhône , la Loire et le Rhin. Cependant les deux

derniers siècles de la domination romaine, si malheureux par l'inondation des Barbares, suivie de la conquête des Francs, avaient tellement dégradé le territoire et les habitans des Gaules, que l'on est forcé de convenir des services signalés qu'ont rendus à la France les ordres monastiques, en étendant la culture, et en s'occupant, de toutes parts, des défrichemens et desséchemens des terres incultes, désertes et mal-saines.

Les procédés au moyen desquels l'agriculture prit une nouvelle extension sous les premiers rois Francs, méritent d'être remarqués, en les comparant sur-tout aux moyens de toute autre nature employés par les Anglo-Américains, pour peupler et fertiliser promptement leurs terres immenses dans le Nouveau-Monde.

Les moteurs principaux de l'extension de la culture étaient, de la part des ordres monastiques, les missions évangéliques, les refuges contre la barbarie des conquérans du sol, qui conduisaient à établir, dans un désert ou lieu sauvage, un oratoire, une chapelle ou une église, qui attirait bientôt sur le territoire voisin des consommateurs, lesquels défrichaient, labouraient et priaient; et aussitôt que ce terrain était en culture, un essaim, tiré de cette mission principale, allait former à une certaine distance un autre établissement rural, en plantant aussi la *croix* protectrice des nouveaux habitans qui se vouaient, dans le silence, aux travaux champêtres. Cette marche de l'agriculture résulte des capitulaires et autres monumens historiques; et on y voit qu'un grand nombre de particuliers mêmes fondaient, sous ce rapport religieux, des monastères de différens sexes,

dans des lieux sauvages et écartés. Des pèlerinages donnaient d'abord naissance à des foires et marchés dans ces mêmes lieux, qui devenaient ensuite peuplés et commerçans par le résultat d'une fondation pieuse, n'ayant en apparence, pour motif, aucune vue mondaine.

Les *Anglo-Américains*, dans les défrichemens rapides de leur vaste territoire, n'ont guères de commun avec ces procédés que le penchant à l'hospitalité que partage, pour son intérêt même, toute peuplade isolée ; mais le principe de la vivification des terres des Etats-Unis est la récolte de certaines denrées de première nécessité, telles que le *blé*, ou de choix, comme le *tabac*, qui s'exportent au loin, tandis que le mobile de la culture des ordres monastiques étaient la réunion des consommateurs sur le champ même défriché. Une autre différence encore, c'est que la famille américaine, aussitôt qu'elle a, pour ainsi dire, effleuré le sol, quitte sa première exploitation, la cède à un autre cultivateur, et va de nouveau, dans l'immensité des forêts, fonder un nouvel établissement agricole, qui devient pour ses enfans un nouveau point de départ vers d'autres contrées lointaines ; en sorte que cette population vivace semble, pour ainsi dire, provigner sur toute la surface du vaste continent américain.

Il faut que les circonstances morales et politiques de ces nouveaux cultivateurs leur aient été bien favorables, puisque le nombre de cinquante mille individus environ, tant hommes que femmes et enfans qui existaient, en 1650, dans les treize Etats-Unis d'Amérique, offre aujourd'hui une population de cinq millions d'ames, suivant les pièces officielles

du recensement de l'année 1799; c'est-à-dire, qu'en un siècle et demi le résultat est cent fois la population originelle.

Nous avons vu que la population totale de la Gaule ne s'élevait guère à plus de dix millions, au moment de l'invasion des Francs, vers le cinquième siècle; et qu'après plus de trois siècles de guerres civiles jusqu'à Charlemagne, les nouveaux établissemens des conquérans purent à peine compenser les mortalités, et que le seul effet des guerres presque continuelles fut uniquement de diminuer le nombre des personnes libres, estimé être de deux millions, sous la domination expirante des Romains, et seulement d'un million sous Charlemagne, contre neuf millions d'esclaves ou de serfs.

La population entière de la France devenue libre, était, vers la fin du règne de Louis XIV, de vingt millions, sur une surface moindre que l'étendue des Gaules, dont la population n'est évaluée que dix millions, sous Charlemagne.

Depuis environ mille ans, la population peut donc avoir triplé en France, sur une surface égale : c'est bien loin de l'augmentation remarquée, en cent cinquante ans, sur le continent américain.

Pendant cette longue période, on a vu dans les discours précédens, à travers quelles révolutions intérieures, les rois et les peuples sont parvenus, en France, à un établissement civil et politique; quelles difficultés il a fallu vaincre pour fonder un revenu public; quelles mesures



insuffisantes ont été prises pour garantir le trésor national de la rapine des favoris et des grands.

Enfin, *Colbert* parut, et son génie découvrit que les finances de l'Etat n'ont de véritables sources que dans le travail des habitans d'un territoire fertile, qui modifie les produits bruts en ouvrages d'utilité ou d'agrément pour la consommation locale et lointaine.

Après la minorité de Louis XIV, il existait en Europe une fermentation salubre aux progrès de la civilisation et des conceptions industrielles et commerciales. Les traditions verbales ou écrites des principes économiques et controversés entre Sully et Henri IV, déterminèrent le plan de Colbert pour l'amélioration du sol français et l'établissement des travaux productifs de toute nature.

Les désordres si récents des guerres de la ligue, les troubles et les cabales de la fronde, au moment du rétablissement de l'ordre, avaient laissé une partie de la population sans propriété : celle qui marchait à la suite des grands pour harceler et rançonner l'autorité royale, se trouvait alors sans moyens fixes et habituels de subsistance ; il fallait créer des occupations utiles à l'Etat et aux individus, pour faire aimer leur devoir à des hommes contre qui un Gouvernement sage ne déploie la force que dans un péril extrême pour la chose publique.

Telle fut la perception bienfaisante d'Henri IV, lorsque, dans de longues discussions économiques avec Sully, sur l'établissement des manufactures de soie, l'austérité du



ministre arracha à Henri ces mots sententieux d'un peu d'aigreur mêlée d'aménité : « *Avec vos bisarres réglemens, » que ferai-je de la population urbaine, et de ces femmes » et de ces filles que vous me jetez sur les bras (a)?* » Paroles d'un grand sens politique ! et, en effet, avec un système exclusif d'agriculture sans manufactures, que deviendraient ces nations vieilles chez lesquelles la population, par événemens successifs, s'est accumulée dans les cités et même dans les grands villages. Les peuples d'Asie, par exemple, supporteraient-ils des réformateurs qui prôneraient l'abandon des manufactures pour la culture du ris ? On sait qu'il se récolte par la puissance de quelques bras qui en nourrissent mille autres, au moyen d'un travail de quelques heures.

*Colbert* fut donc le fondateur, en France, du système combiné des travaux de l'agriculture et des manufactures. Il s'attacha particulièrement à faciliter les communications intérieures et la circulation des produits récoltés et fabriqués, en supprimant une partie des barrières ou douanes féodales qui en obstruaient les débouchés internes ou externes. Si *Colbert* n'eut pas un succès plus complet dans ses projets de réforme, c'est que les préjugés du temps, les privilèges et les intérêts mal compris des provinces, les entraves et le défaut de connaissances administratives des parlemens, opposèrent à ses plans bien conçus des obstacles que la seule *puissance législative* pouvait vaincre, dans les assemblées nationales, depuis 1789.

---

(a) Mémoires de Sully.

Mais *Colbert*, malgré toutes ces contrariétés, et les prodigalités personnelles de Louis XIV, et les dépenses résultantes d'un état de guerre de près de dix-huit années sur vingt-deux que dura son ministère, *Colbert*, dis-je, non-seulement changea en mieux la face des affaires, sous le rapport des finances, mais il porta la vie et l'abondance sur toute la surface du territoire français (a).

La médiocrité des talens des contrôleurs généraux, successeurs immédiats de *Colbert*, dans l'administration des finances et du commerce, ont suffisamment vengé sa mémoire des injustices de l'esprit de secte; et, pour compléter son éloge, il suffit de rapprocher le tableau des finances de l'Etat aux trois époques du règne de Louis XIV; savoir, avant et depuis *Colbert*, et pendant son ministère (b).

Dans cette période, la France acheva d'obtenir, par la gloire de ses armes et l'habileté de ses négociations, la consistance qu'elle conserva jusqu'au moment de la révolution de 1789.

Depuis François I<sup>er</sup>., nos frontières septentrionales étaient reculées et arrondies des territoires des Trois-Evêchés, de l'Alsace, de la Flandre, du Hainault, de la Franche-Comté,

---

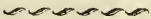
(a) Voyez, pour le développement, le livre de la *Balance* du commerce et des relations commerciales extérieures de la France, dans toutes les parties du globe, à la fin du règne de Louis XIV, et au moment de la révolution, par *Arnould*. (Paris, 1791.)

(b) Voyez note quatorzième : Etat du revenu public et des finances, sous Louis XIV.

et nous y ajoutâmes la Lorraine et la Corse, vers le milieu du dix-huitième siècle.

L'impulsion donnée par *Colbert* à l'activité productive de la population française, augmentée d'un nouveau territoire vaste et fertile, maintint la France dans un état progressif de prospérité, malgré les fautes et les malheurs des dernières années du règne de Louis XIV. La population totale qui, comme on l'a vu, était d'environ vingt millions à la mort de ce monarque, s'éleva à vingt-six millions dans l'espace de moins d'un siècle, avec la seule acquisition de la Lorraine comprenant moins d'un million, et de la Corse contenant cent vingt-quatre mille âmes, et avec l'établissement de colonies en Asie, en Afrique et sur-tout en Amérique; c'est-à-dire, que cette population fit des progrès proportionnels plus sensibles que ceux opérés pendant les dix-sept siècles qui précédèrent l'administration de *Colbert*.

Sans doute un grand nombre de causes favorables à cet accroissement furent étrangères aux conceptions de ce ministre, et résultèrent de la pente des esprits vers les occupations industrielles et commerciales; mais le génie consiste aussi à s'emparer des événemens pour les faire fructifier; et il est évident que cette aptitude au travail, dirigée par *Colbert*, s'est propagée jusqu'à nos jours, et que c'est à lui que la France est redevable d'en avoir coordonné le principe et l'exécution avec les circonstances morales et politiques qui se manifestaient de son temps.



## DOUZIÈME ÉPOQUE.

---

### DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

PÉRIODE DE 74 ANS. — DE 1715 A 1789.

LOUIS XV..... 1715. (\*)

LOUIS XVI..... 1774.

---

CE qui a lieu de surprendre dans le tableau qui précède des variations de notre droit public en matière de finance et d'impôt, c'est de voir les rois Francs abjurer l'arbitraire d'un *pouvoir fiscal* qui avait été exercé si despotiquement, dans les Gaules, par les empereurs Romains.

L'énormité de ce *pouvoir fiscal* avait entraîné des maux inouis, non-seulement par rapport à la quotité de l'impôt, mais encore eu égard à sa *perception*.

---

(\*) Première année de chaque règne.

En effet, comme on l'a vu (a), les empereurs eurent seuls le pouvoir d'établir, de changer et d'augmenter arbitrairement les impôts.

*Les gouverneurs des provinces connaissaient seuls du jugement en première instance des contestations civiles et des accusations criminelles auxquelles la répartition et la levée des tributs pouvaient donner lieu.*

*L'appel de ces jugemens ne devait être porté qu'à l'empereur ou à ses préfets du prétoire.*

A la vérité, les rois des deux premières races, et les dix premiers rois de la troisième dynastie, ayant adopté un nouveau système de dépenses publiques, par la distribution de récompenses ou de bénéfices en fonds territoriaux, ne furent pas dans le cas d'une application rigoureuse des anciennes lois fiscales romaines; mais, lorsque le besoin des ressources pécuniaires se fit vivement sentir, et qu'il fut question de fonder un revenu public à l'Etat, les rois Francs de la troisième race rendirent hommage à la propriété, en négociant des subsides, soit avec les grands vassaux de la couronne, soit avec les villes libres, soit avec les communes affranchies; non-seulement ces rois mirent en activité dans le midi de la France, dès 1250, les privilèges des Etats de Languedoc, qui reposaient sur l'édit d'Honorius, de 418, appelant le concours des notables et des propriétaires à l'établissement et à la répartition de l'impôt; mais la levée des aides ou subsides fut

---

(a) Introduction.



d'abord confiée, de l'aveu même de l'autorité royale, à des élus du peuple, et ensuite des corps judiciaires ou Cours des aides, devenus COMMISSAIRES DU ROI A VIE, et jouissant, comme tels, d'une indépendance absolue dans leurs jugemens, furent chargés du soin de régler toutes les contestations en matière d'impôt.

L'incertitude même dans les moyens d'obtenir l'assentiment des contribuables aux nouveaux subsides, les voies indirectes pour y parvenir, confirment le principe de l'indépendance de la propriété de toutes charges onéreuses sans le libre consentement des propriétaires; et dans le cadre historique qui vient d'être parcouru, on a pu remarquer, dans toutes les périodes, *L'EMPIRE CIVIL ET POLITIQUE DÉVOLU AU PRINCE; ET LE DOMAINE PUBLIC APPARTENANT AUX CITOYENS.*

La nouveauté du système à établir, en matière d'impôt, d'après les lois sacrées de la propriété, avait présenté de grandes difficultés dans l'exécution; car ce système libéral n'avait point de modèle dans les grands Etats de l'antiquité qui admettaient *l'esclavage*.

Cet état servile où se trouvait alors le genre humain, condamnait les fruits des labeurs d'une partie des hommes à être dévorés par d'autres hommes, sans cesse dans les angoisses d'une prochaine famine. C'est ainsi que l'arrivée annuelle de soixante millions de boisseaux romains, en *blé d'Afrique*, était attendue avec tant d'impatience, dans le port d'*Ostie*, que le moindre retard jetait les *maîtres du monde* dans

des mouvemens convulsifs qui compromettaient même la vie des premiers magistrats (a).

*Aurélius Victor* rapporte, qu'à une certaine époque, « CÉSAR-AUGUSTE voyant qu'il n'y avait plus, dans les greniers publics de Rome, que pour trois jours de blé, songeait déjà à s'empoisonner, si les flottes d'Afrique n'arrivaient pas dans l'intervalle (b). »

Le régime fiscal adopté par les empereurs Romains, pour les Gaules, avait été si despotique, qu'il avait en-

(a) *Le modius* ou boisseau romain était le double de notre boisseau étalon, pesant vingt livres. Le *modius* pesait donc quarante livres.

(*Métrologie constitutionnelle et primitive comparée entre elles*, t. 2.)

On donnait à Rome, suivant cette *Métrologie*, deux livres et demie de pain par jour aux esclaves employés aux travaux de la campagne, ce qui porte à conclure que chaque Romain ne consommait pas, l'un dans l'autre, au-delà d'une quantité moyenne de deux livres de blé par jour, ou environ trois septiers de Paris, par an.

Les soixante millions de *modius* équivalent à dix millions de septiers de Paris, du poids chacun de deux cent quarante livres. Cette quantité, d'après les bases ci-dessus, était destinée à nourrir toute l'année plus de 3 millions d'hommes réunis dans la cité de Rome, comprenant sa banlieue ou les territoires environnans. Il n'est pas facile de se faire une idée exacte de ce qu'une semblable population devait procurer d'angoisses au Gouvernement, qui, dans ce système économique ou financier de ce temps, était obligé, sous peine de mort, de pourvoir sans cesse à la subsistance journalière d'une si grande multitude.

(b) Voyez *État de la Gaule au cinquième siècle, à l'époque de la conquête des Francs*; 2 vol. in-12 (1805) chez Rondonneau, imprimeur ordinaire du Corps législatif.

trainé la conquête du sol et des habitans , par des nations barbares.

Les oppositions de tout genre , pour la formation d'un revenu public , furent vaincues sous Charles VII , aux Etats de 1439 , par la force et le besoin impérieux des circonstances généralement sentis de toutes les classes de citoyens , pour discipliner l'armée et entretenir la police du royaume ; mais , en rendant perpétuels les *subsides* , au lieu de les voter successivement *d'une année à l'autre* , on négligea la seule garantie qui pouvait empêcher , par la suite , les désordres dans les finances de l'Etat.

Le plus grave inconvénient qui viciât , pour ainsi dire , dès son origine , l'établissement d'un *revenu public* en France , fut , sans contredit , l'intervention du *parlement* qui , une fois rendu sédentaire à Paris , fut constitué par le hasard des événemens défenseur auxiliaire et temporaire des *droits nationaux en matière d'impôts*.

Les principes d'après lesquels ce grand corps judiciaire s'immisçait dans la formation du *revenu public* , n'était ni précis , ni incontestables aux yeux même de l'*autorité royale* , qui s'aidait de la fiction d'un *enregistrement* des édits fiscaux , pour faire croire aux contribuables que les circonstances avaient été pesées ; que les intérêts avaient été ménagés ; et que la nécessité des dépenses avait été vérifiée avant d'augmenter les charges publiques.

Ainsi , suivant la faveur dont jouissaient , et que méritaient à la cour les magistrats du parlement , on agréait

leur concours à l'administration financière, et on leur reconnaissait au moins un pouvoir discrétionnaire, au défaut d'un titre légal, pour statuer sur l'impôt.

Mais cette sorte d'*imbroglio politique*, qui n'eut pas de graves inconvéniens, tant que les charges ne furent pas considérables, et que les dépenses furent renfermées dans des bornes circonscrites, comme sous l'administration économe de Sully, devint le principe de la ruine des affaires, lorsque des besoins continuels réclamèrent en vain l'œil scrutateur des délégués nationaux, et la sanction impassible de la *puissance législative*.

Non-seulement les actes même du parlement déjà cités, et d'autres encore dont nous parlerons bientôt, prouvent, par leur texte même, le défaut de mission pour s'ingérer à imposer des charges à la propriété; mais, en ne parlant pas même de ce vice radical dans les perceptions que les *enregistremens* favorisaient, il est de toute évidence, et par la nature des choses, et par l'expérience acquise depuis des siècles, que le grand corps du parlement de Paris a tout brouillé, a tout jeté dans le cahos, en participant, sous le rapport politique, même à sa manière et avec ses réticences mentales, aux affaires de finances.

Il faut observer, sur la *nature des choses*, que les occupations sédentaires de magistrats appliqués à rendre journellement la justice, ne donnaient ni assez de loisir, ni ne leur offraient les moyens de découvrir un horizon assez étendu, pour embrasser tous les rapports et tous les intérêts d'un meilleur système d'impôt.



Le vice des anciennes lois bursales nées dans les temps d'ignorance, se perpétuait donc, et le peuple non-seulement payait beaucoup, mais il continuait de payer de la manière la plus onéreuse pour lui, et la moins productive pour l'Etat.

Ensuite, le défaut de mission ou de délégation, constaté par l'autorité royale elle-même, par ses réponses aux remontrances des parlemens, leur faisait refuser, à la volonté de la Cour ou des ministres, la communication des pièces originales de dépenses qui pouvaient motiver de plus grands besoins, pour requérir de nouveaux tributs.

Enfin, une autre conséquence funeste de cette participation fallacieuse des parlemens au vote nominal de l'impôt, était son influence ruineuse sur le *crédit public*; cette participation n'ayant pour base ni des discussions et délibérations publiques, ni une autorité légale pour garantir les engagements de l'Etat, ni une immuabilité de principes, qui empêchât la versatilité des lois, ni une censure imposante et constitutionnelle, pour s'opposer à l'excès des dépenses qui n'auraient point été utiles ou glorieuses; cette influence précaire, dis-je, réduisait les traités d'emprunts à supporter un accroissement d'intérêts pour les risques dus à des conditions non législatives, comme ces sortes de conventions en étaient susceptibles, par exemple, en Angleterre et en Hollande.

Un dernier trait va achever de montrer combien était illusoire et même monstrueuse la surveillance du parlement en matière de finances; c'est que le Surintendant Fouquet, qui était le ministre suprême des finances de l'Etat, disposait,



en cette qualité, du trésor public, et il était en même temps revêtu de la charge redoutable de procureur-général du parlement de Paris, et, comme tel, non-seulement irresponsable, mais, pour ainsi dire, inviolable. On sait quelle adresse on employa pour déterminer Fouquet à vendre cette charge, avant de le faire arrêter, et de commencer son procès.

Une longue imprévoyance sur tous ces points, laissée, pendant des siècles, au hasard des événemens, quoique d'une si haute importance, a accumulé les obstacles et les difficultés sur les affaires politiques et économiques du dix-huitième siècle, et est devenue le principe de la ruine de l'autorité royale, à la révolution de 1789.

Le parlement de Paris, après avoir eu des alternatives de pouvoir sous les minorités, et de discrédit sous les princes à grand caractère, s'aperçut enfin lui-même de sa fausse position, depuis, sur-tout, que les mépris de Richelieu (a) et les hauteurs de Louis XIV (b) eurent rendu l'influence parlementaire purement passive, jusqu'à l'époque de la régence, en 1715.

Le duc d'Orléans, en demandant alors la régence au parlement de Paris, dans la séance des pairs du 2 septembre 1715, termina son discours par ces paroles remarquables :

---

(a) En 1631, *Richelieu* fit donner audience, au Louvre, à tous les membres du parlement, à genoux devant le roi. (*Histoire du parlement de Paris*, par Voltaire.)

(b) Louis XIV, en 1655, parut à la grand'chambre, en habit de chasse et en bottes, pour gourmander le parlement. (*Histoire du parlement de Paris*, par Voltaire.)

« Mais à quelque titre que je doive aspirer à la régence, dit-il, » j'ose vous assurer, messieurs, que je la mériterai par mon » zèle pour le service du roi, par mon amour pour le bien » public, *et sur-tout étant aidé de vos conseils et de vos sages » remontrances (a).* » C'était annuler, par des promesses, l'édit de Louis XIV, de 1657, renouvelé en 1673, qui ordonnait *que jamais le parlement ne lui fit des représentations que dans la huitaine, après avoir enregistré avec obéissance.*

Le langage flatteur du régent ne le rendit pas plus docile que les rois prédécesseurs de son pupille, dans le Gouvernement de l'État, aux oppositions violentes, mais très-fondées, quoique mal motivées, du parlement de Paris, au fameux système de banque et de finances de l'Ecossois Law. Dans le lit de justice du 26 août 1718, *il fut fait défense au parlement de se mêler jamais d'aucune affaire d'Etat, ni des monnaies, ni du paiement des rentes, ni d'aucun objet de finance.*

Cette époque vit naître deux innovations qui devinrent, pour ainsi dire, les points uniques d'attaque et de défense entre l'autorité royale et le pouvoir judiciaire, dans tout le cours du dix-huitième siècle.

Pour la première fois alors, depuis le commencement de la monarchie, le parlement suspendit la justice qu'il devait aux citoyens; et, pour la première fois aussi, l'autorité royale exila le parlement en corps, hors de Paris.

---

(a) Histoire du parlement de Paris, par Voltaire.

Cette lutte, dans tout le cours du dernier siècle, eut pour cause ou pour prétexte, tantôt les affaires de finance et tantôt les prétentions du parlement à la haute police du royaume, dans les matières politiques, civiles et ecclésiastiques; mais, en définitif, l'adresse et la persévérance des ministres triomphèrent toujours des oppositions d'un corps qui avait souvent le zèle de la bonne cause, mais pas toujours les lumières politiques et économiques pour guide.

Rien ne peut mieux caractériser l'inefficacité des efforts des magistrats du parlement de Paris pour améliorer nos finances, que les raisons mises sous les yeux du régent, pour le dissuader, alors, de la convocation des *Etats généraux*.

« Que Votre *Altesse Royale*, lui disait-on, réfléchisse  
» un moment sur ce qui se passe en France, quand le roi  
» établit une loi ou crée des impôts. La loi déjà discutée  
» dans son Conseil, en émane de la plénitude de son autorité; il l'envoie à ses parlemens pour la faire connaître  
» aux peuples. Quelle force pourrait s'opposer alors à la  
» volonté du roi? Les parlemens? Ils ne peuvent faire que  
» des remontrances : encore est-ce une grâce qu'ils doivent à Votre *Altesse Royale*; le feu roi, extrêmement  
» jaloux de son pouvoir, leur ayant sévèrement défendu  
» d'en faire; et si toutes leurs remontrances finies, il ne  
» plaît pas au roi de retirer ou de modifier la loi, ils  
» doivent l'enregistrer; si, au contraire, le parlement le  
» refuse encore, le monarque lui envoie des ordres ultérieurs. »

« Votre *Altesse Royale* connaît-elle des moyens efficaces  
 » pour s'opposer aux entreprises d'une assemblée vérita-  
 » blement nationale, qui résisterait à ses volontés? Le  
 » monarque pourrait-il dire à la Nation, comme au par-  
 » lement, VOUS N'ÊTES PAS LA NATION? Pourrait-il dire aux  
 » représentans de ses sujets, VOUS NE LES REPRÉSENTEZ PAS?  
 » Un roi de France pourrait-il exiler la Nation, pour se  
 » faire obéir, comme il exile ses parlemens? pourrait-il  
 » même faire la guerre à la France, en cas de refus de  
 » nouveaux impôts? Le roi est assuré de ses troupes contre  
 » le parlement; le serait-il contre la France assemblée?  
 » Où frapperaient donc le soldat, l'officier, le général, sans  
 » frapper contre leurs compatriotes, leurs amis, leurs parens  
 » ou leurs frères? N'oublions jamais que le dernier malheur  
 » des rois, c'est de ne pas jouir de l'obéissance aveugle du  
 » soldat; que compromettre ce genre d'autorité, qui est la  
 » seule ressource des rois, c'est s'exposer aux plus grands  
 » dangers; *c'est-là véritablement la partie honteuse de notre*  
 » *monarchie*, qu'il ne faut pas montrer, même dans les  
 » plus grands maux de l'État (a).

Voilà donc, suivant un principal ministre, où en était, depuis 1302, première époque des assemblées des *États généraux*, et au commencement du dix-huitième siècle, notre *droit public en matière de finances et d'impôts*; mais nous allons reconnaître dans les derniers actes du parlement, peu avant 1789, cette nullité absolue de toute

---

(a) Mémoire imprimé du cardinal *Dubois*, pour dissuader le régent de la convocation des *États généraux*.

garantie des propriétaires, relativement aux charges publiques.

A mesure que les causes de divisions se multipliaient entre l'autorité royale et la haute magistrature, et que l'embarras des finances augmentait, les rouages de la machine politique, assemblés par le hasard des siècles et des événemens, se froissaient et se détraquaient.

Jusques - là, la Cour n'avait repoussé les prétentions du parlement à la *puissance législative*, que par des *lettres de jussion*, ou ordre d'obéir, par des séances royales, par des lits de justice, des lettres-de-cachet ou d'exil des membres ou du corps entier du parlement; mais les résistances et l'aigreur étant au comble, en 1770, elles amenèrent une coalition entre tous les parlemens du royaume.

Le parlement de Paris s'unit, à cet effet, avec les autres parlemens, et prétendait ne faire avec eux qu'un corps, dont il était le principal membre. Tous s'appelaient alors *classes du parlement*: celui de Paris était la première classe; chaque classe faisait des remontrances sur les édits et ne les enregistrait pas. Il y eut même quelques uns de ces corps qui poursuivaient juridiquement les commandans de province, envoyés à eux de la part du roi, pour faire enregistrer. Quelques classes décernèrent des prises-de-corps contre ces officiers (a).

Cette étonnante anarchie fut réprimée par une réforme

---

(a) Histoire du parlement de Paris.



imposante dans la justice et la haute magistrature, réforme dont la durée ne passa pas le règne de Louis XV, mort en 1774.

A cette époque, les parlemens furent rétablis avec leurs anciennes prérogatives, à quelques modifications près, relatives au mode de délibérations et d'assemblée des chambres.

En consultant le tableau des finances, aux trois époques, savoir : de la régence, de la mort de Louis XV et de la convocation des Etats généraux, en 1789 (a), on se convaincra que le règne de Louis XVI ne fut pas plus favorable que les précédens à l'ordre dans les finances; et cependant cette période présente au timon de l'Etat, des hommes d'un grand mérite dans plus d'un genre, et qui grossissent la foule des vingt-six contrôleurs-généraux ou ministres des finances, qui furent appelés envain, depuis 1715, au rétablissement des affaires économiques (b).

Mais l'édifice politique était frappé au cœur; nul principe n'était généralement admis; *le droit public national* n'existait pas, ou était dans le vague d'une convocation d'Etats généraux, et l'autorité royale démasquait

(a) Voyez *note seizième* : Etat du revenu public et des finances, sous les règnes de Louis XV et de Louis XVI.

(b) Voyez *note vingt-cinquième* : Table chronologique des Surintendans des finances, des Contrôleurs-généraux et Ministres des finances, depuis *Enguerrand de Marigny* jusqu'à nos jours.

son impuissance, soit en changeant inopinément ses ministres, et rétractant sans cesse ses édits, soit en soumettant à des *notables* des plans de réforme, ou enfin en voulant ressusciter d'antiques formes monarchiques, et transmettre la vaine formalité de l'enregistrement à une *cour plénière*, proclamée en lit de justice à Versailles, le 8 mai 1788 : elle était composée, à la vérité, d'hommes accrédités à la Cour, dans la capitale et dans les provinces; mais ces dignitaires ne pouvaient jamais être, aux yeux des contribuables, que des commissaires dévoués à l'autorité royale, ou qui, peut-être, en seraient devenus rivaux, au lieu d'être délégués de la nation avec une généralité et une légalité de pouvoirs, qui admissent toutes délibérations prudentes et efficaces.

Les derniers actes du parlement de Paris, dans cette crise mémorable, sont du domaine de l'histoire, comme aveux authentiques qu'il n'existait en France, au moment de la révolution, pour le malheur même des rois comme des peuples, *aucun droit public national en matière de finance et d'impôt*. Nous allons réunir ces derniers traits, qui sont des plus caractéristiques, et qui confirment toute la doctrine que nous avons précédemment développée.

L'éloquent *Séguier*, voulant fixer l'attention des magistrats sur l'importance de leurs délibérations, s'exprimait ainsi : « *l'administration des finances*, Messieurs, est devenue la base de tous les Gouvernemens; cet objet seul commande à tous les autres, et influe jusques sur la législation française. Souvent il fait taire les lois elles-mêmes;

ce

» ce sont les besoins du moment qui exposent les tribu-  
 » naux aux coups d'autorité les plus inattendus. On a  
 » suspendu l'activité des Cours souveraines, pour se déba-  
 » rasser des réclamations, toujours impuissantes, que le  
 » bien public les obligeait de renouveler sans cesse; on  
 » a voulu faire craindre pour la liberté, lorsqu'on se pro-  
 » posait d'envahir les propriétés (a).

Le conseiller au parlement qui, le dernier, a été rap-  
 porteur des finances, auprès de ce corps judiciaire, ré-  
 sumant les désordres de cette partie, dit : « les temps  
 » passés aussi offrent à l'œil véritablement observateur  
 » une foule de maux, qu'un crédit bien ménagé eût pré-  
 » venu : Dans des siècles plus reculés, une soldatesque ef-  
 » frénée, s'indemnisant par ses brigandages, des suspensions  
 » ou des retards de sa solde; dans des temps plus voisins,  
 » des aliénations des revenus de la couronne, des enga-  
 » gemens à vil prix de ses domaines, des créations immo-  
 » dérées d'offices de toute espèce et de tout genre; les pri-  
 » vilèges les plus précieux changés contre de l'argent, la  
 » noblesse mise à l'encan; et enfin une fiscalité détestable,  
 » s'attachant sur toutes les branches de l'industrie, fati-  
 » guant le commerce dans tous ses détails, et, déjà nui-  
 » sible pour le moment, tarissant d'avance toutes les es-  
 » pérances de l'avenir (b). »

---

(a) Discours de M. *Antoine-Louis Séguier*, avocat général, à la séance des Pairs, du 24 septembre 1788.

(b) Rapport de M. l'abbé *Tondeau*, sur l'édit de l'emprunt de 420 millions, enregistré à la séance royale au parlement, le 19 novembre 1787.

Enfin, en abordant la question de *droit*, voici l'*ultimatum* du parlement de Paris.

« Je vous supplie, SIRE, disait le *premier président*, de  
 » prendre en considération que, dans la crise annoncée,  
 » avouée et reconnue dans l'assemblée des notables, votre  
 » parlement ne pouvait délibérer légalement *qu'avec le*  
 » *secours des connaissances et des lumières qu'il a sol-*  
 » *licitées.* . . . . .

» Le principe constitutionnel de la monarchie française  
 » est que les impositions soient consenties par ceux qui  
 » doivent les supporter. . . . .

» Si votre parlement a cru, depuis plusieurs années,  
 » pouvoir répondre à Votre Majesté de l'obéissance des  
 » peuples en matière d'impôt, il a souvent plus *consulté*  
 » *son zèle que son pouvoir.* . . . . .

» Vos magistrats ne peuvent accorder un acquiescement  
 » que votre parlement donnerait *sans qualité*, sans fruit  
 » et sans effet pour le service de Votre Majesté. . . . .

» Dans l'impossibilité où se trouve, SIRE, votre parle-  
 » ment de voter pour des impositions aussi accablantes,  
 » il ne peut que réitérer les instances les plus vives, à  
 » l'effet de supplier VOTRE MAJESTÉ, *pour le rétablissement*  
 » *de ses finances*, qu'il vous plaise d'accorder la convoca-  
 » tion des *Etats généraux* (a). »

---

(a) Discours de M. le Premier Président du Parlement, au lit de justice, tenu à Versailles, le lundi 6 août 1787.

La Cour des aides adhéra à ces principes; elle proclama  
 « que, si, dans l'espoir d'une libération prochaine, la Cour  
 » s'est cru permis d'autoriser la levée de certains impôts,  
 » elle a plutôt présumé de l'amour des Français, qu'elle  
 » *n'a mesuré l'étendue d'un pouvoir* que le roi lui-même  
 » ne peut communiquer à ses Cours, *puisqu'il n'appar-*  
 » *tient qu'à la Nation*.....

» Que la Cour est plus fondée qu'aucune autre à deman-  
 » der les *Etats généraux*, elle qui fut créée à leur demande  
 » au moment où ils accordèrent au roi Jean, des secours  
 » volontaires (a). »

Ce fut en conséquence de ces aveux solennels que se fit la convocation des *Etats généraux* de 1789. Toutes les assemblées primaires ou bailliagères, quelque divisées qu'elles fussent d'ailleurs, sur divers points politiques également d'une haute importance, n'eurent qu'un avis sur le *vote libre et annuel de l'impôt*; et, comme si le clergé eût voulu expier la négligence de ses antiques prédécesseurs dans les sièges apostoliques à fonder un droit public national au moment de la conquête, il requit, d'une manière impérative, par ses cahiers : *que la durée des impôts ne soit jamais indéfinie et qu'elle soit toujours à temps; que cette durée ne puisse s'étendre au-delà du temps intermédiaire entre l'assemblée qui les aura consentis et l'assemblée suivante.*

Toute la France, légalement assemblée, répéta ce même

---

(a) Arrêté unanime de la Cour des aides, toutes les chambres assemblées le 18 août 1787.



mandat à ses députés aux *Etats généraux*, *LE VOTE LIBRE ET ANNUEL DE L'IMPÔT*.

C'est une question oiseuse, quoique sérieusement agitée, de savoir si la quotité du déficit de cinquante, ou même de cent millions et plus dans les finances de l'Etat, a été la seule et véritable cause de la convocation des Etats généraux et de la révolution de 1789.

On a vu qu'à plusieurs époques de l'histoire de France, les affaires de finances avaient été dans un plus grand désordre que dans la période qui nous occupe; sans remonter à des temps trop éloignés, nous citerons la dette énorme existante à l'avènement d'Henri IV, et toutes les déprédations réprimées par Sully. Cependant les finances se rétablirent par un régime d'ordre et générateur même de la prospérité générale et particulière.

Les dilapidations renouvelées sous la minorité de Louis XIII et sous celle de Louis XIV, disparurent par la savante administration de Colbert. Enfin, l'Etat était considérablement obéré à l'avènement de Louis XV, mais la longue et pacifique administration du cardinal Fleury rétablit encore, avant la guerre de 1740, la balance entre la recette et la dépense.

Depuis cette époque, *les causes de déficit* se multiplièrent et se succédèrent avec un caractère alarmant, soit par les procédés employés dans l'ordre politique et économique, soit par le poids des tributs anciens, accumulés si considérablement dans le cours de deux siècles, et qui pesaient sur

le moment présent de manière à ne pas permettre, sans refondre et compromettre tout le système, les viremens plus faciles dans les temps antérieurs et à une époque où les rouages d'une aussi vaste machine étaient moins compliqués.

*Les anticipations* ou la faculté de dépenser par avance *les revenus publics*, procurèrent de malheureuses facilités pour obérer l'Etat et augmenter les charges publiques. *Ces anticipations* s'élevaient à cent quatre-vingt-six millions, en 1715, époque de l'avènement de Louis XV à la couronne : l'administration rigoureuse de l'abbé Terray les réduisit, en 1773, à trente millions; et les largesses de M. de Calonne les portèrent à la somme de deux cent cinquante millions, suivant les états fournis aux notables en 1787 (a).

Ainsi, l'on peut réduire aux quatre points suivans, les principes de tous nos embarras en finances, savoir :

*VUIDE DE LA RECETTE;*

*REVENUS CONSOMMÉS D'AVANCE;*

*DETTES EXIGIBLES DU PASSÉ;*

*EXCÈS DES DÉPENSES SANS CONTRÔLE LÉGAL.*

On peut donc conclure que les *déficits* et les *anticipations*, toujours renouvelés, furent l'occasion du rappel aux principes; mais que la véritable cause de la nécessité d'une convocation d'Etats généraux fut l'absence d'un *droit public*

---

(a) Voyez *note dix-septième* : Tableau des *anticipations* sur les revenus publics, à différentes époques du dix-huitième siècle.

*permanent en matière de finances et d'impôts*, dont l'application usuelle eût prévenu de grandes crises en n'exposant point à nu l'autorité royale, et en la protégeant même d'une délégation nationale devenue habile pour ainsi dire, par des *soins quotidiens*, à concourir sans convulsion au rétablissement des affaires économiques.

Ceci n'est point une vaine spéculation ; les révélations que contiennent des *Mémoires secrets*, rendus publics depuis, sur les alarmes de la Cour, au moment où la fermentation des esprits s'alimentait du désordre des finances, prouvent que tout alors était dans la plus grande confusion.

Les magistrats des parlemens appelés à l'assemblée des notables de 1787, avaient, chez le Garde des sceaux faisant les fonctions de chancelier, des conférences journalières pour allumer et diriger par leurs correspondances respectives, les oppositions de tous les parlemens du royaume contre le *plan de réforme des finances* ( *a* ).

Les castes du clergé et de la noblesse se confédéraient par les soins des plus accrédités d'entre eux, pour maintenir leurs privilèges, en repoussant de concert l'*impôt territorial* ( *b* ).

De son côté, le ministère appelait les publicistes à éclairer sa marche sur les prérogatives des Français, en matière

---

(*a*) Mémoires du baron de Bésenval, lieutenant-colonel des Gardes-Suisses, écrits par lui-même. (Paris, 1805.)

(*b*) *Idem*.

d'*Etats généraux*, et du *vote solennel* de l'impôt (a) : enfin, l'autorité royale placée sur un volcan, n'avait aucun refuge dans les oscillations effrayantes du pouvoir suprême.

Nous allons rechercher, dans les deux sections suivantes, comment les erreurs, les angoisses et les travaux de nos pères, doivent fructifier à leurs enfans.

---

(a) Arrêt du Conseil, du mois de juillet 1788, au *Rapport de l'archevêque de Sens*, principal ministre.



---

## TREIZIÈME ÉPOQUE.

---

### ASSEMBLÉES NATIONALES PERMANENTES (a).

DE 1789 AU 18 BRUMAIRE AN VIII (1800).

---

LA violence du pouvoir fiscal, exercé par les Empereurs romains, entraîna la ruine de leur domination dans les Gaules.

Quatorze siècles après, la débilité de ce pouvoir va devenir l'occasion de la plus étonnante révolution, et amener une nouvelle organisation sociale dans cette même contrée.

Les preuves de l'absence d'un droit public, en fait de finances et d'impôts, résultent de tous les développemens historiques qui précèdent et qui montrent ce droit national flottant, en France, depuis cinq siècles, entre la puissance

---

(a) Les Assemblées nationales, depuis 1789, sont appelées *permanentes*, comme elles l'ont été en effet, pour les distinguer des Assemblées nationales temporaires, qui ont eu lieu à diverses époques et à de grandes distances, pendant les cinq siècles précédens.



législative ou les Etats généraux, l'autorité royale ou ministérielle, et l'arbitrage qui était exercé officiellement par les parlemens, ou qui leur était commandé.

Nous avons vu les deux premières dynasties s'éteindre à une période où les affaires politiques et économiques étaient réduites à des moyens insuffisans pour effectuer les services publics par la distribution des capitaux en fonds de terre.

La troisième dynastie, par l'abus immodéré des emprunts et autres ressources pécuniaires, s'est vue forcée, à la fin du dix-huitième siècle, de mobiliser une partie du territoire, sous le nom de *biens nationaux*, afin d'affranchir la totalité du sol de la France des redevances ou impôts annuels, dont il se trouvait surchargé pour l'acquit des intérêts d'une dette énorme et d'engagemens de toute espèce accumulés depuis des siècles.

Le revenu public ordinaire s'élevait, en 1789, à environ quatre cent soixante-quinze millions (a). Il y avait à déduire annuellement sur cette somme au moins deux cent cinquante-sept millions, pour les rentes et intérêts de toute nature de la dette, tant exigible que fondée en perpétuel ou viager, et pour celle résultante des offices et charges civiles et militaires et de justice (b).

(a) Voir *note seizième* : Etat du revenu public et des finances, sous Louis XV et sous Louis XVI.

(b) Rapport sur la dette publique, fait à l'Assemblée nationale, au nom du comité des finances, le 27 août 1790, par M. de Montesquiou, député de Paris.

En se résumant sur les conséquences du désordre des finances de la monarchie française, on apercevra des résultats effrayans dans la création de papiers-monnaie-forcée au commencement et à la fin du dix-huitième siècle, savoir : *les billets de la banque de Law et les assignats*. Malgré que ces deux innovations financières aient eu un mécanisme différent, ils ont l'un et l'autre ce type commun, *le besoin impérieux de libérer l'Etat*.

Dans plus d'un pays on avait vu se former des banques de crédit, de dépôt, de compensation, de commerce, ou des établissemens politiques pour faciliter les services du trésor national; mais, nulle part qu'en France, on n'avait créé, en moins d'un siècle, deux papiers de remboursement artificiel, destinés à engloutir les fortunes particulières, c'est-à-dire, les fruits et les sources du travail, de l'industrie et de la richesse, et cela comme un prétendu remède pour sauver la propriété générale ou les finances publiques.

Durant ces crises mémorables, tous les intérêts se divisèrent entre les débiteurs qui voulaient, comme l'Etat, s'acquitter à tout prix; et les créanciers qui, par l'activité des combinaisons, cherchaient à se soustraire à une ruine totale, en passant à d'autres leurs paiemens en valeurs fictives. Ces créanciers entraînaient donc, dans le même système de libération, les propriétaires et les commerçans, et même les citoyens de toutes les classes, qui, auparavant, n'avaient que la redevance de l'impôt pour connexion avec les finances publiques. Pendant cette tourmente, l'étranger, spéculateur assuré, dépouillait et le commerce et les finances,

et le royaume qui, désuni dans ses parties, était livré à la langueur et à l'impuissance.

Je passerai sous silence le parallèle des détails et de l'exécution de l'un et l'autre système : mais ce qui doit faire désormais l'objet de la méditation de l'homme d'Etat, c'est ce phénomène politique, *le partage des terres*, opéré, pour la première fois, à la fin du dix-huitième siècle, par la magie du calcul et de l'*assignat* ; tandis que, jusqu'alors, la division du territoire, dans les grandes crises des nations, s'était réalisée par la force des armes. Nouvelles preuves irréfragables que, depuis l'abolition de l'esclavage, le principe moteur de la civilisation est entièrement changé ; ce qui est de toute évidence, quand bien même ces mots (introduits récemment dans toutes les langues de l'Europe) *dette publique, caisse d'amortissement, liste civile, budget, puissance législative*, ne rappelleraient pas sans cesse que les deux pivots des sociétés modernes sont, TRAVAIL et PROPRIÉTÉ.

Ce sont les progrès toujours croissans des lumières qui ont créé ces nouveaux rapports essentiels, et qui font que tel propriétaire, soit agriculteur, soit manufacturier ou négociant, déploie, pour se garer des erreurs et des fautes de certaines administrations, plus de connaissances positives, plus de prévoyance et plus de ressources d'esprit, qu'il n'en faut pour gouverner tel Etat moderne.

*Montesquieu* a remarqué que, chez nos pères, *les fiefs* ou le lien politique entre le prince et les *fidelles*, étaient des *chevaux de bataille, des armes, des repas*. Aujourd'hui

ces *fiefs* ou ces nouveaux liens politiques, ce sont l'agriculture, les manufactures, les comptoirs ou les banques, la navigation et les colonies.

Ainsi, telle nation qui, pour entretenir son *établissement politique*, a besoin d'un milliar de subsides, voit le travail et le commerce fournir les dix-neuf vingtièmes de ce milliar, au lieu d'un seul vingtième que donnerait le produit inerte ou spontanée de la terre. Par quelle illusion le cabinet de Londres veut-il donc épouvanter l'Europe du fantôme de monarchie universelle, avec l'idée de conquêtes continentales sans bornes? Conquêtes qui périraient dans la main du vainqueur, en désorganisant le système actuel du travail, seul productif des relations sociales; ce sont bien plutôt les principes exclusifs de l'Angleterre pour s'assurer la domination des mers qui limitent, et pour elle et pour les peuples comme pour les princes, les véritables sources de l'abondance des subsides, fruits de la paix et de la sécurité du commerce général de l'Europe.

Qu'il s'élève sur le continent un peuple, unique dominateur; que ce soit ou la Russie ou l'Autriche, ou même la France, quoique récemment réorganisée sur des bases anti-féodales, et l'on verra bientôt les sociétés, rentrées dans le cahos, se recommencer au point d'où elles sont parties, lorsque l'énormité du pouvoir fiscal des empereurs romains tarissait toutes les sources des subsides, et à l'époque où par suite de l'inondation et de la conquête des Barbares, les terres et les hommes demeurèrent la proie de milliers de *châtelains*, qui disposaient, *corps* et *biens*, de plusieurs millions d'autres hommes.

La source des subsides ainsi tarie, l'autorité royale ou impériale se trouverait de nouveau aux prises avec de grands vassaux, dont il faudrait long - temps maîtriser la malveillance ou récompenser l'attachement par des paiemens en capitaux ou nature de terres et d'hommes, avant que l'autorité centrale fût à portée de revenir faire cause commune avec les peuples. Le cercle aurait été encore une fois parcouru; et les Gouvernemens, aveuglément ambitieux, étoufferaient les germes de leur revenu public dans l'excès même de leurs efforts pour accroître sans bornes leur population et leur territoire.

C'est cependant au vrai le rêve dont l'Europe est bercée sans cesse et à dessein par l'Angleterre.

Tout cela était écrit lorsque j'ai été appelé, comme membre de la Députation du TRIBUNAT, à parcourir deux cents lieues dans l'intérieur de l'Allemagne, sur le champ de bataille des invincibles légions de deux cent mille français. VIENNE voit dans ses murs la GRANDE ARMÉE triomphante et pacifique : et la modération du HÉROS VAINQUEUR justifie complètement l'exactitude de tous les principes que j'ai développés d'après l'expérience des siècles.

La circulation en France, pendant près de dix années, d'un signe représentatif des terres sous le nom d'*assignats*, qui constitue le système transitoire de nos finances, sous les assemblées nationales permanentes, est une conception hardie, mais ce n'est pas l'œuvre la plus surprenante de la *puissance législative*.



La réforme des bases originellement vicieuses de l'impôt, inutilement tentée, depuis deux siècles, par Colbert, par Machault et par Turgot, et même avec le secours des diverses assemblées des notables, et en dernier lieu, avec celle de 1787, cette réforme, dis-je, avait échoué contre l'impuissance des moyens d'exécution. Il fallait une autorité aussi imposante que courageuse et universelle pour briser cette machine gothique qui protégeait, par l'illusion de son antiquité, les privilégiés et tous les abus d'une féodale bursalité.

La première prise de possession du domaine législatif des subsides, effectuée par l'assemblée constituante d'après les principes manifestés dans les assemblées primaires ou bailliagères sur le *vote libre et annuel de l'impôt*, résulte de sa proclamation du 17 juin 1789. Elle porte en substance :  
« L'assemblée nationale, considérant que le premier usage  
» qu'elle doit faire des pouvoirs dont la nation recouvre  
» l'exercice, sous les auspices d'un monarque qui, jugeant  
» la véritable gloire des rois, a mis la sienne à reconnaître  
» les droits de son peuple, est d'assurer, pendant la durée  
» de la présente session, la force de l'administration publique ;

» Voulant prévenir les difficultés qui pourraient traverser  
» la perception et l'acquit des contributions, difficultés  
» d'autant plus dignes d'une attention sérieuse, qu'elles  
» auraient pour base un principe constitutionnel et à jamais  
» sacré, authentiquement reconnu par le roi, et solennellement proclamé par toutes les assemblées de la nation ;

» principe qui s'oppose à toute levée de deniers et de contributions dans le royaume, sans le consentement formel des représentans de la nation.

» Considérant, qu'en effet, les contributions, telles qu'elles se perçoivent actuellement dans le royaume, n'ayant point été consenties par la nation, sont toutes illégales, et, par conséquent, nulles dans leurs création, extension ou prorogation ;

« Déclare, à l'unanimité des suffrages, consentir provisoirement, pour la nation, que les impôts et contributions, quoiqu'illégalement établis et perçus, continuent d'être levés de la même manière qu'ils l'ont été précédemment, et ce, jusqu'au jour seulement de la première séparation de cette assemblée, de quelque cause qu'elle puisse provenir.

« Passé lequel jour, l'assemblée nationale entend et décide que toute levée d'impôts et contributions de toute nature qui n'auraient pas été nommément, formellement et librement accordée par l'assemblée, cessera entièrement dans toutes les provinces du royaume, quelle que soit la forme de leur administration. »

Toutes les Cours souveraines, et notamment le *Parlement de Paris*, s'empressèrent, par l'organe de leur Président, de venir rendre hommage à la *Puissance législative*, et abjurer pour jamais, devant elle, la dangereuse mission, qu'elles s'étaient arrogée si long-temps, de suppléer les assemblées nationales.

L'assemblée constituante attaqua, dans ses racines, le système d'impositions croulant déjà de vétusté, en organisant, sur de nouveaux principes, la division du territoire, et l'homogénéité de la population entière de la France.

La division en *départemens* fit disparaître les privilèges locaux des provinces, comme l'abolition de tous les droits féodaux fondés sur la servitude personnelle fut le principe de l'assujettissement général de tous les Français à l'impôt.

*La taille* qui, dans le système féodal, était une redevance levée par les barons et grands vassaux sur les habitans de leurs domaines, était devenue, par extension ou concession, un des premiers élémens du *revenu public* des rois de France; mais en partant toujours de cette première notion, que la *taille* était l'équivalent du service militaire auquel les nobles étaient personnellement soumis, une foule de privilégiés avaient obtenu, à prix d'argent dont il ne restait plus que de gros intérêts à payer annuellement par l'Etat, des exemptions d'impôts plus ou moins étendues.

*La contribution foncière* qui, aujourd'hui, remplace l'ancienne taille et les vingtièmes, pour la partie qui atteignait les fonds de terre, fut réglée, quant à son mode d'établissement, par la loi du premier décembre 1790. Elle détruit tous les anciens privilèges personnels, réels, ou territoriaux, en matière d'impôts; elle assujettit l'universalité des immeubles à une contribution proportionnée au revenu (effectif ou présumé) qu'ils donnent.

On peut voir dans les rapports et discours prononcés, tant aux diverses assemblées nationales, qu'au corps législatif, et au tribunat, le point de perfection que réclame *la contribution foncière*, qui est bonne dans son principe organique, mais qui exige des améliorations dans sa quotité, dans sa fixité et dans sa répartition.

Toutes les questions relatives à l'*impôt territorial*, ou à la contribution foncière, ont été tellement éclaircies depuis la première assemblée des notables en 1787, soit dans les *sept BUREAUX* de cette même assemblée, soit dans des écrits polémiques, ou dans des discours prononcés à la tribune de la représentation nationale, qu'enfin le département des finances a dû regarder comme indispensable de s'occuper actuellement d'un *cadastre général de la France*. Lorsque ce grand et utile travail, déjà commencé, sera terminé, et qu'il aura été vérifié, il deviendra le *GRAND LIVRE TERRIER* des cinquante mille communes de l'Empire français (a).

Les droits sur les *transactions*, sur le *timbre*, l'*enregistrement*, les *greffes* et autres, et ceux sur les consommations, *aides*, *gabelles* et *tabacs*, ont été dépouillés, par les assemblées nationales permanentes, de toutes formes violentes de perceptions; et leur suppression ou leur remplacement ont été signalés par l'abolition des dispositions pénales entraînant punition corporelle pour simple contravention, sans rébellion à main armée, aux lois fiscales.

---

(a) Cinquante mille communes, en y comprenant celles des trois départemens du ci-devant *État de Gènes*.



Quant aux droits de circulation dans l'intérieur de la France, les douanes, ou barrières de province à province, ont été entièrement abolies, et tout le système de l'impôt sur les marchandises a été circonscrit sur les côtes ou à la frontière, dans toute la vaste circonférence de la France : opération majeure et féconde en utiles résultats, sur l'exécution de laquelle avaient échoué et le génie de Colbert et la puissance de Louis XIV.

Il faut étudier dans les codés financiers et dans les commentaires et explications qui ont eu lieu à la tribune nationale, les autres parties d'amélioration de notre système actuel général d'impositions; on n'y remarquera, sans contredit, ni ces abus révoltans du pouvoir fiscal exercé par les Empereurs romains dans les Gaules, ni ces élémens gothiques de féodalité qui ont présidé si long-temps à la rédaction de nos lois bursales, dans l'absence d'un droit public national. Tout ce qu'exige encore de perfection le système financier organisé par les assemblées permanentes, doit trouver ses moyens d'exécution dans le concours périodique de la *puissance législative* AU VOTE LIBRE ET ANNUEL DE L'IMPÔT.

Les assemblées nationales permanentes, en constituant l'ordre politique, ont posé le principe générateur de l'ordre économique, toujours d'après le mandat exprès des assemblées primaires ou bailliagères de 1789.

L'article premier du titre V de l'acte constitutionnel de 1791 porte : « *Les contributions publiques seront délibérées* » et *fixées, chaque année, par le Corps législatif, et ne*



» pourront subsister au-delà du dernier jour de la session  
 » suivante, si elles n'ont pas été expressément renou-  
 » velées. »

L'acte constitutionnel de fructidor an III, portant création du gouvernement directorial, s'exprime ainsi, art. 302 :  
 « Les contributions publiques sont délibérées et fixées ,  
 » chaque année , par le corps législatif. A lui seul appar-  
 » tient d'en établir ; elles ne peuvent subsister au-delà d'un  
 » an, si elles ne sont expressément renouvelées ».

GRACES SOIENT DONC RENDUES A JAMAIS, POUR L'OEUVRE COURAGEUSE ET CIVIQUE DES ASSEMBLÉES NATIONALES, DEPUIS 1789, qui ont reconstitué toutes les parties de l'impôt, sur des bases universelles, politiques et humaines, bases que le génie militaire des Romains avait ensanglantées et que la barbarie des siècles suivans avait méconnues !

Cependant, il ne faut pas le dissimuler, pour l'instruction des générations futures, c'est que cette vaste et généreuse entreprise de refondre le système entier des impositions d'une grande nation, a manqué d'être fatale à son indépendance.


Les anciens impôts n'existaient plus; les contributions en remplacement non-seulement n'étaient point établies, mais n'étaient pas même convenues ; les besoins de l'Etat étaient journaliers et sans cesse renaissans; l'ennemi était aux portes ; l'anarchie dans l'intérieur, et les assignats, ou les délégations sur les biens nationaux, sans crédit ou sans valeur.

La tribune nationale retentissait de controverses interminables sur le choix de tel ou tel impôt à convenir, tandis que cinq cent mille hommes armés étaient sans solde et sans munitions.

Le *revenu public* peut bien, dans les discordes civiles, manquer à l'entretien nécessaire de la force armée qui repousse l'ennemi extérieur; mais le *maximum*, les *réquisitions*, les *emprunts forcés en nature* de denrées, sont là pour faire payer aux peuples, mille fois, l'impôt controversé; fatales perceptions qui portent à disputer lorsqu'il faut agir, et pendant que le territoire est envahi de toutes parts et que le Gouvernement se dissout (a)!

---

(a) Voyez *note dix-huitième* : Etat du revenu public à l'époque du 18 brumaire an VIII. — Et comme point de comparaison, *Note dix-neuvième* : Rapport du Tribunat au Corps législatif, sur la *loi annuelle* des finances ou le *budget* de l'an XIII.



## QUATORZIÈME ÉPOQUE.

---

NAPOLÉON - LE - GRAND,  
EMPEREUR DES FRANÇAIS ET ROI D'ITALIE.

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.

---

LA victoire, le génie et le vœu du peuple français ont appelé NAPOLÉON-LE-GRAND, comme Empereur et chef glorieux de la quatrième dynastie, à cimenter notre droit public des finances et de l'impôt. Les honorables citoyens (*l'historien était du nombre*) qui, au 18 brumaire, ont écarté le glaive de l'étranger, et éteint les torches de la guerre civile, en plaçant BONAPARTE au timon de l'Etat, n'ont pas perdu de vue les leçons du passé, si énergiquement tracées par tout ce qui précède. *Les commissions législatives*, en assurant le présent, ont aussi pris soin de nos destinées à venir.

En effet, l'article XLV de l'acte des constitutions de l'Empire, en date du 22 frimaire an VIII, en concordance avec les principes des précédentes assemblées nationales, porte : « *Le Gouvernement dirige les recettes et les dépenses de l'Etat, conformément A LA LOI ANNUELLE qui détermine le montant des unes et des autres* ».

Nous l'avons vu dans le coup-d'œil rapide jeté sur les principaux événemens de l'histoire de France, le germe des calamités éprouvées par les princes comme par les peuples, a eu constamment sa source dans *la longue privation d'un revenu public pour la couronne; dans le défaut de contrôle légal des dépenses de l'Etat; et dans la non existence périodique de la PUISSANCE LÉGISLATIVE*, comme modératrice des intérêts respectifs de l'autorité suprême et des propriétaires fonciers et industriels de toutes les classes.

La dynastie des Capétiens avait épuisé toutes les combinaisons politiques propres à obtenir des peuples d'abondans subsides.

Les auteurs de cette dynastie, entraînés dans le même système copartageant des terres et des hommes, introduit par les Mérovingiens et suivi par les Carlovingiens, avaient retiré de ce genre d'émolument les services publics, de grandes possessions territoriales dont ils étaient pourvus lorsqu'ils expulsèrent les derniers descendans de *Charlemagne*. Ils se servirent ensuite de ces grands biens pour s'affermir eux-mêmes sur le trône. *Voilà le premier âge des finances de la France.*

Les *facultés pécuniaires* des premiers rois de la troisième dynastie consistèrent donc dans d'immenses propriétés domaniales qu'ils eurent bientôt diminuées, soit en récompensant ceux qui se montraient attachés à leur personne, soit en achetant les seigneurs qui, par caractère ou par cupidité, devenaient trop redoutables. Mais quelque considérables que fussent les possessions des premiers Capétiens, leur grande

étendue, quoique supérieure à celle de chacun des hauts barons en particulier, ne pouvait contrebalancer les moyens réunis de plusieurs grands vassaux : il fallut donc que les Capétiens se créassent des revenus fiscaux indépendans des revenus de leurs domaines. *Ce fut l'époque du second âge des finances de la France.*

Une fois que les rois de la troisième race eurent reconnu l'insuffisance ou les inconvéniens des récompenses en fiefs territoriaux, ils n'aperçurent d'abord que deux moyens supplémentaires d'obtenir les services publics. Le premier consistait à faire des levées d'argent dans l'étendue des domaines de leurs vassaux : et ce moyen les commettait journellement avec les hauts barons, qui regardaient ces tributs levés pour la couronne, comme un butin dérobé à leur propre avidité ou aux besoins réels de leur trésor. Le second moyen, ou supplément de finances, consistait à exiger avec rigueur et gratuitement le service personnel civil et militaire; de manière que toutes les charges fussent acquittées par les chefs de famille, aux dépens de leurs propriétés particulières : ce moyen, encore plus difficile que le premier, établissait en secret, dans chaque foyer, une délibération politique sur la nécessité des subsides et sur la justice ou l'utilité générale de chaque expédition ; et amenait une explosion protectrice de la résistance qui se faisait à main armée, sur tous les points de la France, à toute exécution des services publics ; un semblable mode cumulait les dissensions civiles avec l'anarchie militaire.

Les rois, successeurs des dix premiers Capétiens, aperçurent le véritable remède à de si grands désordres ; ils



ramenèrent la délibération des subsides, comme l'avaient projeté les Empereurs romains, *par l'édit de 418*, au dernier siècle de leur domination dans les Gaules, vers le point central et unique d'une Assemblée nationale et représentative des propriétaires. *C'est le troisième âge des finances de la France*

Rien ne caractérise mieux l'excellence de ce système, de faire concourir, comme aujourd'hui, les propriétaires de toutes les classes, à la formation du revenu public, sous l'influence morale et en la présence bienveillante du chef suprême de l'Etat, présidant l'ouverture solennelle de chaque session, que le succès marquant des premiers Etats généraux de France, malgré l'ignorance des temps, la gravité des obstacles et la nature imposante des grands événemens du règne de *Philippe-le-Bel*.

A la vérité, *le vote libre et annuel* des subsides flotta, depuis 1302 jusqu'en 1789, c'est-à-dire, pendant près de cinq cents ans, dans une incertitude de principes et d'actions qui accuse les Capétiens; mais les résistances à leur volonté, les embarras et les désordres des finances, en perpétuant les dilapidations, et amenant la ruine de cette propriété générale, ont cent fois et cruellement prouvé quels maux résultent de *l'absence d'un droit public en matière d'impôts*. D'un autre côté, l'histoire force à avouer que, dans ce cahos même, les rois cherchèrent à placer *le vote de l'impôt* sous des formes qui lui conciliassent la bienveillance publique.

Tout Gouvernement qui veut s'affranchir de la délibération

et

et du consentement des députés de la Nation, pour la formation du *revenu annuel*, n'a que trois moyens, plus ou moins chanceux, d'obtenir des subsides.

1°. En placer la racine dans le conseil privé du prince, pour les voter de son propre mouvement, comme dans les Etats despotiques.

2°. Les faire délibérer dans des assemblées provinciales sur tous les points divisés de la France, pour semer des germes de démocratie qui, si l'Etat ne se dissout pas, amènent une ligue fédérative.

3°. Confier le vote des subsides à un seul corps aristocratique, ou jouissant d'un vote absolu, lequel corps, rival de l'autorité suprême, soit accessible à l'or de l'étranger, et puisse, ainsi que cela est arrivé, notamment en *Suède*, à certaines époques, se servir de sa prérogative comme d'une arme propre à paralyser ou à ruiner même l'action du Gouvernement.

Une preuve irrécusable que les derniers Capétiens avaient parcouru, relativement aux finances, tous les points du cercle que nous venons de tracer, c'est que l'année qui a précédé les Etats généraux de 1789, Louis XVI était réduit à rétrograder ou à recommencer ce cercle par l'établissement, en 1788, de sa *Cour plénière*, composée d'hommes titrés et bénéficiés, tous à la dévotion de la Cour.

Il faut le dire, l'autorité royale s'était vue forcée à cette marche rétrograde, poussée dans un parti extrême, par la

conduite de ce grand corps judiciaire , qui avait usurpé sur les assemblées nationales, *le vote de l'impôt*. Les parlemens, pour soutenir leur crédit et justifier leur refus d'accorder de nouveaux subsides, se trouvant en relations directes avec les propriétaires de tout le royaume, soit par le jugement de leurs procès, soit par l'influence intermédiaire des nombreux officiers de justice, étaient en position de tourmenter l'opinion publique en sapant la monarchie jusques dans ses fondemens.

Ainsi, les temps étaient arrivés où il fallait substituer authentiquement un nouveau dogme politique à la ruine depuis long-temps consommée, de fait, de ces dogmes anarchiques qui, dans le cours des siècles, avaient propagé, dans les Gaules ou en France, les déplorables excès et les funestes conséquences du gouvernement féodal.

S'il est un principe fécond par ses résultats d'utilité publique et de gloire nationale, universellement proclamé par l'accord touchant des premières autorités de l'Etat, en fondant la quatrième dynastie, c'est ce principe auquel j'ai consacré mes développemens historiques, savoir : le *VOTE LIBRE ET ANNUEL DE L'IMPÔT*; et il suffit, pour justifier à nos derniers neveux, que les vérités politiques, si douloureusement exprimées par notre histoire, n'ont pas été méconnues, de rappeler ici la substance des actes mêmes des premières autorités, à cette mémorable époque où la couronne impériale a été décernée au GÉNIE par la RECONNAISSANCE. Ces actes sont émanés, soit du trône lui-même, soit de la *puissance législative ou tribunitienne*, soit de la *puissance politique ou sénatoriale*.

Et d'abord, en définissant dans le TRIBUNAT, au nom du Peuple français, la nature du pouvoir impérial à conférer, on établit ainsi son principe constitutif.

« L'ancienne royauté de France, la royauté féodale, pro-  
 » priétaire, ne peut revenir. Il est facile d'apercevoir que  
 » cette espèce de royauté et la forme d'Empire que nous  
 » proposons, offrent autant de différence qu'entre la lumière  
 » même et les ténèbres.

« La royauté procédait par la prise de possession du ter-  
 » ritoire, à l'envahissement du corps même des hommes  
 » qui l'habitaient, (*hommes attachés à la puissance, à la*  
 » *force, à la glebe ou à la terre*). C'était sur cette mons-  
 » trueuse fiction qu'elle établissait ses droits, ses titres, le  
 » jeu de son Gouvernement.

« Le roi des Français, tel que voulut le faire l'assemblée  
 » constituante; l'Empereur de la république française, tel  
 » que nous voulons l'établir, n'est le propriétaire ni du sol,  
 » ni de ceux qui l'habitent; il est le chef des Français par  
 » leur volonté: son domaine est moral, et aucune servitude  
 » ne peut légalement découler d'un tel système (a) ».

Quant à *la garantie de la nation française*, en fondant

---

(a) Actes du TRIBUNAT et Réplique improvisée du tribun *Carion-Nisas*, sur le vœu à émettre, tendant à ce que NAPOLEON BONAPARTE, actuellement premier Consul, soit déclaré Empereur des Français, et à ce que la dignité impériale soit déclarée héréditaire dans sa famille.

une quatrième dynastie , *l'auteur de la présente histoire* la motivait dans le *TRIBUNAT* sur les observations suivantes :

« Cette garantie , dit-il , réside sur une base fondamentale , la participation de la nation au *pouvoir législatif* , et  
 » le droit *inaliénable* qu'elle exerce par ses délégués , de déli-  
 » bérer publiquement l'impôt , de le voter , et *DE REQUÉRIR*  
 » *TOUTES PIÈCES ORIGINALES DES RECETTES ET DES DÉ-*  
 » *PENSES PUBLIQUES , POUR MOTIVER DANS TOUS LES*  
 » *TEMPS LA CONFIANCE.*

» Cette garantie que la nation s'est toujours réservée et  
 » qu'elle exerce dans ce moment , se consolide donc en ren-  
 » dant héréditaire le pouvoir exécutif en France , dans une  
 » famille dont les services , la gloire et la fortune ont pour  
 » origine ce principe constitutif de la liberté française ;  
 » principe exercé ou réclamé dans la prospérité comme dans  
 » l'adversité , pendant treize cents ans , principe cimenté au-  
 » jourd'hui de nouveau , durant quinze années , par les  
 » triomphes des héros et le sang d'un million de Français.

» Enfin , cette garantie de la nation , dans l'exercice du  
 » *pouvoir législatif* et le vote libre et annuel de l'impôt ,  
 » étant identiques avec les titres qui conduisent au rang  
 » suprême *NAPOLEON BONAPARTE* et sa famille , cons-  
 » titue l'union intime de cette illustre famille avec l'univer-  
 » salité des citoyens français , avec nos institutions civiles ,  
 » politiques et militaires , et doit assurer la stabilité du Gou-  
 » vernement et la prospérité du peuple français (a). »

---

(a) Actes du *TRIBUNAT* et Discours du Tribun ARNOULD , sur le vœu à émettre pour l'hérédité de la dignité impériale dans la famille de *NAPOLEON BONAPARTE.*



Le *SÉNAT CONSERVATEUR*, en applaudissant au vœu du *TRIBUNAT*, félicitait, par l'organe de son président, ce corps, de ses principes.

« Comme vous, *Citoyens Tribuns*, dit-il, ( en recevant d'une députation la communication du vœu du *TRIBUNAT* )  
 » comme vous, nous voulons élever une nouvelle dynastie,  
 » parce que nous voulons garantir au peuple Français tous  
 » ses droits qu'il a reconquis, et que des insensés ont le  
 » projet de lui reprendre ( *a* ). »

Par son Sénatus-consulte organique du 26 floréal an XII, le *SÉNAT* se réfère aux lois de l'assemblée constituante sur la *liste civile* à déférer à l'Empereur des Français pendant sa vie, et sur la *dotation* des membres de la famille impériale.

La session de l'an XIII a vu le *CORPS LÉGISLATIF*, pour la première fois après l'établissement du Gouvernement impérial, exercer toutes ses garanties constitutionnelles. *La force du Gouvernement impérial*, a dit son président, *a ses limites naturelles dans le droit de voter l'impôt que se réserve la nation française.*

Déjà une mémorable solennité avait offert à la France, et à l'Europe entière, le spectacle politique et religieux du sacre et du couronnement de l'*EMPEREUR NAPOLEON*,

---

(*a*) Actes du Sénat conservateur, relatifs à l'établissement du Gouvernement impérial héréditaire.

contractant à la face des autels, et entre les mains des premiers délégués ou présidens des autorités politiques, alliance éternelle avec le peuple français.

Dans cette auguste solennité, l'*EMPEREUR* assis, la couronne sur la tête et la main levée sur l'Évangile, a prononcé le serment en ces termes :

» Je jure de maintenir l'intégrité du territoire de la République; de respecter et de faire respecter les lois du concordat et la liberté des cultes; de respecter et faire respecter l'égalité des droits, la liberté politique et civile, l'irrévocabilité des ventes des biens nationaux; *de ne lever aucun impôt; de n'établir aucune taxe qu'en vertu de la loi*; de maintenir l'institution de la légion d'honneur; de gouverner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français (a). »

(a) Procès-verbal de la cérémonie du sacre et du couronnement de LL. MM. l'Empereur NAPOLEON et l'Impératrice JOSÉPHINE.

*Extrait du procès-verbal du sacre et du couronnement.*

« Le Grand - Electeur a appelé et présenté à S. M. LL. EE. MM. François (de Neufchâteau), Président du Sénat; *Defermon*, le plus ancien des présidens du Conseil d'Etat; *Fontanes*, Président du Corps législatif; et *Fabre* (de l'Aude), Président du Tribunal, qui, après avoir mis sous les yeux de S. M. la formule du serment constitutionnel, se sont rangés à la gauche du trône, sur les premières marches; le Grand-Maitre des cérémonies se tenait de l'autre côté de l'escalier, vis-à-vis le président du Sénat.

» L'Empereur assis, la couronne sur la tête, et la main levée sur l'Évangile, a prononcé le serment en ces termes, etc., etc. »

Enfin, à l'ouverture solennelle de la session du Corps législatif, en l'an XIII, l'EMPEREUR, en consacrant dans le temple de la loi, ses principes de Gouvernement, a dit : « *Si le trône sur lequel la providence et la volonté*  
*de la nation m'ont fait monter, est cher à mes yeux,*  
*c'est parce que seul il peut défendre et conserver les*  
*intérêts les plus sacrés du peuple français. . . . .*  
*. . . . . « Si la mort ne me surprend pas au milieu*  
*de mes travaux, j'espère laisser à la postérité un*  
*souvenir qui servira à jamais d'exemple ou de reproche*  
*à mes successeurs. . . . .*  
*. . . . . « En me décernant la couronne, mon peuple*  
*a pris l'engagement de faire tous les efforts que re-*  
*querront les circonstances, pour lui conserver cet éclat*  
*qui est nécessaire à sa prospérité et à sa gloire comme*  
*à la mienne. »*

Ainsi donc, a été enfin proclamé, de la manière la plus solennelle et la plus authentique, ce nouveau dogme politique des Français, cette maxime fondamentale de leur droit public des finances et de l'impôt, ce premier principe vital du Gouvernement impérial représentatif, dont l'essence est diamétralement opposée à la royauté féodale, comme au pouvoir arbitraire des Empereurs romains; savoir :

« *L'ALLIANCE DU TRÔNE, SOUS LA QUATRIÈME DYNASTIE,*  
*AVEC LE VOTE LIBRE ET ANNUEL DE L'IMPÔT FORME*  
*LA CHARTE D'ÉMANCIPATION DE LA PROPRIÉTÉ ET DE*  
*L'INDUSTRIE DES FRANÇAIS, COMME ELLE FAIT LA*  
*GARANTIE DE LA GLOIRE ET DE LA DURÉE DE LA*

» DYNASTIE DES BONAPARTE, QUI ONT CONQUIS NOS  
» CŒURS, PARCE QU'ILS ONT CIMENTÉ NOS DROITS. »

Cette maxime d'Etat, qui ressortit de l'histoire générale de nos finances, contient, tout à la fois, un plaidoyer éloquent et une instruction salutaire pour LA QUATRIÈME DYNASTIE.

FIN.

NOTES

ET

PIÈCES JUSTIFICATIVES

DE L'HISTOIRE GÉNÉRALE DES FINANCES

DEPUIS

LE COMMENCEMENT DE LA MONARCHIE.





# T A B L E

## DES NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES.



|                                                                                                                                                                                                         |         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| NOTE 1 <sup>re</sup> . <i>Édit d'Honorius et Théodose , empereurs , adressé , en 418 ,<br/>à Agricola , préfet des Gaules ,</i>                                                                         | page 1. |
| — 2 <sup>e</sup> . <i>Extrait de la loi des Visigots sur le service militaire ,</i>                                                                                                                     | 5.      |
| — 3 <sup>e</sup> . <i>Des monnaies sous les deux premières races ,</i>                                                                                                                                  | 6.      |
| — 4 <sup>e</sup> . <i>Prix comparatif des subsistances , du marc d'argent , des esclaves ,<br/>des vêtemens et armures de guerre du temps de Charlemagne ,<br/>et à la fin du dix-huitième siècle ,</i> | 9.      |
| — 5 <sup>e</sup> . <i>Fragment du traité de Hincmar , sur l'ordre du sacré palais ,<br/>sous Charlemagne , dans la partie qui regarde les assemblées<br/>communes ou nationales ,</i>                   | 15.     |
| — 6 <sup>e</sup> . <i>Etat du revenu public , sous Philippe-Auguste , de 1180 à 1222 ,</i>                                                                                                              | 21.     |
| — 7 <sup>e</sup> . <i>Traité de 1315 , entre les gens du roi et les hospitaliers (ordre<br/>de Malte ) , touchant les biens des Templiers , et réflexions<br/>sur ce traité ,</i>                       | 22.     |
| — 8 <sup>e</sup> . <i>Etat du revenu public , sous Philippe-le-Bel , de 1285 à 1313 ,</i>                                                                                                               | 30.     |
| — 9 <sup>e</sup> . <i>Etat du revenu public , sous Charles V , dit le Sage , de 1364<br/>à 1379 ,</i>                                                                                                   | 31.     |
| — 10 <sup>e</sup> . <i>Etat du revenu public , sous Charles VII et Louis XI , de<br/>1422 à 1482 ,</i>                                                                                                  | 32.     |
| — 11 <sup>e</sup> . <i>Etat du revenu public , sous Charles VIII , Louis XII et<br/>François 1<sup>er</sup> , de 1483 à 1546 ,</i>                                                                      | 34.     |
| — 12 <sup>e</sup> . <i>Etat du revenu public , sous Henri II , François II , Charles IX<br/>et Henri III , de 1547 à 1588 ,</i>                                                                         | 35.     |

IV TABLE DES NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                            |          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| NOTE 13°. <i>Etat du revenu public et des finances, sous Henri IV, de 1589 à 1610,</i>                                                                                                                                                                                                     | page 37. |
| — 14°. <i>Etat du revenu public et des finances, sous Louis XIII, de 1611 à 1642,</i>                                                                                                                                                                                                      | 41.      |
| — 15°. <i>Etat du revenu public et des finances, sous Louis XIV, de 1643 à 1715,</i>                                                                                                                                                                                                       | 43.      |
| — 16°. <i>Etat du revenu public et des finances, sous Louis XV, et Louis XVI, de 1716 à 1789,</i>                                                                                                                                                                                          | 46.      |
| — 17°. <i>Tableau des anticipations sur les revenus publics, à différentes époques du dix-huitième siècle,</i>                                                                                                                                                                             | 52.      |
| — 18°. <i>Etat du revenu public et des finances, à l'époque du 18 brumaire an VIII, et comparaison des trois époques de 1789, 1798 et 1804,</i>                                                                                                                                            | 54.      |
| — 19°. <i>Etat du revenu public et des finances, d'après le rapport fait au Corps législatif sur le budget de l'an XIII (1805.)</i>                                                                                                                                                        | 61.      |
| — 20°. <i>Tableau général du prix du blé froment dans cent deux départemens de la France, pendant dix années, depuis l'an IV (1796), époque de la reprise des transactions en numéraire dans les marchés, jusques et y compris l'an XIII (1805), d'après les mercuriales authentiques,</i> | 86.      |
| — 21°. <i>Etat particulier du prix moyen de la farine, à la halle de Paris, pendant dix ans, depuis l'an IV (1796), jusques et compris l'an XIII (1805),</i>                                                                                                                               | 90.      |
| — 22°. <i>Résumé des prix moyens du blé froment et du marc d'argent, depuis Charlemagne jusqu'à ce jour,</i>                                                                                                                                                                               | 91.      |
| — 23°. <i>Aperçu du revenu public et des dépenses ordinaires, depuis Philippe-Auguste jusqu'à ce jour,</i>                                                                                                                                                                                 | 93.      |
| — 24°. <i>Etat des revenus et de la dépense du roi, en 1724,</i>                                                                                                                                                                                                                           | 96.      |
| — 25°. <i>Table chronologique des surintendans des finances, contrôleurs généraux et ministres des finances, depuis Enguerrand de Marigny 1301 jusqu'en 1806.</i>                                                                                                                          | 106.     |
| — 26°. <i>et dernière. Chronologie monétaire des peuples anciens et modernes,</i>                                                                                                                                                                                                          | 114.     |

Fin de la Table.

---

# NOTE PREMIÈRE.

---

## É D I T

D'HONORIUS ET DE THÉODOSE,

EMPEREURS,

ADRESSÉ, EN 418, A AGRICOLA, PRÉFET DES GAULES (a)

---

« **L**ES instructions que vous nous avez adressées, *sage et illustre Agricola*, sur ce qui serait évidemment utile à nos peuples, ont achevé notre conviction sur l'importance de la constitution que nous vous transmettons, pour la faire observer invariablement à l'avenir, dans les sept provinces (b) qui sont confiées à votre surveillance.

» La nécessité où vous êtes d'être exactement informé des besoins réels des provinces, des cités et de leurs habitants, exige de leur

---

(a) Le texte latin de cet édit des Empereurs Honorius et Théodose se trouve à la suite des notes du P. Jacques Sirmond, sur les œuvres de Sidoine-Apollinaire, page 147 de la seconde édition (1612.)

Voir également, sur cet édit, l'histoire générale du Languedoc, par *Dom Vaissette*, tom. 1<sup>er</sup>. livre IV, page 175, et le texte même de ce diplôme, aux preuves et pièces justificatives à la suite de ce même volume.

(b) *Les sept provinces* étaient la Viennoise, les deux Narbonnoises, les deux Aquitaines, la Novem-Populanie, (*pays d'Auch*) et les Alpes-Maritimes.

part une communication particulière avec *Votre Grandeur*. C'est ce motif qui a principalement déterminé notre présente constitution, à l'effet de convoquer annuellement et à une époque fixe, dans la cité métropolitaine d'Arles, les citoyens notables des sept provinces, ou leurs délégués, ceux de la classe des propriétaires et les fonctionnaires publics. Là, dans une assemblée générale, tenue en présence de *Votre Grandeur*, se traiteront les affaires les plus urgentes; seront exposés les projets de réforme ou d'amélioration; seront prises, de concert, les délibérations les plus importantes sur tout ce que le bon ordre permettra de soumettre à un examen commun. Les arrêtés, pris après une discussion exacte, seront communiqués dans les provinces, afin que les peuples puissent connaître la justice et la sagesse des députés, par celles de leurs lois et de leurs ordonnances.

» Un tel établissement ne nous paraît pas moins conforme au droit de tous les citoyens, que propre à subvenir aux nécessités publiques locales.

» Nous avons fait choix de la cité *Constantine* (a) pour chef-lieu de cette réunion. La position de cette cité est très-avantageuse; son commerce est varié et étendu; l'affluence des négocians étrangers y est considérable; la facilité de ses importations et exportations est manifeste. On peut journellement trouver dans ses magasins ce qu'il y a de plus précieux dans tous les pays. On serait tenté d'y regarder comme indigènes les productions qu'elle ne doit qu'aux contrées les plus éloignées. On y rassemble les richesses de l'Orient, les aromates de l'Arabie, les friandises de l'Assyrie, les blés et les denrées de l'Afrique, les curiosités de l'Espagne, les raretés de la Gaule; en un mot,

---

(a) La cité d'Arles tenait son nom de *Constantine*, de Constantin le Grand.



c'est un entrepôt qui ne laisse rien à désirer. Favorisée par le cours du Rhône, par le voisinage et la communication de la mer, par la commodité des chemins qui l'entourent, *Arles* peut être regardée comme un centre où tout peut aboutir et en refluer sans obstacle, soit par terre, soit par eau.

» Nous avons raison de croire que notre Gaule sentira le prix de notre faveur, en lui assignant, pour point de réunion, une cité florissante où se rencontrent tous les agrémens possibles.

» C'est sans doute une semblable considération qui avait décidé Pétrone, l'un de vos illustres prédécesseurs, à y fonder un premier établissement de cette espèce. On ne peut attribuer son interruption qu'au malheur des temps, ou à l'insouciance et à l'incurie des tyrans. C'est à notre prudence à le faire revivre; c'est à vous, cher Agricola, qui nous êtes uni par les liens du sang et d'une tendre affection, à nous seconder, et à ne pas permettre l'infraction ou la suspension de notre actuelle ordonnance.

» Faites la publier dans les sept provinces. Qu'on y apprenne que, tous les ans, aux ides (*treize*) d'août jusqu'aux ides (*treize*) de septembre, les notables, les propriétaires, les juges et officiers de justice, sont obligés de se rendre à *Arles* pour y tenir une assemblée générale.

» Si toutefois ceux de la Novem-Populanie (*Auch*, cap.), et de la seconde Aquitaine (*Bordeaux*, cap.), qui sont les provinces les plus éloignées, ou si les officiers de justice sont arrêtés par quelque occupation impérieuse, qu'ils sachent qu'ils ne peuvent se dispenser d'envoyer leurs représentans.

» Nos provinces seront sans doute reconnaissantes de nos soins et de notre sollicitude; elles apprécieront le désir que nous avons de leur être utiles, ainsi qu'à la cité d'*Arles*. Notre

parent et notre patrice (le général Constance) nous a rendu un si bon témoignage de sa fidélité, que nous aimons à lui renouveler cette déclaration honorable.

» *Votre Grandeur* ajoutera aux instructions qu'elle publiera, que les juges qui manqueront au rendez-vous, seront punis d'une amende de cinq livres d'or; les notables et autres personnes ou fonctionnaires qui sont obligés de s'y trouver, seront taxés à trois livres d'or.

» Donné le 15 des kalendes de mai, par nos seigneurs, *Honorius XII* et *Théodose VIII*, Empereurs-Consuls ». (a)

---

(a) La date de cet édit répond au 1<sup>er</sup>. d'avril de l'année 418 de l'ère chrétienne, d'après Denis Le Petit.

---

---

## NOTE DEUXIÈME.

---

### EXTRAIT

### DE LA LOI DES VISIGOTS

### SUR LE SERVICE MILITAIRE.

( Livre 9 , tit. 9 , D. B. Tome 4 , page 415. )

---

« Nous ordonnons que , quiconque , soit duc , soit comte et gardinge , soit Goth , soit Romain , soit ingénu , soit même affranchi , ou qui que ce soit des esclaves fiscalins , allant à l'armée , chacun d'eux emmène avec lui *la dixième partie de ses esclaves* , pour l'expédition guerrière : de sorte que *ce dixième d'esclaves* ne paraisse pas sans armes , mais soit fourni des différens instrumens militaires ».

( *Théorie des Loix politiques de la monarchie française* , tom. 2 , pag. 270. )

---

---

## NOTE TROISIÈME.

---

### DES MONNAIES, SOUS LES DEUX PREMIÈRES RACES.

---

Sous la première et la seconde race des rois francs, le poids seul déterminait la valeur de la monnaie ; l'on conservait en masse, dans le trésor des princes, l'or et l'argent affinés ; les particuliers gardaient aussi leur or et leur argent sans être monnoyés ; ce qui fait conjecturer que l'on fabriquait fort peu de monnaie en France sous les rois de la première, de la seconde et de la troisième race, jusqu'à Philippe-le-Bel (1285), et seulement autant qu'il en fallait pour le petit commerce. L'édit de *Pistes* de 864, relatif aux monnaies, n'attribue à chaque comté, où il y a fabrication, que cinq livres d'argent à délivrer par la chambre du trésor, pour commencer à faire de la monnaie (a).

Le droit de battre monnaie, à cette époque, appartenait exclusivement au prince ; chacun pouvait rejeter ses espèces, si elles n'étaient pas de bon poids ou de bon aloi. Ainsi, le droit de monnaie ne pouvait fournir aucuns moyens d'exactions arbitraires (b).

---

(a) *Traité historique des monnaies de France*, par *Leblanc*.

(b) *Idem*.

Quoiqu'il existât, dès les premiers âges de la monarchie franque, de l'or monnoyé, il y était si rare et servait si exclusivement à la thésaurisation, que les plus fortes sommes ne se désignaient ordinairement que par la monnaie d'argent qui était le seul métal monnoyé d'un usage général (a).

Le denier d'argent était la monnaie ordinaire réelle, le *sol* et la *livre*, comme monnaies de compte, étaient les deux multiples des deniers.

Charlemagne ordonna que l'on taillât vingt sols dans une livre d'argent; c'est-à-dire que vingt sols pesaient une livre romaine

(a) *Extrait du deuxième capitulaire de l'an 805.*

« Que toutes les dettes dues au roi s'acquittent en sols de douze deniers. »

*Extrait d'un capitulaire ajouté à la loi des Lombards.*

« Que tous les paiemens qui se doivent faire parmi ceux qui suivent la » loi salique, se fassent en sols de douze deniers. »

*Extrait d'un capitulaire, collection d'Anségirse.*

« Que tous les paiemens et compositions par la loi salique, se composent, » entre les Francs, par sols de douze deniers. »

*Extrait de la loi ripuaire.*

« Si quelqu'un veut faire un paiement en argent, qu'il donne douze deniers » pour un sol, comme il fut anciennement établi. »

*Extrait du Glossaire de Ducange.*

« Un ancien auteur écrit que *douze deniers valent un sol*; que *cinq sols* » font *trois onces*.... que *vingt sols* font *douze onces*..... que *douze onces* font » *une livre*. »

» Les annales de Fulde, sur l'an 882, disent que la livre contenait vingt sols. »

(*Théorie des lois politiques de la monarchie française*, tom. 2.)



de douze onces ; chaque sol valant douze deniers , la livre d'argent de douze onces contenait deux cents quarante deniers (a).

D'après ces notions préliminaires et positives, on va donner dans la note suivante et quatrième, *le prix comparatif des subsistances, du marc d'argent, des esclaves, des vêtemens et armures de guerre, du temps de Charlemagne, et à la fin du dix-huitième siècle.*

---

(a) Traité historique des monnaies de France, par *Leblanc*.

---

## NOTE QUATRIÈME.

---

### PRIX COMPARATIF

DES SUBSISTANCES, DU MARC D'ARGENT,  
DES ESCLAVES, DES VÊTEMENS ET ARMURES DE GUERRE,

*Du temps de Charlemagne et à la fin du dix-huitième siècle.*

---

PRIX DU FROMENT SOUS CHARLEMAGNE ET A LA FIN  
DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

Sous Charlemagne, le boisseau de froment est estimé peser quatre-vingts livres, et son prix ordinaire était de quatre deniers d'argent (a).

|                                         |            |
|-----------------------------------------|------------|
| Ainsi, 80 liv. de froment valaient..... | 4 deniers. |
| plus 80 .....                           | 4          |
| plus 80 .....                           | 4          |

|                |                                                     |                    |
|----------------|-----------------------------------------------------|--------------------|
| TOTAL.. 240 l. | { Poids égal au septier de<br>blé mesure de Paris } | valant 12 deniers  |
|                |                                                     | ou 1 sol d'argent. |

---

(a) *Extrait d'un capitulaire de Charlemagne, donné dans le synode  
ou concile de Francfort, en 794.*

Il y a une grande obscurité dans les écrits du temps, et même dans les

PRIX, SOUS CHARLEMAGNE, DES HUIT ONCES D'ARGENT ÉGALES A NOTRE DEMI-LIVRE OU MARC ACTUEL, ET PRIX DE CE MARC, A LA FIN DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

On a vu, dans la note précédente, que, dans la livre romaine de douze onces, on taillait vingt pièces ou sols d'argent; or, notre marc actuel n'équivalant qu'à huit onces, il faut donc déduire un tiers de la livre romaine de douze onces, pour faire un poids égal au marc de huit onces.

Ainsi, du temps de Charlemagne, on devait, dans la proportion précédente, tailler dans huit onces environ quatorze sols d'argent.

Donc également, le septier actuel de Paris valant, au temps de Charlemagne, un sol d'argent, on avait quatorze septiers pour un marc, égal à huit onces, égal à quatorze sols d'argent.

A la fin du dix-huitième siècle, notre marc d'argent ou poids

commentaires faits depuis pour éclaircir le texte. Dupuy et Dupré de Saint-Maur, ont fait des dissertations contradictoires, (*Recherches sur la valeur des Monnaies, et sur le prix des grains, avant et après le concile de Francfort, en 794*) qu'il faut consulter pour avoir, s'il se peut, une idée nette sur ce point. Le poids du boisseau de froment serait de quatre-vingt-seize livres, d'après la *théorie des lois politiques de la monarchie française*, tom. 2, page 37.

On pourrait opérer, d'après cet auteur, qui a fait une étude particulière et bien raisonnée de tous nos anciens monumens historiques. Mais M. Germain Garnier, dans ses notes sur *Smilh*, tom. 5, ne donnant avec vraisemblance qu'un poids de quatre-vingts livres au boisseau de froment, du temps de Charlemagne, on établira sur cette base des comparaisons qui, pour être utiles ici, n'ont besoin que d'être approximatives.

La matière étant abstraite et d'ailleurs historique, je serai obligé, pour plus de clarté, de me servir des anciennes dénominations des poids et mesures.

de huit onces équivalant à cinquante-quatre francs, ou environ à onze pièces de cinq francs. Le blé valant, prix moyen, à la fin du dix-huitième siècle, vingt-quatre francs le septier, il suit que l'on ne se procure aujourd'hui, pour un marc, ou huit onces d'argent, que deux septiers et un quart de blé ou environ.

*PRIX D'UN BŒUF DU POIDS DE HUIT CENTS LIVRES,  
DU TEMPS DE CHARLEMAGNE ET A LA FIN DU  
DIX-HUITIÈME SIÈCLE.*

Un bœuf sain et bien conditionné ( du poids de huit cent liv. ) est estimé, du temps de Charlemagne, valoir deux sols (a).

Le marc d'argent valant, dans le même temps, comme il est établi précédemment, quatorze sols d'argent.

Il suit de là que le prix d'un fort bœuf, du temps de Charlemagne, est égal à la septième partie d'un marc d'argent.

Un bœuf du poids de sept cents à huit cents livres se payant, à la fin du dix-huitième siècle, environ trois cents cinquante liv., ce prix est égal, à peu près, à six marcs et demi d'argent.

*(a) Extrait de la loi ripuaire.*

« Si quelqu'un veut payer en *effets* la composition pour meurtre, il donnera » pour deux sols un bœuf sain et bien conditionné. »

*Extrait d'un capitulaire de Charlemagne sur les Saxons, l'an 797.*

« On donnera pour un sol.... un bœuf ou une vache d'un an.... mais, quand » ils auront passé l'année, leur prix augmentera. »

*[ Théorie des lois politiques de la monarchie française. ]*

PRIX D'UN ESCLAVE, DU TEMPS DE CHARLEMAGNE  
ET A LA FIN DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

Un esclave, destiné à la culture, s'échangeait, du temps de Charlemagne, pour un marc d'argent et un quatorzième (a).

Un noir d'Afrique se vendait sur la côte, à la fin du dix-huitième siècle, l'équivalent de deux marcs et demi d'argent (b).

La simplicité du système monétaire dans le huitième siècle, et le prix des subsistances et des esclaves, annoncent suffisamment que la généralité des services publics ou particuliers s'acquittait en nature, soit par l'emploi direct des esclaves, soit par la consommation immédiate de ses propres denrées par le cultivateur ou par le propriétaire de vastes territoires.

(a) *Extrait de l'édit de Piste, de l'an 864.*

« Sur les hommes libres qui se sont vendus, dans le temps de la famine » par nécessité.... que celui qui a acheté un tel homme *cinq sols*, en reçoive » six : que celui qui l'a acheté *dix sols*, en reçoive douze : que, s'il a payé » davantage, le prix de rachat augmente dans la même proportion. »

*Extrait du Glossaire de Ducange.*

« La loi des Allemands, tit. 8, dit que, si quelqu'un a tué un esclave, » il restituera douze sols pour le capital, ou l'acquittera avec un autre » esclave, qui aura treize palmes et un ponce ou deux doigts de long, en » donnant trois sols en outre, ce qui fait quinze sols. »

Or les huit onces, égales au marc d'argent, étant aussi égales à quatorze sols d'argent, du temps de Charlemagne, il suit qu'un esclave s'achetait pour un marc d'argent plus un quatorzième.

(b) Un esclave noir traité sur les côtes occidentales d'Afrique, à la fin du dix-huitième siècle, valait vingt-huit barres, chacune de cinq livres tournois environ, en tout cent quarante francs ou deux marcs et demi d'argent environ.



PRIX DES VÊTEMENTS ET ARMURES DE GUERRE, DU TEMPS DE CHARLEMAGNE ET A LA FIN DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

Le principe moteur de la civilisation étant entièrement changé depuis Charlemagne, tant par l'abolition absolue de l'esclavage que par la découverte de l'Amérique et des mines riches qu'elle renferme, tout homme d'État doit étudier sans cesse les effets de ces deux causes, qui agissent sur les premiers besoins de la vie dans les sociétés modernes, soit en paix, soit en guerre.

| PRIX COMPARATIF DES VÊTEMENTS, etc.                            |                                                                   |                                                                          |                                                |                                                                              |                                                                          |
|----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| DU TEMPS DE CHARLEMAGNE.                                       |                                                                   |                                                                          | A LA FIN DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.               |                                                                              |                                                                          |
| NATURE<br>des<br>OBJETS.                                       | Dénomination<br>des valeurs<br>du temps de<br>Charlemagne.<br>(a) | PROPORTION<br>avec un marc<br>ou<br>demi-liv. d'argent<br>de huit onces. | NATURE<br>des<br>OBJETS.                       | Dénomination<br>des valeurs<br>à la fin du 18 <sup>me</sup> .<br>siècle (b). | PROPORTION<br>avec un marc<br>ou<br>demi-liv. d'argent<br>de huit onces. |
| Robe de saye<br>double.....                                    | 20 sols...                                                        | envir. 1 marc $\frac{1}{2}$ .                                            | L'habit, veste<br>et culotte du<br>soldat..... | 36 fr.                                                                       | $\frac{6}{9}$ de marc.                                                   |
| Robe de saye<br>simple.....                                    | 10 sols...                                                        | env. $\frac{3}{4}$ de marc.                                              |                                                |                                                                              |                                                                          |
| Fourrure com-<br>mune portée<br>par Charle-<br>magne.....      | 1 sol. ...                                                        | $\frac{1}{14}$ de marc.                                                  | Fourrure com-<br>mune.....                     | au moins 27 fr.                                                              | $\frac{1}{2}$ marc.                                                      |
| Fourrure de<br>martre et au-<br>tres, de pre-<br>mière qualité | 30 sols...                                                        | 2 marcs et $\frac{1}{7}$ .                                               | Fourrure de<br>martre et de<br>belle qualité.  | au moins 240 fr.                                                             | 4 marcs $\frac{1}{2}$                                                    |

(a) *Théorie des lois politiques de la monarchie française*, tom. 2.

(b) Le prix des armures de guerre est établi sur un tableau annexé à l'ouvrage des finances de la République française, en l'an IX (1801), par D. V. Ramel, *ex-ministre des finances*.

| PRIX COMPARATIF D'ARMURES DE GUERRE, |                                                            |                                                                          |                                  |                                                                          |                                                                          |
|--------------------------------------|------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| DU TEMPS DE CHARLEMAGNE.             |                                                            |                                                                          | A LA FIN DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE. |                                                                          |                                                                          |
| NATURE<br>des<br>OBJETS.             | Dénomination<br>des valeurs<br>du temps d'<br>Charlemagne. | PROPORTION<br>avec un marc<br>ou<br>demi-liv. d'argent<br>de huit onces. | NATURE<br>des<br>OBJETS.         | Dénomination<br>des valeurs<br>à la fin du 18 <sup>me</sup> .<br>siècle. | PROPORTION<br>avec un marc<br>ou<br>demi-liv. d'argent<br>de huit onces. |
| Epée.....                            | 3 sols.                                                    | environ $\frac{1}{5}$ dem.                                               | Epée d'infan-<br>terie.....      | 6 fr.                                                                    | $\frac{1}{9}$ de marc.                                                   |
| Poignard.....                        | 4 sols.                                                    | $\frac{2}{7}$                                                            | Sabre de cava-<br>lerie. ....    | 20 fr.                                                                   | $\frac{4}{11}$ de marc.                                                  |
| Cuirasse bonne                       | 12 sols.                                                   | $\frac{6}{7}$                                                            | .....                            | .....                                                                    | .....                                                                    |
| Casque avec<br>une aigrette.         | 6 sols.                                                    | $\frac{3}{7}$                                                            | Casque de dra-<br>gons. ....     | 13 fr.                                                                   | $\frac{1}{4}$ de marc.                                                   |
| Bouclier et une<br>lance.....        | 2 sols.                                                    | $\frac{1}{7}$                                                            | Fusil ou mous-<br>queton.....    | 21 fr.                                                                   | $\frac{4}{11}$ de marc<br>environ.                                       |

---

## NOTE CINQUIÈME.

---

### FRAGMENT DU TRAITÉ DE HINCMAR <sup>(a)</sup> SUR L'ORDRE DU SACRÉ PALAIS SOUS CHARLEMAGNE,

DANS LA PARTIE QUI REGARDE LES ASSEMBLÉES COMMUNES  
OU NATIONALES.

(Recueil des Etats-Généraux et autres Assemblées Nationales.)

---

« **A** l'égard de la deuxième division qui regarde l'état de tout le royaume et sa conservation, telle en était la forme. La coutume du temps était de tenir deux assemblées générales chaque année, et non plus; l'une au printemps, dans laquelle on réglait l'état de tout le royaume, sans qu'aucun événement suivant, si ce n'était une extrême nécessité, en pût changer la disposition. Cette assemblée était composée de tous les grands, tant du clergé

---

(a) Ce prélat, archevêque de Reims, l'un des plus illustres que la France ait produit, ne fonde pas sa narration sur ce qui se pratiquait de son temps, où la corruption s'était déjà introduite dans le cœur de l'Etat, mais sur ce qu'il avait appris d'*Adelard, abbé de Corbie*, cousin-germain de Charlemagne, et l'un des principaux ministres de *Louis le dévot* ou *le débonnaire*, qui lui avait souvent fait le récit de l'ordre que le premier avait établi dans le gouvernement général de la France.

que des laïques français ; les anciens , honorés du nom de seigneurs , pour former le règlement , les plus jeunes pour le recevoir , et quelquefois pour y concourir par leur avis , mais toujours pour le confirmer par leur obéissance. La deuxième assemblée ne se tenait que pour recevoir *les dons* , c'est-à-dire , *le tribut des provinces* , et n'était composée que de véritables seigneurs ou des plus anciens , et de quelques-uns des conseillers d'État. On commençait à y prévoir et à disposer les délibérations qui regardaient l'année suivante ; et on examinait si , dans le cours de la présente , il était arrivé quelques affaires qui eussent besoin d'un règlement présent et provisionnel , tel que des trêves accordées par les gouverneurs des frontières , sur lesquelles il fallait avoir l'agrément public pour les continuer ou pour agir après leur expiration ; telles que des occasions urgentes de paix ou de guerre , qui exigeaient d'assurer certains lieux par préférence à d'autres qu'on voulait laisser ouverts : mais , quel que pût être le règlement , soit que l'exécution en fût actuelle , soit qu'elle fût différée jusqu'à la prochaine assemblée générale , le secret en était aussi impénétrable aux étrangers , qu'il était inviolable de la part de ceux qui l'avaient déterminé et qui en étaient les auteurs ; de sorte que , soit au dehors , soit au dedans de l'État , quelque application que dût avoir ce règlement , il était impossible d'en prévenir l'effet , aussi peu par l'artifice que par la force ; tant les résolutions étaient digérées et formées avec prudence et sagesse , ou soutenues avec courage , par ceux qui en étaient chargés. S'il se rencontrait aussi quelques mécontentemens particuliers des seigneurs , qui méritassent une juste satisfaction , ou qu'il ne fût besoin que de ranimer leur zèle et celui des peuples qui dépendaient d'eux , on prenait toujours les tempéramens les plus convenables pour maintenir l'union , et les faire souvenir de la magnanimité qu'ils devaient à leur patrie , et à leur propre réputation. Ainsi , sous la conduite d'un chef incomparable , l'ordre et la règle éclataient par-tout

par-tout, et une année finie donnait lieu à une suivante aussi glorieuse que celle qui l'avait précédée.

« A l'égard des conseillers d'État, soit d'église, soit séculiers, on les choisissait toujours tels, que, dans la condition qui leur était propre, on fût assuré qu'ils eussent la crainte de Dieu, et assez de foi, de vertu et de courage pour qu'ils fussent incapables, à l'exception de la vie éternelle, de préférer quelque chose au roi et à l'intérêt de l'État. Amis, ennemis, parens, flatteurs, donneurs de présens, maîtresses, amours, jalousies, rien de tout cela n'était capable de les détourner de leur devoir. Véritablement sages, de cette espèce qui sait toujours confondre la malice et la fausse prudence du siècle, les conseillers, ainsi élus, et le roi agissaient avec un tel accord, que ce qu'ils se confiaient mutuellement et familièrement, soit sur l'état du royaume, soit au sujet de quelque particulier, ne pût être révélé, quand le secret aurait dû durer, non pas quelques jours, mais plusieurs années, et toute la vie. En effet, ajoute *Hincmar* par réflexion, l'expérience m'a fait connaître qu'un discours ignoré ne nuit jamais; au lieu qu'étant rapporté à ceux qui y sont intéressés, il peut les agiter, les troubler et les porter également au désespoir ou à l'insolence, les engager à la perfidie, ou tout au moins priver l'État de l'utilité de leurs services: ce que je dis, ajoute-t-il, à l'égard d'un seul, je le dis de cent, de mille et de toute une province; et j'en conclus qu'il n'y a rien de si important au gouvernement que le secret.

« L'apocrisiaire du grand chapelain, garde du palais, et le chambrier, étaient toujours membres de ce conseil intime; c'est pourquoi on les choisissait avec grande précaution: et, à l'égard des autres grands officiers du palais, que l'assiduité du service a fait nommer palatins, on examinait scrupuleusement leur capacité et leur conduite, le soin qu'ils prenaient à s'instruire,



l'affection qu'ils marquaient pour l'utilité publique, pour juger s'ils étaient dignes d'être ensuite avancés aux premiers honneurs, soit en remplaçant les sujets du conseil qui venaient à manquer, soit en leur confiant les gouvernemens des provinces et des frontières, soit en leur donnant le commandement des armées ; et cette heureuse institution n'a jamais manqué de succès par rapport aux affaires qu'on leur a confiées. A l'égard des autres moindres officiers du palais, dont les emplois n'influaient point sur les affaires générales, mais qui ne se rapportaient qu'à des commissions particulières, le prince les réglait avec un tel ordre, qu'il n'arrivait aucune confusion ni différend qui ne pût être apaisé sur-le-champ ; que si l'importance de la chose requérait qu'elle fût remise à la décision du parlement, sa sagesse tempérait avec tant de justice et de ménagement l'ardeur des esprits les plus aigris, que Dieu n'était point offensé et que nul ne pouvait se plaindre d'en recevoir aucune honte.

« Quant à la convocation du conseil, on ne la faisait jamais pour la décision des affaires particulières, ni pour terminer les procès ou contestations qui pouvaient naître dans l'étendue de la monarchie ; mais quand ce même conseil avait pourvu aux affaires qui touchaient le roi personnellement, ou l'état du royaume, alors, par la permission du prince, et à la demande du comte du palais, on proposait les questions particulières que ce magistrat n'avait pas voulu résoudre sans l'avis du conseil.

« Au reste, quand les grands étaient assemblés dans l'un ou l'autre parlement, le roi leur proposait aussitôt les sujets de leurs résolutions par articles ou capituls, tels qu'il les avait dictés de lui-même, ou qu'il les avait reçus des provinces depuis la dernière assemblée. Alors ils les examinaient un jour ou deux, ou quelquefois plus long-temps, suivant l'importance des matières, sans qu'il fût permis d'approcher des lieux où se faisaient

les délibérations , à l'exception des domestiques du palais , chargés par le roi de ses demandes ou de ses réponses , ou de celles de l'assemblée ; après quoi les résolutions étant rapportées au prince , il choisissait entre elles , dans sa sagesse , celles dont il ordonnait l'exécution. Mais tandis qu'en l'absence du prince , les seigneurs dirigeaient l'ordre de toute la monarchie , il était lui-même occupé à répondre à la multitude qui venait , en ce temps , s'approcher du trône , soit pour lui offrir les tributs des provinces , soit pour le saluer ; et c'est alors qu'il faisait connaître son affabilité et sa douceur , en adressant la parole à ceux qu'il voyait le plus rarement , compatissant à la faiblesse de l'âge des uns , se réjouissant de la santé et de la jeunesse des autres , de sorte qu'aucun ne sortait mécontent de sa présence. Si toutefois les seigneurs consultans croyaient cette présence nécessaire à leurs résolutions , il ne se refusait jamais à leur demande , et restait avec eux aussi long-temps qu'ils le jugeaient nécessaire pour le plus grand bien. C'était là qu'ils lui rendaient compte familièrement des motifs de leur avis , jusqu'à ce que l'unanimité fût entière. Il ne faut pas oublier de dire que l'assemblée se tenait toujours en plein air , quand le temps le permettait ; mais que , quand la saison n'était pas favorable , il y avait des lieux destinés pour recevoir les consultans à part , et d'autres pour la multitude , de laquelle néanmoins toutes les personnes inférieures étaient exclues. Les appartemens des consultans , ornés de sièges et de tapis , étaient séparés ; l'un pour le clergé , où les évêques , les abbés et les vénérables clercs étaient reçus , sans que les séculiers y eussent entrée ; l'autre pour les comtes et les principaux de la nation , où le reste de la multitude n'était point admis. Chacun se rendait de grand matin dans la chambre où il devait avoir place , jusqu'à l'heure où , le roi présent ou absent , les chambres se devaient réunir pour se communiquer leurs délibérations , se séparer ensuite et retourner chacune chez elles les continuer : ainsi il était à leur volonté de s'unir ou de se

séparer, suivant l'exigence des matières qui les occupaient, religieuses, séculières ou mixtes. De même il leur était permis d'appeler en leurs différentes chambres ceux dont ils avaient besoin pour prendre une information de quelques faits, ou ceux qui leur apportaient à manger. Mais l'occupation la plus importante du prince était d'entendre les rapports de ceux qui venaient de chaque partie du royaume; car non-seulement il leur était permis de les faire, mais il leur était étroitement commandé de rendre compte de tout ce qu'ils auraient appris du dedans ou du dehors, des étrangers ou des naturels, des amis ou des ennemis, sans trop d'attention à la personne d'où venaient les avis : toutefois le principal objet de cette information était d'apprendre si quelque partie du royaume était troublée, ne fût-ce que le dernier village, et quelle était la cause du trouble qu'elle ressentait, qui devait être rapportée au parlement. On voulait aussi savoir, à l'égard des nations soumises, quelles étaient leurs dispositions à l'obéissance, à l'agitation, à la révolte, à la perfidie, et sur-tout le principe des unes et des autres. Telles étaient les *matières des délibérations* des assemblées; tels étaient les *fondemens* de l'administration de l'Etat français. »

---

---

# NOTE SIXIÈME.

---

## É T A T DU REVENU PUBLIC, SOUS PHILIPPE-AUGUSTE.

DE 1180 A 1222.

---

SUIVANT *Pierre Dupuy*, les revenus de Philippe-Auguste n'excédaient pas trente six mille marcs d'argent, ce qui, au prix d'alors de cinquante sols le marc, composait quatre-vingt-dix mille livres (a).

Le prix du blé, vers ce temps, était d'environ cinq francs le septier de Paris, du poids de deux-cent quarante livres (b).

Les trente - six mille marcs d'argent possédés par Philippe-Auguste, calculés sur le taux actuel de cinquante-quatre livres le marc, donneraient une valeur numéraire de un million neuf cents quarante-quatre mille livres, soit 2 millions environ.

---

(a) Recueil du différend du pape Boniface VIII avec Philippe-le-Bel, roi de France.

(b) Table du prix du septier de blé en France, depuis le treizième siècle, annexée au livre de la *Richesse des nations*, par Smith, traduction de M. Germain Garnier.

---

## NOTE SEPTIÈME.

---

T R A I T É D E 1315,  
ENTRÉ LES GENS DU ROI ET LES HOSPITALIERS  
(ORDRE DE MALTE),  
TOUCHANT LES BIENS DES TEMPLIERS;  
ET RÉFLEXIONS SUR CE TRAITÉ. (a)

---

LE roi Philippe-le-Long dit que le roi son père (Philippe-le-Bel), ayant traité avec les hospitaliers, aurait été trouvé qu'il lui était dû *deux cents mille livres tournois* sur le bien des Templiers; et depuis, du temps de Louis-Hutin, il aurait été arrêté qu'il était dû *soixante mille livres* pour la même cause, sur quoi serait intervenu accord entre ledit roi Louis, et ceux de Hiérusalem, par lequel le roi devait avoir *les deux parts de tous les biens meubles, et des joyaux et des ornemens des maisons et chapelles*: et depuis, par arrêt de la Cour donné contre les frères dudit hôpital, avait été dit *que les deux parts de tous les biens, les fruits des terres et des vignes, de toutes les maisons qui avaient été baillées pleines, comme des terres semées, vignes, labourage, baillés aux curateurs, furent adjugées*

---

(a) Recueil des pièces publiées par Pierre Dupuy, sur le procès et la condamnation des Templiers, un volume in-12, Paris 1700.



*au roi : enfin, pour ce qui pouvait rester*, il est accordé que ceux de l'hôpital quittent au roi, tout ce qu'il pourrait prétendre desdits curateurs *jusqu'à leur entrée* en possession des biens desdits Templiers, quittent au roi toutes les dettes dues par lettres; ce qui a été reçu de part et d'autre, demeurera. *Fait à Paris, le 6 mai 1317. Registre du trésor, lettre 142.*

Il résulte évidemment de cette transaction trois choses :

1°. Que le domaine public, ou du roi, obtint, à titre d'indemnité, sur les biens des Templiers et pour frais de justice et de régie, l'équivalent de deux cent soixante mille livres, valeur du temps, ou environ quatre millions six cent quatre-vingt mille livres monnaie actuelle;

2°. Que les deux tiers de toutes les récoltes en blé, vins et autres denrées existantes dans les granges, celliers ou en magasins, au moment de la prise de possession, par l'ordre des hospitaliers ou de Malte, furent adjugés au domaine du roi;

3°. Que toutes les jouissances en revenus ou argent comptant depuis le jour de la saisie royale des biens des Templiers (13 octobre 1307), jusqu'à l'envoi en possession aux hospitaliers desdits biens immeubles (par arrêt du parlement de la Saint-Martin 1312), que lesdites jouissances furent définitivement adjugées au domaine royal.

Enfin, l'union et l'incorporation des biens des Templiers à l'ordre des hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, furent faites par le pape, sans préjudice *aux droits que les rois et princes, barons et autres avaient sur les biens des Templiers, lors de leur capture.*

Cette dernière clause sur-tout indique le principe des dilapidations des biens des Templiers en France par les familles puissantes qui prétendaient que, les Templiers n'existant plus

en corporation, leurs terres devaient rentrer dans le patrimoine des familles d'où elles étaient sorties par donation avec une destination spéciale. Ces difficultés, interminables par suite des régies et des séquestres, montrent suffisamment que l'autorité royale qui sévissait contre les Templiers, avait des intérêts politiques qui la portaient à ne pas être sévère dans les recouvrements; ce qui affaiblit considérablement la part du roi dans la jouissance du produit de la confiscation des biens des Templiers.

Toutes les valeurs énumérées dans la transaction de 1315 firent bien accidentellement, pendant huit ou dix années, partie du revenu public, et encore fut-ce pour compenser d'autant des dépenses extraordinaires occasionnées par cette grande affaire, ou profitèrent à Philippe-le-Bel, et à ses fils et successeurs; mais on est bien éloigné d'en conclure, comme quelques historiens, entre autres *Jean-Villani*, florentin, *que le seul désir de dépouiller les Templiers de leurs biens, fut l'unique cause de leur ruine.*

Pour réfuter cette opinion infamante d'un historien étranger, détracteur de la conduite du pape, résident à Avignon, et qui s'est d'autant plus accréditée, que cet historien était contemporain de Philippe-le-Bel, il n'est pas besoin de se prévaloir de l'événement qui, comme on vient de le voir, a transporté, de droit et de fait, à l'ordre de Malte, les biens que les Templiers possédaient en France. Il suffira de reconnaître si la conduite politique des Templiers envers la France a toujours été dirigée par la reconnaissance qu'ils devaient aux grands bienfaits dont ils avaient été comblés par les rois prédécesseurs de Philippe-le-Bel, ou si, par leur ingratitude, ils n'ont pas provoqué dans l'ordre *politique* de justes ressentimens qui sont devenus les premiers mobiles de leur catastrophe.

Louis VII,

Louis VII, dit le Jeune, si zélé pour les croisades, est le premier qui ait comblé de biens les Templiers; cependant la conduite des membres de ce corps était si peu mesurée, et leur partialité pour l'Angleterre contre la France était si sensible, que, dès 1160, sous le même règne de Louis-le-Jeune, des chevaliers du temple, gardiens des places du Vexin normand, par un traité entre les deux puissances, réunirent à l'Angleterre ces mêmes places, non-seulement sans *l'aveu* de la France, mais sans la dénonciation préalable à Louis-le-Jeune, qu'ils entendaient s'en désaisir en faveur de son ennemi. Cette partialité, profitable à l'Angleterre, de la part des dépositaires chevaliers du temple, fut cause de la reprise des hostilités en 1161 (a).

Voici un trait d'ingratitude plus récent et qui devait également rendre suspecte à Philippe-le-Bel, la fidélité des Templiers envers la France, et avec d'autant plus de raison que leur conduite déloyale avait personnellement blessé Louis IX, aïeul de Philippe-le-Bel.

Le sire de Joinville, dans son histoire de Saint-Louis, et Maimbourg, dans celle des Croisades, rapportent que, lorsque Saint-Louis fut fait prisonnier par les Sarrasins, en 1250, les Templiers refusèrent de lui prêter trente mille livres qui manquaient au paiement de la rançon du roi, de sorte qu'on fut forcé, pour les obtenir, de les menacer d'enfoncer à coups de hache leurs coffres forts (b).

---

(a) Voyez : *Examen contradictoire de la conduite des Templiers, au sujet des places du Vexin normand*, par MM. Bréquigny et Gaillard, mémoire de littérature ou de l'académie des Inscriptions; et Belles-Lettres, tom. 45 in-folio.

(b) « Le seigneur de Joinville, qui exécutait fort exactement les ordres du » roi, étant allé dans une de leurs galères, armé d'une bonne coignée qu'il » levait déjà sur leurs coffres forts, pour y faire ouverture, de la part du

La tradition de ces faits ne pouvait avoir échappé à Philippe-le-Bel et à Enguerrand de Marigny, au moins pour les porter à épier de très-près la conduite de cette corporation si redoutable, tout à-la-fois militaire et religieuse, et qui, grande propriétaire en France, savait encore se procurer *de l'argent comptant par les quêtes*, même après que l'ardeur des croisades fut éteinte. (a)

Enfin, *Philippe-le-Bel*, âgé de quinze ans, avait été témoin

» roi : le maréchal du temple, qui vit bien qu'il fallait obéir, lui en fit donner  
 » les clefs, et alors il y prit tout autant d'argent qu'il voulut, et dont le  
 » roi, qui en fut très-satisfait, fit payer sur-le-champ, non-seulement les trente  
 » mille livres qui manquaient à la somme due, mais aussi dix mille autres  
 » dont il sut que les Sarrasins s'étaient trompés eux-mêmes, sans qu'ils s'en  
 » fussent aperçus, en pesant cet argent dans leurs balances. » *Histoire des Croisades*, par Maimbourg.

A-peu-près dans le même temps, les Templiers avaient aidé le roi d'Angleterre de leur *argent comptant*, puisque, dans l'histoire militaire de ces chevaliers (édition de Bruxelles, in-4°. année 1751), il existe des *lettres d'acquit données* l'an 1274 (onze années seulement avant le règne de Philippe-le-Bel), par frère *Guillaume de Beaujeu, grand-maître des Templiers*, à *Édouard I<sup>er</sup>. roi d'Angleterre*, de la somme de trente mille trois cent sept livres tournois que l'Ordre avait prêtée audit roi lorsqu'il était dans la terre sainte.

La haine de Philippe-le-Bel pour les Templiers avait donc sa source dans le principe pur de l'amour de la patrie, qui repousse toute alliance ou commerce avec l'Angleterre, sur-tout par préférence à l'aide et secours requis par la France.

(a) Quant aux *quêtes*, voyez la bulle du pape Alexandre IV, qui confirme, l'an 1256, tous les privilèges de l'ordre des Templiers; elle porte particulièrement qu'on ne pouvait les empêcher de faire leur *collecte annuelle* parmi toutes les églises de la chrétienté, sous prétexte que lesdits Templiers étaient trop riches.

du fameux massacre des français en Sicile ( en 1382 ), appelé les *Vépres siciliennes* : les Templiers avaient donné aux Arragonnois , auteurs de cette révolution , des secours qui aliénèrent contre eux Philippe , jeune , puissant et plus fier encore (a).

La situation intérieure et extérieure du royaume , que nous avons analysée dans la quatrième époque de *cette histoire* , ne doit laisser aucun doute sur les embarras de tous genres qui entravaient alors le Gouvernement dans sa marche. Peut-on raisonnablement douter , d'après ce qui précède et d'autres exemples d'ingratitude , d'ambition et d'avarice donnés aux souverains des autres États de l'Europe par les chevaliers du temple , qu'ils ne favorisassent sourdement , comme le disent plusieurs historiens , Boniface VIII , contre Philippe - le - Bel ? Qu'ils ne fissent cause commune avec les barons et grands vassaux pour repousser tout subside , et pour amener le peuple , relativement au changement des monnaies ? N'était-ce pas assez de cette conduite constamment impolitique des *Templiers* envers la France , pour allumer de violens ressentimens dans l'ame de Philippe-le-Bel , et dans celle de son ministre d'État , sans y donner pour cause des motifs bas et vils d'avarice , de cupidité ou de convoitise des biens des Templiers (b) ?

(a) *Mémoire critique sur les Templiers*. Paris , Buisson 1805.

(b) Les chevaliers du temple étaient intéressés dans les opérations des monnaies des grands vassaux , ainsi qu'il résulte d'un compte arrêté en 1295 , entre eux et le duc de Bourgogne , par acte particulier rapporté par Duby. (Traité des mémoires des prélats et barons de France.) *Acte par lequel il paraît que le frère Hugues de Parant , commandeur de la chevalerie du temple en France , a payé six cents livres au duc de Bourgogne , pour le droit du monnayage , à quoi il était redevable envers ledit duc.*

Ces chevaliers , par le moyen de leurs richesses et de leurs relations étendues ,



Je me borne à ces réflexions, qui naturellement se présentaient à la suite du sujet que j'ai traité, sur-tout d'après ma manière

---

étaient les *banquiers de l'Europe*, et avaient encore la garde du trésor de nos rois. (*Mémoire critique sur les Templiers.*)

L'auteur de ce mémoire, déjà cité, résume avec autant de précision que de vérité, toutes les circonstances de l'opposition formidable et en même temps populaire et aristocratique, militaire et religieuse, qui menaçaient le trône de Philippe-le-Bel. « Je me représente, en effet, *dit-il*, l'ordre des Templiers » et tout ce qu'il eût pu faire dans les premières années du quatorzième » siècle, au sein de la France, son berceau, devenue son centre et son chef- » lieu : je considère le grand nombre de ses chevaliers (estimé à vingt mille » au moins pour tout l'Ordre, y compris les frères et les servans), jouissant, » dans toutes les provinces, d'établissements superbes, le nombre infiniment » plus grand de ses sujets, celui de ses débiteurs, espèce de clientèle très- » dévouée; ses affiliés, également nombreux; la facilité qu'il eût trouvée à » ranger sous sa bannière, sur divers points, de gros corps de troupes; ses » ressources en argent, pour soudoyer des auxiliaires, comme il le pratiquait » dans la Palestine; sa milice supérieure à toute la chevalerie d'Europe, en » bravoure, en discipline, en tactique et dans tous les arts de la guerre; » beaucoup de ses maisons pouvant servir de forteresses et de places d'armes; » une flotte dans l'Orient, des intelligences dans toutes les cours; des liaisons » de parentage dans toutes les familles illustres; l'audace que donne la cons- » cience de ses moyens; la rigueur de son régime intérieur où l'influence » oligarchique ne faisait que coordonner le despotisme; enfin, l'activité d'in- » trigue et la politique suivie qui n'a jamais manqué aux sociétés monacales. » Quand on voit la résistance qu'ils opposèrent en Espagne, et l'attitude » menaçante qu'ils prirent à Mayence, on peut bien croire qu'ils eussent » couru aux armes, même en France, si on leur en eût laissé le temps; et » certes pour peu qu'un corps si formidable se fût alors ligué avec cette » foule de seigneurs mécontents, qui, peu d'années après, formèrent entre eux » (sous *Louis-Hutin*), des confédérations contre la cour; je suis fondé à » conclure qu'une révolution, fatale au pouvoir monarchique et à la dynastie, » devenait facile à opérer en France, ou du moins que Philippe-le-Bel ne » l'eût évitée qu'en recevant de la ligue, des lois aussi sévères que celles qui, » dans le siècle précédent, avaient fondé la liberté du peuple anglais. »

particulière d'envisager l'époque des règnes de *Philippe-le-Bel* et de ses trois fils ; je ne veux ni ne dois entrer dans *l'examen* du procès et de la condamnation des Templiers : ce serait passer de *l'ordre politique* à *l'ordre moral*, et insensiblement à *l'art dramatique*. Mais il n'est pas possible de retracer une époque mémorable de notre histoire, sans écarter de deux principaux personnages qui y figurent avec éclat, des impressions indignes de la gloire avec laquelle ils ont soutenu le poids des affaires, dans des circonstances difficiles sous tous les rapports. Si *Philippe-le-Bel* a courageusement défendu les droits de la couronne, il est aussi le premier des rois de France qui ait reconnu la prérogative nationale en matière de finance et d'impôt.

Quant à *Enguerrand de Marigny*, qualifié, dans les chroniques de son temps, *le gouverneur principal de l'Etat, et le coadjuteur du royaume*, il a laissé des souvenirs également illustrés, soit par des talens publics reconnus, soit par l'intérêt qu'inspirèrent à ses contemporains mêmes, ses malheurs qu'il soutint avec courage et dignité, soit par les remords expiatoires du *comte de Valois*, son mortel ennemi, et par les bienfaits que les descendans de *Marigny* obtinrent des *Valois*, dans le cours de deux siècles, pour perpétuer la mémoire de l'innocence et des services d'un GRAND MINISTRE.

---

---

# NOTE HUITIÈME.

---

## É T A T

DU REVENU PUBLIC,  
SOUS PHILIPPE - L E - B E L.  
DE 1285 A 1313.

---

SUIVANT *Pierre Dupuy*, (a) le pape Boniface VIII, dans ses écrits, publiés avec éclat par toute l'Europe, dit que Philippe-le-Bel avait, au moyen des grâces, des privilèges et des concessions de l'église romaine, fait monter ses revenus à plus de quatre-vingt mille marcs d'argent; ce qui, au prix ordinaire de trois francs le marc, sans tenir compte des augmentations forcées par la loi, composait à ce roi, un revenu numéraire de deux cent quarante mille livres.

Le prix du blé, vers ce temps, était d'environ huit francs le septier de Paris, du poids de deux cent quarante liv. (b).

Les quatre-vingt mille marcs d'argent possédés par Philippe-le-Bel, calculés sur le taux actuel de cinquante-quatre livres le marc, donneraient une valeur numéraire de quatre millions trois cent vingt mille livres.

---

(a) Démêlés du pape Boniface VIII avec Philippe-le-Bel.

(b) Table du prix des grains en France depuis le treizième siècle, rédigée par *Germain Garnier*, pour sa traduction de *Smith*. Nous continuerons de faire usage de ces tables, pour les époques suivantes; et nous les compléterons pour les dix dernières années, depuis 1796 jusqu'à 1805, inclusivement.

---



---

# NOTE NEUVIÈME.

---

## É T A T

DU REVENU PUBLIC,  
SOUS CHARLES V, DIT LE SAGE,  
DE 1364 A 1379.

---

LES revenus ordinaires de Charles V peuvent se classer de la manière suivante ;

|                                                                      |                     |
|----------------------------------------------------------------------|---------------------|
| Propriétés domaniales ou liste civile....                            | 450,000             |
| Taille ou imposition territoriale, aides,<br>gabelles et autres..... | 300,000             |
| TOTAL.....                                                           | <u>750,000 (a).</u> |

Le marc d'argent à cinq liv. dix sols, et le prix du blé à huit francs environ, le septier de Paris du poids de deux cent quarante liv.

---

(a) Plaintes et doléances des États de France à Charles VI, par l'Université de Paris, en 1380 ; et mémoire sur les finances, par M. Déon de Beaumont.

---

## NOTE DIXIÈME.

---

### É T A T

#### DU REVENU PUBLIC,

#### SOUS CHARLES VII ET LOUIS XI.

DE 1422 A 1482.

---

ON voit, par les registres de la chambre des comptes, que les tailles ou aides et y compris le domaine particulier du prince, lequel domaine comprenait les fruits des propriétés et des droits domaniaux, même les gabelles et aides réunis alors au domaine royal, tous ces revenus, dis-je, suivant les registres, ne passèrent pas, sous Charles VII, un million sept cent mille livres (a).

Sous Louis XI, le domaine fut presque tout aliéné, et les tailles furent augmentées de trois millions (b).

---

(a) Mémoire sur les finances, par Déon de Beaumont.

(b) *Idem.*



Ainsi, on peut classer le revenu public de ces deux règnes de la manière suivante :

| FINANCES.                                                       | CHARLES VII.                | LOUIS XI.                 |
|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------|---------------------------|
| Propriétés domaniales ou <i>liste civile</i> .                  | Disponible.<br>500,000 liv. | Aliénées.<br>800,000 liv. |
| Tailles, aides, gabelles et autres recettes .....               | 1,200,000                   | 4,700,000                 |
| Le marc d'argent sans augmentation forcée.....                  | 8 liv. environ.             | 9 liv. environ.           |
| Le septier de blé. mesure de Paris, du poids de 240 livres..... | 8 l. prix moyen.            | 4 l. prix moyen.          |

## NOTE ONZIÈME.

É T A T  
DU REVENU PUBLIC,  
SOUS CHARLES VIII, LOUIS XII ET FRANÇOIS I<sup>er</sup>.  
DE 1483 A 1546.

| FINANCES.                                                                      | CHARLES VIII.   | LOUIS XII.                           | FRANÇOIS I <sup>er</sup> . |
|--------------------------------------------------------------------------------|-----------------|--------------------------------------|----------------------------|
| Propriétés domaniales...                                                       | 1,000,000 liv.  | En partie aliénée.<br>1,000,000 liv. | 2,000,000 liv.             |
| Tailles, aides, gabelles et autres.....                                        | 1,500,000       | 8,000,000                            | 14,000,000                 |
| Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris (a).....                                  | .....           | .....                                | 30,000                     |
| Le marc d'argent.....                                                          | 11 liv.         | 11 liv.                              | 13 liv.                    |
| Le septier de blé, du poids de deux cent quarante livres, mesure de Paris..... | 5 liv. environ. | 4 liv. environ.                      | 10 l. environ.             |

(a) Siècle de Louis XIV, tom. 3, par Voltaire.

# NOTE DOUZIÈME.

ETAT DU REVENU PUBLIC,  
SOUS HENRI II, FRANÇOIS II, CHARLES IX ET HENRI III.  
DE 1547 A 1588.

| FINANCES.                                                                               | HENRI II<br>et<br>FRANÇOIS II. | CHARLES IX.        | HENRI III.         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------|
| Revenu ordinaire de toute nature (a).....                                               | 18,000,000 l.                  | 21,000,000 l.      | 31,654,000 l.      |
| Dette exigible.....                                                                     | 17,000,000<br>(b)              | 122,000,000<br>(c) | 339,649,000<br>(d) |
| Le marc d'argent.....                                                                   | 14 et 15 liv.                  | 16 et 17 liv.      | 18 et 19 liv.      |
| Prix du septier de blé,<br>mesure de Paris, du<br>poids de 240 liv. terme<br>moyen..... | 12 l. ou envir.                | 26 liv. envir.     | 19 liv. envir.     |

(a) Réflexions politiques sur les finances et le commerce, par *Dutott*, qui a extrait ces revenus, de *Sully*, de *Fromenteau*, et écrits du temps.

(b) Mémoire sur les finances, par *Déon de Beaumont*.

(c) Actes des États-généraux d'Orléans, de 1560; et réflexions sur les finances, de *Dutott*.

(d) Mémoire et comptes de *M. Mallet*, premier commis des finances; et mémoires de *Sully*.

La somme prodigieuse de la dette exigible, de 540 millions, à la mort d'Henri III, paraîtrait incroyable, si un semblable fait n'était rendu authentique et par les mémoires de *Sully* et par les comptes de M. Mallet, premier commis des finances, sous M. Desmaret, neveu de Colbert, et contrôleur général, de 1708 à 1715.

A la vérité, l'argent que l'Espagne répandait à cette époque pour soutenir la ligue, devait rendre le numéraire abondant ; mais les discordes civiles étaient cause que les ressources de finance furent alors extrêmement difficiles et coûteuses ; enfin, dans cette dette exigible d'environ trois cent quarante millions, sont compris les trente-deux millions qu'il en coûta à Henri IV par des traités faits avec différens particuliers pour la reddition de quelques provinces, et dont les ligueurs s'étaient emparés.

## NOTE TREIZIÈME.

## É T A T

## DU REVENU PUBLIC ET DES FINANCES,

## SOUS HENRI IV.

DE 1589 A 1610.

| FINANCES.                                                                                                                             | HENRI IV.          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Revenu public (a).....                                                                                                                | 26,000,000 livres. |
| Dépenses de la couronne payées directement par<br>l'épargne ou le trésor public, année moyenne<br>des onze, de 1600 à 1610 (b).....   | 13,000,000         |
| <i>PRINCIPAUX ARTICLES DE DÉPENSES.</i>                                                                                               |                    |
| Rentes constituées, depuis Henri II jusqu'à la<br>fin du règne de Henri IV (c).....                                                   | 3,592,000          |
| Pensions, dans }<br>les onze der- } <i>maximum</i> 3,130,000 } <i>medium</i> ..<br>nières années } <i>minimum</i> 1,041,000 }<br>(d). | 2,080,000          |



| FINANCES.                                                                                    | HENRI IV.                                                                                                                       |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Gages et augmentation des gages des officiers, en 1610, environ (e).....                     | 5,000,000 livres.                                                                                                               |
| Armée de terre<br>de toutes ar-<br>mes et forti-<br>fications, de<br>1600 à 1610<br>(f)..... | $\left. \begin{array}{l} \text{maximum } 8,500,000 \\ \text{minimum } 1,700,000 \end{array} \right\} \text{medium..}$ 5,100,000 |
| Marine et ga-<br>lères (g)....                                                               | $\left. \begin{array}{l} \text{maximum } 457,000 \\ \text{minimum } 215,000 \end{array} \right\} \text{medium..}$ 336,000       |
| Le marc d'argent.....                                                                        | 20                                                                                                                              |
| Le septier de blé, mesure de Paris, du poids de 240 livres, prix moyen, de 1596 à 1610..     | 22                                                                                                                              |

### ARGENT COMPTANT (h).

Lors de la mort d'Henri IV, en 1610, toutes les dettes du règne précédent se trouvèrent acquittées; les peuples soulagés de tailles et d'impôt; les frontières en état de défense; les arsenaux munis; les maisons royales, les grands chemins et les manufactures rétablis et augmentés; toutes ces choses furent faites depuis 1598 jusqu'en 1610, c'est-à-dire, dans l'espace de douze années: et de plus, Henri IV laissa d'argent comptant la somme de..... 22,460,000 liv.

Et il était dû en deniers extraordinaires,  
tant par le clergé, que par les fermiers

|                                                |                 |
|------------------------------------------------|-----------------|
| <i>d'autre part</i> .....                      | 22,460,000 liv. |
| et gens d'affaires, une autre somme<br>de..... | 41,073,000      |
|                                                | <hr/>           |
| Total de la réserve.....                       | 63,533,000      |
|                                                | <hr/>           |

Les heureux résultats que présentent les finances de la France, à cette époque, prouvent tout ce que peut l'esprit d'économie, soutenu par un grand caractère.

---

(a) Actes de l'assemblée des notables, de 1596; et considération sur les finances de France, par Forbonnais.

(b) Mémoire et comptes de M. Mallet, premier commis des finances. Outre ces dépenses de la couronne, il existait des charges publiques acquittées directement sur les recettes dans les provinces, dont les comptes en question n'indiquent ni la nature ni le montant, avant le ministère de Colbert, en 1661.

La dépense de 13,800,000 livres portée ci-dessus est celle, *année moyenne*, des onze dernières du règne de Henri IV; car la dépense de 1609, à cause des préparatifs de guerre, est d'environ 20 millions.

L'état des finances, en 1609, est comme il suit :

( *Recherches sur les finances,  
par Forbonnais.* )

|                                                    |                 |
|----------------------------------------------------|-----------------|
| Revenu public.....                                 | 26,000,000 liv. |
| Charges à déduire.....                             | 6,000,000       |
|                                                    | <hr/>           |
| Sommes versées à cette époque au trésor royal .... | 20,000,000      |
|                                                    | <hr/>           |

(c) Mémoire et comptes de M. Mallet, premier commis des finances.

- (d) Mémoire et comptes de M. Mallet, premier commis des finances.
- (e) *Idem.* — Actes de l'assemblée des notables, de 1596; et mémoires de Sully.
- (f) Mémoire et comptes de M. Mallet, premier commis des finances.
- (g) *Idem.*
- (h) *Idem.* — Et mémoires de Sully.
-

## NOTE QUATORZIÈME.

## É T A T

## DU REVENU PUBLIC, SOUS LOUIS XIII.

DE 1611 A 1642.

| FINANCES.                                                                                                            | LOUIS XIII.                                                                                     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Revenu public, en 1643 (a).....                                                                                      | 80,000,000 livres.                                                                              |
| Dépenses publiques (b) .....                                                                                         | Les recettes des années<br>1643, 1644, 1645 et 1646<br>consommées; rentes et gages<br>arriérés. |
| Dette publique exigible, environ (c).....                                                                            | 250,000,000 livres.                                                                             |
| <i>PRINCIPAUX ARTICLES DE DÉPENSES.</i>                                                                              |                                                                                                 |
| Rentes constituées montaient, en 1640 (d) à...                                                                       | 19,670,000                                                                                      |
| Gages et augmentation des gages des officiers,<br>en 1640, de (e).....                                               | 26,149,000                                                                                      |
| Pensions ordinaires (f).....                                                                                         | 4,000,000                                                                                       |
| Armées de terre de toute nature (g).....                                                                             | 60,000,000                                                                                      |
| Marine et galères (h) environ.....                                                                                   | 5,000,000                                                                                       |
| Le marc d'argent à.....                                                                                              | 25 et 26 livres.                                                                                |
| Le septier de blé, mesure de Paris, du poids<br>de 240 livres, prix moyen de trente années<br>de 1616 à 1645, à..... | 24 livres.                                                                                      |

La dette exigible à la mort d'Henri III était, comme on l'a vu à la fin de la huitième époque, de trois cent quarante millions; cette dette, à la mort de Louis XIII, s'élevait à deux cents cinquante millions; c'est quatre-vingt-dix millions de moins que la dette exigible existante cinquante-quatre ans auparavant; observons encore, à l'avantage de la dernière époque, qu'à la mort de Louis XIII, la gloire de la nation française était victorieusement établie par le succès de ses armes; et, d'ailleurs, l'esprit général commençant à se tourner vers les combinaisons commerciales et la navigation lointaine, faisait profiter le royaume des bénéfices qu'un travail lucratif et honorable procurait dans les trésors des deux Indes. Un demi-siècle avant, les français puissans mendiaient l'or de l'Amérique en se vendant à l'Espagne.

---

(a) Un état complet des finances pendant les dernières années du règne de Louis XIII, et du ministère du cardinal de Richelieu, porte le revenu public à 78 millions, et le testament politique, *attribué* au cardinal de Richelieu, annonce le revenu public être à sa mort de 80 millions. Voyez aussi *comptes de M. Mallet*, premier commis des finances, et recherches et considérations sur les finances, par Forbonnais; mémoire sur les finances, par Déon de Beaumont.

(b) Recherches et considérations sur les finances de France.

(c) *Idem.*

(d) Mémoire et comptes de M. Mallet, premier commis des finances.

(e) *Idem.*

(f) Recherches et considérations sur les finances, par Forbonnais.

(g) Mémoire et comptes de M. Mallet, premier commis des finances.

(h) *Idem.*

---



## NOTE QUINZIÈME.

## É T A T

## DU REVENU PUBLIC ET DES FINANCES,

## SOUS LOUIS XIV.

DE 1643 A 1715.

| FINANCES<br>de<br>LOUIS XIV.                                          | SOUS LE CARDINAL<br>MAZARIN<br>de 1641 à 1660. | SOUS COLBERT,<br>de 1661 à 1683.          | A LA MORT<br>DE LOUIS XIV,<br>en 1715.           |
|-----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| Revenu public ordinaire (a).....                                      | année liv. moy <sup>e</sup> . 46,104,000       | année liv. moy <sup>e</sup> . 100,000,000 | en liv. 1715. 165,576,000                        |
| Dépenses publiques ordinaires (c)....                                 | <i>idem.</i> 42,592,000                        | <i>idem.</i> 73,000,000<br>(d)            | <i>idem.</i> 146,823,000<br>(e)                  |
| Recettes en deniers extraordinaires, année moyenne de guerre (f)..... | <i>idem.</i> 50,000,000                        | <i>idem.</i> 14,500,000                   | année moyenne de 1700 à 1715. 160,000,000<br>(g) |
| Dettes publiques exigibles (h).....                                   | (1660) 180,000,000                             | (1683) 27,000,000                         | au 30 janvier 1716. 553,000,000<br>(i)           |
| Propriétés domaniales (k).....                                        | .... 1,028,000                                 | .... 5,540,000                            | .... 6,000,000                                   |

| FINANCES<br>de<br>LOUIS XIV.                                      | DEPUIS 1641<br>jusques et compris 1660,<br>sous le<br>CARDINAL MAZARIN. | DEPUIS 1661<br>jusques et y compris 1683,<br>sous<br>COLBERT. | A LA MORT<br>de<br>LOUIS XIV,<br>en 1715. |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|
| PRINCIPAUX ARTICLES<br>DE DÉPENSES.                               |                                                                         |                                                               |                                           |
| Rentes constituées<br>montaient (l)... —                          | en liv. en 1660. 23,277,000                                             | en liv. en 1683. 7,010,000                                    | en liv. en 1715. 42,000,000               |
| Gages et augmenta-<br>tion des gages des<br>officiers (m).....    | <i>idem.</i> 30,149,000                                                 | <i>idem.</i> 16,365,000                                       | <i>idem.</i> 37,559,000                   |
| Pensions ordinaires<br>(n)                                        | année<br>moy <sup>e</sup> . 4,000,000                                   | année<br>moy <sup>e</sup> . 1,200,000                         | civiles et<br>militair. 6,00,0000         |
| Armée de toute na-<br>ture, même la mai-<br>son du roi (o)....    | <i>idem.</i> 31,000,000                                                 | <i>idem.</i> 38,000,000                                       | .... 52,306,000                           |
| Marine et galères.<br>(p)                                         | <i>idem.</i> 2,600,000                                                  | <i>idem.</i> 8,000,000                                        | .... 18,000,000                           |
| Le marc d'argent à. ....                                          | 26 liv. 10 s.                                                           | à 30 liv. environ                                             | à 30 l. sans aug-<br>mentation forcée.    |
| Le septier de blé,<br>mesure de Paris,<br>du poids de 240 l. .... | an. moyenne de 20 ans.<br>27 liv. 15 s.                                 | an. moyenne de 23 ans.<br>28 liv. 2 s.                        | an. moyenne de 32 ans.<br>26 liv. 19 s.   |

(a) Mémoire et comptes de M. Mallet, premier commis des finances sous M. Desmaret, contrôleur général.

(b) Recherches et considérations sur les finances de la France, par Forbonnais.

(c) Mémoire et comptes de M. Mallet, premier commis des finances sous M. Desmaret, contrôleur général.

(d) Cette dépense moyenne de 75 millions est celle acquittée directement par le trésor public; elle est indépendante de la somme de 38 millions environ, dont le paiement annuel était assigné sur les revenus qui s'élèvent, année moyenne, à 100 millions. Le montant de ces charges n'était point indiqué dans les comptes, avant Colbert.

(e) Cette dépense de 146 millions, 823 mille livres, est indépendante de celle de 96 millions 766 mille livres, assignée directement comme charges sur les revenus.

(f) Mémoire et comptes de M. Mallet, premier commis des finances.

(g) *Idem.*

(h) Recherches et considérations sur les finances de la France, par Forbonnais.

(i) Compte rendu par M. Desmaret, contrôleur général des finances depuis 1708 jusqu'à 1715; et recherches et considérations sur les finances de France, par Forbonnais.

(k) Droit public de la France, de l'abbé Fleury, tom. 2, 3<sup>e</sup>. partie, *Finances*.

(l) Mémoire et comptes de M. Mallet, premier commis des finances.

(m) *Idem.*

(n) *Idem.*

(o) *Idem.*

(p) *Idem.*

---

# NOTE SEIZIÈME.

## É T A T

DU REVENU PUBLIC ET DES FINANCES,

SOUS LOUIS XV ET LOUIS XVI.

DE 1716 A 1789.

| FINANCES<br>au<br>DIX-HUITIÈME<br>SIÈCLE. | A LA MORT<br>du<br>RÉGENT,<br>en 1723.               | A LA MORT<br>de<br>LOUIS XV,<br>en 1774.                     | A L'ÉPOQUE<br>des<br>ÉTATS-GÉNÉRAUX,<br>en 1789(a). |
|-------------------------------------------|------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
|                                           | liv.                                                 | liv.                                                         | liv.                                                |
| Revenu public ordinaire.....              | 1724. 187,563,000<br>(b)                             | 1775. 370,167,000<br>(c)                                     | ... 475,294,000                                     |
| Dépenses publiques ordinaires.....        | ... 204,647,000<br>(d)                               | à payer par le trés. pub.<br><i>idem.</i> 234,962,000<br>(e) | ... 531,533,000                                     |
| Propriétés domaniales.....                | ... 12,000,000<br>(f)                                | 1761. 16,000,000                                             | ... 9,111,000                                       |
| Recettes extraordinaires.....             | Nulles à cause du visa à la suite du système de Law. |                                                              |                                                     |

| FINANCES<br>au<br>DIX-HUITIÈME<br>SIÈCLE.                                | A LA MORT<br>du<br>RÉGENT,<br>en 1723.                                                                          | A LA MORT<br>de<br>LOUIS XV,<br>en 1774. | A L'ÉPOQUE<br>des<br>ÉTATS-GÉNÉRAUX,<br>en 1789. |
|--------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| Dettes publiques exigibles. . . . .                                      | <i>Nullas.</i> Toutes les dettes liquidées et constituées en vertu du <i>visa</i> à la suite du système de Law. | liv.<br>1775. 235,261,000 (g)            | liv.<br>(h) 557,202,000                          |
| Déficit ou excédant de dépense sur les recettes. . . . .                 | 1724. 17,084,000 (i)                                                                                            | 1775. 21,500,000 (j) en viron.           | ... 56,239,000                                   |
| Anticipations. . . . .                                                   | avènement de Louis xv.<br>1715 186,098,000                                                                      | ... 30,000,000                           | ... 225,000,000                                  |
| -----                                                                    |                                                                                                                 |                                          |                                                  |
| PRINCIPAUX ARTICLES<br>DE DÉPENSES.                                      | EN 1723 (k).                                                                                                    | EN 1774 (l).                             | EN 1789 (m).                                     |
| -----                                                                    | -----                                                                                                           | -----                                    | -----                                            |
| Armée de terre de toute nature, même la maison militaire du roi. . . . . | 37,500,000                                                                                                      | ... 94,269,000                           | ... 99,091,000                                   |
| Marine, galères et colonies. . . . .                                     | 8,744,000                                                                                                       | ... 33,396,000                           | ... 40,500,000                                   |
| Rentes constituées, perpétuelles, viagères et tontines. . . . .          | 51,500,000                                                                                                      | ... 93,365,000 (n).                      | 161,466,000                                      |



| FINANCES<br>au<br>DIX-HUITIÈME<br>SIÈCLE.                                 | A LA MORT<br>du<br>RÉGENT,<br>en 1723.   | A LA MORT<br>de<br>LOUIS XV,<br>en 1774. | A L'ÉPOQUE<br>des<br>ÉTATS-GÉNÉRAUX,<br>en 1789. |
|---------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| Gages et augmen-<br>tations de gages et<br>intérêts des of-<br>fices..... | liv.<br>... 33,244,000                   | liv.<br>... 24,000,000                   | liv.<br>... 14,727,000                           |
| Pensions ordinaires<br>civiles et militai-<br>res.....                    | (o)... 21,159,000                        | (p). 7,000,000                           | ... 29,954,000                                   |
| Le marc d'argent..                                                        | en<br>1724 à... 44 l. 8 s.               | ... à 54 l. envir.                       | à... 54 l. envir.                                |
| Le septier de blé,<br>mesure de Paris,<br>du poids de 240 l.              | année moyenne de<br>1716 à 1725. 17 liv. | année moyenne<br>de 50 ans 19 l. 13 s.   | prix moyen<br>de 15 ans 21 l. 19 s.              |

(a) Je prends pour base de toute cette époque de 1789, le compte général des revenus et des dépenses fixes, remis par le premier ministre des finances, au comité des finances de l'assemblée nationale, le 1<sup>er</sup>. mai 1789.

(b) État des revenus de la dépense du roi en 1724 : tableau *manuscrit* extrait du portefeuille de l'abbé *Sauveur*, qui a été cinquante ans conseiller de grand-chambre au parlement de Paris. Cet état a été dressé sous le ministère de M. *Dodun*, alors contrôleur général des finances. Voyez *noté vingt-quatrième*.

(c) Tableau des revenus, charges et dépenses ordinaires de l'État, pour l'année 1775, par M. Turgot, contrôleur général des finances.

(d) État *manuscrit* des finances de 1724, indiqué ci-dessus.

(e) Même tableau de M. Turgot indiqué ci-dessus : outre cette dépense de deux cent trente-quatre mille neuf cent soixante-deux mille livres à payer par le trésor public,

public, il existait cent cinquante-six mille sept cent livres de charges annuelles assignées sur les revenus.

(f) Droit public de la France, de l'abbé Fleury, tom. 2, 5<sup>e</sup>. partie, *finances*.

Suivant les mémoires remis à l'assemblée *des notables* de 1787, le produit des *propriétés domaniales* était, ainsi qu'il suit ;

|                                                                                                                                                                                               |                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| 1 <sup>o</sup> . Produit brut des maisons, terres, cens, rentes, redevances et droits seigneuriaux casuels, la somme de 4,720,000, et déduction des frais, dépenses et charges annuelles..... | 2,500,0200 liv. |
| 2 <sup>o</sup> . Le produit effectif en argent du montant des adjudications, élevé en 1786, à 7,509,000 liv. des bois, des forêts domaniales, est <i>net</i> de.....                          | 6,611,000       |

---

Total, en 1787, du produit des propriétés  
domaniales..... 9,111,000

---

(g) Même état dressé par M. Turgot.

(h) Voici le détail de cette somme de 557,202,000 liv., montant de la dette exigible en 1789 et 1790. Suivant le rapport fait à l'assemblée nationale, au nom du comité des finances, par M. le marquis de Montesquiou, le 18 novembre 1789.

|                                                                                                                                                                 |                  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| 1 <sup>o</sup> . <i>Les anticipations</i> ; elles se montent au 1 <sup>er</sup> novembre 1789, y compris les assignations suspendues sur les domaines et bois à | 225,300,000 liv. |
| 2 <sup>o</sup> . <i>L'arriéré des rentes</i> pour un semestre à.....                                                                                            | 81,000,000       |
| 3 <sup>o</sup> . <i>Avances de la caisse de Poissy</i> .....                                                                                                    | 902,000          |
| 4 <sup>o</sup> . <i>Arriéré des départemens ou ministères</i> .....                                                                                             | 80,000,000       |
| 5 <sup>o</sup> . <i>Besoins extraordinaires de 1789 et 1790</i> .....                                                                                           | 170,000,000      |

---

TOTAL..... 557,202,000 liv.

---

Le rapporteur ajoute à cette somme le montant des cautionnemens à rembourser aux fermiers généraux et régisseurs généraux, montant

à..... 201,799,000 liv.

Et le cautionnement des receveurs-généraux et particuliers, payeurs et contrôleurs des rentes, grand-maitre des eaux et

forêts et autres, à..... 119,178,000

---

Ce qui augmente la somme précédente de..... 320,977,000 liv.

---

Mais le remboursement des cautionnemens étant le résultat d'un nouveau plan de finances de l'assemblée constituante, cette dernière somme ne put être confondue avec le montant de la dette exigible et des besoins extraordinaires au moment de la convocation des états-généraux de 1789. C'est déjà une somme énorme que celle, pour cet objet, de 557,202,000 liv., d'après les cinq articles ci-dessus détaillés.

(i) Ce déficit de dix-sept millions a été couvert par l'administration pacifique et économe du cardinal Fleury. Les seize années de 1724 à 1740 n'ont vu que la guerre passagère de 1754. Cette longue paix a procuré une augmentation naturelle dans les baux, sur les droits établis aux consommations et aux transactions; de manière qu'au commencement de la guerre de 1740, les recettes et les dépenses de l'État étaient au pair.

(j) *Même état dressé par M. Turgot, en 1775*; ce déficit n'est que de 21,500,000 liv., en comparant la recette ordinaire avec les dépenses ordinaires, mais ce déficit est, suivant le même tableau de 56,500,000 liv., en ajoutant 15,000,000 pour les remboursemens graduels faits chaque année de cette somme, jusqu'à l'extinction de la dette exigible.

(k) État manuscrit des revenus et de la dépense du roi en 1724.

(l) Tableau des revenus, charges et dépenses ordinaires de l'État pour 1775, par M. Turgot, contrôleur-général des finances.

(m) Compte général des revenus et des dépenses fixes remis par M. Necker, premier ministre des finances, au comité des finances de l'assemblée nationale, le premier mai 1789.

(n) Indépendamment de cette somme de 161,466,000 liv., montant des rentes perpétuelles et viagères assignées sur les revenus, il était dû d'intérêt annuel d'effets publics et de diverses créances suspendues, et intérêts et frais d'anticipation, la somme annuelle de 60,656,000 liv.; de manière que, sur la somme de 475 millions de revenus ordinaires en 1789, un seul article de dépense pour *rentes et intérêts* absorbait près de la moitié, ou 222 millions; et, y compris les intérêts des offices et charges civiles et militaires, cet article de dépense s'élevait en tout à 257 millions au moins.

(o) Les pensions, dites de la *Cour*, forment seules un article de 19 millions.

(p) La modicité de la somme de 7,000,000 pour pensions en 1774, comparativement à celles portées aux années 1724 et 1789, m'a fait rechercher la somme des pensions pour les années antérieures à la mort de Louis XV. Il en résulte les sommes suivantes :

Compte de M. de Boulogne, contrôleur-général

|                                            |               |                |
|--------------------------------------------|---------------|----------------|
| des finances.....                          | années 1758 — | 9,800,000 liv. |
| — de M. Silhouette, contrôleur-général.... | 1759 —        | 8,000,000.     |
| — de M. de Laverdy, <i>idem</i> .....      | 1764 —        | 10,000,000.    |
| — Maynon d'Inveau, <i>idem</i> .....       | 1768 —        | 11,000,000.    |
| — de l'abbé Terray, <i>idem</i> .....      | 1773 —        | 6,500,000.     |

*Nota.* Les pensions militaires et civiles, suivant *Forbonnais*, étaient, en 1718, de 5,855,000.

Il est vraisemblable que les 19 millions de pensions, dites *pensions de la cour*, en 1724, furent accordés aux familles accréditées qui avaient été ruinées dans les opérations du système de Law, et que ces pensions furent éteintes après la mort des titulaires, ce qui amena, pour les époques postérieures, une réduction dans cet article de dépenses.

# NOTE DIX-SEPTIÈME.

## TABLEAU DES ANTICIPATIONS SUR LES REVENUS PUBLICS, A DIFFÉRENTES ÉPOQUES DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

| ÉPOQUES<br>des<br>ANTICIPATIONS.      | MONTANT<br>des<br>ANTICIPATIONS. | OBSERVATIONS.                                                                 |
|---------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|
| 1715. — Avènement<br>de Louis XV (a). | 186,093,000 livres.              | <i>Nota.</i> ANTICIPER sur les<br>revenus, c'est les con-<br>sommer d'avance. |
| 1764.....(b).                         | 80,000,000.                      |                                                                               |
| 1768.....(c).                         | 132,591,000.                     |                                                                               |
| 1770.....(d).                         | 154,000,000.                     |                                                                               |
| 1773.....(e).                         | 30,000,000.                      |                                                                               |
| 1775.....(f).                         | 78,250,000.                      |                                                                               |
| 1776.....(g).                         | 50,480,000.                      |                                                                               |
| 1781.....(h).                         | 119,000,000.                     |                                                                               |
| 1782.....(i).                         | 154,760,000.                     |                                                                               |
| 1783.....(j).                         | 176,000,000.                     |                                                                               |
| 1787.....(k).                         | 255,000,000.                     |                                                                               |
| 1789.....(l).                         | 225,000,000.                     |                                                                               |

(a) Recherches sur les finances, par *Forbonnais*.

(b) Première année du ministère de M. de Laverdy. (*Collection des comptes rendus.*)



- (c) Ministère de M. Maynon - d'Inveau. (*Collection des comptes rendus.*)
  - (d) Première année du ministère de M. l'abbé Terray. (*Idem.*)
  - (e) Dernière année du ministère de M. l'abbé Terray. (*Idem.*)
  - (f) Deuxième année du ministère de M. Turgot. (*Idem.*)
  - (g) Dernière année du ministère de M. Turgot. (*Idem.*)
  - (h) Dernière année du premier ministère de M. Necker. (*Idem.*)
  - (i) Ministère de M. de Fleury. (*Idem.*)
  - (j) Ministère de M. d'Ormesson. (*Idem.*)
  - (k) Ministère de M. de Calonne, états remis aux notables ; et en y comprenant les 25 millions d'assignations qui ne portent pas d'intérêt, à 280,080,000 l.
  - (l) Rapport fait à l'assemblée nationale, au nom du comité des finances, par M. le marquis de Montesquiou, le 8 novembre 1789.
-

## NOTE DIX-HUITIÈME.

---

### É T A T

DU REVENU PUBLIC ET DES FINANCES,

A L'ÉPOQUE DU 18 BRUMAIRE AN VIII;

ET COMPARAISON DES TROIS ÉPOQUES DE 1789, DE 1798 (AN VI)

ET DE 1804 (AN XII.)

---

### OBSERVATION.

---

LA consistance territoriale et financière de la France à ces trois époques, est comme il suit :

A l'époque de 1789, la France avait la même étendue qu'à la mort de Louis XIV, et de plus, elle était augmentée de la Lorraine, de l'île de Corse et des Colonies (a).

---

« (a) Le premier agrandissement durable de la France a commencé sous » *Saint-Louis*. Ce prince a ajouté la Bourgogne à ses États, et elle n'en » a pas été séparée depuis. Sous *Philippe-de-Valois*, le Dauphiné est devenu » une province française, d'État particulier qu'il était; *Charles VII* a réuni » la Guyenne; *François I<sup>er</sup>* la Bretagne; *Henri II*, les trois évêchés de » Metz, Toul et Verdun, et le comté de Calais; Louis XIV, la Flandre, l'Ar- » tois, la Franche-Comté, l'Alsace, la principauté d'Orange; *Louis XV*, la » Lorraine, l'île de Corse (et des colonies.)

( *Statistique élémentaire de la France, par M. Jacques Peuchet.* )

*A l'époque de l'an VI (1798), la consistance ci-dessus était augmentée dans le compte des finances des neuf départemens de la Belgique, de Porentruy, de Mulhausen, de Genève, d'Avignon, de Nice, avec leur territoire respectif; enfin de la Savoie, ou département du Mont-Blanc.*

*A l'époque de l'an XII (1804), la consistance ci-dessus était encore augmentée, dans les comptes des finances, des quatre départemens de la rive gauche du Rhin, des six départemens du Piémont et de l'île d'Elbe (a):*

---

(a) En l'an XIII (1805), la république de Gènes a été réunie à l'Empire français, et compose trois nouveaux départemens; les états de Parme, Plaisance et Guastalla ont été pareillement réunis à la même époque, et forment un nouveau département. L'Empire français en Europe se compose donc maintenant de cent douze départemens.

---

| FINANCES.                                                        | REVENUS ET DEPENSES PUBLIQUES,                       |                                       |                                                                                           |
|------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                  | A L'ÉPOQUE<br>des<br>ÉTATS-GÉNÉRAUX,<br>en 1789 (a). | EN L'AN<br>VI<br>(1798.) (b).         | EN L'AN<br>XII<br>(1804.) (c).                                                            |
|                                                                  | <i>Temps de paix.</i>                                | <i>Guerre de terre<br/>et de mer.</i> | <i>Guerre maritime.</i>                                                                   |
| Revenu public ordinaire.....                                     | liv.<br>... 475,294,000                              | liv.<br>... 581,000,000               | liv.<br>... 762,000,000                                                                   |
| Dépenses publiques ordinaires.....                               | ... 531,533,000                                      | ... 596,000,000                       | ... 762,000,000                                                                           |
| Propriétés domaniales, canaux, bois et forêts....                | ... 9,111,000                                        | ... 48,819,000                        | ... 69,130,000                                                                            |
| Recettes extraordinaires de toute nature.....                    | .....                                                | ... 150,902,000                       | ... 198,637,000                                                                           |
| Dettes publiques exigibles.....                                  | ... 557,202,000                                      | <i>Reliquat<br/>en liquidation.</i>   | <i>Reliquat<br/>en liquidation.</i>                                                       |
| Déficit ou excédant de dépenses sur les recettes ordinaires..... | ... 56,239,000                                       | (e).. 15,000,000                      | .....                                                                                     |
| Anticipations.....                                               | ... 225,000,000                                      | Nulles.                               | <i>Les comptes de<br/>finances et du<br/>trésor public<br/>n'en font pas<br/>mention.</i> |
| PRINCIPAUX ARTICLES                                              |                                                      |                                       |                                                                                           |
| DE RECETTES.                                                     |                                                      |                                       |                                                                                           |
| Contributions directes, territoriales                            |                                                      |                                       |                                                                                           |

FINANCES.

| FINANCES.                                                                           | REVENUS ET DÉPENSES PUBLIQUES                    |                                       |                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------|
|                                                                                     | A L'ÉPOQUE<br>des<br>ÉTATS-GÉNÉRAUX,<br>en 1789. | EN L'AN VI<br>année<br>1798.          | EN L'AN XII<br>année<br>1804. |
|                                                                                     | <i>Temps de paix.</i>                            | <i>Guerre de terre<br/>et de mer.</i> | <i>Guerre maritime.</i>       |
| ou foncière, per-<br>sonnelle, mobi-<br>lière, somptuaire<br>et patentes.....       | liv.<br>(f). 187,651,000                         | liv.<br>... 265,000,000               | liv.<br>(g). 313,062,000      |
| Contributions indi-<br>rectes sur les con-<br>somptions et les<br>transactions..... | ... 287,643,000                                  | ... 165,098,000                       | (h). 270,992,000              |
| Recettes extraordi-<br>naires.....                                                  | .....                                            | ... 150,902,000                       | (i). 177,946,000              |
| PRINCIPAUX ARTICLES<br>DE DÉPENSES.                                                 |                                                  |                                       |                               |
| Armées de terre de<br>toute nature même<br>la maison militaire<br>du prince.....    | ... 99,091,000                                   | ... 307,851,000                       | ... 295,500,000               |
| Marine, galères et<br>Colonies.....                                                 | ... 40,500,000                                   | ... 124,201,000                       | ... 195,000,000               |
| Rentes constituées,<br>perpétuelles, via-<br>gères et tontines..                    | ... 161,466,000                                  | ... 71,333,000                        | (j) 66,260,000                |



| FINANCES.                                                                                       | REVENUS ET DÉPENSES PUBLIQUES                    |                                       |                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------|
|                                                                                                 | A L'ÉPOQUE<br>des<br>ÉTATS-GÉNÉRAUX,<br>en 1789. | EN L'AN VI<br>année<br>1798.          | EN L'AN XII<br>année<br>1804. |
|                                                                                                 | <i>Temps de paix.</i>                            | <i>Guerre de terre<br/>et de mer.</i> | <i>Guerre maritime.</i>       |
| Gages et augmenta-<br>tions de gages et<br>intérêts des offi-<br>ces ou cautionne-<br>mens..... | liv.<br>14,727,000                               | .....                                 | liv.<br>(k) 3,006,000         |
| Pensions ordinaires<br>civiles et militai-<br>res.....                                          | 29,954,000                                       | 12,000,000                            | (l) 24,000,000                |
| Le marc d'argent..                                                                              | à.... 54 livres.                                 | à.... 54 livres.                      | à.... 54 fr.                  |
| Le septier de blé,<br>mesure de Paris,<br>du poids de 240 liv.                                  | ... 21 fr. 96 c.                                 | (m) 26 fr. 53 c.                      | ... 31 fr. 73 c.              |

(a) Compte général des revenus et des dépenses fixes remis par M. Necker, premier ministre des finances, au comité des finances de l'assemblée nationale, le premier mai 1789.

(b) Compte rendu au Directoire exécutif par le ministre des finances, sur l'administration de son département, pendant l'an VI, et loi du 5o ventose an IX.

Nous prenons pour terme de comparaison, l'an VI, préférablement à l'an VII, par plusieurs motifs, 1°. l'an VI est l'époque de la réparation du numéraire dans la circulation et dans le paiement de l'impôt; 2°. c'est aussi l'époque de la reprise de l'ordre dans la comptabilité, au moyen du retour au signe monétaire métallique; 3°. enfin, c'est dans la session de l'an VI, que le Corps législatif

s'occupa le plus sérieusement du remplacement des impôts supprimés par l'assemblée constituante.

Quant à l'an VII, la reprise des hostilités, les nouvelles dissensions dans les Conseils et dans le Directoire exécutif, reportèrent l'anarchie de l'État dans les finances, et *vice versa*. Cette position rendit inévitable l'heureuse journée du 18 brumaire an VIII, et vint de nouveau confirmer pour la France l'expérience de tous les siècles précédens rendu sensible par cette *histoire*, que *nul Gouvernement ne peut se soutenir dans le désordre des finances*.

(c) Compte de l'administration des finances en l'an XII.

(d) Non compris les 20 millions de la taxe spéciale de l'entretien des routes, le nouveau produit de la régie des droits réunis, et celui des octrois à l'entrée des villes pour celles qui ont consenti ce genre de revenu municipal.

(e) Les fonds de ce déficit ont été couverts par les inscriptions sur le grand-livre créées par la loi du 30 ventose an IX.

(f) La division des contributions *directes* et *indirectes* n'est qu'approximative pour 1789. A cette époque, cette distinction n'avait point lieu dans les comptes des finances: cependant M. Necker, qui s'est occupé de cette recherche dans le chapitre VI de son *Traité de l'administration des finances* de la France, porte à 190 millions l'*impôt* qu'il estime territorial; mais, à cette époque de 1784, il existait trois vingtièmes: le troisième vingtième, évalué 21,500,000; d'un autre côté, certaines taxes, qui ne portent pas sur les propriétés, sont réputées directes ou personnelles. Cependant on peut regarder la division ci-dessus comme très-près de la réalité.

(g) Y compris les dix centimes payables pendant les années XII, XIII et XIV, sur la contribution foncière pour l'impôt de guerre, et indépendamment des *centimes* destinés par les lois aux dépenses communales, municipales ou spéciales, et aux dégrèvements et non-valeurs, confection de rôles, taxations de receveurs et frais de poursuites, lesquels centimes, non versés au trésor public, peuvent s'élever, en l'an XIII (1805), de 60 à 70 millions environ.

(h) Au montant ci-dessus des contributions indirectes sur les consommations et les transactions, il faut ajouter le produit de la taxe d'entretien des routes, celui de la nouvelle régie des droits réunis, et le montant des *octrois* à l'entrée des villes où ils sont établis, le tout d'après les comptes détaillés qui seront publiés par le Gouvernement, au désir du *Tribunat*, manifesté par son rappor-

porteur de la loi annuelle des finances ou Budget , à la session du Corps législatif de l'an XIII.

(i) Non compris les 20 millions 690 mille livres, produit des dix centimes énoncés ci-dessus , perceptibles sur la contribution foncière pour la taxe de guerre, et portés aux *contributions directes*.

(j) Les rentes *viagères* sont comprises dans les 66 millions, pour 20 millions.

(k) La caisse d'amortissement a acquitté, en l'an XII , pour la totalité des intérêts dûs, tant par elle que par le trésor public sur les capitaux de cautionnemens pour tous les points de l'Empire , 5 millions 6 mille livres de rentes. Mais la caisse d'amortissement étant propriétaire, en l'an XII, de 5 millions 62 mille livres de rentes sur les 66 millions ci-dessus, il y a compensation pour l'État, et ce chapitre de dépenses de 5 millions pour intérêts de cautionnemens est purement d'ordre.

(l) Non compris l'avance extraordinaire d'un trimestre qui a été faite, à cette époque, aux *rentiers voyageurs* et aux pensionnaires, et compris aux comptes des finances de l'an XII.

Cette somme de 24 millions pour pensions en 1804, comprend les pensions ecclésiastiques liquidées à cette époque; mais elle est indépendante de celle de 22 millions 128 mille francs, montant de la solde de retraite de tous les militaires qui en jouissent (au département de la guerre), à la date du premier nivose an XIII, suivant un état imprimé par âge des titulaires au Journal officiel ou Moniteur de ladite année (n°. 335).

(m) Le prix des grains en l'an VI et en l'an XII est le prix moyen de chaque année dans 102 départemens de la France, d'après les *mercuriales* adressées toutes les années au ministre de l'intérieur.

---

---

# NOTE DIX-NEUVIÈME.

---

## R A P P O R T

FAIT AU CORPS LÉGISLATIF,

PAR M. ARNOULD (DE LA SEINE),

ORATEUR ET PRÉSIDENT DE LA SECTION DES FINANCES  
DU TRIBUNAT,

*Sur le Budget de l'an XIII.*

~~~~~  
Séance du 2 Ventose an XIII.

MESSIEURS,

La section des finances du Tribunal nous a chargés, mon collègue et moi, de soumettre à l'approbation du Corps législatif la loi générale et annuelle sur les finances, que les orateurs du Conseil d'État vous ont apportée dans la séance du 22 pluviôse dernier.

Messieurs, rien ne caractérise mieux l'importance de la décision que vous allez rendre, que les premières paroles, vraiment profondes, de l'orateur du Conseil d'État, en vous présentant le projet de loi qui vous occupe.

« L'époque , dit cet orateur , où l'état des finances d'un grand
» peuple , présenté au Corps législatif dans son ensemble comme
» dans ses détails , est mis aussi à la portée de tous les citoyens ,
» par une publicité sans réserve , devient une espèce de *solennité*
» *politique*. »

Oui , Messieurs , c'est une *solennité politique* que la délibération qui nous conduit à former du tribut des propriétés particulières , une propriété générale destinée à la gloire , à la défense et à la prospérité de la patrie ; oui , Messieurs , c'est une *solennité politique* que le droit que nous exerçons , en vertu des Constitutions de l'Empire , d'approfondir et de légaliser les dépenses et les revenus de l'État ; mais , Messieurs , lorsque , dans les siècles à venir , nos neveux nous béniront de leur avoir transmis cette *solennité politique* , avec quelle curiosité réfléchie ne rechercheront-ils pas , dans les premières pages de l'histoire de la quatrième dynastie , par quelle austérité de principes nous aurons été conduits à exercer le ministère sévère du *vote libre et annuel de l'impôt* !

La section des finances du Tribunal a examiné , Messieurs , avec le recueillement de la méditation , toutes les parties du projet de loi qui vous est soumis ; elle s'est fait représenter les états détaillés des dépenses ; elle a analysé avec la plus grande attention les comptes des Ministres des finances et du trésor public ; et c'est le résultat des travaux de la *section des finances du Tribunal* , que je vais avoir l'honneur de vous présenter , en appelant toute votre attention sur les neuf titres ou quarante-quatre articles du projet de loi.

Ce projet vous présente , Messieurs , quatre points principaux à déterminer ;

1°. *Les dispositions d'ordre pour les exercices antérieurs à l'année courante ;*

2°. *Les dépenses de l'établissement politique , en l'an XIII ;*

3°. *Les voies et moyens , ou recettes en l'an XIII ;*

4°. *Les vues actuelles d'amélioration et de prévoyance pour l'an XIV.*

Je vais successivement vous présenter , sous ces quatre divisions de mon rapport , toutes les réflexions générales et particulières faites par la *section des finances du Tribunal.*

P R E M I È R E P A R T I E.

Dispositions d'ordre pour les exercices antérieurs à l'année courante.

Les trois premiers titres , en sept articles du projet de loi , se reportent aux exercices des années IX , XI et XII. Ces époques , antérieures à l'année courante , sont les seules qui réclament des *dispositions législatives*. Quant aux exercices des années V, VI, VII, VIII, et de l'an X , le compte du Ministre des finances rappelle avec exactitude comment tous les fonds ont été faits , pour en acquitter les dépenses , tant par la loi du 30 ventose an IX , qui a créé , à cet effet , des inscriptions à trois et à cinq pour cent , que par des rentrées successives sur les contributions arriérées. Le concours de ces moyens balance parfaitement l'*actif* et le *passif* , de manière que tous les soins de l'administration se bornent maintenant à régulariser ou à solder les crédits des quatre années antérieures à l'an IX , et même pour l'an X , à mesure que les dépenses sont ordonnancées.

Le titre premier du projet de loi est applicable à l'exercice de l'an IX. Les trois articles qui composent ce premier titre, disposent trois choses :

1°. Le Budget de l'an IX y est définitivement arrêté à la somme de..... 545 millions ;

2°. Sur cette somme, le compte du Ministre du Trésor public démontre, avec détails et clarté, que les dépenses acquittées et ordonnancées jusqu'au premier vendémiaire an XIII, pour l'an IX, s'élèvent à..... 529,416,732 fr.

3°. Pour compléter les cinq cent quarante millions, il faut donc une somme de..... 15,583,268.

Or, trois natures de recettes déjà effectuées et indiquées dans le projet, ferment cet exercice ; ces recettes ont trois sources : 1°. un produit de 4,541,809 francs, excédant les évaluations faites par le Budget de l'an IX ; 2°. une application spéciale de 5,981,150 f. prélevés sur les moyens extraordinaires de l'an XIII ; 3°. un transport, à l'an IX, de 8 millions de recettes de l'exercice de l'an VIII. C'est au Corps législatif à légaliser ces dispositions d'ordre infiniment claires, et qui n'offrent pas la plus petite objection.

Une semblable disposition législative est requise par le projet de loi pour l'exercice an XI, dont le Budget définitif est fixé à la somme de..... 624,500,000 fr.

Le montant provisoire, jusqu'à ce jour, était de..... 519,500,000 fr.

Mais la somme de..... 5,000,000

nécessaire pour compléter le service de cette année, devant être prise, suivant l'article V du même titre II, sur les divers produits des

des revenus de l'an XI, qui excèdent effectivement les évaluations précédemment faites par le Budget de cette même année; le Corps législatif pensera sans doute, comme *la section des finances du Tribunat*, que l'autorisation sollicitée est de droit.

Quant aux dépenses de l'an XII, qui forment l'objet du titre III, il est nécessaire, Messieurs, de vous soumettre quelques développemens qui vous mettent à portée de juger de l'utilité des dispositions des deux articles VI et VII de ce même titre.

L'article VI porte : « La somme de 62 millions, nécessaire pour » le paiement des dépenses extraordinaires que la guerre a nécessitées en l'an XII, faisant, avec celle de 700 millions, comprise » dans la loi du 5 ventose an XII, la somme totale de 762 millions, » est mise à la disposition du Gouvernement. »

L'article VII ajoute : « Cette somme de 62 millions sera fournie » par l'excédant des revenus ordinaires et ressources extraordinaires portées au Budget de l'an XII. »

Vous avez pu, Messieurs, vous convaincre, en comparant le compte du Ministre des finances qui vient de vous être distribué, pour l'an XII, avec celui de l'année précédente, quelles sont les sources qui ont procuré au trésor public cet excédant de 62 millions, sur les évaluations de recettes présentées au Budget de l'année dernière.

Pour faciliter vos réflexions, je vais récapituler les élémens de cette augmentation de 62 millions de recettes; et j'indiquerai ensuite l'emploi utile à la Patrie, qui en a été fait, et cette partie du rapport de la *section des finances du Tribunat* sera ainsi le complément des dispositions législatives que l'autorité tribunitienne a réclamées, l'année dernière, du Corps législatif.

L'augmentation de 62 millions *net* sur les recettes effectives pendant l'an XII, porte, *en revenus ordinaires*,

	Augmentation de 62 millions.
1°. Sur la régie de l'enregistrement, et des domaines et bois.....	18,584,840 fr.
2°. Sur les douanes.....	16,485,601
3°. Sur la loterie nationale.....	3,658,500
4°. Sur les droits réunis et régie des salines..	1,220,000
	<hr/>
	39,948,941
5°. En recettes extraordinaires, rentrées accidentelles, cautionnemens et autres, augmentation nette.....	22,051,059
	<hr/>
TOTAL égal à l'augmentation.....	62,000,000 fr.

L'emploi utile de ces 62 millions d'accroissement des recettes publiques en l'an XII, a eu lieu de la manière suivante :

	Emploi des 62 millions.
1°. Le département de la guerre a été augmenté de.....	27,500,000 fr.
2°. Le département de la marine, de.....	15,000,000
3°. Le ministère de l'intérieur de.....	5,160,000
4°. Le ministère des finances, pour dépenses de gouvernement, en raison du <i>Sénatus-Consulte organique</i> , du 28 floréal an XII. de.....	3,000,000
5°. Le ministère des cultes, de.....	7,500,000

<i>D'autre part</i>	58,160,000 fr.
6°. Les frais de négociation.....	3,489,869
7°. Augmentation sur tous les autres services.....	550,151 fr.
	<hr/>
TOTAL égal à l'augmentation.....	62,000,000 fr.
	<hr/>

D'après ces développemens, Messieurs, il ne peut s'élever aucun doute, ni sur la réalité des produits augmentés et réalisés pendant l'an XII, ni sur l'assignation utile qui en a été faite en accroissement de dépenses, pour divers départemens, particulièrement de la *guerre* et de la *marine*. — La précision du calcul justifie donc l'assentiment que la *section des finances du Tribunal* propose au Corps législatif de donner aux articles VI et VII du projet de loi.

Avant de passer aux dépenses de l'an XIII, qu'il soit permis, Messieurs, à la *section des finances du Tribunal* de relever les avantages qui résultent de la ponctualité et de la clarté avec lesquelles les ministres des finances et du trésor publient, chaque année, les comptes détaillés de leur administration respective. Tout, dans ces comptes, se contrôle réciproquement; et vous avez été à portée, Messieurs, dans l'examen que vous en avez fait, de reconnaître l'étendue du travail et la netteté des résultats. Le compte particulier de la caisse d'amortissement, accompagné de procès-verbaux qui en certifient l'exactitude, prouve tout ce que peut l'esprit d'ordre et d'analyse uni à une prodigieuse activité qui triomphe de l'aridité de détails innombrables; quant au fond même des opérations de la caisse d'amortissement, son état de situation imprimé à la suite du compte du ministre des finances, en fait suffisamment connaître la perfection progressive.

Nous devons le dire, parce que notre remarque tournera au

profit de la science administrative , encore plus qu'elle ne fera l'éloge des administrateurs actuels, c'est que ces divers comptes, ces nombreux tableaux n'ont pas une utilité seulement matérielle et de simple vérification ; mais plusieurs de ces états offrent des points de vue économiques qui doivent aider aux grands aperçus de gouvernement. C'est ainsi, par exemple, que, dans les comptes du trésor public , on peut rechercher quelles sont les parties de l'Empire, *intérieures, maritimes ou frontières*, qui, après avoir porté au trésor public les tributs de leur contingent, repompent dans une proportion plus ou moins forte, par les dépenses de l'État, le numéraire qui n'aboutit au centre que pour se répandre sur tous les points de la circonférence.

La section des finances du Tribunal regrette de ne pas voir encore réunis aux comptes des ministres des finances, du trésor public et de la caisse d'amortissement, le compte spécial de la recette et de l'emploi de la taxe d'entretien des routes, le tableau général et raisonné de tous les centimes additionnels perçus sur les contributions directes de toute nature, enfin le compte général des *octrois* dans les communes de l'Empire où il en est établi. On ne peut se dissimuler que tous ces documens ne fassent partie de la situation financière de la France; et *la section des finances du Tribunal* est dans la persuasion qu'après que ces diverses ramifications de l'arbre économique auront acquis tout leur accroissement, SA MAJESTÉ IMPÉRIALE donnera des ordres pour que ces dernières branches de comptabilité soient mises, comme les autres comptes des ministres, sous les yeux du Corps législatif.

J'ai examiné, Messieurs, les trois premiers titres du projet, sous le rapport *des dispositions d'ordre* complètement justifiées; je passe à la seconde partie de mon rapport, *les dépenses de l'établissement politique en l'an XIII.*

DEUXIÈME PARTIE.

Dépenses de l'établissement politique en l'an XIII.

Les dépenses de *l'établissement politique* se trouvent fixées par les articles VIII, IX et X du titre IV du présent projet à une somme, pour l'an XIII, de..... 684,000,000 fr.

Le montant général de ces dépenses, pour l'an XII, avec l'augmentation dont il vient d'être justifié, est de..... 762,000,000

En sorte que la dépense de l'établissement politique, en l'an XIII, est en moins, sur l'an XII, de..... 78,000,000

Il convient, avant tout, de rechercher dans quelles proportions toutes les branches des services publics se partageront les 684,000,000 fr., montant estimatif des dépenses à la charge du trésor public en l'an XIII.

En voici la répartition :

1°. Dette publique, perpétuelle et viagère, y compris celle des six nouveaux départemens du ci-devant

Piémont..... 69,140,461 f. (a)

2°. Ministères du grand-juge, des relations extérieures, de l'intérieur, des finances, du trésor public et de la police générale, comprenant les dépenses de *gouvernement*, celles *administratives*, *diplomatiques*, *judiciaires* et *civiles*..... 89,719,800 fr.

(a) Les *rentes viagères* sont comprises dans cette somme de 69 millions, pour 19 millions 788 mille livres.

<i>D'autre part</i>	158,860,261 fr.
3°. Liste civile , y compris deux millions pour les princes français, conformément au <i>Sénatus-Consulte organique</i> du 28 flo- réal an XII.....	27,000,000
4°. Remboursement et paiement à la caisse d'amortissement.....	14,800,000
5°. Pensions civiles, anciennes, nouvelles, des veuves des défenseurs de la patrie, des six nouveaux départemens du ci-devant Piémont et de l'ordre de Malte.....	5,530,200
6°. Ministère des cultes, dont 22 millions en pensions ecclésiastiques.....	35,000,000
7°. Ministère de la guerre et armées de terre.	271,500,000
8°. Ministère de la marine et des colonies..	140,000,000
9°. Frais de négociation.....	11,000,000
10°. Fonds de réserve.....	20,309,539
TOTAL égal	684,000,000 fr.

La diminution des dépenses de l'an XIII estimée sur l'an XII, de 78,000,000 fr. se fait remarquer sur chaque branche de service, dans les proportions suivantes.

Cette diminution sur les paiemens à faire pour les dettes publique, perpétuelle et viagère, est, comparativement à ceux faits en l'an XII, de..... 2,013,305

La dette perpétuelle inscrite pour nouvelle liquidation, est augmentée, en l'an XIII, de 1,494,010 fr.; mais les paiemens à faire pour

NOTE DIX-NEUVIÈME.

D'autre part..... 2,013,303 fr.

toute la dette, seront diminués de toute la différence d'un trimestre avancé, en l'an XII, aux *rentiers viagers*.

La diminution sur les ministères, ou dépenses administratives, judiciaires et civiles, est de... 23,098,119

Et cette diminution provient en grande partie des changemens de dépenses, opérés et reportés dans un autre chapitre, tant pour la liste civile, que pour le ministère des cultes et le rétablissement du ministère de la police générale.

La diminution sur les paiemens à faire à la caisse d'amortissement, est de..... 1,450,000

La diminution sur le ministère de la guerre et armées de terre, est de..... 24,000,000

Et sur le ministère de la marine et des colonies, elle est de..... 55,000,000 fr.

Enfin sur les frais effectifs de négociations en l'an XII, la diminution en l'an XIII sera de. 7,489,869

Montant de la diminution..... 113,051,293 fr.

Mais les augmentations résultantes de la représentation du Gouvernement impérial, aux termes du Sénatus - Consulte organique du 28 floréal an XII, des nouvelles liquidations des pensions ecclésiastiques et même civiles, ainsi que des dépenses du ministère des cultes et de celui de la police générale, toutes ces augmentations, disons-nous, étant en masse de..

35,051,293

Il résulte une diminution définitive déjà remarquée dans le Budget de l'an XIII, comparé à celui de l'an XII, de..... 78,000,000 fr.

Une semblable diminution, qui laisse dans toute leur activité nos moyens de défense contre l'ennemi, diminution qui ne fait souffrir aucun service d'administration et d'amélioration intérieure, diminution qui existe après que notre considération au dehors aura été assurée par les dépenses d'établissements formidables de nos armées de terre et de mer, au moyen de l'abondance des recettes ordinaires et extraordinaires de l'an XII; une semblable diminution est l'éloge le plus complet du génie créateur et réparateur des destinées de l'Empire français. *La section des finances du Tribunat* n'a donc qu'à se féliciter de soumettre à votre approbation le titre IV du projet de loi qui offre un emploi glorieux, en même temps qu'économique des contributions des peuples.

Nous allons maintenant apprécier la nature et l'étendue des *voies et moyens, ou recette en l'an XIII.*

TROISIÈME PARTIE.

Voies et moyens, ou recettes en l'an XIII.

Les recettes qui, en l'an XIII, doivent faire face à tous les services de cette année, font l'objet des titres V, VI et VII, depuis l'article XI jusqu'à celui XXVI du projet; ces recettes sont de deux sortes; *les revenus ordinaires, et les recettes extraordinaires.*

Voici l'évaluation que présente le compte du ministre des finances de l'une et l'autre branche de recettes, eu égard au produit effectif

effectif de l'an XII, et aux circonstances qui doivent influer sur les mêmes rentrées pendant l'an XIII.

Revenus ordinaires.

Contributions foncière, personnelle, mobilière, somptuaire, centimes additionnels pour les dépenses fixes, versés au trésor public, portes et fenêtres et patentes, la somme réunie de..... 290,860,678 fr.

Régie de l'enregistrement, domaines et bois nationaux, douanes, loteries, postes, régie des droits réunis, monnaies, recettes diverses et accidentelles sur des évaluations raisonnées et modérées..... 288,448,522

Total des revenus ordinaires.... 579,319,200 fr.

Recettes extraordinaires.

Portion d'intérêts de la dette publique du ci-devant Piémont, remboursable par la république italienne..... 3,000,000

Contributions antérieures en l'an IX..... 3,000,000

Cautionnements des receveurs généraux et particuliers, notaires, commissaires - priseurs, greffiers, avoués, huissiers, agens-de-change et préposés de la régie des droits réunis..... 36,000,000

<i>D'autre part</i>	42,000,000	
Ventes de domaines.....	20,000,000	
Moyens extérieurs.....	22,000,000	
	<hr/>	
	84,000,000	} 104,690,800 (a)
Dix centimes, comme en l'an XII, sur la contribution foncière.....	20,690,800	
	<hr/>	
TOTAL égal aux voies et moyens en l'an XIII.....		684,000,000 fr.

Dans ce tableau général de toutes les recettes à opérer en l'an XIII, *année de guerre*, il n'existe aucune évaluation qui ne puisse être complètement justifiée par les circonstances présentes. L'estimation du produit de l'enregistrement et des domaines et bois est déterminée au-dessous des produits réels de l'an XII, en raison sur-tout de quelque distraction de certains droits qui font aujourd'hui partie de la régie des *droits réunis*; et si la fixation du produit des douanes de l'an XIII est encore supérieure de quelques millions aux perceptions faites l'année dernière, c'est, observe le ministre des finances, que l'amélioration progressive de cette partie, devenue importante, des revenus publics, est due au *perfectionnement que la législation et les tarifs de douanes ont reçu d'année en année, et à la réorganisation de la ligne des préposés qui veillent à la répression de la contrebande*.

La régie des droits réunis est, à la vérité, comprise pour vingt-cinq millions, en l'an XIII, dans les évaluations qui précèdent;

(a) Indépendamment de 4,943,522 francs annoncés dans les revenus ordinaires, comme *recettes diverses et accidentelles*.

mais le projet réclamant des autorisations comme moyen d'exécution de la loi du 5 ventose dernier, il y a lieu d'espérer que l'expérience et d'utiles réglemens mettront dans une activité productive cette nouvelle branche de revenus que le *ministre des finances* assure, dans son compte, être conduite par une administration jalouse de *se distinguer des anciennes fermes et régies fiscales*, par une attention constante à respecter l'industrie, et à ne violer jamais les principes d'une sage liberté.

Enfin, le projet ne présente pas d'innovation financière de l'an XIII à l'an XII, relativement aux frais de la guerre assignés par l'article XI, ainsi qu'il suit : « Les sommes votées, en l'an XII, » par les divers départemens, pour les frais de la guerre, et » montant à 21,534,360 francs, sont converties, pour l'an XIII, » *comme elles l'ont été pour l'an XII*, en une addition de dix » centimes au principal de la contribution foncière de tous les » départemens de l'Empire, formant la somme de 20,690,000 fr. »

L'article XII du projet légalise le tarif de la répartition des contributions personnelle et somptuaire de la ville de Paris, sur une échelle par classe de loyers, rectifiée par décret impérial; opération provisoire, autorisée par les lois précédentes, et que la sanction sollicitée du Corps législatif va rendre définitive.

Quant aux *Cautionnemens* exigés de divers comptables et officiers publics, la *section des finances du Tribunal* n'a pu se dissimuler que la rentrée des 36 millions destinés au service de l'an XIII ne devait pas être considérée seulement sous les rapports d'une plus grande *garantie* de la gestion de ces divers officiers publics, mais bien aussi comme un emprunt indirect, qui devait aider les opérations du *trésor public*, pour l'année courante; sous ce dernier rapport même, celui de *l'emprunt indirect*, la *section des finances du Tribunal* a dû considérer que les conditions de

paiement des intérêts à six pour cent n'en étaient pas onéreuses pour le trésor public , puisque les opérations bien conduites de la caisse d'amortissement , et ses relations combinées avec le trésor public , pour le rétablissement successif dans cette caisse des capitaux de ces cautionnemens , libérera le grand livre d'une masse d'inscriptions supérieures , au montant des intérêts payés annuellement pour ces 56 millions de cautionnemens.

D'un autre côté , toutes les dispositions favorables sont assurées aux comptables et officiers publics , par le projet , pour ne faire verser au trésor public que par quart , et d'ici en thermidor an XIV , le complément de ces cautionnemens ; enfin une loi précédemment rendue à l'égard de plusieurs comptables , et une autre qui sera soumise incessamment au Corps législatif , assureront à tous les prêteurs un privilège de bailleur de fonds , qui leur garantira le remboursement de leurs capitaux , par préférence à tous les créanciers particuliers desdits comptables , pour lesquels ces prêteurs auront fait les fonds de cautionnemens.

La section des finances du Tribunal , Messieurs , regarde toute cette partie du projet , qui assure des rentrées fixes au trésor public , par les titres V , VI et VII , en raison des dépenses urgentes de la guerre , comme devant recevoir votre approbation. Ces moyens , qui se fortifient réciproquement , sont propres à déployer , aux yeux de l'Europe , et les ressources inépuisables de la grande nation , et l'esprit d'union et de zèle qui nous anime tous pour la gloire et la défense de la commune patrie.

Il me reste , Messieurs , à vous faire connaître les dispositions actuelles d'amélioration et de prévoyance pour l'an XIV , que présentent les titres VIII et IX du projet.

QUATRIÈME PARTIE.

Dispositions actuelles d'amélioration et de prévoyance pour l'an XIV.

Pour obtenir, *Messieurs*, l'assentiment du Corps législatif sur les mesures de prévoyance pour l'an XIV, contenues dans le projet qui vous est soumis, il suffit de vous rappeler que le titre VIII, composé de dix-sept articles, du vingt-septième au quarante-troisième, contient des dispositions qui doivent autoriser jusqu'à votre session prochaine, d'une part, la mise en recouvrement des contributions directes et indirectes, et de l'autre, un crédit provisoire de *quatre cent millions*, à prendre sur les recettes, pour acquitter d'autant les dépenses du service de l'an XIV.

Toutes les bases de ce titre VIII, à l'exception des articles XXXIII, XXXIV et XL, sur lesquels il sera nécessaire d'entrer dans quelques explications, toutes ces bases, disons-nous, sont communes aux mêmes contributions consenties par le Corps législatif pour l'an XIII, soit eu égard au contingent général et particulier, soit par rapport à la répartition des contributions foncière, personnelle, mobilière et somptuaire, portes et fenêtres et patentes. Les contributions indirectes perçues en l'an XIII, sont également prorogées pour l'an XIV.

Messieurs, ce n'est pas dans un moment où l'Europe est attentive à l'issue des propositions de paix faites à l'Angleterre par l'Empereur des Français, que le Corps législatif pourrait affaiblir nos moyens de guerre pour l'an XIV. Dans toutes les hypothèses, des moyens redoutables sont toujours propres à faire respecter des intentions pacifiques.

Les articles XXXIII et XXXIV du projet présentent des dispositions actuelles d'amélioration dans les 16 centimes additionnels destinés à l'acquit des dépenses fixes et des dépenses variables de chaque département.

Voici le texte de ces articles XXXIII et XXXIV.

Article XXXIII. « Il sera réparti en outre, sur le principal de » l'une et l'autre contribution (foncière , personnelle , mobilière » et somptuaire), pour être versé au trésor public, et pour servir » à l'acquit du montant des dépenses fixes énoncées au tableau » annexé à la présente, n°. 5, le nombre de centimes porté au » même tableau. »

Article XXXIV, 1^{er}. paragraphe. « Il sera également réparti , » sur le principal des deux contributions, le nombre de centimes » nécessaire à l'acquit des dépenses variables énoncées au tableau » n°. 6, après que le conseil général de département en aura réglé » le montant, sans pouvoir excéder le *maximum* porté au même » tableau. »

Vous vous rappelez, Messieurs, que les *dépenses fixes*, assignées sur la partie des 16 centimes versés pour leur acquit au trésor public, consistent dans les dépenses pour les *préfets*, les *secrétaires généraux*, les *membres des conseils de préfecture*, les *sous-préfets*, *l'instruction publique*, les *tribunaux de première instance*, *d'appel*, *criminels*, *de commerce*, *spéciaux*, *de paix*, *de police*, et enfin les *traitemens et remises des receveurs généraux et particuliers*.

Quant aux *dépenses variables*, elles s'acquittent sur des centimes réservés, dans chaque département, pour les dépenses non fixes des *préfectures* et *sous-préfectures*, de *l'instruction publique*, des *enfants trouvés*, des *prisons*, *loyers de prétoire* des

prisons et réparations extraordinaires, menues dépenses des tribunaux et dépenses imprévues.

Jusqu'à présent, le mode de répartition de ces 16 centimes entre le *trésor public* et les *départemens* a été désavantageux à l'un et à l'autre, en ce que le produit abandonné respectivement ne pouvait acquitter toutes les assignations, de manière que le trésor public suppléait par des fonds additionnels, à la perte qu'il éprouvait dans le recouvrement des centimes qui lui étaient attribués, et de sorte encore que les départemens qui avaient un déficit, n'ayant aucun moyen de remplacement, laissaient languir divers services, spécialement ceux des enfans trouvés et des prisons.

« SA MAJESTÉ IMPÉRIALE, comme l'a judicieusement remarqué »
» l'orateur du Conseil d'État, embrassant également et l'ensemble »
» et les détails qu'il régit par une bienveillance attentive et une »
» pénétration éclairée, SA MAJESTÉ IMPÉRIALE a tout concilié, »
» a tout coordonné par de nouvelles répartitions, dont les résultats »
» sont de faire payer, par le trésor, toutes les dépenses de l'ins- »
» truction publique, de diminuer les dépenses administratives, »
» intérieures et particulières des préfectures, d'améliorer le sort »
» des préfets qui avaient moins de 20,000 francs; enfin en aug- »
» mentant d'un million environ le fonds spécial consacré aux »
» enfans trouvés, aux prisons et aux tribunaux, et en destinant »
» 1,200,000 francs au casernement de la gendarmerie qui, à »
» compter de l'an XIV, s'exécutera, à la diligence des préfets, »
» avec une surveillance plus directe, et conséquemment plus ef- »
» ficace que ne pouvait être celle trop éloignée du ministre de la »
» guerre. De semblables bonifications se recommandent par leur »
» simple exposé, et les membres du Corps législatif sont plus à »
» portée que personne, d'y applaudir pour leurs départemens »
» respectifs. »

Un autre point d'amélioration, qui se trouve énoncé dans le

deuxième paragraphe de l'article XXXIV que nous analysons , est ainsi conçu :

« 2°. Sur le principal de la contribution foncière seulement (il » sera réparti) un centime et demi , qui formera un fonds com- » mun pour subvenir aux frais de l'arpentage et de l'expertise » dans divers départemens. »

C'est , *Messieurs*, une œuvre aussi importante que difficile , que l'entière exécution d'un cadastre du territoire français. *La section des finances du Tribunat* a tant de fois proclamé à cette tribune la nécessité d'une répartition plus égale de la contribution foncière , qu'elle ne peut voir qu'avec intérêt tous les soins du Gouvernement se porter vers des connaissances positives pour faire servir un jour les faits bien vérifiés à la rectification des inégalités de répartition qui font gémir des communes de tout l'allègement que d'autres obtiennent dans les contingens respectifs.

Le 3°. et dernier paragraphe du même article XXXIV s'exprime ainsi :

» Les conseils généraux de département pourront , en outre , » proposer d'imposer jusqu'à concurrence de quatre centimes au » plus , soit pour réparations , entretien de bâtimens et supplément » de frais de culte , soit pour constructions de canaux , chemins » ou établissemens publics ; SA MAJESTÉ IMPÉRIALE , en son » Conseil d'État , autorisera , s'il y a lieu , ladite imposition. »

L'idée d'une fondation pécuniaire et locale pour chaque département est vraiment féconde en résultats utiles , sur-tout lorsque l'application aura été déterminée par la conviction : car il est difficile sur les lieux même où le subsidé sera établi , de s'égarer sur les avantages réels d'une entreprise ou d'un service quelconque de bien public. La censure que le Gouvernement se réserve d'exercer sur des propositions de ce genre , est la plus sûre garantie qu'elles

qu'elles n'excéderont pas les bornes posées par la loi, et que l'application de ces nouveaux centimes se fera dans la direction de la prospérité que le législateur a intention de procurer à chaque localité de l'Empire français.

Une autre vue d'utilité communale, liée à une plus grande surveillance sur la rentrée de l'impôt général des patentes, déjà établi, a dicté les dispositions de l'article XL du projet, et en voici le texte :

Article XL. « Des quinze centimes dont le prélèvement est » autorisé par les lois sur le montant des rôles des *patentes*, deux » centimes (comme par le passé) sont affectés aux frais de con- » fection des rôles ; les treize centimes restans sont pareillement » affectés, d'abord aux décharges et réductions, et l'excédant aux » dépenses municipales. »

Voici la modification que présente cet article sur les dispositions actuellement en vigueur :

Il existe, outre le principal des *patentes*, quinze centimes : un premier prélèvement de deux centimes a lieu pour aider à la confection des rôles ; quant aux treize autres centimes restants, ils formeront un fonds commun destiné aux décharges et réductions, en même temps que de supplément aux dépenses municipales. Cette cumulation des cinq centimes assignés précédemment pour décharges, et des huit centimes abandonnés aux dépenses municipales, a pour objet d'intéresser les administrations à ne pas prononcer des décharges sans bornes du droit des *patentes* : l'espérance d'obtenir au-delà des huit centimes qui leur sont affectés dans ce moment, empêchera leur trop grande facilité qui compromet, dans plusieurs départemens, le contingent attribué à chacun pour les *patentes*.

Il me reste, *Messieurs*, à vous entretenir de l'article XLIV et

dernier du projet. Vous serez convaincus de son importance, par la teneur même de cet article.

Art. XLIV. « Les mesures nécessaires pour assurer la perception » des droits réunis, pourront être prises par des réglemens d'administration publique, en se conformant, tant pour la nature » et la quotité des droits que pour les peines contre les contraventions aux dispositions portées au titre V de la loi du 5 ventose an XII, concernant l'établissement de la régie des droits réunis; elles (*ces mesures*) seront proposées, en forme de » loi, au Corps législatif, à la session la plus prochaine. »

La section des finances du Tribunal a fixé son attention particulière sur l'utilité et les limites de la concession législative que réclame cet article XLIV.

Par rapport à son *utilité*, *la section des finances* a fait les observations suivantes :

La régie des droits réunis, qui embrasse des perceptions de la plus haute importance, soit par leur nature, soit par leur étendue, n'a eu vraiment d'existence et d'organisation que dans la dernière partie de l'an XII. L'expérience n'a donc encore pu fixer d'une manière utile, même aux contribuables, les principes et les formes qui doivent faire la garantie respective et de l'administration et des redevables.

La loi du 5 ventose, dans quelques-unes de ses dispositions, recommandait à la sagesse du Gouvernement certaines modérations dans la perception des droits, dont la rigueur aurait affecté quelques branches du commerce national. SA MAJESTÉ IMPÉRIALE a fait droit, dans cet esprit, à diverses réclamations qui lui avaient été adressées, principalement sur les *distilleries* et les *brasseries*; d'autres modifications sont également sollicitées; mais elles ne peuvent être admises qu'avec des précautions restrictives de tout

abus; de même que d'autres dispositions, réclamées par les fabricans de tabacs de bonne foi, doivent être essayées, comme répressives de la fraude des droits établis par la loi du 5 ventose an XII.

Dans tous les cas, c'est à l'expérience à décider si des articles réglementaires doivent obtenir par la suite le caractère immuable et solennel de dispositions législatives. De si grandes considérations ont fait penser à *la section des finances du Tribunal* qu'il était utile, sous tous les rapports, que le Corps législatif conférât au Gouvernement la faculté d'assurer provisoirement la perception des droits réunis, par des réglemens d'administration publique.

Mais lorsque *la section des finances du Tribunal* a examiné les *limites* que devait avoir naturellement cette concession législative, réclamée par l'article XLIV du projet, elle a reconnu que cette délégation ne pouvait être entièrement assimilée à celle précédemment accordée par le Corps législatif, relativement aux *octrois municipaux*, par la loi du 5 ventose an VIII, et aux *douanes* de l'Empire, par celle du 29 floréal an X.

Dans ces deux lois, les principes d'après lesquels le Gouvernement peut agir, ou sont textuellement exprimés, ou naissent de la nature même des choses. *Les octrois municipaux* sont le résultat de besoins locaux, et les conditions de leur établissement peuvent être contredites ou approuvées par une délibération communale préalablement prise.

Par rapport aux *douanes*, leur *existence mixte, fiscale et politique*, en soumet plus particulièrement les variations à l'œil perpétuellement observateur de l'administration; et d'ailleurs un exercice qui n'a lieu qu'à la circonférence de l'Empire, et sur des objets qui sont amenés, pour ainsi dire, au-devant de *l'institution bursale*, circonscrit dans des bornes facilement aperçues la

faculté réglementaire qui se trouve alors être en quelque sorte la sentinelle de la puissance législative.

Mais, quant à la *Régie des droits réunis*, tout se trouve indéterminé, soit de sa nature, soit par la nouveauté de l'organisation. Une perception qui embrasse toute la surface de l'Empire, qui pénètre même, quoique momentanément, et sous certaines précautions, dans l'intérieur de l'habitation des citoyens; un semblable établissement ne peut s'enraciner dans la confiance des peuples, demeurer même sous la garantie des tribunaux, juges et vengeurs d'odieuses vexations, qu'en exerçant ses droits et ses moyens dans le cercle tracé par l'*impassibilité de la loi*.

En conséquence, la *section des finances du Tribunal*, dans ses communications officielles, en adoptant le principe de la *Concession législative*, réclamée par l'article XLIV du projet, a été d'avis de la réserve qu'il contient; savoir : *En se conformant, tant pour la nature et la quotité des droits, que pour les peines contre les contraventions, aux dispositions portées au titre V de la loi du 5 ventose an XII, concernant l'établissement de la Régie des droits réunis.*

La *section des finances du Tribunal* se plaît à proclamer l'accord parfait qui subsiste entre la *prérogative du trône* et les droits de la *puissance législative*, dans un moment où les acclamations recueillies, par le Tribunal, de toutes les parties de la France, ont élevé à l'Empire NAPOLEON-LE-GRAND. Oui, Messieurs, c'est la première fois, depuis cette mémorable époque, que vous êtes appelés à sceller de la puissance législative l'*alliance du trône, sous la quatrième dynastie*, avec le *vote libre et annuel de l'impôt*. C'est dans cette charte d'émancipation de la propriété et de l'industrie des Français, qu'est la garantie de la gloire et de la durée de la dynastie des BONAPARTE qui ont conquis nos cœurs, parce qu'ils ont cimenté nos droits.

Messieurs, je crois avoir entièrement justifié le projet de loi générale sur les finances, en ce qu'il statue convenablement sur les exercices antérieurs à l'an XIII ; en ce qu'il pourvoit aux besoins urgens de la guerre, par des recettes suffisantes pour appuyer, au moyen du déploiement d'armées formidables de terre et de mer, de futures négociations de paix.

Enfin, les dernières dispositions du projet font marcher l'administration financière vers un système d'amélioration graduellement progressif.

La section des finances du Tribunal, par toutes ces considérations, propose au Corps législatif d'adopter le *Projet de loi sur le Budget de l'an XIII*.

NOTE VINGTIÈME.

TABLEAU GÉNÉRAL, DU PRIX DU BLÉ FROMENT DANS CENT DEUX DÉPARTEMENTS DE LA FRANCE,

Pendant dix années, depuis l'an IV (1796), époque de la reprise des transactions en numéraire dans les marchés, jusques et compris l'an XIII (1805), (a) d'après les mercures authentiques.

N O M S des D É P A R T E M E N S.	P R I X M O Y E N		OBSERVATIONS.
	DU SEPTIER DE PARIS, du poids de 240 liv.	DE L'HECTOLITRE, du poids de 154 liv. poids de marc.	
Ain.....	35 f. 60 c.	22 f. 84 c.	Tous les prix, dans la généralité des départements, sont calculés sur l'année moyenne de dix, à l'exception de ceux dont les annotations suivent pour un moindre nombre d'années. * D'après 9 années.
Aisne.....	24 94	16 1	
Allier.....	25 37	16 28	
Alpes. (Hautes).....	43 63	28	
Alpes. (Basses).....	47 74	30 64	
Alpes-Maritimes.*....	49 18	31 57	
Ardèche.....	42 41	27 21	
Ardennes.....	24 69	15 84	
Arriège.....	35 81	22 98	
Aube.....	24 91	15 99	
Aude.....	38 82	24 91	
Aveyron.....	35 73	22 93	
Bouches-du-Rhône....	48 87	31 36	

(a) Le prix des grains, pour l'an XIII, est formé sur les *mercuriales* des neuf premiers mois, ou du premier semestre de 1805.

N O M S des DÉPARTEMENTS.	P R I X M O Y E N		OBSERVATIONS.
	D U S E P T I E R	D E L'HECTOLITRE,	
	D E P A R I S , du poids de 240 liv.	du poids de 154 liv. poids de marc.	
Calvados.....	30 f. 83 c.	19 f. 78 c.	
Cantal.....	36 92	23 69	
Charente.....	30 2	19 26	
Charente-Inférieure...	32 37	20 77	
Cher.....	25 41	16 31	
Corrèze.....	35 78	22 96	
Côte-d'Or.....	28 53	18 31	
Côtes-du-Nord.....	31 52	20 23	
Creuse.....	27 95	17 94	
Dordogne.....	33 75	21 66	
Doubs.....	32 96	21 17	
Drôme.....	40 44	25 95	
Dyle.....	27 20	17 45	
Escaut.....	28 24	18 14	
Eure.....	28 8	18 2	
Eure-et-Loir.....	26 4	16 71	
Finistère.....	35 2	22 48	
Forêts.....	24 38	15 64	
Gard.....	47 27	30 33	
Garonne. (Haute)...	34 39	22 7	
Gers.....	32 16	20 64	
Gironde.....	35 84	23 «	
Golo.....	50 99	32 72	D'après 3 années.
Hérault.....	41 48	26 62	
Ille-et-Villainc.....	31 77	20 39	
Indre.....	24 51	15 75	
Indre-et-Loire.....	25 35	16 27	
Isère.....	37 2	23 76	
Jemmapes.....	29 59	18 99	
Jura.....	33 46	21 48	
Landes.....	34 51	22 15	
Léman.....	43 68	28 3	D'après 6 années.
Loir-et-Cher.....	25 97	16 66	
Loire.....	35 45	22 75	
Loire. (Haute).....	36 67	23 54	

N O M S des D É P A R T E M E N S.	P R I X M O Y E N		OBSERVATIONS.
	DU SEPTIER	DE L'RECTOLITRE,	
	DE PARIS, du poids de 240 liv.	du poids de 154 liv. poids de marc.	
Loire-Inférieure.....	31 f. 77 c.	20 f. 39 c.	
Loiret.....	24 7	15 45	
Lot.....	34 46	22 15	
Lot-et-Garonne.....	32 50	20 86	
Lozère.....	41 24	29 80	
Lys.....	29 60	18 99	
Maine-et-Loire.....	27 72	17 79	
Manche.....	28 90	18 55	
Marne.....	22 96	14 64	
Marne. (Haute).....	24 11	15 47	
Mayenne.....	29 36	18 84	
Meurthe.....	23 77	15 26	
Meuse.....	22 54	14 27	
Meuse-inférieure.....	26 70	17 14	
Mont-Blanc.....	39 98	25 66	
Mont-Terrible.....	38 20	24 52	
Mont-Tonnerre.....	23 89	15 34	D'après 6 années.
Morbihan.....	32 95	21 15	
Moselle.....	22 79	14 62	
Nèthes. (Deux).....	28 86	18 52	
Nièvre.....	25 28	16 22	
Nord.....	29 26	18 77	
Oise.....	25 34	16 26	
Orne.....	29 8	18 66	
Ourthe.....	26 94	17 29	D'après 9 années.
Pas-de-Calais.....	28 4	17 99	
Puy-de-Dôme.....	28 59	18 35	
Pyrénées. (Hautes)....	34 57	22 19	
Pyrénées. (Basses)....	35 46	22 76	
Pyrénées-Orientales...	41 20	26 44	
Rhin. (Haut).....	30 66	19 68	
Rhin. (Bas).....	27 82	17 86	
Rhin-et-Moselle.....	22 34	14 34	D'après 5 années
Roër.....	27 10	17 40	D'après 5 années
Rhône.....	34 8	21 87	

NOMS.

N O M S des D É P A R T E M E N S.	P R I X M O Y E N		O B S E R V A T I O N S.
	D U S E P T I E R D E P A R I S , du poids de 240 liv.	D E L ' H E C T O L I T R E du poids de 154 liv. poids de marc.	
Sambre-et-Meuse.....	28 f. 3 c.	17 f. 99 c.	D'après 4 années.
Saône. (Haute).....	27 69	17 77	
Saône-et-Loire.....	32 87	20 9	
Sarre.....	27 33	17 59	
Sarthe.....	27 18	17 45	
Seine. (Paris).....	26 65	17 11	
Seine-Inférieure.....	28 24	18 13	
Seine-et-Marne.....	25 35	16 27	
Seine-et-Oise.....	26 67	17 12	
Sèvres. (Deux).....	26 69	17 13	
Somme.....	25 25	16 20	
Tarn.....	34 14	21 91	
Var.....	56 60	36 32	
Vaucluse.....	45 10	28 94	
Vendée.....	27 76	17 82	
Vienne.....	26 46	16 98	
Vienne. (Haute).....	27 78	17 84	
Vosges.....	25 54	16 39	
Yonne.....	26 21	16 82	
Prix total pour les 102 départemens.....	3,236 95	2,079 74	
Prix moyen des 102 départemens.....	31 73	20 39	

NOTE VINGT-UNIÈME.

ÉTAT PARTICULIER DU PRIX MOYEN DE LA FARINE, A LA HALLE DE PARIS,

Pendant dix années, depuis l'an IV jusques et compris l'an XIII.

ANNÉES.	PRIX DU SAC DE 159 KILOGRAMMES, OU POIDS TOTAL DE 325 LIVRES.			
	FARINE DE 1 ^{re} . QUALITÉ.		FARINE DE 2 ^e . QUALITÉ.	
A N S.	fr.	cent.	fr.	cent.
4 ^{me} (1796).....	56	32	50	73
5..... (1797).....	52	11	45	5
6..... (1798).....	45	29	39	59
7..... (1799).....	38	47	33	26
8..... (1800).....	45	5	39	«
9..... (1801).....	55	90	47	12
10..... (1802).....	82	89	72	10
11..... (1803).....	58	70	49	55
12..... (1804).....	43	35	37	91
13..... (1805).(a).....	52	98	45	42
TOTAUX.....	531	6	459	73
Prix moyen des dix années..	53	10	45	97
Prix moyen de la livre de seize onces de farine.....	c. à... « 16 environ. ou.. 3 s. 3 d. idem.		c. à... » 14 environ. ou.. 2 s. 9 d. idem.	

(a) Le prix de la farine en 1805 comprend les neuf premiers mois de ladite année.

NOTE VINGT-DEUXIÈME.

RÉSUMÉ DES PRIX MOYENS DU BLÉ FROMENT ET DU MARC D'ARGENT, DEPUIS CHARLEMAGNE JUSQU'A CE JOUR.

ÉPOQUES.	PRIX MOYEN du septier de blé mesure de Paris, du poids de 240 livres.	PRIX MOYEN du marc d'argent.
		(b) liv. tournois.
Charlemagne , année.... 768 à 814 (a).	4 liv. 4 s.	12 liv. « s.
Philippe-Auguste.... de 1180—1222 (c).	5 «	2 10
Philippe-le-Bel. de 1285—1313...	8 «	3 «
Charles V , dit le Sage. de 1364—1379...	8 «	5 10
Charles VII. de 1422—1461...	8 «	8 «
Louis XI..... de 1461—1483...	4 «	9 «
Charles VIII..... de 1483—1491...	5 «	11 «
Louis XII..... de 1491—1515...	4 «	11 «

(a) Le tom. 5, page 77 de la traduction de *Smith*, par M. Germain Garnier, présente le prix du septier de blé du temps de Charlemagne.

(b) Les tables du prix du marc d'argent à la suite du *traité historique des monnaies de France*, par *Leblanc*, ne commençant qu'à l'année 1144, on a suivi, pour le prix du marc d'argent au temps de Charlemagne, l'évaluation qu'en fait (à 12 liv. tournois) l'auteur des *recherches sur la valeur des monnaies et le prix des grains*, avant et après le concile de Francfort. (Paris, in-12, page 106.)


(c) Les prix moyens du blé, en France, depuis Philippe-Auguste, sont formés

ÉPOQUES.	PRIX MOYEN du septier de blé mesure de Paris du poids de 240 livres.	PRIX MOYEN du marc d'argent.
François I ^{er} de 1515 à 1546...	10 liv.» s.	13 liv. »
Henri II et François II. de 1547—1560...	12 »	14 et 15 l.
Charles IX..... de 1560—1574...	26 »	16 et 17 l.
Henri III..... de 1574—1588...	19 »	18 et 19 l.
Henri IV..... de 1589—1610...	22 »	20 »
Louis XIII..... de 1611—1642...	24 »	25 et 26 l.
Louis XIV, de 1643 à 1715.	<i>Sous le cardinal Mazarin</i> année moyenne de 20 ans... 27 15	26 liv. 10 s.
	<i>Sous Colbert</i> , année moyenne de 23 ans..... 28 2	30 »
	<i>Après Colbert</i> , année moyenne de 32 ans..... 26 19	30 »
Louis XV..	<i>Sous le Régent</i> de 1716 à 1725. 17	44 8
	<i>Sous Louis XV</i> , année moyen- ne de 50 ans, de 1725 à 1774. 19 1 6	54 »
Louis XVI de 1774 à 1789.....	21 19 s.	54 »
L'époque de 1789 à 1795 étant celle de l'émission du papier monnaie (assignats et mandats) les cours du blé ont augmenté outre mesure , et ne peuvent former points de comparaison avec aucune époque.	» »	» »
Époque depuis la reprise des transactions en numéraire dans les marchés , prix moyen de 1796 à 1805 (d).	31 fr. 73 c.	54 »

d'après le tableau annexé au livre de la *Richesse des nations*, par Smith, traduction de M. Germain Garnier, tom, 2.

(d) Le prix moyen de cette époque est le résultat des *mercuriales authentiques* faisant l'objet de la note vingtième.


NOTE VINGT-TROISIÈME.



APERÇU DU REVENU PUBLIC

ET DES DÉPENSES ORDINAIRES,

DEPUIS PHILIPPE-AUGUSTE JUSQU'A CE JOUR.



OBSERVATION.

DANS les divers rapprochemens auxquels on peut se livrer sur le revenu et la dépense de la France aux époques successives, il faut toujours avoir égard à trois circonstances fondamentales, savoir :

1°. *La valeur du marc d'argent ;*

2°. *Le prix du blé ;*

3°. *La consistance ou l'étendue de la France à chacune des époques comparées ; ces trois circonstances principales sont notées dans les pièces qui précèdent, et dans la narration des faits qui composent la présente histoire des finances de la France.*

ÉPOQUES.	REVENU	DEPENSES
	PUBLIC.	ORDINAIRES (a).
(b)		
Philippe-Auguste (1180).	90,000 liv.	90,000 liv.
Philippe-le-Bel..... (1285).	240,000	240,000
Charles V dit le Sage..... (1364).	750,000	750,000
Charles VII..... (1422).	1,700,000	1,700,000
Louis XI..... (1461).	4,700,000	4,700,000
Charles VIII..... (1483).	2,500,000	2,500,000
Louis XII..... (1491).	8,000,000	8,000,000
François I ^{er} (1515).	14,000,000	14,000,000
Henri II et François II.. (1547 à 1559).	18,000,000	18,000,000
Charles IX..... (1560).	21,000,000	21,000,000
Henri III..... (1574).	31,654,000	31,654,000
Henri IV..... (1589).	26,000,000	20,000,000
Louis XIII..... (1611).	80,000,000	80,000,000 (c)
Louis XIV { <i>Sous le cardinal</i>		
1643—1615. { <i>Mazarin..... (d).</i> (1641).	46,104,000	42,592,000 (e)
{ <i>Sous Colbert..... (1661).</i>	100,000,000	111,000,000
{ <i>Après Colbert..... (1683).</i>	165,276,000	243,823,000
Louis XV { <i>Sous le Régent..... (1716).</i>	187,563,000	204,647,000
1716—1774. { <i>Louis XV..... (1725 à 1774).</i>	370,167,000	391,662,000
Louis XVI de..... (1774 à 1789).	475,294,000	531,533,000
Année 1798. (vers le 18 brumaire,		
an 8.).....	581,000,000	596,000,000
Année 1804. (1 ^{re} année de l'empire.).	762,000,000	762,000,000

(a) Sous les règnes économes, comme celui de Charles V, dit le Sage, les dépenses ordinaires ont été couvertes par le revenu public, même avec un excédant mis en réserve, et dissipé sous le règne suivant. Sous les règnes dissipateurs, comme celui d'Henri III, les dépenses ordinaires ont été satisfaites par le revenu public; mais les dettes contractées ont formé un déficit que l'ordre et l'économie du règne d'Henri IV ont acquitté, pour voir renaître ensuite les mêmes désordres et les mêmes embarras en finances.

(b) Première année de chaque règne.

(c) Même observation que celle (a) ci-dessus au titre *Dépenses ordinaires*; voyez aussi la note quatorzième; *Etat du revenu public sous Louis XIII.*

Au surplus, les 80 millions de dépenses de chaque année moyenne de ces règnes, sont la partie acquittée directement par le trésor public, les dépenses assignées sur les caisses particulières, en déduction des baux et recettes d'impositions, n'étaient pas constatées avant Colbert (1661). Ces dernières dépenses étaient considérables, et constituaient un déficit énorme lors de son entrée au ministère.

(d) Première année de chaque ministère.

(e) Même observation que ci-dessus, article *Dépenses ordinaires*.

NOTE VINGT-QUATRIÈME.

ETAT DES REVENUS
ET DE LA DÉPENSE DU ROI, EN 1724 (a).

FINANCES.	ANNÉE 1724.
REVENU.	liv.
Domaines et bois.....	2,900,000
Parties casuelles.....	1,460,000
Fermes générales, aides et papier timbré.....	1,632,000
Fermes des postes.....	3,600,000

(a) Cet état *manuscrit* est extrait du porte-feuille de l'abbé Sauveur, qui a été cinquante ans conseiller de grand'chambre, et est mort, en 1791, doyen des conseillers clercs du parlement de Paris: il a été dressé sous le ministère de M. Dodun alors contrôleur général des finances, et n'a été imprimé nulle part, pas même dans la collection, publiée en 1789, des comptes rendus depuis 1600 jusqu'en 1787. Il est seulement cité dans plusieurs ouvrages économiques, et notamment dans le tome 8 des œuvres politiques de l'abbé de Saint-Pierre, et dans le second volume du *Citoyen français* (par un fermier général) imprimé en 1757. L'année 1724 est une époque remarquable en finances, parce qu'elle suivit les désastres du système de Law, et parce qu'elle les répara en partie au moyen des opérations du *visa*, et de la liquidation des dettes de l'Etat. Toutes ces considérations engagent à donner ici textuellement l'état des revenus et de la dépense du roi en 1724.

FINANCES.

FINANCES.

ANNÉE 1724.

	liv.
<i>De l'autre part.....</i>	9,592,000
Tailles.....	43,000,000
Régie du contrôle des actes des notaires, des exploits, francs fiefs et amortissemens, greffes.....	12,146,000
Ferme de la marque d'or et d'argent.....	250,000
Ferme des huiles et savons.....	600,000
Ferme sur les porcs.....	300,000
Ferme sur les suifs.....	164,000
Ferme de la marque des fers.....	320,000
Fouage de Bretagne.....	3,000,000
Capitation du royaume.....	33,000,000
Impositions des pays conquis.....	4,000,000
Impositions des pays d'Etats.....	3,600,000
Don gratuit du clergé, année commune.....	2,000,000
Paulette et droits de confiscation des charges et offices.....	1,800,000
Les droits d'aubaine ont monté à.....	1,545,800
Le dixième des retenues.....	2,000,000
Régie des quatre sols pour livre et droits rétablis...	14,066,000
Produit des monnaies, année commune.....	1,300,000
Droits sur les poissons, volaille, beurre, œufs, fruits et légumes qui font à présent une régie, et que l'on perçoit avec les octrois.....	200,000
Total des revenus annuels.....	187,563,895

OBSERVATIONS.

Les affaires ou recettes extraordinaires s'élèvent comme il suit, pour l'année 1724 à..... 4,000.000

Les traités d'affaires extraordinaires, qui, sont ventes de charges et offices; et joyeux avènement qui est passé pour 24 millions, payables en six années (4 millions par an.)

Le cinquantième denier que l'on estime pouvoir rendre, année commune, dix millions par an, commençant en 1725, dont le fonds est destiné à rembourser des capitaux de rentes.

Les drous sur le tabac et le café ont été cédés à la compagnie des Indes en compensation de ce que le roi lui doit. Cet article est estimé 6,300,000 livres, tous frais faits.

FINANCES.	ANNÉE 1724.
DÉPENSES.	
MAISON DU ROI.	
Dépenses de la bouche du roi, réglées à cent mille francs par mois, y compris toutes les tables et bougies.	1,200,000 liv.
Gages et appointemens des gentilshommes servans, et officiers de bouche du grand et petit commun, gobelet, fruiterie, panneterie, etc.	360,000
Appointemens et gages des valets-de-chambre, huissiers du cabinet, gardes de la manche, gouverneurs et autres officiers du château.	600,000
La dépense des grandes et petites écuries compris les appointemens des écuyers, gouverneurs des pages, tailleurs et autres charges, la nourriture des chevaux, les gages des cochers, valets-de-pied, postillons, palfreniers, entretien des carrosses, chariots, équipages de selle, harnois et menues dépenses.	1,000,000
La livrée du roi, compris les cent-suisses.	300,000
La fauconnerie.	300,000
La vénerie.	500,000
Pour l'entretien des bâtimens du roi, maisons royales, jardins, etc.	2,000,000
Musique et chapelle du roi, et de toutes les maisons royales.	500,000
Assignations particulières.	435,000
Gratifications et présens.	148,000
Autres gratifications aux églises, couvens et hôpitaux.	360,000
Cassette du roi, garde-robe, jeux, menues pensions, meubles, à 200,000 f. par mois.	2,400,000
La maison de la reine coûtera plus de 2,200,000 fr.	2,200,000

12,303,000 liv.

FINANCES.

ANNÉE 1724.

<i>De l'autre part.....</i>	12,303,000 liv.
-----------------------------	-------	-----------------

MAGISTRATURE, OFFICES ET CHARGES.

Gages, au parlement de Paris et ses officiers.	600,000 fr.	
— chambre des comptes et ses officiers.	600,000	
— cour des aides et ses officiers.....	300,000	
— bureaux des finances et ses officiers.	100,000	
Trésoriers de France.....	100,000	
Gages de tous les autres parlemens , chambres des comptes, cours des aides, bureaux des finances, trésoriers de France, les officiers desdits parlemens et cours supérieures du royaume...	9,350,000	
Gages des secrétaires du roi et officiers des chancelleries.....	1,000,000	
Gages des juges particuliers des élec- tions, présidiaux, bailliages, séné- chaussées et autres justices subalternes, compris les augmentations des gages, et de ceux des avocats du roi, pro- cureurs et huissiers desdites justices.	1,200,000	
Gages des officiers des eaux et forêts...	420,000	
— des officiers des tables de marbre...	500,000	
— des greniers à sel.....	1,100,000	
— des receveurs et officiers des do- maines et bois.....	1,000,000	
— des trésoriers du trésor royal, des parties casuelles, commissaires aux saisies réelles, conservateurs des hy- pothèques, et pour les frais de leurs bureaux.....	480,000	
Gages des receveurs généraux des fi- nances, receveurs des consignations et trésoriers des gages.....	1,000,000	
Gages des payeurs des rentes perpé- tuelles, viagères et tontines, et de leurs contrôleurs.....	1,500,000	
Gages des prévôts des maréchaussées..	1,640,000	
— des officiers de police et du guet..	105,000	
	21,055,000	12,303,000 liv.

FINANCES.		ANNÉE 1724.
<i>De l'autre part.....</i>	12,303,000liv.
<i>De l'autre part....</i>	21,055,000liv.	
Prisons du royaume.....	609,080	} 22,244,680
Gages du châtelet et officiers qui en dépendent.....	280,600	
— des officiers de la monnaie de Paris.....	100,000	
— des officiers de la monnaie de Lyon.....	50,000	
— des officiers des autres monnaies du royaume.....	150,000	
RENTES PERPÉTUELLES, VIAGÈRES		
ET TONTINES.		
Rentes perpétuelles.....	31,000,000	} 51,500,000
— viagères, tant sur la ville que sur les tailles.....	16,000,000	
Anciennes rentes viagères et tontines.....	3,500,000	
Rentes au denier cinquante à 2 pour cent.....	1,000,000	
INTÉRÊTS DES CHARGES ET OFFICES.		
Intérêts des offices supprimés.....	1,000,000	} 13,000,000
Intérêts des charges et offices.....	12,000,000	
PENSIONS.		
Aux premiers présidens des parlemens et Cours supérieures. pour leurs tables.....	312,000	
Aux maréchaux de France.....	108,000	
Aux abbayes royales.....	650,000	
Aux collèges et universités.....	150,000	
Arts et manufactures.....	100,000	
Aux académies.....	50,000	
Médecins et chirurgiens du roi.....	234,000	
Aux chevaliers et officiers de l'ordre du Saint-Esprit.....	340,000	
Aux chevaliers et officiers de l'ordre de Saint-Louis.....	115,000	
	2,059,000	99,047,680

FINANCES.		ANNÉE 1724.
<i>De l'autre part.....</i>		99,047,680liv
<i>De l'autre part....</i>	2,059,000 liv.	} 12,159,000
A l'opéra et comédiens	100,000	
Pensions de la cour.....	19,000,000 (a)	
CHEFS DES CONSEILS D'ÉTAT.		
Chanceliers, conseillers d'état et maîtres des requêtes.....	602,000	} 5,391,000
Secrétaires d'état et leurs bureaux...	550,000	
Contrôleur général, intendants des fi- nances, et pour leurs bureaux.....	384,000	
Aux présidens et commissaires du conseil pour les départemens des directions d'affaires de cassation, et autres attri- butions concernant les contestations qui arrivent au sujet des finances, com- pris les frais de leurs bureaux.....	665,000	
Aux secrétaires greffiers du conseil, et commis des secrétaires et greffiers...	160,000	
Aux ambassadeurs et envoyés.....	348,000	
Aux gouverneurs des villes et provinces, lieutenans généraux et particuliers...	794,000	
Aux intendants de terre, et pour leurs tables.....	768,000	
Aux intendants de commerce et des co- lonies.....	1,120,000	
		125,159,000

(a) Cet article de 19 millions de *pensions de la cour* peut paraître exorbitant, sur-tout si on le compare à la somme d'environ 6 millions de pensions à la mort de Louis XIV; mais, comme on l'a déjà observé, les effets du système de Law avaient été de bouleverser les fortunes des gens de la cour, et d'attirer sur un grand nombre de familles des bienfaits du roi, en indemnités de la réduction des papiers royaux, par une suite du *visa*; et en effet, dans cette somme de 19 millions se trouve un article ainsi noté dans les œuvres politiques de l'abbé de Saint-Pierre, tom. 8, *pensions personnelles, nouvelles et gratifications de cette année 1724; un million quatre cent mille livres*. Observons d'ailleurs que le contrôleur général Law, avait engagé le

FINANCES.		ANNÉE 1724.	
De l'autre part.....		125,597,680 liv.
PONTS-ET-CHAUSSÉES.			
Ponts-et-chaussées.....	4,000,000 liv.	}	4,208,000
Entretien du pavé de Paris.....	208,000		
DÉPARTEMENT DE LA GUERRE.			
Ordinaire des guerres, ou maison militaire du roi.....	1,900,000	}	37,500,000
Extraordinaire des guerres, aux troupes de terre, compris les officiers; entretien des garnisons et des régimens, compris ceux des gardes-françaises et suisses, compris aussi la fourniture et entretien des invalides..	21,960,000		
Etat-major, aux officiers généraux, gouverneurs des places, trésoriers généraux et particuliers dans la ville....	3,040,000		
Fortifications, pour leur entretien, compris les travaux du roi.....	4,000,000		
Artillerie, pour les frais, paiemens des officiers, et dépenses de diverses natures.....	3,000,000		
Hôpitaux de terre et de mer.....	3,600,000		
DÉPARTEMENT DE LA MARINE.			
La marine, pendant cette année, compris les vaisseaux, galères et frégates, même les radoubemens, l'entretien des troupes et forçats, les équipages, les appointemens des officiers, ceux de l'amirauté et intendans de marine.....	8,744,000	176,049,680

régent à rétablir les pensions et diverses autres dépenses diminuées, afin de faire des amis au système. (Recherches et considérations sur les finances de France, par Farbonnais.

FINANCES.		ANNÉE 1724.	
De l'autre part.....		176,049,680liv
FRAIS D'ADMINISTRATION			
DES FERMES ET REGIES GÉNÉRALES			
DE LA TAILLE ET DE LA CAPITATION.			
(a)			
.....			
FERMES GÉNÉRALES.			
Aux commis <i>des traites</i> pour les douanes, des bureaux d'entrée du royaume, douanes des provinces, pataches, bureaux des commis, vu-passer et autres.	2,862,450 liv.	}	17,910,638
Aux inspecteurs, directeurs, receveurs, contrôleurs, commis aux exercices ambulans des <i>aides</i> et domaines, et papier timbré.....	3,738,660		
Aux inspecteurs, directeurs, receveurs, contrôleurs et commis aux descentes des <i>sels</i> , brigadiers, entrepôts et autres frais concernant les grandes et petites gabelles.....	6,967,528		
Pour les commis employés aux écritures dans les bureaux généraux à Paris, les chefs et directeurs desdits bureaux...	2,566,000		
Aux quarante fermiers généraux pour leurs droits de présence, et frais de voyage dans les provinces.....	1,096,000		
Pour un commis à chaque fermier, à raison de trois mille francs par an...	120,000		
Pour l'intérêt des avances de chaque fermier, à raison de cent cinquante mille francs chacun, à six pour cent par an.....	360,000		
Pour les frais des bureaux, bois, chandelles, papier, encre, cire, plumes, ports de lettres, gages de concierge et portiers.....	200,000		
		193,960,318	

(a) Postérieurement à l'année 1724, les fermiers furent chargés, au renou-

FINANCES.	ANNÉE 1724.
<i>De l'autre part.....</i>	193,960,318 liv.
RÉGIE DU CONTRÔLE DES ACTES ET AUTRES DROITS.	
<i>Les frais de régie du contrôle</i> des actes des notaires, insinuations laïques, centième denier, contrôle des exploits, francs fiefs et amortissemens, compris les appointemens des régisseurs, ambulans généraux, receveurs commis, directeurs et frais de bureaux.....	1,350,000
RÉGIE DES QUATRE SOLS POUR LIVRE.	
Frais de la régie des nouveaux droits rétablis pour les quatre sols pour livre.....	175,000
DÉPENSES DIVERSES.	
Pour l'administration des fermes et régies ci-dessus, compris ceux des <i>sieurs Paris</i>	5,112,000
FRAIS POUR LES TAILLES ET LA CAPITATION.	
Aux receveurs de la taille et de la capitation, tous frais compris.....	4,050,000
TOTAL de la dépense.....	204,647,318
Le total des revenus est de.....	187,563,895
Partant, la dépense excède la recette de....	17,083,423 liv.

vement des baux, et en sus de leur augmentation, des frais d'administration desdites fermes, de manière que cette dépense qui s'élève, dans les quatre articles suivans, à 24, 547, 638 liv., cessa dès-lors d'être à la charge du *trésor public*.

OBSERVATION

OBSERVATION GÉNÉRALE.



Le résultat de la situation des finances en 1724 présentait donc , ainsi qu'on l'a observé dans la *note seizième* , un déficit d'environ 17 millions ; mais il fut couvert les années suivantes par le recouvrement successif des ressources établies , comme *recettes extraordinaires* , à la suite du chapitre des revenus de 1724 ; et ce déficit disparut sur - tout par l'effet de l'augmentation progressive des baux des fermes et régies.

Les fermes générales seules montèrent, depuis 1718 jusqu'à 1733, de quarante-huit millions à quatre-vingt-six , malgré les révolutions imprimées par le système de Law sur le crédit public , le commerce et les fortunes particulières.

La sage économie et la longue administration du cardinal Fleury répara tous ces maux , avant la guerre de 1740 ; en sorte qu'à cette dernière époque les finances de l'Etat étaient au pair ; d'où il suit que le déficit , les arriérés et les anticipations qui n'ont fait qu'empirer jusqu'aux Etats-Généraux de 1789, ont leur source dans la guerre de 1740.



NOTE VINGT-CINQUIÈME.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES SURINTENDANS,

CONTROLEURS GÉNÉRAUX ET MINISTRES DES FINANCES,
DEPUIS ENGUERRAND DE MARIGNY, 1301, JUSQU'EN 1806.

DANS les commencemens de la monarchie française, le SÉNÉCHAL avait l'administration des revenus de la maison du roi ; cet officier était subordonné aux maires du palais sous la première race , et , sous la seconde , aux ducs et princes de France.

Cet ordre de choses était analogue au genre de revenu possédé alors par les rois de France ; tant que ces revenus ne furent que le produit soit des domaines particuliers du prince , soit des droits domaniaux , les officiers de la maison du roi avaient l'administration des finances privées du souverain ; mais tout prit une face nouvelle , lorsque les *finances de l'Etat* devinrent LA PROPRIÉTÉ GÉNÉRALE.

Sous *Philippe-le-Bel* , comme sous les prédécesseurs immédiats de ce monarque , le GRAND-CHAMBELLAN avait l'administration du trésor et des finances du royaume ; mais Philippe-le-

Bel, voulant accompagner de formes solennelles la création du *revenu public*, éleva son *grand-chambellan*, ENGUERRAND DE MARIGNY, à la dignité de *surintendant des finances*.

Depuis lors, l'*administrateur en chef* des finances de l'Etat a eu successivement le titre de *surintendant des finances*, de *contrôleur général*, et même de *ministre des finances*.

Quoique généralement l'un de ces titres ait été donné à l'*administrateur en chef des finances*, cependant certaines circonstances particulières ou politiques y ont fait substituer temporairement le titre de *président du conseil des finances*, de *directeur-général des finances*, de *ministre des contributions publiques*, et de *commissaire des revenus nationaux*.

Dans la suite chronologique des *administrateurs en chef des finances*, plusieurs n'étaient que *titulaires*, n'ayant point un pouvoir indépendant dans leurs fonctions, mais se trouvant dominés par l'ascendant d'un premier ministre, ou le crédit d'un favori du prince ou de la régence; d'autres, au contraire, sous le titre modeste de *secrétaire des finances*, de *souverain maître des monnaies*, de *garde du trésor*, possédaient entièrement la confiance du roi, et disposaient *des finances de l'Etat*.

Toutes ces variations sont la cause de quelques lacunes dans la table chronologique des *administrateurs en chef des finances*, depuis 1301 jusqu'en 1806; ces lacunes sont à de grandes distances les unes des autres, et seulement pour quelques époques signalées par de grandes calamités publiques, comme des guerres intestines ou étrangères. Mais deux faits principaux ressortissent de cette *table chronologique*; c'est, d'un côté, le grand nombre des premiers administrateurs des finances qui ont subi une *mort violente*, dans le principe de la formation du revenu public

en France (a); et c'est, de l'autre côté, cette foule de *quarante* contrôleurs généraux ou ministres des finances qui, successivement en fonctions pendant le *dix-huitième siècle*, ont attesté la nullité d'un *droit public* en matière de finances et d'impôts; *droit public* qui ne devait être organisé et consolidé qu'au *dix-neuvième siècle*, sous le règne de NAPOLÉON-LE-GRAND.

ÉPOQUES	RÈGNE DE PHILIPPE - LE - BEL.
DE 1301 à 1315.	ENGUERRAND DE MARIGNY. (<i>mort violente</i>).
	RÈGNES DE PHILIPPE V, DIT LE LONG, ET CHARLES IV, DIT LE BEL.
DE 1316 à 1322.	GÉRARD DE LA GUETTE. (<i>mort violente</i>).
	RÈGNES DE CHARLES IV, DIT LE BEL ET DE PHILIPPE DE VALOIS.
DE 1322 à 1328.	PIERRE REMY, sieur DE MONTIGNY. (<i>mort violente</i>).
	RÈGNE DE JEAN.
DE 1328 à 1364.	<p>L'histoire ne fait aucune mention, après <i>Pierre Remy</i>, sous Philippe de Valois et le roi Jean, de <i>surintendant des finances</i>, en titre d'office.</p> <p>Dans les nombreux états tenus sous le roi Jean,</p>

(a) Depuis *Enguerrand de Marigny* jusqu'au baron de *Semblançay*, si cruellement sacrifié à la haine de la duchesse d'Angoulême, mère de François I^{er}. , l'histoire fait mention de douze *administrateurs en chef des finances*; sur ce nombre, on en compte huit qui ont péri de *mort violente*; trois qui ont subi la *proscription*, l'*exil* et la *prison*; et un seul, *Florimond Robertet*, sous Charles VIII et Louis XII, qui a eu une retraite paisible.

ÉPOQUES

ou par Charles V son fils , encore dauphin et régent , on voit seulement que ,
 DE 1328 à 1364. PIERRE DE LA FOREST , chancelier de France ,
 (*proscrit et réhabilité*) exposait dans ces mêmes Etats, les besoins urgens du trésor , et la nécessité de nouveaux subsides pour soutenir la guerre contre les Anglais.

RÈGNES DE CHARLES V ET CHARLES VI.

DE 1364 à 1409. GÉRARD DE MONTAIGU ,
 et JEAN DE MONTAIGU. (*mort violente.*)
 DE 1409 à 1413. PIERRE DES ESSARTS. (*mort violente.*)

RÈGNE DE CHARLES VII.

DE 1422 à 1426. PIERRE DE GYAC. (*mort violente.*)
 DE 1426 à 1427. LE CAMUS DE BEAULIEU. (*mort violente.*)
 DE 1436 à 1451. JACQUES COEUR. (*peine de mort commuée en exil ou prison perpétuelle.*)

RÈGNE DE LOUIS XI.

DE 1461 à 1469. JEAN LA BALUE. (*en prison pendant 11 ans.*)

RÈGNES DE CHARLES VIII ET DE LOUIS XII.

DE 1483 à 1515. FLORIMOND ROBERTET.

RÈGNE DE FRANÇOIS I^{er}.

DE 1515 à 1522. JACQUES DE BEAUNE, baron DE SEMBLANÇAY. (*mort violente.*)

ÉPOQUES

RÈGNE DE HENRI II, FRANÇOIS II
ET CHARLES IX.

DE 1544 à 1561. { GILBERT BAYARD, seigneur DE LA FONT,
et CLAUDE DE L'AUBESPINE.

RÈGNE DE HENRI III.

DE 1561 à 1567. ARTUS DE COSSÉ.

DE 1575 à 1579. POMPONE DE BELLIEVRE.

DE 1582 à 1594. FRANÇOIS D'O.

RÈGNE D'HENRI IV.

DE 1594 à 1598. { NICOLAS DE HARLAI DE SANCI.
JEAN BOCHART.

DE 1598 à 1611. MAXIMILIEN DE BETHUNE, duc DE SULLY.

RÈGNE DE LOUIS XIII.

DE 1611 à 1622. { CONCINI, maréchal d'ANCRE, favori de la régente
Marie de Médicis. (mort violente).

LE président JEANNIN.

DE 1622 à 1623. HENRI DE SCHOMBERG.

D'abord
de 1623 à 1624
ensuite
de 1649 à 1653 { CHARLES, duc DE LA VIEUVILLE.
sous le cardinal
Mazarin.

DE 1624 à 1626. MICHEL DE MARILLAC.

DE 1626 à 1632. LE marquis D'EFFIAT.

ÉPOQUES

SUITE DU RÈGNE DE LOUIS XIII.

- DE 1632 à 1640. (CLAUDE DE BULLION,
DE 1640 à 1643. et CLAUDE BOUTHILLIER.
DE 1643 à 1646. NICOLAS BAILLEUL.
DE 1646 à 1648. MICHEL PERTICELLY OU D'ÉMERY.
DE 1648 à 1649. LE maréchal DE LA MEILLERAYE.

RÈGNE DE LOUIS XIV.

- DE 1649 à 1653. CHARLES DE LA VIEUVILLE.
DE 1653 à 1661. NICOLAS FOUQUET. (*bannissement commué en
prison perpétuelle*).
DE 1661 à 1683. JEAN-BAPTISTE COLBERT.
DE 1683 à 1689. CLAUDE LE PELLETIER.
DE 1689 à 1699. PHÉLIPEAUX, comte DE PONTCHARTAIN.
DE 1699 à 1708. MICHEL CHAMILLARD.
DE 1708 à 1715. NICOLAS DESMARETS.

RÈGNE DE LOUIS XV.

- DE 1715 à 1717. ADRIEN MAURICE, duc DE NOAILLES, *Président
du conseil des finances*.
DE 1717 à 1720. JEAN LAW OU LASS. (*en fuite hors du royaume*).
1720. décemb. M. LE PELLETIER DE LA HOUSSAYE.
1722. avril... M. DODUN.
1726. juin... M. LE PELLETIER DESFORTS.
1730. mars... M. ORRY.
1745. décemb. M. DE MACHAULT.
1754. juillet. M. DE SÉCHELLES.

ÉPOQUES.

SUITE DU RÈGNE DE LOUIS XV.

1756. avril...	M. DE MORAS , nommé le 17 mars 1756, adjoint à M. de Séchelles, reste seul, le 13 avril, M. de Séchelles s'étant retiré.
1757. août...	M. DE BOULOGNE.
1759. mars...	M. DE SILHOUETTE.
1759. novemb.	M. BERTIN.
1763. décemb.	M. DE LAVERDY.
1768. octob..	M. MAYNON D'INVAU.
1769. décemb.	M. L'ABBÉ TERRAY.

RÈGNE DE LOUIS XVI.

1774. août...	M TURGOT.
1776. mai. . .	M. DE CLUGNY.
1776. octob..	M. TABOUREAU DES RÉAUX.
1777. juillet..	M. NECKER, nommé conseiller des finances, et <i>directeur général du trésor royal</i> , au mois d'octobre 1776, et nommé <i>directeur général des finances</i> , le 2 juillet 1776, M. Taboureau des Réaux ayant donné sa démission.
1781.	M. DE FLEURY.
1783.	M. D'ORMESSON.
1783. novemb.	M. DE CALONNE.
1787. avril. .	M. DE FOURQUEUX.
1787. mai....	M. DE VILLEDEUIL.
1787. août...	M. LAMBERT.
1788. août...	M. NECKER, <i>Premier ministre des finances</i> .
1790.	M. DE LESSART remplace, en 1790, M. Lambert, <i>contrôleur général</i> .

ÉPOQUES.

ASSEMBLÉES NATIONALES PERMANENTES.

1791. M. TARBÉ, *ministre des contributions publiques.*
1792. mars. . M. CLAVIÈRES, *ministre des contributions publiques.*
1792. juin. . M. BEAULIEU, *ministre des contributions publiques.*
1792. juillet. M. LE ROUX DE LA VILLE, *ministre des contributions publiques.*
1792. 10 août. M. CLAVIÈRES, *pour la deuxième fois, ministre des contributions publiques.*
1793. M. DESTOURNELLE, *ministre des contributions publiques.*
1794. M. LAUMOND, *commissaire des finances et des revenus nationaux.*
1796. M. FAYPOULT, *ministre des finances.*
1797. février. M. RAMEL, *ministre des finances.*
1799. juin. . M. ROBERT-LINDET, *ministre des finances.*

RÈGNE DE NAPOLÉON-LE-GRAND.

1799. novemb. M. GAUDIN, *ministre des finances, depuis novembre 1799.*
1801. septemb. M. BARBÉ-MARBOIS, *ministre du trésor public, depuis septembre 1801.*
- 27 janv. 1806. M. le Conseiller d'État MOLLIER a été nommé *Ministre du Trésor public.*

NOTE VINGT-SIXIÈME

ET DERNIÈRE.

CHRONOLOGIE MONÉTAIRE

DES PEUPLES ANCIENS ET MODERNES.

DES hommes studieux , des savans estimables ont traité des monnaies chez les peuples anciens et modernes , sous les rapports de *l'art monétaire*, avec une précision qui ne laisse rien à désirer. *La matière des monnaies , leur titre ou degré de fin , leur poids , leur division , leur type , empreinte ou légende , enfin , leur fabrication et leur administration* , tout a été décrit et analysé avec beaucoup d'étendue : des dissertations raisonnées et des ouvrages historiques, métrologiques et numismatiques ne laissent plus guères rien d'important , ni même de curieux à ajouter aux études laborieuses antérieurement faites sur cette matière. Mais il reste à caractériser d'une manière générale les différences sensibles qui restreignaient ou activaient *la circulation des monnaies chez les anciens peuples* , comparativement aux mêmes circonstances qui peuvent agir à un degré plus ou moins puissant , sur le *mouvement des monnaies* chez les peuples modernes.

Pour obtenir quelque lumière sur ce point , il faut , avant tout , rassembler des faits épars dans les monumens de l'histoire sur *la chronologie monétaire*.

Nous ne dirons presque rien de l'enfance des institutions *monétaires* par échange de *bétail*, ou par l'intermédiaire de métaux *bruts* et en *masse* ; notre plan en résultat étant de considérer l'usage plus ou moins influent sur l'industrie, des monnaies perfectionnées, aux grandes époques de *l'histoire*.

Romé-de-l'Isle a semé de loin en loin quelques notions semblables dans la table VI de sa métrologie, table intitulée : *chronologie astronomique et civile, depuis l'époque la plus reculée dont l'histoire fasse mention jusqu'à l'ère vulgaire*. Non-seulement, j'essayerai de compléter cette esquisse de *chronologie monétaire*, en la continuant depuis l'ère vulgaire jusqu'aux temps plus modernes, mais j'augmenterai *ces notions de Romé-de-l'Isle*, qui ne se rapportaient essentiellement qu'aux monnaies *grecques et romaines*, de recherches semblables relatives à d'autres peuples, et qu'on ne peut rassembler qu'en analysant les productions de divers écrivains.

Cette notice renfermera trois divisions, relative, aux peuples orientaux, méridionaux et occidentaux.

§ 1^{er}.

ORIENTAUX OU ANCIENS ASIATIQUES.



L n'existe aucune trace matérielle de la monnaie des *anciens Asiatiques* ; tous les monumens ont sans doute disparu, ou par suite des ravages et conquêtes qui ont tourmenté de tout temps cette partie du globe, ou par l'effet de catastrophes arrivées dans la nature, qui entraînent des malheurs répétés, et firent donner, suivant *Bailly*, au quatrième âge de la chronologie indienne, le nom de *caliougam* ou *âge d'infortune*.

AVANT
J.-C.

Par l'intermédiaire et le voisinage des Arabes qui habitent près de l'Inde, et au moyen des rapports des Hébreux ou Juifs avec les Arabes et les Egyptiens, il nous reste une faible tradition sur les monnaies asiatiques.

2110
ans.

Le nom donné aux quatre cents pièces appelées *sicles d'argent de bonne monnaie* et qui avaient cours entre marchands, et qu'Abraham donna au poids aux enfans d'Ephron, pour prix du champ qui devait servir de sépulture à Sara et à sa race, fait juger que les Juifs ne sont pas les premiers qui ont fabriqué *des sicles*, puisqu'ils n'avaient dans ce temps-là aucune communauté. Il fallait que ces espèces fussent de la monnaie des Chaldéens, ou qu'elles fissent partie des cent pièces qu'Abimelech, roi de Gerane, dans la Palestine, selon Joseph, avait données à Sara, lorsqu'il la rendit à Abraham.

Quelque temps auparavant, (environ 25 ans), Abraham avait reçu dans une semblable circonstance une grande somme d'argent d'un Pharaon, roi d'Egypte; mais l'historien Joseph ne dit pas de quelle nature, ni de quelle valeur était cette grande somme d'argent.

La principale monnaie des Juifs, et qui leur était commune avec les Chaldéens, les Syriens, les Égyptiens et les Perses, était le *sicle* qu'ils fabriquaient d'argent pur; ce nom vient d'un mot hébreu, qui signifie *peser*; ces peuples le donnaient à leurs espèces, à cause qu'ils les prenaient *au poids*; et du poids en faisaient une somme, comme nous faisons du nombre; c'est pourquoi les mêmes noms sont employés chez eux pour signifier un *poids* et une espèce de monnaie.

1596
ans.

Les premiers *sicles* furent fabriqués dans le désert. Les Juifs avaient l'invention de séparer et d'affiner les métaux: l'arche qui fut fabriquée dans le désert était couverte d'or très-pur; cet or

venait des ornemens, des bracelets, des pendans d'oreilles et des colliers de leurs femmes, et des vases et meubles des Égyptiens; toutes matières à différens titres et que l'intelligence des ouvriers juifs sut affiner.

Le roi David retira aux prêtres le droit de faire fabriquer de la monnaie; il réunit ce droit à sa personne, comme une des prérogatives de la royauté.

1089
ans.

Si les Juifs sont les seuls qui aient conservé la trace de l'emploi des *monnaies* chez les anciens peuples, ils sont devenus, chez les *modernes*, les premiers et les plus puissans promoteurs d'une plus grande circulation des monnaies.

Pour compléter le peu de connaissance sur cette matière relativement aux *anciens Orientaux*, nous citerons le passage suivant de *Bouteroue*. (*Recherches curieuses sur les monnaies.*)

» Le Rabbi *Joseph*, dans le traité intitulé *Karuch*, au rapport de Vasserus, chapitre 18, dit que tout l'argent dont il est fait mention dans sa loi, excepté *le sicle*, était estimé par la monnaie de la ville de Tyr, à cause que cette ville était de grand commerce; c'est pourquoi, (ajoute-t-il), ensuite des monnaies hébraïques, j'ai cru que j'en pouvais donner quelques tyriennes, phéniciennes, syriennes et même quelques égyptiennes, mais dont les lettres qui composent les légendes sont à présent inconnues. »

Ces différentes monnaies qu'offre *Bouteroue*, sont généralement des pièces de cuivre et n'ont pas de date, mais l'on peut inférer des explications dont il accompagne chacune d'elles, que ces monnaies asiatiques se rapportent aux règnes des *Ptolémées* et à l'époque de la domination romaine en Asie, et même à la période très-postérieure du *Bas-Empire*.

Cette époque de l'existence de nouveaux royaumes en Asie,

538
ans.

présente un seul fait monétaire remarquable. Vers cette année 538, *Darius* le Mède fit frapper à Babylone, (mais, suivant Hérodote, ce fut Darius, fils d'Hystaspe qui fit frapper en *Perse*) ces monnaies d'or si connues sous le nom de *dariques*, et qui, par leur beauté et leur titre, ont été préférées pendant plusieurs siècles à toutes les autres monnaies de *l'Asie*.

De
1221
à 559
ans.

Hérodote attribue aussi aux *Lydiens* les premières fabrications de monnaie d'or et d'argent pour faciliter leur commerce : les premiers aussi ils tinrent des hôtelleries et entrepôts de marchandises : ils inventèrent les jeux, celui de dames, le jeu de la balle, et bâtirent la seconde ville de Tyr, celle qui fut ruinée par Alexandre-le-Grand. Tous ces établissemens et toutes ces inventions démontrent que les *Lydiens* étaient déjà parvenus à un haut degré de prospérité, lorsque *Crésus* monta sur le trône de Lydie en 559 avant l'ère chrétienne. Les conquêtes de ce dernier roi augmentèrent sa richesse à un point, pour ainsi dire, fabuleux, à l'époque où ce royaume fut détruit, sous *Crésus* même, par les rapides succès militaires, dans toute l'*Asie*, de *Cyrus*, roi de *Perse*.

D'après la suite chronologique sur les commencemens, les progrès et la chute de l'Empire de Lydie, devenue une province de la domination des Perses, il paraîtrait que ces derniers ont reçu des *Lydiens* l'invention des monnaies d'or et d'argent, et que les *dariques* frappées d'un métal d'or, 538 ans avant J. C., pouvaient bien avoir été fabriquées à l'imitation des monnaies d'or des *Lydiens*.

Toutes ces faibles notions confirment le manque de documens positifs et chronologiques sur les monnaies des *anciens Orientaux*, si l'on en excepte les *Juifs* dont nous avons dit quelque chose, et les *Chinois* dont nous allons parler.

QUANT A LA CHINE, l'un des plus vastes Empires de l'*Asie*, très-

anciennement civilisé, puisque l'époque reculée de la chronologie chinoise remonte, suivant les uns, à 3851 ans avant J. C., et suivant les autres, seulement à 3357 ans. Il peut être aussi utile que curieux de reconnaître les commencemens et les variations du système monétaire d'un si grand peuple.

M. J. Hager a répandu un grand jour sur ce point, dans l'ouvrage qu'il vient de publier (en 1805, *Imprimerie Impériale*), *de la description des médailles chinoises du cabinet impérial de France, précédé d'un essai de numismatique chinoise*.

Nous ne ferons donc qu'extraire ce que dit ce savant auteur sur cette matière; et si nous nous permettons quelques légères réflexions, ce sera afin d'unir de bons documens au système général de la chronologie monétaire des peuples anciens et modernes.

Pour procéder avec un certain ordre, dit M. J. Hager, nous rechercherons d'abord quelle a été la première monnaie de cet ancien et vaste Empire; si l'on s'y est servi du métal ou de quelque autre matière; quelle a été l'époque où la première monnaie a commencé à être employée, etc.

Nous examinerons et la forme de la première monnaie de métal, et le temps où l'on a commencé à y placer des caractères.

« Il est vraisemblable qu'à la manière des autres peuples, les Chinois, dans les plus anciens temps, commercèrent par la voie des échanges. Anciennement, dit le dictionnaire de l'empereur Kang-hi, *le marché se faisait en échangeant ce que l'on avait contre ce que l'on n'avait pas*.

Ensuite, les Chinois eurent de cette espèce d'argent, qu'un auteur appelle *vivant*; c'est-à-dire, que des animaux leur servirent d'objets d'échange. Les bœufs ne semblent pas avoir été leurs premiers quadrupèdes, ni par conséquent leur premier

argent vivant. En tournant nos yeux vers le nord de la Chine, nous y trouvons encore le pays où l'on emploie les chiens. Le chien est le principal quadrupède de ces contrées, et il semble l'avoir été aussi des Chinois : ils étaient peut-être leur *argent vivant*, lorsque cette nation était encore à demi sauvage, comme le *bœuf*, le *mouton* furent des termes d'échanges dans d'autres contrées méridionales.

Quoiqu'il en soit de ces conjectures, en arrivant à des temps moins reculés, la première monnaie des Chinois semble avoir été des *coquilles* ou *cauris*, qui servent encore aujourd'hui de monnaie commune aux Indes.

La monnaie de métal est très-ancienne à la Chine ; mais il est aussi difficile de déterminer, tant pour ce pays que pour la Grèce ou l'Italie, l'époque précise de son établissement.

2200
ans.

Le poids était d'abord la règle de l'argent à la Chine, comme il l'était en Grèce, du temps d'Homère, et en Italie, du temps de Numa. Encore aujourd'hui, l'argent proprement dit n'a point de forme fixe à la Chine ; on le fond en grands, en petits pains, mais seulement pour la facilité du commerce.

Les deux monnaies des deux premières races, figurées dans le traité chinois des médailles, ne contiennent que le simple contour, avec un trou carré au milieu ; il n'est pas dit si ce métal était fondu en pièces rondes et régulières, comme il l'est aujourd'hui, ou en pièces informes et irrégulières seulement.

La première forme de la monnaie chinoise fut celle d'un *couteau*, et est appelée d'un nom chinois, qui signifie *monnaie de couteau de métal* ; l'ancienne *couteau-monnaie* est représentée dans le traité chinois des médailles ; et le cabinet des médailles

médailles de France en possède également sous cette forme, gravées et décrites par les soins de M. J. Hager.

Le même cabinet impérial, outre cette *monnaie obeliscale*, ou en forme de broche, d'où l'on fait dériver le mot *obole* chez les Grecs, renferme des monnaies chinoises sous d'autres figures variées et oblongues dites *tessères*, formes en usage chez les Romains, et pareillement gravées et décrites dans l'ouvrage de M. J. Hager.

Ce n'est que sous la troisième race, dite *Tcheou*, que la monnaie en bronze a commencé : le premier roi de la troisième dynastie qui régnait vers l'an 1122 avant l'ère chrétienne, a introduit cette monnaie ronde avec un trou carré au milieu.

1122
ans.

La monnaie trouée a été à-peu-près répandue dans presque toute l'Asie méridionale. Les Japonais en ont eu dès les temps les plus reculés, avant même que leurs fameuses mines de cuivre eussent été découvertes. Elle a également cours dans l'île Formose, sujette depuis plus d'un siècle des Chinois, et dans le royaume de Corée, tributaire de la Chine. On se sert de la même monnaie au Tunquin et à la Cochinchine, où les Chinois sont très-répandus et font tout le commerce, comme les Juifs en Europe. Enfin, cette monnaie est fort commune à Java, Borneo et Sumatra, ainsi qu'à Goa et sur la côte du Malabar, d'où on la porte à l'île de Ceylan.

Les premières monnaies chinoises ont été, ainsi que les monnaies des Grecs et des Romains, sans inscription ; et leur simplicité extérieure est, comme dans celles-ci, une marque de leur ancienneté. Les Romains, dont la première monnaie a été en bronze, comme celle des Chinois, n'y mirent d'abord aucune inscription ; ils commencèrent ensuite à y marquer simplement le nom de leur ville, auquel ils ajoutèrent successivement plusieurs autres légendes.

AVANT
J.-C.

De même, la première monnaie chinoise qui porte épigraphe, a deux caractères seulement, qui signifient une chose de prix, un objet qui a une valeur reconnue. Cette monnaie est attribuée à un empereur de la troisième dynastie (*Tcheou*), contemporain de Confucius.

524
ans.

Une histoire très-ancienne, citée dans le traité chinois des médailles, rapporte qu'un empereur fit fondre de *grands deniers*, l'an 524 avant l'ère chrétienne.

249
à 206
ans.

Ce n'est proprement que sous la quatrième dynastie (*Tsin*) que les épigraphes commencèrent; la première que l'on rencontre ne marque que le poids ou la valeur, par deux mots chinois, signifiant *once-demi*.

163
ans.

Ce fut l'an 163 avant l'ère chrétienne que *Ouen-ti*, quatrième empereur de la cinquième dynastie (*Hàn*), introduisit l'usage des noms d'année.

125
ans.

Et l'empereur *Ou-ti*, le sixième de la même dynastie, abolit sur les monnaies l'épigraphe, *once-demi*, pour y en substituer une autre, composée de deux autres mots chinois, signifiant *vingt-quatrième d'une once-cinq*.

Depuis ce temps-là, les empereurs, en montant sur le trône, prennent un nouveau nom, qui est composé de deux mots ou caractères chinois : on ne les appelle que de ce nom, et il sert de date dans l'histoire, dans les actes et sur la monnaie.

Nous voyons par-là que les médailles chinoises *avec date* ne commencent que fort tard, et que, par conséquent, elles sont d'une faible ressource pour la chronologie ancienne.

465
ans.
APRÈS
J.-C.

Quoique la monnaie chinoise ait commencé vers le cinquième siècle à être ornée du nom des empereurs, et que l'époque en soit fixée sous l'empereur de la dynastie des petits *Soung*,

qui régna l'an 465 de l'ère chrétienne, on trouve encore néanmoins long-temps après des monnaies avec la seule inscription horizontale, *vingt-quatrième d'une once-cinq*, ou avec d'autres épigraphes qui n'ont de rapport qu'avec la propriété générale et la valeur de la monnaie. On remarque qu'il y a eu de ces monnaies fondues, non-seulement en bronze, mais aussi en argent et même en fer, comme on en trouve aujourd'hui au Japon.

Les épigraphes, telles qu'on les voit aujourd'hui, avec le nom de l'empereur, en caractères perpendiculaires et avec l'inscription horizontale, ne datent que du septième siècle de l'ère chrétienne.

700
ans.

Quoique les Chinois ne se servent, pour le commerce, que de monnaie de bronze, ils ne manquent pas de médailles proprement dites, ou de monumens publics en forme de monnaie, soit pour marquer quelque événement, soit pour désigner quelques dignités; et ces médailles sont en or.

On sait que les anciennes médailles qu'on montre dans les cabinets, n'étaient originairement que des monnaies. On leur donne le nom de *médailles*, parce qu'elles n'ont plus cours. Les Chinois possèdent actuellement de vraies médailles, des pièces qui ne sont aucunement destinées à avoir cours. Ils en ont en bronze, comme est leur monnaie, et en or aussi, quoique d'ailleurs ce métal ne soit considéré à la Chine que comme marchandise. Ce sont des médailles en or que chaque empereur régnant distribue aux gouverneurs des provinces, en faisant rapporter les anciennes médailles. Le but de cette nouvelle distribution de médailles à chaque règne est de concilier aux représentans de l'empereur dans tout l'Empire, le respect et l'obéissance de ceux qu'ils gouvernent.

Nous voyons par tout ce qui précède, dit le savant auteur dont nous analysons l'ouvrage très-méthodique, très-instructif et très-curieux, qu'il existe au fond de l'Asie une nation aussi

ancienne que les Grecs et les Romains, qui a de la monnaie depuis un grand nombre de siècles, et qui, par conséquent, mérite aussi une place dans l'histoire de la numismatique.

Si l'on ne peut démontrer que l'invention de la monnaie est due aux Chinois, on peut dire au moins qu'ils y ont autant de droit que les Grecs et les Indiens qui la tenaient peut être des Persans. Ces derniers prétendaient avoir eu des monnaies dès les premiers âges de leur monarchie.

Il reste à parler de deux articles qui servent encore à la Chine, même après l'invention du métal monnoyé, de signes de valeur et de moyens ordinaires d'échange; l'auteur veut parler de la *soie* et du *papier-monnaie*. L'association de ces deux substances aux signes monétaires est un nouveau trait caractéristique de l'originalité de ce peuple asiatique, qui a des coutumes et des habitudes morales et politiques, pour ainsi dire, à part des autres grands peuples.

En Chine, la *soie* tient souvent lieu d'argent. Les empereurs ont quelquefois donné mille ou deux mille pièces de soie, dit *Amiot*, (art militaire des Chinois) à un grand, à un homme de lettres, ou à toute autre personne, comme un souverain donne mille ou deux mille écus de pension.

L'empereur *Kang-hi*, qui vivait dans le dernier siècle, a fait distribuer plus d'une fois à tous les vieillards du petit peuple de cet immense Empire, une, deux ou trois pièces de soie, suivant leur âge, de quatre-vingt, quatre-vingt-dix ou cent ans. Une seule vice-royauté dont M. *Visdelou* (*observations sur la Chine*), a vu le rôle, contenait près de quarante-quatre mille de ces vieillards. On peut juger, dit-il, combien il devait y en avoir dans tout l'Empire, et quelle dépense il fallut faire en pièces de soie.

Cette coutume de faire des présents en étoffes de soie remonte au huitième siècle, puisqu'un empereur de la Chine ordonna alors de donner cent pièces de soie à l'église des chrétiens.

Cette marchandise, *la soie*, ayant une grande valeur dans un petit volume, et pouvant se garder long-temps sans se détériorer, il est certain qu'elle a une des qualités principales pour former dans les transactions un moyen terme d'échange ou monnaie auxiliaire; mais nous allons voir une substance qui n'a pas les mêmes qualités, devenir chez les Chinois une monnaie courante sous le nom de *papier-monnaie*.

L'usage du papier-monnaie s'introduisit en Chine, sous la dix-neuvième dynastie (*Soung*). On lit dans les annales particulières à cette dynastie, que la 24^e. année de Tchao-King, qui répond à l'an 1155 de l'ère chrétienne, époque où les Tartares mongoux ou mogols, s'emparèrent de la partie septentrionale de la Chine, et obligèrent le souverain à se retirer dans la partie méridionale; on lit dans ces annales, que le métal (cuivre) manqua à un tel point, qu'on employa les pendans d'oreilles des femmes pour y suppléer. On suivit alors l'art inventé par *Kar-tsé*, et l'on fabriqua du *papier-scellé* pour représenter l'argent.

On voit par-là que le papier-monnaie est originaire de la Chine. Il a pris naissance vers le milieu du douzième siècle, et son usage s'y est soutenu jusqu'à la dernière dynastie. L'empereur fit présent au roi de Malaca qui était venu lui rendre hommage, d'une somme considérable d'argent, d'une grande quantité de soie et de billets de monnaie. Cette monnaie de papier avait alors cours dans tout l'Empire; et, par ce moyen, les voyageurs étaient dispensés de porter de l'argent.

Les Mogols ou Mongoux ne sont pas les inventeurs du papier-

monnaie; ils l'ont seulement adopté, comme avait fait la ville de *Tauris*, dit un auteur Persan, qui appela son papier-monnaie du mot chinois *tchao* papier-monnaie, mot composé de deux caractères, dont le premier signifie *métal* et le second *manquer*.

Plusieurs Européens ayant voyagé en Chine depuis ce temps-là, il y a tout lieu de croire qu'ils ont rapporté en Europe cette utile invention, ainsi que quelques autres dont on est redevable aux Chinois.

L'usage en Europe, de *lettres-de-change* ou *papier-monnaie de confiance*, ne remonte pas au-delà du treizième siècle, soit que l'invention, comme on l'a dit, en soit due aux Italiens, qui, fuyant les guerres civiles occasionnées par les deux factions des *Gibelins* et des *Guelfes*, se retirèrent à Lyon, en assurant leurs fortunes par ce moyen auxiliaire de richesse; soit que la découverte des lettres-de-change appartienne aux Juifs proscrits et chassés de France; toujours est-il vrai que cette partie du système monétaire des peuples anciens et modernes n'a point encore été assez éclaircie. M. *Langlès*, l'un des dignes membres de l'Institut, a fait une dissertation curieuse sur le *papier-monnaie des Orientaux*, dont il a donné lecture à la classe, le 28 thermidor an IV, et dont sans doute il fera jouir un jour le public.

Nous passons maintenant aux monnaies *grecques*, *romaines*, *musulmanes*, *gauloises* et *françaises*, ou d'autres peuples méridionaux et occidentaux.

Nous allons retracer successivement leur *chronologie monétaire*.

§. II.

PEUPLES MÉRIDIONAUX.

MONNAIES GRECQUES, ROMAINES, MUSULMANES.



MONNAIES GRECQUES.

La première monnaie fut frappée à Athènes en 1506, par *Erichthonius*, dont le règne finit en 1463, avant J.-C. Il y a grande apparence que la matière de cette première monnaie dont on n'indique pas le métal, était de cuivre ou autre métal grossier; car, dans le traité chronologique de *Romé-de-l'Isle*, d'après *d'Hancarville*, *Recherches sur l'origine, l'esprit et les progrès des arts de la Grèce*, on lit à l'année 895: « Phidon d'Argos, contemporain de Licurgue, fait frapper dans l'île d'Égine, les premières monnaies d'argent; depuis cette époque jusques vers l'an 664 avant J.-C., la plupart des monnaies grecques offrent, à leur revers, un carré creux à compartimens, qui tient à l'enfance de l'art, et qu'on ne voit plus dans les monnaies d'une fabrication postérieure; le manque de légende est encore un caractère distinctif de ces médailles. »

1506
ans.895
ans.

L'année 664 avant J.-C. est l'époque où l'on trouve des médailles ou monnaies grecques avec des légendes et sans carré creux.

664
ans.

Tous les peuples de la Grèce ne marchèrent pas d'un pas égal vers la perfection du système monétaire.

Avant le roi Polydore qui régnait 500 ans après la guerre de Troie, dont la prise est de l'an 1282 avant J.-C., les paiemens se faisaient en bœufs, que quelques-uns prétendent être une monnaie, à cause de l'échange qui se fit entre Achille et Glaucus, dont les armes du dernier valaient cent bœufs.

782
ans.

Ce qu'on raconte de *fictif* ou de *réel* sur l'existence à *Sparte* de la monnaie de fer, si pesante, qu'il fallait deux chevaux pour traîner une assez petite somme, est un fait négatif de tout *système monétaire*, chez un peuple de dix mille citoyens qui disposaient de la vie et de la mort de cent mille esclaves, ilotes ou serfs : les moyens d'échange de ce peuple étaient, au dedans, dans la domination dont il payait les travaux utiles de cette foule d'esclaves, et au dehors, dans le succès des armes des guerriers Lacédémoniens.

405
ans.

Lysandre, après la prise de *Sestus*, ville de l'Héllespont, et après celle d'Athènes (405 ans, avant J. C.) avait rapporté à Lacédémone, de son expédition, 1980 talens, c'est-à-dire, 10,692,000 livres tournois.

On peut voir particulièrement, dans les ouvrages déjà cités, de *d'Hancarville*, de *Romé-de-l'Isle*, et dans le *voyage du jeune Anacharsis*, tous les détails relatifs aux monnaies grecques.

MONNAIES ROMAINES.

1363
ans.

Lors de la fondation de Rome, 754 ans avant J. C., selon Varron, l'Italie avait reçu la monnaie depuis l'année 1363, c'est-à-dire, 609 années avant l'existence de Rome; jusqu'alors, dit cet historien, *Janus*, passé de Grèce en Italie, fit frapper des empreintes sur les monnaies de cuivre.

Les premières monnaies de cuivre des Romains eurent pour empreinte la tête double de *Janus* d'un côté, et la proue d'un vaisseau de l'autre, en mémoire, sans doute, de l'arrivée en Italie de ce premier et pacifique instituteur des Peuples du Midi de l'Europe.

La pauvreté des premiers Romains ne leur avait pas permis de faire battre monnaie; ils furent deux siècles sans en fabriquer, pour en tenir lieu, ils se servaient de cuivre en masse qu'on donnait au poids.

Numa,

Numa, leur second roi, pour une plus grande commodité, fit tailler grossièrement des morceaux de cuivre du poids d'une livre de douze onces, sans aucune marque.

Servius Tullius, sixième roi de Rome, changea la forme grossière qu'avait alors la monnaie; il fit le premier fabriquer des pièces rondes du même poids et de la même valeur, sur lesquelles était représentée la figure d'un bœuf: on les appela *as libralis*, et *libella*, de ce qu'elles pesaient une livre; on y ajouta des lettres pour marquer leur poids et leur valeur qui n'étaient qu'à proportion de ce qu'elles pesaient. La plus forte était le *decussis* qui pesait et valait dix *as*; ce qui le fit nommer *denier*: pour marquer sa valeur, on grava dessus un X.

Jusqu'à la défaite de *Pyrrhus* par les Romains, et même quelque temps après, l'*as* fut du poids d'une livre romaine, et la monnaie de cuivre la seule en usage chez les Romains.

La monnaie d'argent commença à Rome cinq ans avant la première guerre punique.

A la première guerre punique, les besoins de la République se trouvèrent si grands, qu'on fut obligé de réduire l'*as* du poids de douze onces au poids de deux onces; et tous les autres à proportion, quoiqu'on leur conservât leur même valeur.

C'est la première opération sur les monnaies, transmise par l'histoire, qui ait eu lieu de la part de l'autorité publique: et malgré que des vues politiques, puisées dans l'intérêt de la défense nationale, aient suggéré aux Romains dans une pareille circonstance cette combinaison mensongère entre le poids réel et la dénomination d'une valeur fictive qu'ils conservèrent à la monnaie, nous verrons comment l'esprit de cupidité et l'abus du pouvoir s'emparèrent dans la suite, pour le tourment des peuples, de ce premier exemple d'une innovation dangereuse dans l'antique et loyal système monétaire.

AVANT
J. - C.713
ans.578
ans.575
ans.269
ans.264
ans.

À l'époque de la seconde guerre punique, l'*as* romain, pesant alors deux onces de cuivre, depuis la première réduction, fut encore réduit à une once, et la valeur du denier de dix *as* fut portée à seize *as* par une combinaison singulière dont nous allons parler, et qui établit un profit différent pour la République, comme débitrice, émettant la nouvelle monnaie, et les citoyens qui la recevaient pour la passer à leurs propres créanciers.

Afin de caractériser ces deux opérations que firent les Romains, dans les guerres puniques, sur les monnaies, il faut observer que ces retranchemens dans le poids, sans changer la dénomination de valeur, répondent à ce que les modernes appellent *hausser* ou *augmenter* la valeur des monnaies; *ôter*, par exemple, d'une pièce de 5 francs, la moitié de la matière, et faire valoir chaque moitié 5 francs, c'est comme si on prescrivait que la pièce primitive ou entière de 5 francs valût le double ou 10 francs.

La dernière réduction dans le poids de la monnaie opérée par les Romains pour les besoins de l'État, présente un caractère particulier et une double combinaison qui, je crois, n'a point été imitée dans les Gouvernemens modernes.

En effet, tandis que la République, en ne mettant dans l'*as* qu'une once de cuivre, et lui conservant la même valeur, s'acquittait envers ses créanciers d'une dette égale à deux onces de cuivre, elle ne permettait pas aux citoyens entre eux de s'acquitter dans une même quotité de réduction; et pour cela, les magistrats ordonnèrent que le denier qui, jusqu'alors, avait été de dix *as*, serait de seize *as*.

Ainsi, lorsqu'avant la réduction, l'*as* pesait deux onces de cuivre, le denier de dix *as* valait vingt onces; après la réduction l'*as* ne pesant plus qu'une once de cuivre, le denier ou les dix

as pesait sur le taux de réduction un poids
de..... 10 onces de cuivre.

Mais la loi augmentait le denier de six
as en portant à seize *as* le denier antérieure-
ment de dix *as*; c'était un poids de six onces
de cuivre à ajouter à la réduction, ci..... 6

Le denier depuis la réduction était donc _____
de..... 16 onces de cuivre.

Il était avant la réduction de..... 20.

Les citoyens entre eux s'acquittaient donc d'un poids, anté-
rieurement dû, de vingt onces, avec seize, c'est-à-dire, avec
fraude pour le créancier d'un cinquième sur la quantité due;
tandis que la République payait ses dettes contractées, en faisant
perdre moitié à ses créanciers.

L'effet singulier de cette double combinaison devait être de
ne porter dans les relations particulières, l'augmentation des
denrées et marchandises qu'à un cinquième comparativement au
taux ancien; et, comme la généralité des transactions d'un Etat
a lieu de citoyen à citoyen, cet effet conduisait ainsi à atténuer les
conséquences du renchérissement qui devait être de moitié dans
les fournitures faites à l'avenir à la République, et en proportion
de la réduction des paiemens qu'elle avait fait à ses anciens
créanciers.

Ce genre d'opération sur les monnaies, qui est faite à dé-
couvert, n'influe que temporairement et seulement au désavan-
tage d'une classe de créanciers antérieurs au moment de l'opération;
elle produit également l'augmentation nominale du prix des
denrées. L'opération usitée dans des temps beaucoup plus mo-
dernes, par voie d'altération dans la matière ou le titre des

AVANT
J.-C.

monnaies , partage les citoyens d'un même Etat en dupes et en fripons , tant que la circulation de cette fausse monnaie est autorisée.

207
ans.

A cette époque la monnaie d'or commença à Rome , et le scrupule d'or valut vingt *sesterces* ou cinq deniers d'argent.

81
ans.

Sylla (*Lucius - Cornelius*) fit défense , par la loi qui porte son nom (*loi Cornelia*), de laver , fondre , rogner ou corrompre en quelque manière que ce fût , les monnaies d'or et d'argent , et d'en fabriquer de fausses , à peine de la vie contre les esclaves , et de l'exposition aux bêtes contre les personnes libres ; c'est , je crois , la première loi pénale sur le fait des monnaies dont l'histoire fasse mention.

44
ans.

Après la mort de *César* , *Antoine* fit fourrer la monnaie d'argent , et mêler du fer dans celle de cuivre.

41
ans.

Auguste , après les guerres civiles renouvela les dispositions de la *loi Cornelia* , portant défenses de mêler ou de faire mêler sciemment avec l'or , l'argent ou le cuivre dont on fabriquait les monnaies , aucunes matières qui en pussent altérer le titre.

APRÈS
J.-C.
70 et
81 ans.

Sous l'empire de *Vespasien* et de ses enfans , on commença à changer le nom des espèces d'or , et à les nommer *flavos* ou *flavios* , qui était le nom de leur famille , comme on appelle en France les *Henris* , les *Justes* et les *Louis* ; et sous *Domitien* , qui régnait en 81 , et affectait le nom de *Dominus* , les espèces d'or étaient appelées *Domini*.

218
ans.

Pendant les cent cinquante années qui suivirent , les monnaies romaines ne furent l'objet d'aucun changement , ni d'aucunes dispositions législatives dignes d'être remarquées. L'empereur *Caracalla* fut le premier , après cette période , qui se permit un genre d'altération dans les monnaies , jusques-là sans exemple :

non-seulement il en fit faire de fausses, mais il donnait du plomb argenté, et du cuivre doré pour de l'or et de l'argent.

Héliogabale, pour satisfaire plus facilement ses largesses, fit fabriquer des pièces d'or pesant deux livres.

L'empereur *Alexandre* fit fabriquer des pièces d'or, mais en petit nombre, avec de la matière nommée *electrum*, espèce de métal composé d'or et d'argent, c'est-à-dire, de l'or à dix-neuf karats un cinquième.

Sous *Aurélien*, les monnoyeurs de Rome affaiblirent le poids et le titre de la monnaie, par le conseil de *Félicissimus*, receveur du fisc. Ils furent découverts et recherchés; ils prirent les armes, et sept mille soldats des troupes impériales périrent dans cette sédition. L'empereur décria cette monnaie; il en fit faire de meilleure pour retirer celle-là des mains du peuple, et rétablir le commerce qui avait été interrompu par cette mauvaise monnaie.

Tacite, successeur d'*Aurélien*, rétablit la monnaie dans son ancienne et entière pureté; il fit défense, à peine de confiscation de corps et de biens, d'allier dans la fabrication qu'il faisait faire, l'argent avec l'or, et le plomb avec le cuivre.

Constantin, parvenu à l'empire, rendit le premier une loi qui condamnait à perdre la vie, les rogneurs et expositeurs de fausses monnaies. *Sylla* et *Auguste* n'avaient condamné qu'aux bêtes les faux monnoyeurs de condition libre.

Les divisions multipliées des monnaies, sous un grand nombre d'empereurs qui s'étaient succédés rapidement, et qui tous avaient été jaloux de mettre leur empreinte, produisirent des espèces de diverses dimensions: on préférait les grandes espèces, et on rebutait les faibles, ce qui apportait de la difficulté dans les paiemens.

APRÈS
J.-C.

232
ans.

275
ans.

309
ans.

367
ans.

de *Valentinien* fit défendre, sous de très-grandes peines, de refuser aucune espèce de *poids*, telles que les sous d'or, sous prétexte que le poids était différent.

Ceux qui levaient les impositions commettaient un crime qui était assez ordinaire : ils choisissaient de bonnes espèces et les plus pesantes, pour en mettre de légères ou d'autre quantité en leur place.

367
ans.

Valentien fit diverses lois applicables aux collecteurs et aux contribuables, et notamment par celle du 4 août 367, « Il fut ordonné que tout ce qui pourrait provenir des adjudications des condamnations ou des impositions annuelles et solennelles, ancienne ou nouvelle, générale ou particulière, ne serait reçu par les collecteurs, qu'après avoir été si long-temps dans l'affinage, en présence et aux risques de ceux qui étaient destinés pour lever les impôts, qu'il ne restât aucune impureté dans la masse. »

369
ans.

La peine de mort contre ceux qui fondaient les monnaies et qui en fabriquaient de fausses, fut confirmée par la loi de *Valentinien* et de *Valens*, publiée le 28 décembre 369.

Pour se réserver une grande quantité d'or, les empereurs ne permettaient pas qu'il fût transporté sous prétexte de commerce, qu'ils ne souffraient être fait que par échange ; *mais ils excitaient les marchands à se servir de toutes sortes de moyens pour attirer l'or des pays étrangers, leur défendant, sous peine de punition corporelle, d'en donner pour le prix des esclaves ou des grains qu'ils achetaient.* Voici des préjugés naissans, bien perfectionnés depuis, sur la *balance du commerce*, à recevoir en *métal précieux*. Des lettres-patentes de Louis XIII, de 1623, ordonnaient de rapporter en *argent monnoyé ou en lingots, le prix du blé* que les Français allaient vendre en Espagne. Ces idées fausses ont été rectifiées ensuite dans de

savantes dissertations que des auteurs modernes ont consacrées à éclaircir ce point d'économie politique entièrement méconnu des anciens.

Les empereurs *Gratien*, *Valentinien* et *Théodose* furent contraints de défendre de nouveau de donner un différent prix aux sols d'or fin ; à peine du dernier supplice. Ils firent faire également défenses à toutes sortes de personnes de faire des largesses en or, mais seulement en argent. Ils déclarèrent criminels de *lèse-majesté* les fabricateurs de fausses-monnaies, contre lesquels le dernier supplice, même celui du feu, avait été déjà ordonné.

Toutes permissions particulières de fabriquer de la monnaie, même de cuivre, furent révoquées avec peine prononcée contre ceux qui les avaient obtenues.

Dans la suite, *Arcade* et *Honorius* s'apercevant que la diversité des espèces d'argent troublait le commerce et causait des contestations dans les paiemens, ordonnèrent, par une loi publiée le 12 août 395, qu'il n'y aurait plus que le *centurionalis nummus*, c'est-à-dire, le dernier milliaresion qui aurait cours (à la taille de soixante à la livre et du poids de 100 grains $\frac{4}{5}$.)

Justinien fit faire cette année la deuxième publication de son Code, dans lequel il confirma, retrancha et abrogea quantité de lois précédentes sur les monnaies.

Il est remarquable que, depuis l'année 309 après J.-C. jusqu'à celle 395, c'est-à-dire, en moins d'un siècle, furent portées les lois les plus rigoureuses sur le travail ou la contrefaçon des monnaies. Les monumens historiques pendant près de six mille ans, jusqu'à *Constantin*, ne font mention que passagèrement, et après les guerres civiles de *Marius* et de *Sylla*, d'*Antoine* et de *Lépide*,

APRÈS
J.-C.

580
ans.

589
ans.

595
ans.

554
ans.

du besoin accidentel de réprimer les délits sur l'altération des monnaies.

Quelles furent donc les causes qui subitement rendirent nécessaires les mesures multipliées, les plus rigoureuses pour détruire ou empêcher les spéculations des faux-monnoyeurs, qui opérèrent, pour ainsi dire, à main armée, comme on l'a vu dans l'exemple de la sédition fomentée par les receveurs des deniers publics sous *Aurélien*, 34 ans avant *Constantin* ?

Il est vraisemblable que les causes de cette invasion ouverte de l'intérêt privé sur les monnaies faisant partie du *domaine public*, ont leur source dans les changemens arrivés vers cette époque dans la condition des hommes, par l'abolition successive de l'esclavage, à la naissance du Christianisme, et sur-tout lorsque le culte en devint public. Dans cette période de près de cent années, ce grand événement dispensa une partie de l'espèce humaine du soin de pourvoir à la subsistance de l'autre; mais aussi il livra l'espèce affranchie à toute l'incertitude des moyens précaires pour se procurer la nourriture, et lui fit saisir avidement et sans crainte tous les genres de spéculations que lui offrait une cupidité audacieuse.

MONNAIES MUSULMANES.

Le traité des monnaies musulmanes de *Makrasy*, auteur arabe, traduit par M. Silvestre de Sacy, ne donne que de faibles lumières sur l'ancienne chronologie monétaire des Arabes et des Egyptiens. La partie historique de ce traité se rapporte à quelques traditions sur l'état et la consistance des monnaies avant Mahomet, 578 ans depuis l'ère chrétienne.

Le surplus de ce traité comprend des dissertations sur la valeur, le poids, le titre et la taille des monnaies d'or, d'argent et de cuivre,

cuire, et leurs variations jusqu'à l'an 1415 ou 1420, temps où l'auteur écrivait.

Les Arabes et les Égyptiens étaient en relation, dès la plus haute antiquité, avec les royaumes florissans de l'Asie; et les Arabes étant devenus eux-mêmes, sous le califat des successeurs de Mahomet, une nation riche et puissante, ils communiquèrent leurs institutions monétaires et leurs formules numériques aux *Occidentaux*. Il est naturel de chercher dans ce traité des monnaies musulmanes quelques traces des anciens usages monétaires.

Les monnaies qui avaient cours parmi les Arabes, au temps du paganisme, avant *Mahomet*, étaient d'or ou d'argent; ils n'en connaissaient pas d'autres. On importait chez eux, des pays étrangers, des *drachmes* de Perse et de la Mecque, avec les noms persans de *dinar*, pour l'or, et de *dirhem* pour l'argent. Les Grecs de l'empire de Constantinople frappaient autrefois ces espèces, que les Arabes nommaient *Hérackla*, nom dérivé peut-être de celui de l'empereur *Héraclius*. Le poids des *dinars* et des *dirhems*, au temps du paganisme, était double de celui qu'ils ont eu depuis l'établissement de la *religion musulmane*.

578
ans.

Ces monnaies ne consistaient qu'en un morceau de métal informe; et leur dénomination se rapportait à deux poids, l'un nommé *dinar*, (équivalent ou environ à 72 grains d'or, poids de marc), l'autre appelé *dirhem*, (équivalent ou environ à 50 grains $\frac{2}{5}$ d'argent, poids de marc).

Quant aux Égyptiens, un auteur arabe qui mourut en 697, dit dans une *histoire de l'Égypte et du Caire*, dont l'extrait est traduit également par M. *Silvestre de Sacy*, à la suite de l'ouvrage sur les *monnaies musulmanes*, que le calife Abdalmelik, qui

régnait en l'an 692 de J.-C., fit frapper le premier des monnaies arabes appelées également *dinars et dirhems*.

Cet auteur ajoute, à cette occasion, un fait remarquable, et qui mérite même d'exercer la critique des savans antiquaires.

Le prince Arabe, dont il parle, trouva, dit-il, des *dinars* (d'or), et des *dirhems* (d'argent), qui portaient une date antérieure de 400 ans, à l'islamisme établi vers l'an 609, sur lesquels était la légende: *Au nom du Père, du Fils, et du Saint-Esprit*. Il les fit fondre, et fit mettre sur les monnaies qui en provinrent, le nom de Dieu, des passages de l'Alcoran, et le nom du Prophète.

Il reste à savoir de quel pays provenaient ces monnaies, d'une date antérieure de 400 ans à Mahomet, c'est-à-dire, de l'époque du deuxième au troisième siècle, depuis J.-C.

La domination des Empereurs Romains s'étendait sur l'Asie et sur l'Afrique; ils persécutaient vivement tous les chrétiens, et notamment vers l'époque qui précéda le règne de Constantin, en 326. Celui-ci se convertit à la religion chrétienne. Ces monnaies antérieures de 400 ans à l'islamisme, ne peuvent donc avoir été frappées par les ordres des Empereurs, ni à Alexandrie, ni dans aucune des provinces de leur domination, avant Constantin, sous la légende; *Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit*.

De tous les pays où s'étendit, dès son berceau, la religion catholique, il n'y a que dans le royaume d'Ethiopie et de l'Abysinie, où la cour put professer ouvertement la religion chrétienne, après la conversion faite par l'apôtre Philippe, de l'eunuque de la reine Candace: c'est-là seulement que dans la suite on put se permettre d'inscrire comme légende, sur ces monnaies, *le signe des Chrétiens*. Ces incertitudes peuvent

donner lieu de douter que l'auteur Arabe ait bien rapporté la date des monnaies chrétiennes dont il parle.

L'auteur Arabe *Makrisy* avance, sur les monnaies d'*Egypte*, deux autres faits curieux.

Le premier fait c'est, dit-il, que, dans les âges les plus reculés, comme dans les temps les plus modernes, *les impositions de l'Egypte se sont toujours payées en or*; que le prix de toutes les marchandises et de la main-d'œuvre ne s'y évaluait qu'en or, jusqu'à ce que ce pays éprouva une révolution qui l'appauvrit, par l'invasion des *Gozzes*, *Uzzes*, ou Turcomans, qui entrèrent en Egypte sous Saladin (1171.).

A l'occasion du paiement en or, l'auteur Arabe dit : « *j'ai inséré dans ma description historique et topographique de l'Egypte, le tableau du montant de l'imposition depuis le temps où ce pays a commencé d'être habité après le déluge jusqu'à nos jours.* » On doit regretter que ce tableau n'ait pas été traduit par M. Silvestre de Sacy, avec l'extrait qu'il a donné de cet ouvrage, à la suite du traité des monnaies musulmanes.

Le second fait énoncé par *Makrisy*, c'est que Mahomet laissa à l'Irak, à la Syrie et à l'Egypte, les poids et monnaies qui subsistaient de son temps, et qu'*Omar*, son successeur, et sous lequel l'Egypte fut conquise, « *imposa tous les Coptes à une capitation de deux dinars (d'or) par tête, à percevoir seulement sur les hommes en âge de puberté, à l'exclusion des femmes, des enfans et des vieillards; cette capitation produisit les premières années douze millions de dinars, ou suivant d'autres historiens seize millions de dinars.* » La population active de l'Egypte, lors de la conquête sous *Omar*, était donc au moins de six à sept millions d'ames, qui réunie aux femmes, aux enfans et aux vieillards, donnait une population totale dans la proportion

578
et
640
ans.

des calculs européens , de trois fois au-delà de la partie imposée , c'est-à-dire , au moins de vingt à vingt-quatre millions d'ames ; c'est de dix à douze fois davantage que la population de l'Egypte , au temps où écrivait le sénateur Volney , ce voyageur si judicieux et si exact , qui ne porte , alors , la population totale de l'Egypte qu'à deux millions trois cent mille ames.

Le résultat de l'auteur *Arabe* ne s'accorde pas avec l'opinion qu'a manifesté le célèbre Danville dans ses mémoires sur l'*Egypte ancienne et moderne*. Cet habile géographe , en fixant l'étendue de l'Egypte à deux mille cent lieues quarrées , restreint de beaucoup la grande population possible donnée à cette contrée. Pour bien apprécier l'un et l'autre sentiment , il faudrait , dans une *dissertation spéciale* , ne pas prendre seulement en considération l'étendue géographique de l'Egypte , et sa fertilité sous les *Ptolémées* , et même postérieurement ; mais il conviendrait de réunir toutes les considérations qui résultent de la situation de ce pays , comme vaste entrepôt aux confins de l'Asie , de l'Afrique et de l'Europe.

Nous avons vu que les monnaies laissées à l'Arabie et à l'Egypte , par Mahomet , et telles qu'il les trouva , furent changées , dès 692 , par le onzième calife , *Abdelmelik* , qui fit frapper le premier des monnaies arabes , et que jusqu'à *Saladin* , l'or avait été la seule mesure du prix des denrées et marchandises.

Postérieurement les monnaies musulmanes , soit en Arabie , soit en Egypte , furent soumises à divers changemens qui en altérèrent la valeur dans de nouvelles fabrications , et par un mélange plus ou moins considérable d'alliage avec la matière pure.

Ces monnaies continuèrent à circuler sous le titre de *dinars*

et de *dirhems*, mais avec une valeur variable, suivant la finesse de leur fabrication : tantôt les califes ou sultans se réservèrent directement la surveillance de cette fabrication ; tantôt ils la confièrent à quelques-uns de leurs grands officiers ; tantôt enfin des Juifs accrédités furent les directeurs des hôtels des monnaies.

Vers l'année 1400, sous la domination des *Mameloucks-Circassiens*, les Francs importèrent en Egypte du cuivre rouge, dont on fabriqua pendant plusieurs années des monnaies de cuivre appelées *fels*. Les Francs, dit *Makrisy*, enlevaient par ce moyen tous les *dirhems* (monnaie d'argent), et les emportaient dans leur pays en échange du cuivre rouge, à cause de l'avantage qu'ils y trouvaient. Les pièces de cuivre devinrent si abondantes, qu'on évaluait en ce genre de monnaie tout ce qui se vendait ; on disait même un *dinar* (monnaie d'or) vaut tant de pièces de cuivre.

1400
ans.

Pour terminer cette notice des *monnaies musulmanes*, nous observerons que les relations des Francs dans le Levant ont introduit parmi nous le mot *karat*, avec sa double acception d'un petit poids réel pour les lapidaires, et de la vingt-quatrième partie d'un tout, que nous avons appliqué ensuite à l'échelle du titre de l'or.

Après avoir rassemblé ce qui se rapporte à la chronologie monétaire des anciens Orientaux et des peuples méridionaux, nous allons réunir les mêmes documens sur les Occidentaux, tels que les Gaulois, les Français, etc.

§. III.

PEUPLES OCCIDENTAUX.

MONNAIES GAULOISES, FRANÇAISES ET AUTRES.

588
ans.

Long-temps avant le passage des Gaulois en Italie, sous *Brennus*, les rois, dont l'un, *Ambigatus*, régnait, 588 ans avant J.-C., à *Bourges*, sur la Gaule celtique, et les magistrats qui gouvernaient d'autres contrées de la *Gaule*, faisaient battre de la monnaie d'or, d'argent et de cuivre; *Cassiodore* a remarqué que, bien antérieurement encore à cette fabrication de monnaies de métal, les Gaulois donnèrent à leurs espèces le nom de *pecus*, qui signifie toute sorte de bétail, parce que ces espèces étaient fabriquées avec des morceaux de cuir.

Les Gaulois faisaient graver sur leurs monnaies de métal les figures entières ou les têtes seulement des divinités qu'ils adoraient, ou quelques animaux, symbole de la qualité ou des richesses de leur pays; ils y représentaient aussi des cavaliers, et quelquefois seulement leurs têtes et leurs noms, et celui des villes et des peuples qu'ils gouvernaient; enfin, ils y incrustaient des marques de leurs plus belles actions pour en conserver la mémoire. Afin de leur donner un cours plus libre, ils imitaient souvent les monnaies de leurs voisins et des peuples chez lesquels ils faisoient plus de commerce.

Le temps a conservé des restes de ces monnaies, recueillis par *Boutroue* dans ses recherches curieuses des monnaies.

Cet écrivain offre et décrit les monnaies de cuivre des peuples d'Evreux, de Nîmes, de Béziers, d'Agde, du Périgord et autres.

Il présente et décrit pareillement les monnaies d'argent des Angevins, des peuples de Tournai, des Liégeois, des peuples du Rhin, des Authunois, de Chaalons-sur-Saône, des Helvétiens et autres; ainsi que les monnaies d'or des anciens Parisiens.

Quelques-unes de ces monnaies portent des légendes en lettres grecques; et enfin, d'autres petites pièces d'argent ont de l'autre côté les têtes de *Furius* et de *Peraunus*, chefs des Phocéens, fondateurs de la ville de *Marseille*.

Les Gaulois ayant, long-temps avant les Romains, l'usage des monnaies d'or et d'argent, on ne peut douter que ce ne soit par la voie de Marseille que la Gaule ait reçu des Grecs la perfection graduelle du système monétaire.

Les Gaulois, sous la conduite de *Brennus*, leur chef, passèrent les Alpes, 390 ans avant l'ère chrétienne, et après avoir défait les Romains: les vaincus furent contraints, pour sauver le capitole, de donner mille livres d'or, aux poids des assiégeans, (que *Tite-Live* appelle *faux*, peut-être à cause qu'ils étaient plus pesans que ceux des Romains.)

390
ans.

L'an de Rome 632, ou 122 ans avant J.-C., les Romains n'étaient pas encore entrés dans les Gaules; les Auvergnats avaient pour roi *Bituit*, dont le père nommé *Luernius* ou *Luernius*, était si magnifique et si riche, que, toutes les fois qu'il sortait de son palais, il faisait des largesses de pièces d'or et d'argent à son peuple.

122
ans.

Du temps de Tibère, c'est-à-dire, seize ans après J.-C., les mille livres d'or que *Brennus* avait remportées de Rome dans les Gaules, environ 400 ans auparavant, y furent trouvées tout entières par le Préteur *Drusus*, qui les fit reporter à Rome.

APRÈS
J.-C.16
ans.

Suétone remarque que César rapporta des Gaules une si grande

quantité d'or, que la livre d'or, en Italie, ne valut plus que sept livres et demie d'argent.

598
ans.

Les antiquaires ont conservé *un tiers de sol d'or* (ayant cours pour treize deniers d'argent et un tiers), qu'on estime avoir été fabriqué par *Tendomer*, l'un des rois ou ducs des Français, qui, avant l'invasion définitive des Gaules, sous Pharamond, ravagèrent le territoire romain, près la ville de Cologne, et ensuite inondèrent l'Italie, où ce *Tendomer* fut pris et mis à mort par les Romains.

A l'imitation des Romains, les rois de la première et de la deuxième race ne firent fabriquer que des sols, demi-sols et des tiers de sols d'or, et des *deniers d'argent*.

Il y avait aussi des sols d'argent; on en taillait vingt dans une livre; chaque sol se divisait en douze deniers, lesquels étaient aussi d'argent.

Les *sols*, *demi-sols*, et *tiers de sol d'or*, qui existent dans les cabinets publics, ou dans ceux des curieux, sont entiers et bien conservés, et du même poids que ceux des Empereurs Romains qui régnaient à l'époque où les Francs vinrent s'établir dans les Gaules. Ils purent même se servir des ouvriers et des machines employés par les Romains, après s'être emparés des villes de Trèves, de Lyon et d'Arles, où les Romains avaient des fabriques de monnaies.

Les Goths qui habitèrent l'Espagne, firent aussi frapper des *sols d'or* du même poids que ceux des Empereurs; et les Bourguignons et les autres peuples qui s'emparèrent des provinces de l'empire dans l'Occident, eurent, aussi bien que les Français et les Visigots, *leurs sols*, *leurs demi-sols* et *leurs tiers de sol*; ces monnaies ont conservé leur dénomination jusqu'aux premiers rois de la troisième race, où on commença à les nommer *florins*, soit

soit à cause de la ville de *Florence*, où cette monnaie prit naissance, soit parce que ces espèces eurent la *fleur de lys* pour empreinte.

Dans les lois publiées par *Euric*, roi des Visigots, qui régnait et sur le midi de la France et sur l'Espagne, on lit, article 3, « que celui qui aura reçu de l'or pour faire quelque ouvrage, et qui l'aura allié ou aura corrompu sa pureté par le mélange de cuivre, d'argent, ou de quelque autre métal plus vil ou impur, doit passer et être puni comme un larron. »

Le régime monétaire des Occidentaux a donc pris sa source dans le même système suivi par les Grecs et les Romains; mais les Francs ou Français, dont la domination s'affermir dans les Gaules et même en Europe, long-temps avant que l'Espagne, l'Angleterre et les autres contrées fussent devenues des Etats tranquilles et indépendans; la France, dis-je, donna plus qu'aucun autre, l'exemple d'exactions, d'altérations et de falsifications dans les monnaies. Ces innovations qui firent, pendant plusieurs siècles, le malheur des Français, n'eurent lieu que vers le commencement de la troisième race, sous les successeurs de Hugues-Capet, et ont leur source dans les concessions du *droit*, d'abord *honorifique de battre monnaie*, faites par Charlemagne lui-même, aux églises et aux possesseurs de fiefs, comme nous le verrons par la suite. Des désordres semblables furent imités, avec plus ou moins d'extension, de la part des autres nations, sur-tout des Espagnols et des Anglais, qui eurent de fréquentes et funestes relations avec la France, depuis la troisième race des rois de France.

Traiter du système monétaire de la France, c'est presque offrir le même tableau pour tous les pays modernes.

Voici les remarques les plus importantes sur les progrès et les variations du système monétaire de la France, sous les rois de la première et de la deuxième race.

APRÈS
J.-C.

466
ans.

APRÈS
J.-C.534
ans.

Théodebert, fils de *Théodoric*, paraît avoir été le premier de nos rois qui ait fait frapper des monnaies de *billon*, pour acheter les menues denrées et faciliter le détail du commerce; mais il ne nous reste aucuns renseignements, soit sur le *titre*, soit sur la valeur numéraire de ces espèces, si usées qu'elles ne peuvent rien offrir de certain sur tous ces points.

Le capitulaire de Pépin-le-Bref, de l'année 755, est le plus ancien règlement que nous ayons concernant les monnaies: il y est ordonné que, sur une livre d'argent, le maître de la monnaie ne rendra au public que vingt-un sols, et qu'il retiendra le vingt-deuxième, vraisemblablement pour l'indemniser de ses frais de *brassage*.

819
ans.

Louis le-Débonnaire, la cinquième année de son règne, dans un parlement tenu à *Aix-la-Chapelle*, fit un règlement qui, en donnant cours à sa nouvelle monnaie, ordonna une peine contre les faux-monnoyeurs: c'est le premier qui se trouve dans les ordonnances de nos rois contre ce crime, qui, néanmoins n'était pas nouveau chez les Français, puisqu'il se trouve, dit *Leblanc*, des tiers de sol d'or de la première race qui sont *fourrés* avec autant d'adresse qu'on le pourrait faire à présent.

854
ans.

La première refonte, dont l'histoire de France fasse mention, est celle de l'année 854, ordonnée dans le parlement assemblé à *Attigny*, par Charles-le-Chauve. Des commissaires députés dans les provinces furent chargés, entre autres choses, d'examiner exactement l'état des monnaies, de corriger les abus qui s'y étaient glissés, et de punir sévèrement les faux-monnoyeurs.

Leblanc dit que, sous la première et la deuxième race de nos rois, l'on conservait *en masse*, dans le trésor des princes, l'or et l'argent affinés; que les particuliers gardaient aussi leur or et leur argent sans être monnoyés; ce qui s'est pratiqué en

France jusques au règne de Philippe-le-Bel (1285). Il n'y a rien de si fréquent dans les actes avant ce temps-là que les paiemens et les amendes à la *livre* ou au marc d'or ou d'argent; ce qui fait conjecturer qu'on ne fabriquait que fort peu de monnaie en France, sous les rois de la première, de la deuxième, et au commencement de la troisième race, et seulement autant qu'il en fallait pour le petit commerce.

La période que nous allons parcourir comprend l'espace de 700 années, depuis les commencemens de la troisième race des rois de France, vers le onzième siècle, jusqu'aux premières années du dix-huitième siècle, époque où le régime monétaire acquit, à quelques exceptions près, une fixité que les monnaies avaient perdue depuis le premier exemple que nous a conservé l'histoire, de leur surhaussement par les Romains, lors de l'embarras où ils se trouvèrent à l'époque de la première guerre punique, (264 ans avant J. C.).

Ainsi qu'on l'a vu par ce qui précède, la *chronologie monétaire* se divise en trois grandes époques, dont la première, remontant aux temps les plus reculés des monumens historiques, 5555 ans avant J. C., d'après l'historien Joseph, offre un espace de 5291 ans, sans aucune trace conservée d'altération, de surhaussement ou de travail dans les monnaies.

La seconde période date de l'année 264 avant J. C., jusqu'au onzième siècle, depuis l'*ère chrétienne*, espace de près de 1400 années; elle offre, sous la domination de Rome *république*, et devenue *Empire*, et en continuant même sous l'Empire de Constantinople, les germes de tous les désordres dans les monnaies; désordres pratiques, à la vérité, de loin en loin, et réformés temporairement, mais ensuite repris et transmis par imitation à tous les peuples barbares qui se sont formés des débris et des dépouilles du premier Empire du monde.

Enfin , la troisième période de la chronologie monétaire se rapporte aux sept siècles dont nous allons nous occuper , depuis le règne de *Hugues-Capet* jusqu'au commencement de celui de Louis XV.

Ces recherches ayant pour but de rapprocher tous les élémens réguliers ou irréguliers du système monétaire chez les diverses nations policées , depuis les temps anciens jusqu'à nos jours , on aperçoit qu'il ne peut être question dans l'analyse qui va suivre , que des traits caractéristiques qui peuvent perfectionner les rapprochemens relatifs , soit à la concordance , soit à la divergence entre les divers systèmes monétaires (a).

Tous les événemens civils , politiques et religieux qui ont signalé cette période de sept siècles , ont concouru à jeter dans le cahos les monnaies de France ; et si le comble des maux a quelquefois suspendu les désordres , bientôt une ignorante avidité a de nouveau contribué , en fait de monnaies , aux erreurs comme aux malheurs des peuples.

Les vices du système monétaire dont les Français eurent longtemps à gémir , prirent leur source dans de fréquens changemens dans le titre , le poids , la dénomination et le cours des monnaies , et dans le surhaussement ou la diminution de leurs valeurs. Ces vices eurent également pour causes les dénominations variées , la diversité et la multiplicité des monnaies tant nationales qu'étrangères. Leur circulation maintenue par le peuple lui-même à des cours volontaires , fut favorisée successivement par les émigrations en Orient , d'où les croisés rapportèrent diverses espèces de mon-

(a) Une grande partie des faits relatifs aux désordres des monnaies , en France , a reçu son application au règne de *Philippe-le-Bel* ; mais cette application ne peut pas empêcher de classer ici les mêmes faits monétaires à leur date , sans quoi il y aurait lacune dans la chronologie monétaire des peuples anciens et modernes.

naies; par les guerres longues et désastreuses pendant trois siècles avec les Anglais, qui furent maîtres long-temps de plusieurs provinces, et même du cœur de la France, et y frappèrent monnaie; par l'insubordination des grands vassaux de la couronne, et des barons laïcs ou ecclésiastiques qui jouissaient aussi de la faculté de frapper monnaie; par les conquêtes ultramontaines qui nous initièrent dans les secrets des financiers italiens; enfin, par les factions et les ligues qui se tournèrent contre l'autorité royale, et qui furent soutenues long-temps par l'or et l'argent de l'Angleterre ou de l'Espagne.

Reprenons chronologiquement et avec brièveté chacune de ces causes, et leurs fâcheuses conséquences.

Le règne de Philippe I^{er}. présente le premier exemple de l'altération dans le degré de fin des *deniers d'argent*, qui alors furent fabriqués, un tiers de cuivre avec deux tiers d'argent.

1060
ans.

Plusieurs chroniques observent qu'en cette année 1112, qui était la 4^e. année du règne de Louis VI, il y eut un grand affaiblissement des monnaies, de manière que les *sols* étaient moitié argent fin, et moitié *cuivre*.

1112
ans.

Dans cette période, diverses monnaies étrangères eurent un grand cours en France; les *besants d'or* des Sarrasins de Byzance ou de Constantinople; les *marabotins d'or* des Maures d'Afrique; les *esterlins d'argent* d'Angleterre. La plus ancienne de nos ordonnances pour nos monnaies de la troisième race, est celle donnée à Rouen, en l'année 1158, par Édouard VI, dans laquelle ce prince évalue la monnaie de Normandie, celle de Tours, d'Angers, du Mans, et même la monnaie *sterling* ou d'Angleterre.

De
1100
à
1200
ans.

Pour avoir une idée nette des désordres auxquels étaient parvenues les monnaies sous les premiers rois de la troisième race,

il faut placer ici les recherches faites par *Duby*, sur les monnaies des prélats et barons de France. Son traité, *de l'Imprimerie royale*, a paru pour la première fois en 1790, et contient l'historique des monnaies de trois cents églises et fiefs dont les possesseurs, pairs, évêques, abbés, chapitres, villes et autres seigneuries de France ont joui de ce droit.

Les rois de la seconde race, dit cet auteur, parvenus de la mairie à la royauté, laissèrent les grands user de ce droit, et il ne paraît pas que Charlemagne, en réformant les monnaies, les en ait privés. Il est même vraisemblable que ni lui, ni ses successeurs n'en sentirent jamais toute l'importance, et qu'ils le regardaient simplement comme une sorte de privilège honorifique, qu'on pouvait sans conséquence accorder à qui le désirait; car autrement auraient-ils pu, par une piété mal entendue, en faire part ou le confirmer à des évêques et à des monastères, comme fit Louis-le-Débonnaire à celui de Saint-Médard de Soissons; Charles-le-Gros, à l'église de Langres; Raoul ou Rodolphe, à l'évêque du Puy, et Charles-le-Simple à celui d'Autun?

Il fallait que, dans ce temps-là, les grands en eussent la même idée que les rois, puisqu'ils communiquaient assez volontiers, par inféodation, ce droit à leurs vassaux, comme le prouvent nombre de chartes encore existantes. Ils ne voyaient point que multiplier ce privilège, c'était l'avilir et s'embarrasser peu des inconvénients qui pouvaient en résulter pour le bien public. L'ambition de jouir de ce droit porta les choses si loin, que, sur la fin de la seconde race, il n'y avait guère de baron un peu puissant, qui, à sa volonté, n'en usât avec ou sans permission, ne s'en fit un titre de propriété, et n'en tirât, comme le roi, un droit de seigneurage. Je ne sais même si, dans ce temps de confusion, le roi jouissait seul, à leur exclusion, du privilège de faire battre la monnaie d'or, et si sa monnaie avait également cours dans les terres de tous les barons:

plusieurs ordonnances de nos rois, que je citerai ci-après, pour revendiquer ces prérogatives, semblent autoriser ce doute.

La France ne fut pas le seul pays affligé de cette folle prétention des seigneurs; l'Angleterre, entre autres, tant qu'y durèrent les troubles causés dans les différentes provinces par la mésintelligence des grands, avait, selon le rapport de Guillaume-de-Neubrige, autant de tyrans que de seigneurs de châteaux, qui s'arrogeaient le droit de battre monnaie, et la puissance de donner des lois à leurs sujets, à la manière des rois.

Tel était l'état de la monarchie, lorsque la troisième race monta sur le trône; elle trouva les ducs, les comtes, vicomtes et hauts barons, chefs de leur province ou de leur ville, dont ils s'étaient fait un domaine particulier, s'attribuant, chacun dans son district, tous les droits de souveraineté, à l'exception du dernier ressort; et leurs monnaies étaient répandues dans tout le royaume avec celles du roi.

Cette multitude de monnaies, toutes différentes par leur type, leur aloi, leur poids et leur valeur, causait un embarras très-préjudiciable au commerce, et exposait à tous momens les gens simples et peu au fait des monnaies, au danger d'être trompés. C'est pourquoi les rois de cette race, plus éclairés que ceux des deux premières sur les droits de la royauté, et plus attentifs sur le bien des peuples, s'occupèrent sérieusement des moyens de remédier à ces inconvéniens, et travaillèrent peu-à-peu à restreindre ces prétentions et ces entreprises si contraires au bien public, pour réunir et ramener à eux toutes les portions dispersées d'un droit incommunicable de leur couronne.

Un des premiers de nos rois que l'on sache avoir fait des réglemens sur cet objet, est Louis VIII. Il obligea les seigneurs qui voudraient refondre leurs monnaies, d'en avertir le roi,

APRÈS
J. - C.

quatre mois auparavant, afin que ses sujets eussent le temps de se défaire des anciennes espèces, et ne souffrissent aucun dommage de ce changement; c'est ce que témoigne une charte de l'évêque de Meaux, du mois de mai 1225.

1226
ans.

En 1226, le même prince ordonna que la monnaie des barons, qui n'en frappaient que de blanche, n'aurait cours qu'en leurs propres terres, et que les siennes seraient reçues par tout le royaume.

1262
ans.

Le roi Saint-Louis, en 1262, enchérit sur l'ordonnance de 1226, et ordonna formellement que non-seulement sa monnaie serait reçue dans toutes les parties du royaume et des terres des seigneurs, soit qu'ils eussent droit de frapper monnaie ou non, mais il défendit expressément aux barons qui n'avaient pas droit de battre monnaie, de jamais se servir d'autres espèces que des siennes.

Louis IX défendit encore à qui que ce fût dans son royaume de fabriquer de la monnaie semblable à la sienne; et il exigea de ceux à qui il voulait bien laisser encore ce droit, qu'ils eussent soin de distinguer leurs monnaies par une différence très-marquée, tant sur la face que sur le revers, communément dits *croix* et *pile*.

1265
ans.

Saint-Louis, au rapport de Leblanc, *traité des monnaies des rois de France*, se fit attribuer, du consentement de ces mêmes vassaux, dans un parlement tenu en 1265, la connaissance exclusive de tous les délits concernant les monnaies.

Il apporta la plus grande attention à ce qu'elles fussent fabriquées au titre et au poids qu'il avait fixés. Les peuples conservèrent long-temps la mémoire de ce bienfait, et lorsque, sous les règnes de plusieurs de ses successeurs, et notamment sous Philippe-le-Bel et sous le roi Jean, les peuples se plaignaient des variations fréquentes

fréquentes du cours et du titre des espèces, ils demandaient *que l'on fit de bonne monnaie, comme du temps de Saint-Louis*. Ces expressions se trouvent répétées dans quelques ordonnances des treizième et quatorzième siècles; on les y employait pour inspirer de la confiance ou calmer les inquiétudes.

Philippe-le-Hardi, *continue Duby*, renouvela, en 1273, l'ordonnance de 1262, pour le cours de sa monnaie et de celle des barons; il ajouta et recommanda très-rigoureusement aux hauts barons de ne diminuer ni altérer la monnaie royale. Il réitéra, en 1275, la défense de faire frapper des monnaies semblables aux siennes; et, en 1278, il acheta le droit de battre monnaie, dont jouissait l'évêque d'Alby.

En 1289, Philippe-le-Bel renouvela les ordonnances de 1262 et 1273, pour ce qui concernait le cours des monnaies des seigneurs et des siennes; et il fit, en 1294, une nouvelle ordonnance sur le fait des monnaies.

Il existe une note d'environ l'an 1300, qui porte qu'aucun baron ne peut et ne doit faire monnaie d'or ou d'argent, si ce n'est le roi, ou par son commandement, ni monnaie qui vaille plus d'un denier (*Ducange*). Le denier de ce temps-là peut valoir environ sept sous de notre monnaie actuelle. L'époque de cette note peut faire croire qu'elle a été extraite de quelque règlement de Philippe-le-Bel, et peut-être est-elle une extension de son ordonnance de 1294.

Il renouvela, en 1305, celle de 1289; et comme il voulait mettre la monnaie sur un bon pied, il écrivit aux barons qui avaient droit de battre monnaie, d'envoyer leurs délégués, vers l'octave des saints, pour délibérer sur cette matière avec les maîtres de la chambre des comptes, et les maîtres des monnaies du roi, à l'effet de dresser des réglemens que le roi observerait même

APRÈS
J. - C.1273
ans.1275
ans.1278
ans.1289
ans.1294
ans.1300
ans.1305
ans.

J.-C.

comme eux ; et il fit commencer en 1306, vers la nativité de la vierge, une monnaie forte. En conséquence, en 1307, il mit dans sa main la fabrication des monnaies des prélats et des seigneurs, leur faisant défense d'en fabriquer jusqu'à nouvel ordre : il permit cependant, par une convention particulière, que la monnaie de l'évêque de Viviers continuât à avoir cours dans sa ville épiscopale et dans toute l'étendue de son diocèse.

1308
ans.

Il ordonna, en 1308, que sa monnaie courût et fût reçue dans toutes les terres des barons, pour le prix de la leur, et valeur pour valeur.

1313
ans.

En 1313, par une nouvelle ordonnance, il défendit aux barons de fabriquer aucune monnaie jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu de lui des lettres-patentes, qui indiqueraient le temps et la manière d'ouvrer ou fabriquer.

1315
juin.

Au mois de juin de la même année, il renouvela, pour la seconde fois, l'ordonnance de 1289, et ordonna en outre que les maîtres des monnaies des prélats et barons seraient tenus de jurer sur les saints évangiles, *qu'ils ne fonderaient ni feraient fondre aucune des monnaies du roi* ; et que, dans chacune des monnaies des prélats et barons, il serait préposé par le roi, et à ses frais, un garde chargé de délivrer les deniers suivant le prix ordonné. Ce garde devait aussi assister à tous les achats d'argent et de billon ; être présent à la fonte, et veiller à ce qu'il ne s'y fit rien contre les ordonnances ; enfin, les maîtres des monnaies du roi devaient se transporter dans toutes les monnaies des prélats et barons, pour y prendre les boîtes desdites monnaies en essai, et s'assurer si elles avaient le poids et si elles étaient au titre prescrit : en cas de différence, celui à qui la monnaie appartenait devait payer le déficit de ses deniers, et renoncer aux émolumens qu'il avait coutume d'en retirer. En conséquence de ce sévère règlement, il fut enjoint aux généraux des monnaies de faire souvent leurs

chevauchées, recherches et essais des deniers ayant cours dans le commerce, de visiter tous les ans les monnaies des seigneurs, et d'en faire leur rapport au roi.

Louis-Hutin, pour favoriser le règlement des monnaies, fut conseillé, en 1341, de suspendre pendant deux ans la fabrication des monnaies des seigneurs.

Le 15 janvier 1315, il renouvela la *défense de contrefaire aucune de ses monnaies*, et il ordonna que celles des seigneurs fussent réduites et remises sur leur ancien pied, du temps de Saint-Louis.

Le 28 novembre de la même année, il déclara aux seigneurs qui faisaient battre monnaie, *qu'il ne voulait point tolérer les pratiques abusives de leurs monnaies; qu'ils ne tenaient ledit droit de la couronne qu'à titre de don gratuit, totalement révo- cable à volonté*. Ils répondirent par l'organe de l'évêque de Soissons, qu'ils tenaient le droit de battre monnaie de la couronne de France; qu'ils pouvaient en forger en telle quantité qu'il plairait à ladite couronne de le permettre, et en se conformant, pour le poids et le titre, aux réglemens des généraux des monnaies; que leurs monnaies n'avaient cours qu'en leurs terres, tandis que celles du roi s'étendaient par tout le royaume; que leurs monnaies étaient d'ailleurs assujetties à être essayées, visitées et raisonnablement évaluées par les généraux des monnaies, et qu'ils ne croyaient point avoir contrevenu en rien à aucune de ces conditions: sur ce, le roi ordonna qu'on évaluerait les monnaies des ayans-cause, ce qui fut exécuté.

Quant à la quantité des monnaies que les seigneurs pouvaient fabriquer, elle était fixée par les généraux des monnaies, à mille marcs par an, dont neuf cent en deniers, et cents en mailles.

On conserve à la chambre des comptes de Paris, un registre

APRÈS
J.-C.1314
ans.1315
ans.1315
nov.

APRÈS

J.-C.

in-folio, coté 123, fait vers Noël de la même année 1315, des monnaies des seigneurs, contenant de quels poids, *loy* et coins elles se faisaient alors.

1316
ans.

Le 13 mai 1316, il fut fait une déclaration des noms des prélats et barons qui avaient droit de battre monnaie, par laquelle il paraît que le roi était alors parvenu à leur donner le pied et les coins de leurs monnaies, tant devers *croix* que devers *pile*; cette déclaration se trouve au registre d'entre deux ais, qui est en la cour des monnaies de Paris.

1317
ans.

Philippe-le-Long, en 1317, soupçonnant qu'il se faisait beaucoup de fraudes dans la fabrication des monnaies des seigneurs, ordonna *qu'on lui remît les boîtes des essais*, afin de découvrir la nature de ces abus et de les manifester.

1319
et
1320
ans.

Le 14 mai 1319, *il acheta le droit de battre monnaie des comtes de Chartres et d'Anjou*, et le 27 janvier 1320 celui dont jouissait Louis-de-Clermont, comme comte de Clermont et seigneur de Bourbon.

1320
février

Le 15 février de la même année 1320, plusieurs seigneurs se soumirent au jugement du roi et de son parlement, sur la réformation des abus de leurs monnaies.

1321
ans.

Enfin, en 1321, *le roi, lassé de la multiplicité de monnaies de différens coins, également incommodes à ses sujets et à ceux des seigneurs, prit la résolution de les réduire toutes à un seul coin*; mais comme cette opération, qui ne pouvait se faire qu'à très-grands frais, aurait emporté le cinquième des biens de l'Etat, le roi envoya des députés aux princes et prélats, et aux communautés de ses bonnes villes, pour avoir leur avis: ne pouvant pas s'accorder, la chose demeura sans effet, et le roi fut obligé d'en revenir *à la voie longue et dispendieuse des acquisitions*.

Le 3 mai 1528, Philippe-de-Valois acquit le droit dont jouissait le comte de Blois.

Cependant les abus dans la fabrication des monnaies des seigneurs allaient toujours en augmentant. Le roi Jean voyant que *la puissance temporelle* n'avait que peu d'effet, eut recours à la *puissance ecclésiastique* ; il obtint en 1553 une bulle du pape Clément VI, qui siégeait alors à Avignon, laquelle expose et condamne tous les abus qui allaient même jusqu'à *faire de fausse monnaie*, et *altérer celle du roi*. Il ne paraît pas que cette bulle ait produit beaucoup d'effet : car, sous Charles VI, en 1588, il fut très-expressément ordonné aux généraux des monnaies d'avoir l'œil à ce que ceux qui croyaient avoir droit de forger monnaie dans le royaume, ne fissent que ce qui était toléré ; mais *heureusement*, à force d'*acquisitions*, de *réunions* et de *prohibitions* à l'égard de ceux dont les titres étaient moins fondés, nos rois sont enfin parvenus à éteindre le droit des barons, de sorte qu'il n'y en a plus en France qui l'aient conservé.

On voit par ce qui précède que, notamment depuis Philippe-le-Hardi, qui succéda, en 1270, à Louis IX, son père, jusqu'à Charles VIII, dont le règne commença en 1483, ce qui forme une période de 213 années, les monnaies furent, en France, dans un état de désordres sans exemple chez aucun peuple, mais sur-tout remarquables en ce que ces désordres semblaient résulter d'un droit allégué par les monarques, et qui devint l'objet de plusieurs transactions ou compensations concédées par les peuples.

C'est ce qu'apprend, dit *Leblanc*, un plaidoyer fait en l'an 1504, par le procureur-général de Philippe-le-Bel, contre le comte de Nevers, qui avait affaibli sa monnaie. « *Item abaissier et amenuisier la monnaie, est privilège spécial au roi, de son droit*

APRÈS

J.-C.

royal, si que à lui appartient, et non à autre, et encore en un seul cas, c'est à savoir en nécessité, et lors ne vient pas le gaag (gain) ne convertit en son profit espécial, mais au profit et en la défense d'ou commun. »

1380

ans.

Charles VI, dans une de ses ordonnances, déclare qu'il est obligé d'affaiblir ses monnaies, *pour résister à notre adversaire d'Angleterre et obvier à sa damnable entreprise, attendu que de présent nous n'avons aucun autre revenu de notre domaine dont nous puissions aider.*

1422

ans.

Un ancien registre des monnaies qui paraît avoir été fait sous le règne de Charles VII, dit que *onques puisque le roi meit les tailles des possessions, des monnaies ne lui chalut plus.*

Par-là on voit que l'imposition fixe des tailles et des aides fut substituée à la place d'un ancien tribut infiniment plus incommode que n'étaient alors ces deux nouvelles impositions; car, non-seulement Charles VII, par exemple, retenait les trois quarts d'un marc d'argent pour son droit de seigneurage et pour les frais de fabrication, et faisait encore plus forte retenue sur le marc d'or; mais les rois pouvaient, sous le moindre prétexte, augmenter ces retenues et changer les monnaies de manière à lever plusieurs fois dans l'année ce même droit de seigneurage.

Ces changemens de monnaies furent si insupportables, sur-tout dans l'époque que nous parcourons, qu'au commencement de la troisième race, il y avait des villes et des provinces entières qui, pour avoir une monnaie stable, accordaient au roi un certain droit payable tous les trois ans.

Il existe plusieurs conventions entre les ducs de Normandie, de Guyenne, de Bourgogne; les comtes de Nevers, les évêques de Meaux, de Cahors, de Montpellier et autres, faites avec leurs vassaux pour ne pas changer ni affaiblir la monnaie.

Et *Leblanc* remarque que cela se pratiquait aussi chez les autres nations. Les Arragonnais accordèrent à Jacques I^{er}, leur roi, l'an 1236, une certaine somme par maison, de sept en sept ans, afin que la monnaie fût toujours de même *loy* et de même poids, et qu'on n'en changeât pas la marque.

Toutes ces circonstances sont infiniment importantes pour démontrer, d'une part, que les vrais principes du *système monétaire* n'étaient inconnus dans aucun temps, chez les peuples occidentaux, mais que, par défaut de ressources positives et légales pour subvenir aux guerres et aux malheurs publics, les secours extraordinaires se levaient sur les monnaies.

C'est par suite de ce même principe allégué publiquement dans un plaidoyer, sous Philippe-le-Bel, *la nécessité*, que, dès l'année 1328, sous Philippe-de-Valois, on ordonna à toutes sortes de personnes, de porter le tiers de leur vaisselle d'argent à la monnaie. Le roi Jean ordonna la même chose sur la fin de son règne, qu'il termina, en 1364; mais dans ces deux circonstances on ne prit que les frais de fabrication et non le droit de seigneurage.

Ce premier exemple de requérir d'autorité, ou par forme d'invitation, *la vaisselle d'argent pour la monnaie*, fut imité de règne en règne, et notamment trois fois dans le dix-huitième siècle, en 1709, 1759 et 1789.

Depuis Charles VIII, jusqu'au temps de l'administration de Sully, sous Henri IV, espace de 106 ans, le travail des monnaies exercé temporairement au nom de l'autorité royale, fut moins le résultat du système des finances que de leur déprédation, et des désordres de l'État, sous les enfans de Catherine de Médicis.

Trois événemens majeurs devaient influencer, vers cette époque, sur la politique intérieure et extérieure de la France. Des troupes permanentes qui commencèrent à être soldées sous Charles VII et Louis XI; des impôts annuels consentis par des assemblées nationales; et les conquêtes en Italie donnèrent une nouvelle direction aux esprits des administrateurs, et ouvrirent quelques nouvelles sources de richesses aux administrés.

1498
et
1515
ans.

Louis XII et François I^{er}. firent fabriquer, en Italie, pendant le cours de leurs campagnes, diverses sortes de monnaie d'or et d'argent et de billon, dont les types et les légendes étaient relatives, soit à leurs conquêtes, soit aux villes ou Etats où ces espèces étaient fabriquées.

1574
ans.

Sous le règne de Henri III, on fabriqua pour la première fois des *deniers de cuivre pur*, sans aucun mélange d'argent, et on ordonna en même-temps qu'il ne pourrait entrer dans les paiemens que pour vingt sols de cette monnaie de cuivre.

1577
ans.

L'ordonnance de cette année sur l'avis de la cour des monnaies, changea les monnaies de comptes, de *livres* en *écus*. Cette loi est, pour le temps, un véritable traité sur *la matière*, et qui offre d'autant mieux l'état des connaissances sur cette partie, que les remontrances de la cour des monnaies furent communiquées aux États de Blois, et furent ensuite soumises et discutées avec les gens les plus expérimentés en fait de monnaie, dans une assemblée qui se tint par les ordres d'Henri III, chez le cardinal de Bourbon.

1602
ans.

Quoiqu'il en soit, Henri IV, par son édit du 16 septembre 1602, rétablit le compte à la *livre*, et abolit celui à l'*écu* introduit par son prédécesseur.

Cette révocation, dit *Leblanc*, causa dans les monnaies un désordre beaucoup plus grand qu'il n'avait encore été; ce désordre portait

portait spécialement sur l'augmentation rapide du prix de l'or contre l'argent; et l'on voit dans le préambule de l'ordonnance de 1577 par Henri III, qu'un des effets principaux qu'il espérait du compte en *écus*, était *d'obtenir justice, et la proportion et correspondance d'entre ces deux métaux* $\frac{1}{2}$ (l'or et l'argent) : à ce que l'un achète l'autre.

L'édit de 1602 allègue vaguement, pour la suppression de ce nouveau compte, qu'il *a été reconnu grandement préjudiciable, voire se peut dire l'une des causes de la dépense et superfluité qui se remarquent à présent en tous Etats, et de l'enchérissement de toutes choses.*

On peut dire que l'une et l'autre ordonnance ont méconnu l'un des principes qui influe sur le prix ou l'échange de l'un des métaux contre l'autre. Ces métaux, *l'or et l'argent*, n'ont été considérés là, que dans leur rapport, comme monnaie, et non pas dans leur autre qualité, comme marchandise.

Les désordres qui suivirent l'édit de 1602, donnèrent lieu à une infinité d'assemblées, même devant le roi, où chacun était reçu à proposer son sentiment par écrit et de vive voix; on s'accordait à défendre le cours des monnaies étrangères; mais la mort d'Henri IV interrompit les conférences.

Cette innovation ou cette tentative de changement dans la monnaie de *compte* avait au moins un but louable (le perfectionnement du système monétaire); mais aucun motif de cette nature ne provoqua les variations multipliées qui eurent lieu postérieurement au règne d'Henri IV, notamment dans le dix-septième siècle, et même jusqu'à l'année 1726, époque d'une *refonte générale*; celle de l'or seulement fut ordonnée de nouveau en 1785.

De 1610 à 1725, période de 116 années, il n'arriva qu'une

1674
ans.

APRÈS
J. - C.

fois, en 1674, d'altérer le degré de fin des espèces d'argent, au moyen, dit *Leblanc*, d'un *empirement* extraordinaire d'un denier de fin dans la fabrication des pièces de quatre sols qui furent données à l'entreprise, pour trois ans, à des traitans, avec privilège d'avoir à cet effet cinq balanciers; ceux-ci, pour augmenter leurs bénéfices, non-seulement augmentèrent ce nombre, mais même ils excédèrent les heures qui leur étaient fixées pour travailler, et opérèrent même les jours de fêtes.

1679
ans.

La refonte de 1679 donna le premier et le seul exemple qui ait eu lieu en France, de remettre à ceux qui apportaient aux monnaies des espèces décriées, et d'autres matières d'or et d'argent, le même poids et le même titre en espèces monnoyées, en sorte qu'il n'était rien retenu ni pour droits de seigneurage, ni pour les frais de fabrication; cette dernière dépense fut acquittée par l'Etat.

La circulation des *monnaies étrangères*, comme sous les régnes précédens, continua d'être l'occasion pour le peuple d'augmenter la valeur des espèces; des spéculateurs s'emparèrent de cette disposition pour conseiller au gouvernement de multiplier les surchargemens des monnaies. Les inconvéniens de ces augmentations se faisant ensuite vivement sentir, amenaient d'autres dispositions qui prescrivaient des diminutions dans la valeur des mêmes espèces. Il résultait de toutes ces mesures contraires, gêne pour le commerce, désordre dans les finances et cahos inextricable pour le système monétaire. On croyait remédier à ces maux en ordonnant de fréquentes refontes des monnaies; mais ces refontes n'ayant pour but que de procurer au fisc des bénéfices apparens, et l'avantage de ces refontes étant pour les billoneurs dans l'intérieur de la France, ou pour ceux qui opéraient à l'étranger, il résultait de tant de mesures versatiles et mal calculées, de nouveaux abus qui furent sur-tout sensibles dans la guerre de la succession d'Espagne.

La refonte de 1701, dit *Forbonnais*, amena une innovation remarquable ; la fabrication n'allant pas assez vite , et le roi n'ayant pas de fonds prêts pour payer les matières, le directeur des monnaies donna ses *billets à termes* ; l'exactitude avec laquelle on les acquitta pendant ces deux années, accoutuma le public à les négocier comme des lettres-de-change ; mais en 1704, diverses fautes d'exécution , qu'il n'est pas de notre sujet de reproduire, transformèrent ces billets de monnaies ou de confiance, en créances de l'Etat. Je n'ai cité cette création de *billets* de monnaie que comme premier exemple dans le système monétaire général des peuples , et comme étant l'extrémité de la chaîne que j'ai parcourue ; ce qui établit une énorme distance entre l'enfance des monnaies, en *bétail* , ou en masse de *métal brut*, et la circulation de la matière des monnaies, représentées par un papier portant promesse d'en restituer l'équivalent en nouvelles espèces.

Le système monétaire, sous le rapport de la fabrication, avait reçu peu de temps auparavant un grand degré de perfection , par les soins du célèbre Varin, intendant des monnaies, sous Louis XIII. Briot, tailleur général des monnaies, soutenu du chancelier Séguier, fit voir que, par le moyen de la presse, du balancier, du coupoir et du laminoir, on pouvoit fabriquer les monnaies dans une plus grande perfection, avec plus de célérité, et moins de dépense que par la voie du marteau dont on se servait depuis le commencement de la monarchie. Cette ancienne manière de fabriquer fut interdite en 1645, au commencement du règne de Louis XIV.

Depuis 1726, époque de la dernière refonte générale pendant le dix-huitième siècle, les monnaies n'ont été l'objet d'aucunes variations publiques et légales, pendant près de soixante ans, jusqu'à la refonte de l'or en 1785 ; on ne peut douter que cette permanence et cette fixité dans la valeur des monnaies n'aient

efficacement concouru, avec d'autres causes, à seconder le développement de tous les genres de prospérité qu'a obtenu le commerce français durant cette période.

L'ouvrage *De la balance du commerce* a rendu sensibles par des faits authentiques, comme par des calculs précis, les progrès de nos relations commerciales dans toutes les parties du globe, depuis la mort de Louis XIV jusqu'au moment de la révolution en 1789. (*Voyez la notice ci-contre.*)

Il sera maintenant plus facile, au moyen de cette *chronologie monétaire*, de faire l'application raisonnée des faits relatifs aux monnaies des principaux peuples civilisés, *Orientaux*, *Méridionaux* et *Occidentaux*; d'apprécier les causes qui influaient sur la circulation, par des déductions tirées de l'état des personnes, des propriétés et de l'industrie; de comparer ces circonstances avec la situation politique des nations, l'établissement et l'exercice de l'autorité publique chez chacune d'elles, aux diverses époques, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours: toutes ces notions ne peuvent manquer d'amener des résultats d'un grand intérêt, pour quiconque voudra se livrer à cet important travail.

F I N.

OEUVRES POLITIQUES

ET

ÉCONOMIQUES

DE M. ARNOULD,

Qui se trouvent

Chez RONDONNEAU, Imprimeur ordinaire du Corps législatif.

NOTA.

Tous ces ouvrages publiés pendant la vacance du trône (de 1792 à 1804), traitent des grands intérêts de la patrie, sous les rapports du COMMERCE, des FINANCES et de la POLITIQUE : Ils doivent donc servir à l'intelligence de l'Histoire de France, pour une époque mémorable, LA FIN DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE, et LE COMMENCEMENT DU DIX-NEUVIÈME.

1°. DE LA BALANCE DU COMMERCE *et des relations commerciales extérieures de la France, dans toutes les parties du globe, particulièrement à la fin du règne de Louis XIV, et au moment de la révolution; le tout appuyé de notes et tables raisonnées, authentiques, sur le commerce et la navigation,*

la population, le produit territorial et de l'industrie, le prix du blé, le numéraire, le revenu, la dépense et la dette publique de la France à ces deux époques, *avec la valeur de ses importations et exportations progressives depuis 1716, jusqu'en 1788 inclusivement* : 2 volumes in-8°, avec un volume in-4°. de tableaux. (Paris, 1792)

2°. SYSTÈME MARITIME ET POLITIQUE DES EUROPÉENS DANS LE DIX-HUITIÈME SIÈCLE, *fondé sur leurs traités de paix, de commerce et de navigation* : 1 vol. in-8°. (Paris, 1797.)

3°. RÉSULTATS DES GUERRES, DES NÉGOCIATIONS ET DES TRAITÉS qui ont précédé et suivi la coalition contre la France, pour servir de supplément au *droit public de l'Europe*, de Mably : 1 vol. in-8°. (Paris, 1803.)

OUVRAGES DU FONDS DU DÉPÔT DES LOIS,

Les prix marqués sont ceux de l'ouvrage pris à Paris. Le Catalogue général indique les prix franc de port.

Les Souscripteurs à la Correspondance jouissent seuls d'une remise extraordinaire sur les ouvrages ci-après :

RECUEILS ET RÉPERTOIRES.

CONCORDANCE des calendriers républicain et grégorien, jusques et compris l'an XXII, in-8°. 1 fr. 20 cent.

L'art de vérifier les dates de la révolution, in-12. 3 fr.

Précis ou tableau chronologique des événemens et de la législation de la révolution, in-8°. 5 fr.

Répertoire ou mémorial de tous les actes publiés depuis 1789, jusqu'à l'an XII, 8 vol. in-4°. 60 fr.

Collection complète des lois depuis l'an IV, jusques et compris l'an XIII, avec tables chronologiques et des matières, 20 vol. in-4°. 180 fr.

Bibliothèque des étudiants en droit, 4 vol. in-18. 8 fr.

Mémorial constitutionnel, ou recueil des constitutions depuis 1791, 3 vol. in-18. 6 fr.

Etat de la légion d'honneur, ou recueil des lois, décrets et arrêtés relatifs à son organisation, avec l'état nominatif de ses membres, 1 vol. in-8°. 6 fr.

Code impérial des Français, ou recueil des sénatus-consultes, lois et décrets relatifs à l'organisation du Gouvernement impérial, in-8°. 3 fr.

Mémoire sur les attributions des conseils généraux de département, in-8°. 75 cent.

RECUEILS ET TRAITÉS DE LÉGISLATION.

Les Cinquante-livres du digeste, traduits en français, par M. Hulot, avec le texte latin à côté, 7 vol. in-4. ou 35 vol. in-12. Edition in-4°. — papier vélin, 126 fr. papier fin, 84 fr. — papier ordinaire, 70 fr. Edition in-12, papier fin, 87 fr. 50 c. — papier ordinaire, 70 fr.

Commentaire sur la loi des douze tables, par M. Bouchaud, 2 vol. in-4°. cartonnés, 24 fr.

Code judiciaire civil, depuis 1789, in-8°. 4 fr.

Cours élémentaire du droit civil, par Vasselin, 2 forts vol. in-8°. 13 fr.

Traité de la contrainte par corps, par Fournel, in-12. 3 fr.

Code des enfans naturels, par Vermeil, in-12. 1 fr. 20 cent.

Code de l'état civil et du divorce, par le même, in-12. 2 fr. 40 cent.

Manuel et nouveau style des huissiers in-12. 3 fr.

Code hypothécaire de l'an VII, in-18. 1 fr.

Manuel des propriétaires et locataires in-12. 1 fr. 25 cent.

Code des successions et donations, par Vermeil, 2 vol. in-12. 4 fr.

Traité sur les avantages entre époux d'après la loi du 17 nivose an II, par le Vasseur, in-8°. 1 fr. 80 cent.

Code des transactions, par Vermeil et Fournel, in-8°. 4 fr.

Dictionnaire raisonné des transactions, par Fournel, in-8°. 3 fr.

Traité de la tutelle et de la curatelle, par Vermeil, in-12. 1 fr. 20 cent.

OUVRAGES PAR ABBONNEMENT.

Collection des lois, sénatus-consultes, décrets impériaux, imprimés en feuilles détachées, in-4°. qui s'envoient une fois par semaine, prix 36 fr. par an.

A la fin de l'année on délivre aux souscripteurs deux tables, l'une par ordre chronologique, l'autre par ordre de matières.

Correspondance du dépôt des lois, avec les fonctionnaires publics, ou compte rendu chaque mois de l'état de la législation, de l'administration, de la jurisprudence, et des principaux événemens politiques, douze cahiers par année, chacun de 5 feuilles in-4°. ou 40 pages à deux colonnes, 15 francs pour Paris, et 18 francs pour les départemens.

Le premier numéro de ce recueil a été publié en vendémiaire an XIV.

CODE CIVIL.

Projet du Code civil, précédé du discours de M. Portalis, in-8°. 3 fr.

Observations des tribunaux sur ce projet, édition orig. 4 vol. in-4°. 36 fr.

Analyse des observations, par Crussaire, in-4°. 13 fr.

Procès-verbaux du conseil d'état contenant la discussion du Code civil, 5 vol. in-4°. 42 fr.

Esprit du Code civil, par M. Loaré, 1^{er} vol. in-4°. 15 fr. -- 2^e vol. 9 fr.

Code civil des Français, Édition originale et seule officielle, édition in-4°, papier fin, 12 fr. — Papier ordinaire, 8 fr. Édition in-8°, 4 fr. — Édition in-32, 1 fr. 80 cent.

Table des matières du Code civil, in-4°, papier fin, 4 fr. — Papier ordinaire, 3 fr. Édition in-8°, 2 fr. 40 cent. Édition in-32, 1 fr. 20 cent.

Recueil des lois composant le Code civil avec tous les discours et opinions, 11 vol. in-8°, 33 fr.

Notions élémentaires du nouveau droit civil, ou exposé méthodique des dispositions du Code civil, par M. Pigeau, 4 vol. in-8°, 12 fr.

Code des successions, donations et testaments, par M. Firmigier-Lanoix, 2 vol. in-12, 6 fr.

Code de la tutelle et de la curatelle, avec 60 formules d'actes, par Lebrun, in-12, 1 fr. 80 cent.

Nouveau style des notaires, par Commaille, 6 vol. in-8°, 24 fr.

CODÉS ET TRAITÉS DIVERS.

Code criminel et correctionnel, complet, depuis 1789 jusqu'à l'an XIII, 2 vol. in-8°, 10 fr.

Mémorial alphabétique des réglemens de voirie, par Farmond, in-12, 75 cent.

Projet de Code criminel, édition originale, in-4°, 3 fr.

Code rural depuis 1789, in-8°, 3 fr.

Code de la chasse et de la pêche, in-8°, 2 fr.

Code forestier, d'après la nouvelle organisation, in-8°, 2 fr. 50 cent.

Dictionnaire forestier, par Campestri, 2 vol. in-12, 6 fr.

Précis sur l'aménagement des forêts, par Clause, in-8°, 1 fr. 80 cent.

Manuel du forestier, et traité sur les pépinières, par Richard, in-12, 2 fr.

Manuel du tribunal de cassation, par Lavaux, in-12, 1 fr. 80 cent.

Code de la conscription depuis l'an VI jusqu'à l'an XIII, in-8°, 4 fr.

Code de la gendarmerie, in-8°, 2 fr.

Manuel du garde national, in-12, 1 fr. 50 cent.

Recueil des lois et réglemens sur les places de guerre, in-12, 1 fr. 50 cent.

Code pénal maritime, in-18, 1 fr. 50 c.

Recueil des décisions du conseil des prises, depuis l'an VIII, in-4°, 24 fr.

Code des sciences et arts, brevets d'invention, etc., in-8°, 1 fr. 80 cent.

Manuel des instituteurs, avec l'état des livres classiques, in-8°, 2 fr.

Code des médecins et pharmaciens, in-18, 1 fr. 80 cent.

Le ton de la bonne compagnie, in-18, 1 fr. 25 cent.

Dîners du vaudeville, jolie édition, 9 vol. in-18, 24 fr. reliés 30 fr. francs.

Poème de l'astronomie, par M. Gudin, in-8°, 1 fr. 20 cent.

Des jeux du hasard, par Lablée, in-12, 2 fr.

Code des droits réunis, avec les instructions, 2 vol. in-8°, 12 fr.

Manuel des contribuables, par M. Du-laurens, 6 vol. in-8°, 13 fr.

Code des cautionnemens par le même, avec un supplément jusqu'à l'an XIV, in-8°, 2 fr.

Manuel du cadastre, par le même, in-8°, 1 fr. 20 cent.

Guide des percepteurs des contributions, par P* nouvelle édition, in-8°, 2 fr.

Code de la taxe d'entretien des routes et des octrois, in-12, 1 fr. 50 cent.

Code du timbre et de l'enregistrement, in-8°, 1 fr. 50 cent.

Code des domaines nationaux, par M. Camus, 2 vol. in-8°, 5 fr.

Traité sur les domaines engagés, par M. Boudet, in-8°, 2 fr.

Manuel des agens de change et courtiers de commerce, in-8°, 1 fr. 50 cent.

Manuel des poids et mesures, par M. Tarbé, in-18, 1 fr. 50 cent.

Le nouveau transformateur, par M. Bonneau, 1 fr.

Tableaux en placard pour toute espèce de poids et mesures, par le même, la collection complète, 3 fr.

Manuel alphabétique des émigrés, in-8°, 2 fr.

Recueil des principales lois relatives à l'émigration, in-8°, 1 fr. 50 cent.

Défense des parens des émigrés, in-8°, 1 fr. 20 cent.

Bonaparte au Caire, in-8°, 3 fr.

Événemens du 18 brumaire, in-8°, 1 fr.

Recueil des pièces officielles sur le procès du général Moreau, in-8°, 6 fr.

Recueil des programmes des fêtes et cérémonies du couronnement, in-4°, 1 fr. 80 cent.

Des Faits et non des mots sur Napoléon I^{er}, par M. Lecomte, in-8°, 1 fr. 80 cent.

Recueil sur l'organisation des cultes, in-8°, 1 fr. 20 cent.

Recueil des bulles et brefs de N. S. P le Pape, in-8°, 1 fr.

Manuel des ecclésiastiques, ou recueil des lois et décrets sur leur traitement, pensions, etc. in-8°, 1 fr. 50 cent.

Nota. Tous ces ouvrages, et une collection choisie de livres de jurisprudence ancienne et nouvelle font partie de la bibliothèque du Cabinet de lecture de l'établissement, ouvert tous les jours au public, moyennant un abonnement au mois, ou un prix fixe par séance.

HJ

1073

A8

Arnould Ambroise Mar

Histoire générale
finances de la France

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS PC

UNIVERSITY OF TORONTO LIBR
